

صكنا من الاموال

AU LIBAN



Les difficultés se multiplient pour l'application du plan de paix de la Ligue arabe

Le Liban est un pays où la situation est très complexe. Les difficultés se multiplient pour l'application du plan de paix de la Ligue arabe. Les tensions sont élevées et la situation est instable.

La situation au Liban est très préoccupante. Les tensions sont élevées et la situation est instable. Les difficultés se multiplient pour l'application du plan de paix de la Ligue arabe.

M. Lazar s'entretient avec M. Giscard d'Estaing

M. Lazar, dans sa réponse, a remarqué qu'il n'existe pas entre la France et la Hongrie de problèmes non résolus qui pourraient limiter le développement de leur coopération. Après avoir apprécié le rôle et le poids de la France dans la vie politique de l'Europe, dans le développement des relations internationales...

Après avoir apprécié le rôle et le poids de la France dans la vie politique de l'Europe, dans le développement des relations internationales, M. Lazar a souligné l'importance de la coopération entre la France et la Hongrie.

DIPLOMATIE

signés, d'autre part, par Creusot-Loire et Rhône-Poulenc avec des firmes hongroises. La permanence et la solidité de la volonté commune de rapprochement de la France et de la Hongrie ont été soulignées lundi soir par M. Chirac, au cours du dîner qu'il offrait au Quai d'Orsay en l'honneur de M. Lazar.

La Hongrie s'oriente vers une « économie d'efforts »

Budapest. — Le rétablissement de l'équilibre commercial par un effort considérable en faveur des exportations (le Monde daté 13-14 juin), mais aussi la lutte contre les gaspillages et un certain laxisme dans les usines sont devenus prioritaires en Hongrie. Déjà amorcée en fait depuis plusieurs années, la politique de centralisation se concrétise tous les jours davantage...

De notre envoyé spécial. La Hongrie s'oriente vers une « économie d'efforts ». Les mesures de centralisation et de réduction des dépenses sont en cours d'application. Les entreprises sont encouragées à réduire les gaspillages et à améliorer la productivité.

sure où les classes bureaucratiques conservent toujours le dernier mot, même si parfois les technocrates — économistes, sociologues, scientifiques — réussissent, le temps d'un printemps, à desservir les épaules. Mais, qu'ils soient socialistes ou capitalistes, les dirigeants ont toujours eu tendance à se laisser aller à la débauche, voire négative, et lui donner sa véritable signification : un enrichissement aussi accompli que possible des relations bilatérales entre les États et les peuples européens.

Les départs assez massifs vers les maisons de week-end les premiers stationnements sauvages de véhicules sur les trottoirs et une relative abondance de biens de consommation dans les magasins rendent les progrès indéniables de l'économie. Mais la pénurie de logements, en dépit d'une forte augmentation des constructions, demeure importante : si le loyer moyen est faible (300 forints par mois, soit environ 80 \$), il atteint 1 000 forints en cas de sous-location.

En outre, les salariés et les entreprises supportent, à compter du 1^{er} juillet 1976, de nouvelles contraintes : « Toute personne qui changera de lieu d'habitation devra payer une taxe d'habitation ». Cette taxe sera de 10 pour cent du prix de la maison ou du logement.

M. Giscard d'Estaing recevra le 21 juin M. Kissinger. Le secrétaire d'État américain se rendra à Paris pour participer à la session ministérielle annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.).

L'une des grandes préoccupations des dirigeants est d'assurer le retour à l'équilibre dans une économie qui souffre apparemment d'une pénurie de main-d'œuvre, en fait d'un « pseudo-suremple » comme cela nous a été indiqué à plusieurs reprises. Economistes et hauts fonctionnaires reconnaissent, sans en faire état, que la mobilité actuelle des travailleurs est « mauvaise », et que la productivité des salariés « est encore trop basse ». Le personnellement, dans qu'il n'y a pas de pénurie de main-d'œuvre, mais plutôt un gaspillage, déclare M. György Szecsk, directeur général au ministère de la métallurgie.

Une certaine centralisation. Enfin, à compter du 1^{er} janvier 1977, les entreprises auront trois jours de travail de moins par semaine. Les entreprises elles-mêmes, qui ont vu des difficultés croissantes, ont dû réduire leurs effectifs, voire fermer certaines unités. Les entreprises ont dû réduire leurs effectifs, voire fermer certaines unités.

Le secrétaire américain à la défense en Afrique. Les États-Unis accroîtront leur aide militaire au Kenya et au Zaïre. M. Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la défense, fera une visite au Kenya et au Zaïre les 15 et 17 juin, a confirmé le Pentagone le 14 juin.

Cette situation de l'emploi préoccupe d'autant plus le pouvoir que, dans les années à venir, la population active dans l'industrie et les autres secteurs de l'économie va continuer à croître.

Une autre personnalité a développé devant nous la théorie selon laquelle l'État socialiste hongrois, prisonnier du phénomène « central », ne peut sortir du cycle « légère décentralisation, puis centralisation accrue » dans la mesure où les classes bureaucratiques conservent toujours le dernier mot.

Le 22^e session de l'Assemblée des parlementaires de l'Union de l'Europe occidentale (les six pays fondateurs du Marché commun, plus la Grande-Bretagne), s'est ouverte lundi 14 juin au palais d'été de l'Assemblée à Aix-la-Chapelle. L'Assemblée a élu à sa présidence, par acclamations, pour la troisième année consécutive, M. Edmond Nessler (U.D.R.).

Japon

Le Livre blanc sur la défense préconise un renforcement des forces classiques

Tokyo. — Dans un Livre blanc sur la défense publié par le gouvernement, le Japon s'engage à nouveau à ne pas devenir une puissance nucléaire et à continuer à dépendre du parapluie atomique américain pour sa défense. Le Livre blanc préconise néanmoins une amélioration de l'armement des forces de défense classiques dans un but purement défensif.

L'Union soviétique et les États-Unis. L'« émergence » de la Chine comme grande puissance atomique rend également la situation plus complexe. La Corée demeure enfin « la région la plus menacée du monde ».

C'est la deuxième fois depuis la guerre que le Japon publie un Livre blanc sur sa défense. Par rapport au précédent, paru en 1970, qui proposait au pays ce qu'on avait appelé un réarmement limité, contrôlé par le pouvoir civil, mais tout de même assez considérable, le Livre blanc de 1976 annonce des objectifs moins ambitieux. Il laisse prévoir un certain ralentissement de l'effort entrepris, dicté par les difficultés économiques du moment, ainsi que par les changements de la situation en Asie depuis 1970.

Des plans doivent être préparés pour faire face à toute éventualité et être discutés avec les forces armées américaines. Paradoxalement, ces consultations n'ont jamais eu lieu de manière officielle, et c'est un des projets de M. Sakata, ministre de la défense et principal auteur du Livre blanc, de les engager. Ce serait déjà fait si l'affaire Lockheed n'avait pas bousculé les préparatifs en ce domaine et retardé l'élaboration des plans militaires.

Le Livre blanc a été rédigé avant la récente ratification du traité de non-prolifération nucléaire et n'en fait pas mention, mais il est clair que la renonciation à tout projet d'armement atomique rend le Japon plus dépendant que jamais des États-Unis pour sa défense. Le Livre blanc admet, en affirmant que le traité nippon-américain de coopération mutuelle et de sécurité, renouvelé en 1972, demeure la clé de la sécurité du pays. Le Japon, pour sa part, respectera les trois principes suivants : ne pas posséder, ne pas fabriquer, ne pas introduire sur son territoire des armes atomiques.

Les quatre plans quinquennaux du Japon dans le domaine de la défense s'est terminée en avril. Il n'y a pas de projet de loi pour le cinquième plan : la situation économique reste trop instable pour permettre des prévisions à long terme, et les plans militaires se font maintenant année par année. Quelles sont, concrètement, les commandes des forces armées et quelles dépenses représentent-elles dans l'avenir ? Le Livre blanc demeure à peu près muet sur cette question, et la presse lui reproche à cet égard son caractère trop abstrait.

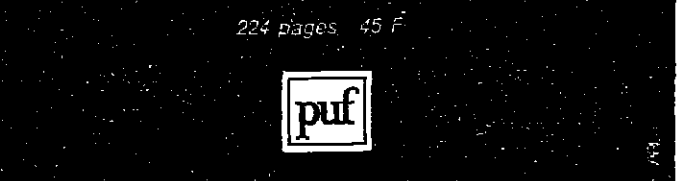
Timor

La lutte contre les Indonésiens continue nous déclare le secrétaire général du Fretilin

A l'exception de brefs communiqués des autorités de Djakarta, aucune information n'est diffusée sur la situation dans la partie orientale de Timor depuis l'invasion militaire indonésienne, le 7 décembre 1975. L'Indonésie a révoqué le mandat de l'Indonésie qui couvrirait tout navire qui tenterait de s'approcher de l'île. La guerre qui se poursuit dans ce petit territoire aurait déjà fait soixante mille morts. Le Livre blanc laisse s'apprêter à proclamer l'indépendance du Timor oriental le 15 août, jour de la fête nationale indonésienne, le Fretilin, mouvement indépendantiste, continue la lutte.

En visite en France, où il doit rencontrer des personnalités politiques, M. Ramos Horta, secrétaire général du Fretilin et ministre des Affaires étrangères du gouvernement de la République démocratique de Timor, proclamée deux jours avant l'invasion indonésienne, nous a déclaré : « Les troupes indonésiennes (quarante deux mille hommes), ne tiennent en réalité que la capitale, Dili, et les principaux agglomérations de la côte Nord. Nous contrôlons en revanche 80 % des campagnes et des montagnes. Djakarta a sous-estimé la capacité d'organisation du Fretilin et sa base populaire. Le blocus naval n'a pas affecté notablement notre ravitaillement : la population, essentiellement paysanne est du côté de l'armée de libération. Dans les zones libérées, nous nous efforçons de faire un travail de fond et nous avons ouvert plus de deux cents écoles. En revanche, nous n'avons pas de médecine, et les médicaments commencent à manquer. L'Indonésie nous interdit d'exporter le riz. La Croix-Rouge internationale doit porter secours à Timor. »

ALAIN COTTA
TAUX D'INTERET PLUS-VALUES ET EPARGNE EN FRANCE ET DANS LES NATIONS OCCIDENTALES



- Bolivie**
• UNE PATROUILLE MILITAIRE est tombée, samedi 12 juin, dans une embuscade près de San-Lucas, à quelque 350 kilomètres de Bogota, un sous-officier a été tué et deux soldats blessés, tandis que les guérilleros laissent trois morts sur le terrain. — (A.F.P.)
- Chine**
• LA CHINE A REAFFIRMÉ, lundi 14 juin, sa souveraineté sur les îles de Taïwan (Mer de Chine du Sud) et lancé un avertissement aux compagnies pétrolières pour qu'elles n'entreprennent aucun forage dans cette région. La réaction de Pékin intervient à la suite de la publication à Manille d'un communiqué selon lequel un consortium de firmes suédoises et philippines ont entrepris des forages au large de ces îles. — (A.F.P., U.P.I.)
- Danemark**
• LE PRINCE KNUD, oncle de la reine Margrèthe II de Danemark, est mort le lundi 15 juin d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-seize ans. Fils du roi Christian X et de la reine Alexandra, il avait reçu, en 1947, le titre de prince héritier quand son frère, Frédéric IX, était monté sur le trône, car ce dernier n'avait que des filles. Il fut retiré en 1953 lorsqu'une réforme constitutionnelle, approuvée à une forte majorité par un référendum national, ouvrit la succession aux femmes. — (Corr.)

A TRAVERS LE MONDE

- Pérou**
• UN MANDAT D'ARRET A ÉTÉ LANCÉ CONTRE LE GÉNÉRAL TANTALAN et plusieurs hauts fonctionnaires de l'armée péruvienne. Le général Tantalán a été arrêté par la police à Lima le 13 juin. Le ministre de la Pêche au moment de la nationalisation de ce secteur, en mai 1975, le général Tantalán est accusé d'opérations illégales.
- Grande-Bretagne**
• L'ANCIEN PREMIER MINISTRE Sir Harold Wilson a été fait, lundi 14 juin, chevalier de l'Ordre de la Jarretière par la reine Elizabeth dans la salle du trône du château de Windsor. Le duc de Devon a également reçu les insignes de chevalier. Les deux récipiendaires du plus ancien ordre de chevalerie européen occupent les places latérales vacantes par les décès du maréchal Montgomery et du duc de Norfolk. L'ordre ne compte jamais plus de vingt-cinq chevaliers. — (A.F.P., A.P.)
- Portugal**
• M. ALVARO CUNHAL, secrétaire général du P.C. portugais, affirme dans une interview publiée samedi par le *Pravda* que « la révolution au Portugal n'est pas terminée et que le processus révolutionnaire fait son chemin dans le pays ». Dans cette interview, que diffuse l'agence Tass, le leader communiste portugais est déterminé à défendre les libertés et les autres conquêtes de la révolution ainsi qu'à poursuivre « l'éducation des masses du régime démocratique ».
- Zaïre**
• LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL a décidé la remise en liberté immédiate des auteurs du « complot du 24 mars ». Vingt-deux personnes bénéficient de cette mesure, annoncée le 13 juin. Les autorités avaient attribué à un « complot » la grève qui avait paralysé certains secteurs économiques de la capitale. Plusieurs syndicalistes avaient alors été arrêtés (le Monde du 26 mars). — (Reuter.)

EUROPE

Grande-Bretagne

MM. David Steel et John Pardoe sont les principaux candidats à la direction du parti libéral

De notre correspondant

Londres. — La campagne pour l'élection du nouveau leader du parti libéral s'ouvre officiellement ce mardi soir 15 juin et doit durer trois semaines.

La lutte pour le poste occupé provisoirement par M. Jo Grimond depuis la démission peu glorieuse de M. Jeremy Thorpe, le 10 mai, se livre sans doute entre deux favoris : M. David Steel, trente-huit ans, et John Pardoe, quarante et un ans, qui appartiennent l'un et l'autre à l'aile gauche du parti.

Les deux adversaires diffèrent surtout par le style. M. Steel, qui fut, lors de son entrée à Westminster en 1965, le plus jeune député britannique est le favori des cadres du parti. Spécialiste des affaires étrangères, il est mesuré, réservé, prudent. M. Pardoe, porte-parole du groupe parlementaire pour les affaires économiques, est plus exubérant, jouant de sa forte personnalité pour attirer les faveurs du grand public et des cinq ou six millions d'électeurs libéraux.

Un troisième candidat, M. Russell Johnston, quarante-quatre ans, aurait voulu également entrer dans la course. Mais, lundi, il n'avait pas encore obtenu la caution de trois des deux collègues de la Chambre des communes, comme l'exige désormais la nouvelle procédure établie par le congrès extraordinaire du parti libéral, samedi dernier à Manchester. Les deux mille députés du congrès ont innové dans l'histoire politique de la Grande-Bretagne en décidant que les militants participeraient désormais à la désignation du leader du parti, privilège qui était, jusqu'ici, réservé aux députés du groupe parlementaire. Le nouveau « corps électoral » sera composé de vingt mille à trente mille représentants des instances locales du parti. Les instances locales du parti.

Le sort des citoyens soviétiques d'origine allemande et juive évoqué à la télévision britannique

Londres (A.P.P., Reuter, U.P.I.). — Le 19 avril dernier, quelques heures d'un film sur les difficultés de l'émigration en U.R.S.S. avaient été saisis par la douane à l'aéroport de Moscou. La société de production britannique Granada présentait alors que le reste de la pellicule, tournée plus ou moins clandestinement, avait pu quitter l'U.R.S.S. par d'autres voies.

La télévision indépendante britannique, l'I.T.V., a diffusé, lundi soir, le parti non saisi du film. On y voit des manifestations organisées à Moscou au cours des années passées par des Soviétiques d'origine allemande et juive pour protester contre le sort qui leur est fait dans le pays.

Quelques vingt-trois mille Soviétiques d'origine allemande — sur les deux millions vivant actuellement en U.R.S.S. — ont reçu l'autorisation d'émigrer depuis 1959.

Le film, est-il également dit dans le film, certains Germains Soviétiques ont été condamnés à des peines allant jusqu'à trois ans de prison pour avoir manifesté.

Le film présente, d'autre part, une conversation avec l'activiste juif Vladimir Slepak, ingénieur en électronique, qui a demandé à émigrer en Israël il y a plus de cinq ans, mais dont les requêtes ont toujours été rejetées. Il dit avoir appris d'un officiel du K.G.B. que le « secret » le plus important qu'il détenait est que, dans son domaine (l'électronique pour la télévision), l'U.R.S.S. a un retard technologique de douze à quarante ans sur l'Occident.

(1) Le même jour, à Moscou, le porte-parole de l'ambassade de R.F.A. précisait que, depuis le 1^{er} janvier 1975, cinq mille visas de sortie avaient été délivrés par les autorités à des Soviétiques d'origine allemande contre cinq mille sept cent cinquante-deux pendant toute l'année 1975.

LES RELATIONS ENTRE PARTIS COMMUNISTES

M. Tsebedal (Mongolie) se prononce pour une conférence internationale des P.C.

De notre correspondant

Moscou. — Le dix-septième congrès du parti communiste mongol s'est ouvert, lundi matin 14 juin, à Oulan-Bator. Le premier orateur a été M. Oumiaïtse, deuxième premier secrétaire du parti, qui a présenté le rapport d'activité. Ce texte, que publie la Pravda du mardi 15 juin, ne cause guère de surprise. M. Tsebedal s'est fait le défenseur inconditionnel de l'Union soviétique. Il a également réclamé la convocation d'une conférence internationale des partis communistes et ouvriers du monde pour procéder à une analyse collective de la conjoncture internationale et élaborer une ligne commune dans la lutte contre la réaction impérialiste.

Si l'U.R.S.S. a évité jusqu'à présent de demander formellement la réunion d'une telle conférence, elle a encouragé plusieurs partis frères à la faire. Il est à remarquer qu'on ne parle plus de la convocation d'une « conférence mondiale » des partis, mais simplement d'une conférence « internationale », ce qui pourrait indiquer que Moscou n'est pas prêt à déployer des trésors d'énergie pour convaincre le plus grand nombre possible de partis communistes de participer à une telle réunion.

M. Tsebedal a été très sévère pour la Chine et le « marxisme révisionniste » devenu « une résurgence en un état d'écoulement de l'impérialisme ». C'est pourquoi, a-t-il dit, « la lutte contre le marxisme fait partie intégrante de la lutte des peuples contre l'impérialisme et la réaction ». Reprenant les thèmes de Moscou, le chef du parti mongol a déclaré par ailleurs le même pied internationalisme et lutte contre l'antisoviétisme : « Les manifestations d'antisoviétisme et toute déviation par rapport aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme sont incompatibles avec l'internationalisme des communistes, a-t-il dit. La tolérance ou la neutralité vis-à-vis de semblables agissements sont tout aussi incompatibles avec l'internationalisme des communistes ».

Lundi après-midi, M. Fedor Koulikov, chef de la délégation soviétique, a pris la parole. Selon l'agence Tass, il en a appelé à « une lutte intransigeante contre le marxisme, férocièrement hostile à la cause du socialisme et de la paix, ajoutant : « L'indépendance de la République populaire de Mongolie et son indépendance sont inviolables. L'union indissoluble soviéto-mongole, l'amitié et la coopération des pays socialistes frères en sont le gage. » Il a rappelé toutefois que l'U.R.S.S. « se prononce pour la normalisation et l'amélioration des rapports avec la Chine », comme il a été dit au 25^e congrès du P.C.U.S. : « C'est maintenant à la portée de l'agitation. »

On remarque, à Moscou, que c'est la seconde fois en quelques mois que M. Koulikov, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, se voit désigner pour diriger une délégation soviétique au congrès d'un parti frère. A la fin mars, M. Koulikov soviétique au congrès d'un parti frère. Ce genre d'honneur est habituellement réservé aux membres les plus importants du bureau politique, soit à M. Brejnev (qui s'était rendu au dernier congrès polonois), soit à M. Souslov (qui a représenté le P.C.U.S. au congrès cubain), puis au congrès est-allemand, soit à M. Kirilenko (qui dirigeait la délégation soviétique au congrès tchécoslovaque).

M. Koulikov, qui est âgé de cinquante-huit ans seulement, apparaît ainsi comme l'un des hommes actuellement les mieux placés pour assurer la relève du pouvoir. Initialement chargé des questions agricoles au comité central, il a été récemment élargi ses compétences.

JACQUES AMALRIC.

LE DÉROULEMENT DE LA CAMPAGNE

Tempête sur Parme

De notre envoyé spécial

Parme. — Voilà, en somme, une campagne électorale à l'envers ! A Parme, la gauche, au pouvoir depuis trente ans, paie à son tour le rancœur de l'usure politique et, accusée de mauvaises gestion — voire de spéculation — doit finalement battre sa coulpe et confesser ses fautes. On s'insurge un peu dans cette cité prospère de l'Emilie « rouge » en écoutant aujourd'hui les mots, les éloges et les indignations rituelles de l'Italie préélectorale, mais cette fois à rebrousse-poil. Et dans quelle atmosphère !

Ce serait peu de parler d'empoi-gnades au sujet de Parme. Ouragan serait un mot plus juste pour désigner les semaines que vient de vivre cette ville tranquille et vaguement « surréaliste » de deux cent mille habitants, qui a vu les élections municipales de l'Italie préélectorale, mais cette fois à rebrousse-poil. Et dans quelle atmosphère !

Ce serait peu de parler d'empoi-gnades au sujet de Parme. Ouragan serait un mot plus juste pour désigner les semaines que vient de vivre cette ville tranquille et vaguement « surréaliste » de deux cent mille habitants, qui a vu les élections municipales de l'Italie préélectorale, mais cette fois à rebrousse-poil. Et dans quelle atmosphère !

ENLEVÉ LE 14 JUIN PAR DES EXTRÊMISTES M. Giuseppe Ambrosio a été libéré par la police

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

L'opération viande

De notre correspondant

Rome. — Après la magistrature, la boucherie ? L'enlèvement, lundi 14 juin, à Rome, d'un gros boucher, M. Giuseppe Ambrosio, par une « unité combattante communiste », avait confirmé les craintes des partis politiques. « Tout est possible, désormais », dit au 20 juin, disait-on la semaine dernière, après l'assassinat du magistrat de Gênes, même le plus incertain, comme le groupe de gauche et l'extrême gauche, qui ne s'étaient jamais manifestés jusqu'à présent, du moins sous cette appellation. On y annonçait « la condamnation de la gauche à la mort », « la condamnation de la gauche à la mort », « la condamnation de la gauche à la mort ».

Motif : avec ses deux frères, M. Ambrosio « opère un vol quotidien à travers le commerce d'un bien primaire comme la viande aux dépens du prolétariat ». S'aurait l'étonnante condition qui permettrait d'annuler la sentence : « que dans le monde de la viande, il y a une loi, c'est la loi du profit ».

Attaquant une fois de plus le manque de fermeté des autorités gouvernementales, l'Unità affirmait : « Les gestes de banditisme ne réduisent pas les prix, ne changent rien, ils n'altèrent pas mais portent atteinte aux intérêts des masses populaires. » — R.S.

(1) Le père de Patricia Hearst, répondant aux exigences de l'Armée syndicaliste de libération, avait opéré des distributions de vivres pour un montant global de 2 millions de dollars, soit près de 10 millions de francs. — (N.D.L.R.)

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

La police italienne a libéré, ce mardi matin 15 juin, M. Giuseppe Ambrosio, le négociant en viande qui avait été enlevé la veille par des extrémistes se réclamant d'une « unité combattante communiste ». M. Ambrosio avait pu être libéré à la suite d'une descente des forces de l'ordre dans un appartement du centre situé près du Colisée. Un homme, dont l'identité n'était pas connue en fin de matinée, a été arrêté.

LE PA

LE DÉROULEMENT DE LA CAMPAGNE

Tempête sur Parme

De notre envoyé spécial

Parme. — Voilà, en somme, une campagne électorale à l'envers ! A Parme, la gauche, au pouvoir depuis trente ans, paie à son tour le rancœur de l'usure politique et, accusée de mauvaises gestion — voire de spéculation — doit finalement battre sa coulpe et confesser ses fautes. On s'insurge un peu dans cette cité prospère de l'Emilie « rouge » en écoutant aujourd'hui les mots, les éloges et les indignations rituelles de l'Italie préélectorale, mais cette fois à rebrousse-poil. Et dans quelle atmosphère !

« Provocations » et « groupuscule »

En octobre, la Comitato per la casa relance l'affaire en multipliant manifestations, interpellations publiques, tracts et affiches murales. La municipalité prend d'abord les choses d'assez haut et stigmatise sur le mode rituel les « provocations antipopulaires » d'un « groupuscule » en collusion avec la droite. Pourtant, grâce à une avalanche de révélations trop précieuses pour être négligées, l'émotion des « comités de quartier » et du petit peuple, l'affaire prend de l'ampleur. L'opposition, naturellement, profite de l'avalanche et les journaux démocrates-chrétiens parlent de « main rouge sur la ville ». La presse nationale s'en mêle — quoiqu'il ne soit pas question, à l'époque, d'élections législatives, — la justice également qui décide d'ouvrir une enquête.

A Parme, vers la fin de 1975, c'est une sorte de petit mal 66 qui vit la population. La Gazette de Parme voit son tirage monter en flèche. Dans des réunions tapageuses, le « comité » politise un peu plus ses revendications en dénonçant le bureaucratisme communiste, les secrets suspects, l'absence de contrôle populaire, l'inefficacité des « comités de quartier », etc. Christina et ses amis amorcent un second pétard en évoquant les irrégularités commises dans la construction du nouvel — et imposant — siège du P.C.I. que M. Barlingher doit venir inaugurer. Au dernier moment, le secrétaire général du P.C.I. annule sa visite. La ville est en effervescence.

A la fin de l'année 1975, la municipalité accepte de créer une commission d'enquête paritaire (avec l'opposition démocrate-chrétienne) qui traitera quatre bons mois sur le dossier, au milieu d'une tempête d'accusations réciproques, avant de remettre, deux versions d'un rapport critique. La justice de son côté fait diligence et, le 7 mars 1976 et les jours suivants, sept personnes sont finalement arrêtées par la police sous l'inculpation de corruption, concussion, intervention d'intérêt privé dans la chose publique, etc. Parmi eux un assesseur municipal socialiste, le chef du bureau technique de la municipalité, un architecte communiste auteur du « plan régulateur », etc. Seize autres inculpations sont également notifiées par le magistrat.

La municipalité et les partis de gauche — tout en se rejetant mutuellement la responsabilité principale du scandale — font machine en arrière face à une opposition « bourgeoise » qui réclame la démission de la « gauche ». Les débats tumultueux sont retransmis, pour la foule massée devant la mairie, grâce à un circuit de télévision extérieure. L'affaire est chaude.

La P.C.I., qui accepte — avec nous — le rôle de retard — les règles de l'autocritique, annonce des « purges » importantes au sein du parti (changement de secrétaire provincial, de candidats à la Chambre et au Sénat) et propose une démission des élus municipaux de gauche après les élections. Au passage, la municipalité s'engage à consulter davantage les « comités de quartier » instruments théoriques du pouvoir populaire. L'opposition, quant à elle, se dépêche d'enfoncer le clou et s'acharne dans la dénonciation des « spéculateurs rouges ». Une fois n'est pas coutume.

Dans Parme, un peu tourmentée par tant d'événements, le scrutin du 20 juin permettra de faire un vrai bilan. On peut prévoir que, exceptionnellement, la démocratie chrétienne gagnera ici des voix. Les militants « mystiques » du Comité pour le logement — qui se défendent d'avoir été manipulés ou utilisés — auront-ils finalement rendu service à leurs principaux adversaires ? La question met Christina en colère. « Quand il y a spéculation au détriment du peuple, il s'agit de se battre, un point c'est tout. Il y a des cas où le socialisme doit avoir reculé. » Dans les corridors de la H.L.M. où elle vit avec un ouvrier géomètre, deux portraits géants de Marx et de Lénine, soigneusement encadrés, ont l'air de toiser ce petit bout de femme orangée qui préfère encore les principes aux calculs. A-t-elle tort ?

JEAN-CLAUDE GUILLAUBAUD.

les clients de CAPEL ne manquent pas d'estomac

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
 • Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

Voyages d'étude en ISRAËL pour INGÉNIEURS

Information et intégration professionnelle du 5 ou 19 juillet (prolongation possible) 1450 F tout compris

Renseignements au MOUVEMENT DE L'ALYAN EN FRANCE
 52, rue Eliezer - 75009 Paris
 Tél. 770-45-39

nouvelles frontières

Circuits Aventure du 30/06 au 28/07 du 03/08 au 31/08

QUEBEC et la Gaspésie 2800f

tout compris avec transport Buxelles/Montreal A-R en jet

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
 • Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

pour les hommes grands CAPEL est un grand homme

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
 • Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

UNE VIE D'EMPLOYÉ

De notre correspondant

« Une vie d'employé » est un roman de Jean-Paul Sartre paru en 1949. Il raconte l'histoire d'un homme qui vit dans un monde où tout est déterminé, où il n'y a aucune liberté. Le roman est une critique du système capitaliste et de la condition humaine.

حزب العمال

EUROPE

ÉLECTORALE QUELQUES JOURS AVANT LE SCRUTIN

LE PAYS DEVANT LA PEUR

II. — Le fond de la crise
De notre envoyé spécial MICHEL BOYER

Dans un premier article, Jacques Nobécourt a évoqué la pesanteur de l'héritage historique qui paralyse la campagne électorale italienne. (Le Monde du 15 juin.) Mais le problème immédiat, auquel une ébauche de solution politique doit être apportée, est constitué par la crise économique.

Rome. — Pour sortir l'Italie de la crise économique, il faut « d'urgence » mettre en œuvre un plan de stabilisation. Et les « seuls » qui paraissent capables, en raison de leur « honnêteté » et de leur « efficacité », d'en imposer les disciplines et les sacrifices, ce sont les communistes. De nombreux économistes partagent cette analyse du professeur Luigi Spaventa. La quarantaine mince et nerveuse, cet ancien conseiller financier du ministre socialiste du budget, M. Antonio Giolitti (1970-1972), et qui enseigne l'économie politique à l'université de Rome, a traduit ses convictions en actes : il se présente à Milan et à Pavie comme candidat indépendant sur les listes du parti communiste italien (P.C.I.).

Crise de confiance, crise psychologique certes, qui a provoqué la chute de la lire, alors même que la production industrielle avait amorcé une reprise ; mais aussi, en deçà d'une conjonction inquiétante, crise de croissance d'une économie passée sans doute trop vite de l'ère agricole au stade industriel. Crise de structure enfin d'un pays où les secteurs public et privé s'interpénètrent sans aboutir à une meilleure efficacité, où une certaine « socialisation du pire » a été pratiquée sans donner naissance au bien-être collectif, où l'art du compromis a longtemps masqué les réalités, où l'improvisation, parfois talentueuse, a tenu lieu de politique.

L'Italie est sortie de la récession plus tardivement que d'autres pays industriels, précédée sur la voie de la reprise notamment par l'Allemagne fédérale et la France. Néanmoins, l'automne dernier, elle a été touchée à son tour par la contagion mondiale du redémarrage des affaires. Pour les quatre premiers mois de cette année, la production industrielle a augmenté de 6 % par rapport à la même période de 1975. Les principaux moteurs en ont été la reconstruction des stocks, l'augmentation des commandes étrangères ainsi que la progression de la demande intérieure de biens de consommation durable (automobiles, appareils ménagers, postes de télévision).

Reprise certaine, mais fragile. En mars, la production industrielle a dépassé de 15 % celle

du mois correspondant de 1975, qui avait, il est vrai, été fortement marquée par la récession (-14 % comparé à mars 1974) ; en avril elle a reculé de 2,7 %. Les chefs d'entreprise font d'ailleurs preuve d'un certain pessimisme quant à l'avenir de leurs activités. Enfin, selon la Confédération patronale de l'industrie italienne, la Confindustria, la production ne progresserait que de 5,4 % au cours du second trimestre de 1976, alors qu'elle avait décliné de 1,6 % durant la période correspondante de 1975. Ainsi, le niveau d'avril 1976 de 1974 ne serait-il pas rattrapé.

La flambée des prix
Le modeste et précaire redressement de l'économie italienne s'accompagne d'une forte accélération de la hausse des prix. Le coût de la vie a augmenté en quatre mois de 7,8 %, et le mouvement s'est accentué d'un mois sur l'autre. Cette nouvelle flambée — le taux annuel d'inflation était revenu de 25 % en 1974 à 17 % en 1975 — sera dans un prochain avenir alimentée par la très vive majoration des prix de gros (+ 9,4 % de janvier à mars).

La dépréciation de la monnaie — même si à la suite de l'insécurité, pour trois mois, au début de mai, d'un dépôt convertible de 50 % sur tout règlement en devises et avec l'aide européenne, le cours de la lire s'était redressé (840 lire pour 1 dollar au lieu du « record » de 916 lire le 5 mai) — a pour conséquence d'accroître les tensions inflationnistes. Elle gonfle le coût des importations indispensables d'un pays qui dépend de l'étranger à 80 % pour ses besoins en énergie (la facture pétrolière a coûté 5 000 milliards de lire en 1975, année de récession) et qui souffre d'un déficit alimentaire (2 500 milliards de lire l'an dernier).

Le redémarrage entraîne aussi un déséquilibre de la balance commerciale qui, depuis le début de l'année, est de plus en plus accentuée chaque mois. Pour le premier trimestre, le déficit a plus que doublé par rapport à celui qui avait été enregistré de janvier à mars 1975 (600 milliards de lire). Hors pétrole, le commerce extérieur italien a été excédentaire de 500 milliards de lire au dernier trimestre. Il est déficitaire de 15 milliards de lire cette année.

Enfin, dernier côté du « carré magique » des économistes, le chômage ne diminue pas, touchant officiellement 1,3 million de personnes, sans compter environ 2 millions de « non-occupés »

et d'innombrables « sous-occupés ». Les industriels italiens n'ont procédé qu'à fort peu de licenciements, à l'inverse de leurs homologues allemands ou américains. Selon le service d'études de la Société générale française, une baisse de 1 % de la production industrielle entre 1974 et 1975 a entraîné une diminution de l'emploi de 0,2 % en Italie contre 0,28 % en France, 0,71 % aux États-Unis et 0,88 % en R.F.A.

Cette rétention des effectifs s'explique sans doute par la force des syndicats de la péninsule, les contraintes de la réglementation, mais aussi par le souci du patronat et du gouvernement, à l'exemple de la France, de ne pas aggraver l'insécurité sociale dans un pays politiquement vulnérable. L'un des derniers actes du gouvernement Moro n'a-t-il pas été d'augmenter de 80 milliards de lire le capital du GIEP, organisme para-public de sauvetage des entreprises en difficulté ?

Le rattrapage des salaires
Les règles du capitalisme ne s'appliquent pas dans toute leur rigueur à une économie en partie assistée. L'État est ainsi venu au secours d'une industrie frappée par une récession qui a duré de l'été 1974 à l'automne 1975 et affaibli par la hausse des coûts du travail. Le « miracle » italien des années 50 avait été fondé pour une large part sur la présence d'une main-d'œuvre abondante et bon marché ; depuis 1963, et surtout après les grandes grèves de 1969, les syndicats ont pris leur revanche, obtenant de fortes majorations des salaires.

De 1970 à 1975, selon une étude de la Cilibank, le salaire horaire,

évalué en monnaie nationale, a augmenté de 168 % en Italie, nettement plus que dans les autres pays industriels (159 % au Japon, 134 % en Grande-Bretagne, 110 % en France, 80 % en République fédérale d'Allemagne, 48 % aux États-Unis). Toutefois, la dépréciation de la lire, qui de 1973, jusqu'à la fermeture du marché des changes, le 30 janvier 1976, avait perdu 21 % de sa valeur par rapport à toutes les devises (25,5 % par rapport aux monnaies de la C.E.E.), a atténué les effets de cette hausse sur la compétitivité des produits italiens. Évalué en dollars, le salaire horaire s'est accru de 158 % en Italie, contre 213 % au Japon, 187 % en R.F.A., 163 % en France et 118 % en Grande-Bretagne.

Cette évolution n'en a pas moins aggravé la situation financière des entreprises italiennes. Leur endettement était évalué, fin juin 1975, à 40 000 milliards de lire, dont 60 % à court terme. Il représentait en moyenne 65 % du capital (90 % pour les grandes sociétés). Dans leur immeuble verre et acier, les responsables de la Confindustria soulignent l'affaiblissement de la structure financière des firmes, dont « l'autofinancement s'est encore réduit en 1975 ».

Pour le patronat transalpin, le rattrapage des salaires par rapport aux niveaux européens a, en tout cas, été trop rapide, bien que le revenu par habitant soit encore dans le nombre important des petites et moyennes entreprises. Celles qui emploient moins de cent personnes représentent plus de 82 % du total des effectifs, contre 44 % en France et 27 % en Allemagne fédérale ; en dessous de dix salariés, les pourcentages sont respectivement de 26 %, 17 % et 11 %.

Ce marcellement a permis au pays de s'adapter à la crise, tout en maintenant la présence sur les marchés étrangers (en 1975, mal-

gré une contraction en volume de 5 % du commerce international, les exportations italiennes ont augmenté de 1 %). Il va de pair avec l'utilisation d'un travail à domicile sous-payé (moitié moins que dans les entreprises), particulièrement notable dans les secteurs du textile, de la chaussure, du plastique et de l'électronique.

Un effort de regroupement a été effectué à la demande de la C.E.E., souligne-t-on à la Confindustria ; mais, après la recherche d'une certaine concentration, on assiste à la sectorisation des grands groupes. Les P.M.E., très actives dans le domaine des biens de consommation, espèrent, en tout cas, échapper à la concurrence des pays en voie de développement par une amélioration continue de leurs produits. Pour le patronat, la dimension optimale se situe « peut-être » au niveau de la moyenne entreprise.

Malgré cette infanterie astucieuse, pratiquant parfois une stratégie de frappe-éclair, malgré l'existence de secteurs de pointe de bonne tenue (machine-outil, mécanique fine, chimie, électronique), l'appareil industriel italien, qui a su profiter de l'expansion mondiale, s'est essouffé à partir des années 1963-1964, alors que le pays est à peine arrivé au seuil de la société de consommation.

La faiblesse des investissements (+ 3,5 % seulement en moyenne de 1967 à 1974 ; - 20 % en 1975) constitue un lourd handicap pour une économie qui n'est pas encore parvenue à un stade suffisant de sophistication pour affronter les combats industriels de demain. Face à la carence politique qui ne fournit pas la base nécessaire au développement, les entreprises de la péninsule se trouvent dans une situation grave, mais non désespérée.

Prochain article :
UN PLAN D'URGENCE

UNE VIE D'EMPLOYÉ

De notre correspondant

Rome. — A côté de tant de chômeurs, de tant de « sous-occupés », qui bricolent ici ou là pour gagner leur vie, Sandro C. — un employé comme un privé, N.A.T.-il pas, lui, un travail stable, dans une grande banque de la capitale ?

« C'est mon unique avantage », souligne cet employé de trente-trois ans, qui a bien voulu nous ouvrir son livre de comptes. Dans la colonne « recettes », on ne trouvera qu'un seul chiffre : le salaire de Sandro. Il aurait bien aimé le compléter, comme beaucoup d'Italiens, par des travaux annexes ; mais il n'en a pas le temps : huit heures de travail, auxquelles s'ajoutent deux heures et quart de transport quotidien, lui interdisent tout extra. Sa femme, qui fut secrétaire, ne travaille plus. Elle aurait du mal à retrouver une place et, d'ailleurs, sa fille de vingt mois, impossible à élever, on manque terriblement de crèches ici, l'occupe suffisamment.

Sandro et Franca habitent un deux-pièces — cuisine dans le quartier Prenestino, à Rome-Sud. C'est Sarcelles, en beaucoup plus petit, plus près du centre heureusement, mais avec les équipements en moins. Le loyer de cet appartement minuscule s'élève à 45 000 lire par mois (1), avec des notes de chauffage qui atteignent parfois 30 000 lire en hiver. Pour le trouver, les C. ont désespérément sillonné la périphérie de Rome. A quinze jours de leur mariage, ils étaient résignés à loger à l'hôtel. Et encore les loyers sont-ils bloqués. « Si je m'en vais, explique Sandro, mon successeur paiera au moins 100 000 lire pour occuper cette horreur. »

Dans sa banque, il travaille depuis douze ans. Le vola ou troisième grade (vice-chef de bureau), ce qui est méritoire, car, sans piston, les promotions sont très lentes. On l'a même récompensé de ses efforts en lui comptant, dans les primes d'ancienneté,

quatre années supplémentaires. Sandro touche ainsi l'impôt déduit, primes, allocations familiales et treizième mois — le « sombrero » net de 540 000 lire par mois.

En quatre ans, ses revenus ont plus que doublé. Mais mon pouvoir d'achat est nettement inférieur, affirme-t-il. Maintenant, avant d'acheter quoi que ce soit, j'y réfléchis à dix fois. Et cela ne tient pas principalement au fait que je me sois marié et que nous ayons eu un enfant. Les prix ont flambé. Le samedi au supermarché, j'ai vu se multiplier au moins 30 000 lire, sans imaginer que l'on tiendrait ainsi jusqu'à la semaine suivante. Sandro ne fait qu'un seul repas par jour. A midi, il se nourrit d'un sandwich, dans un snack, près de la place de Venise. « Nous n'allons presque jamais au restaurant et j'ai oublié la couleur des écrans de cinéma. »

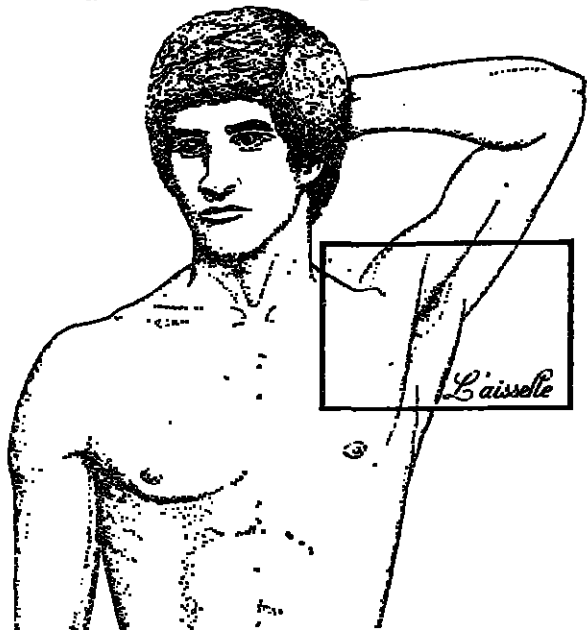
Même le week-end n'est pas matière à folie. A tout casser, on va manger une glace du côté du Monte Mario, en usant le moins d'essence possible. L'auto — une « mini » italienne — a été achetée à crédit, et il faut payer — leur coûte 30 000 lire par mois. Sandro nous répète à plusieurs reprises que sa situation serait bien meilleure s'il pouvait, comme plusieurs camarades de travail, être soutenu par des parents. Mais cet orphelin de guerre n'a personne, sinon une mère malade, qui est d'ailleurs en partie à sa charge : il lui remet environ 30 000 lire par mois, qui s'ajoutent à une misérable pension de 30 000 lire.

Nous refaisons les comptes. Même en ajoutant le téléphone nous n'obtiens pas le gaz et l'électricité — il devrait tout de même rester quelque chose à Sandro. « Rien, je vous assure. Tout le reste sert à manger. Et nous repartons des grands magasins. C'est vrai, les étiquettes ne cessent de raler. »

R. S.

(1) 1 000 lire valent 5,60 F.

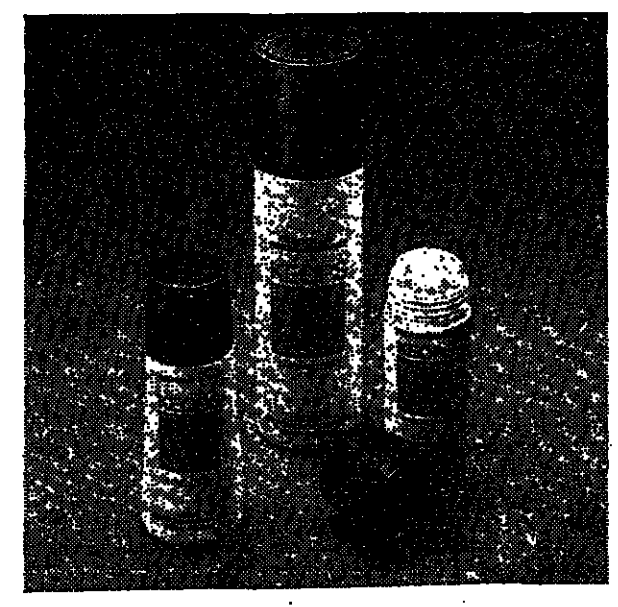
Sans alcool, sans parfum, les déodorants Kéops respectent ce que la nature a toujours protégé.



Abrutée d'un côté par le bras, de l'autre par le buste, l'aisselle est une des parties du corps les plus fragiles. Conséquence : l'aisselle est particulièrement sensible à tout ce qui peut constituer un risque d'irritation. C'est pourquoi les déodorants Kéops ne contiennent aucun agent irritant. Absence d'alcool, responsable des irritations qui peuvent être le point de départ des réactions allergiques. Absence d'essences parfumées et d'antiseptiques halogénés reconnus

comme irritants pour l'épiderme. Les déodorants Kéops contiennent un nouveau principe qui supprime l'odeur de la transpiration sans bloquer cette fonction naturelle. La gamme des déodorants Kéops comprend un atomiseur, un stick, un savon, un talc, et depuis peu, un déodorant à bille.

Elle est agréée par Prestipharm qui contrôle la qualité des produits de dermo-pharmacie.



Déodorants Kéops. Conçus sans éléments irritants.

DE PLUS TROIST 22

EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN ESPAGNE

Le parti communiste préconise la négociation d'une alternative démocratique

Madrid (A.F.P.). — Le parti communiste d'Espagne rejette en bloc le projet réformiste du gouvernement « pseudo-démocratique » et estime que l'opposition communiste à une tragédie en acceptant l'une de ses thèses.

Dans un communiqué rendu public lundi 14 juin à Madrid, le comité exécutif du P.C.E. affirme cependant que l'opposition ne doit pas observer à l'égard du régime actuel l'attitude du « tout ou rien ». « Le tout ou rien, écrit-il, est précisément la conduite que le gouvernement soutiendrait que nous adoptions ».

« L'opposition, poursuit le P.C.E., est prête à discuter d'une alternative démocratique avec le pouvoir. Or, précise-t-il, un pacte suppose une négociation préalable, un accord, des concessions mutuelles, et non l'aval inconditionnel que désire de notre part l'actuel gouvernement. » Le P.C.E. estime, à cet égard, que si le roi Juan Carlos « n'est pas capable de promouvoir cet accord, c'est que le franquisme est toujours un obstacle insurmontable à la réelle conversion de la monarchie en un régime apte à assurer la liberté sans discrimination ».

Pour parvenir à un authentique changement démocratique en Espagne, déclare par ailleurs le P.C.E., « il faut mettre hors jeu les institutions caduques (Cortes, Conseil national et Conseil du royaume), suspendre les lois fondamentales en attendant qu'un Parlement soit librement élu pour élaborer une nouvelle Constitution ».

L'ingérence de l'ambassade américaine

Le P.C.E., qui se prononce pour « les libertés démocratiques et le pluralisme des partis », dénonce, d'autre part, l'ingérence des États-Unis, « et particulièrement de l'ambassade américaine à Madrid », dans la politique espagnole. « Cette attitude, déclare-t-il, pourrait affecter les futures relations entre la démocratie espagnole restaurée et les États-Unis. »

Le comité exécutif du parti communiste d'Espagne conclut son communiqué en rappelant que de très nombreux militants communistes sont actuellement en prison, « alors que le roi parle de liberté et de démocratie sans discrimination ».

UN PARTI SOCIALISTE BASQUE TENTE DE SE CONSTITUER LÉGALEMENT

Un certain nombre de personnalités basques espagnoles se sont réunies récemment à Vitoria, dans la province d'Alava, pour constituer un parti socialiste basque, qui sera appelé Euzkadi Sozialista Biltzarra. Les objectifs de l'E.S.B. devaient être présentés à Vitoria à l'occasion d'une conférence de presse.

Les fondateurs de la nouvelle formation, dans les rangs desquels figurent de nombreux syndicalistes, assurent vouloir lancer un type d'action très différent de l'activisme de l'Euzkadi. Se définissant d'abord comme « légalistes », ils évitent toute référence au séparatisme, même si la création de leur parti peut constituer l'autre stratégie d'un même combat. Ils comptent ainsi mettre à profit les dispositions du projet de loi sur les associations politiques, adopté par les Cortes (« le Monde » du 10 juin). L'E.S.B. entend faire de son existence légale un test des intentions de Madrid à l'égard des provinces basques, en réclamant l'instauration d'un système « régionaliste » mais non pas « explicitement autonome ». Le parti ne sera-t-il pas fait allusion, au moins dans un premier temps, à la réconciliation du Pays basque français et espagnol.

Le ministre des finances, M. Juan Villar Mir, va se rendre prochainement à Washington en vue d'obtenir de plusieurs banques américaines un prêt de 1 milliard à 3 milliards de dollars (4,7 milliards à 9,4 milliards de francs), a-t-on annoncé vendredi 11 juin à Madrid. M. Villar Mir a déclaré jeudi devant la commission des finances des Cortes que l'Espagne n'a jamais connu depuis vingt ans une crise économique aussi grave qu'actuellement. (A.F.P.)

République fédérale d'Allemagne

A propos des « interdictions professionnelles »

« M. MITTERRAND S'EST ENGAGÉ DANS UNE MÉCHANTE AFFAIRE » déclare le chancelier Schmidt

Bonn (A.F.P.). — Le chancelier Helmut Schmidt a estimé que la création par M. François Mitterrand d'un « comité pour la défense des droits civiques et professionnels en R.F.A. » était « une méchante affaire, car elle est basée sur des faits inexacts ».

Toutefois, sur le fond du problème, le chancelier a indiqué qu'il ne pensait pas « grand bien des tentatives de régler le problème des extrémistes dans la fonction publique au moyen de décrets ». Selon lui, la Constitution et le droit de la fonction publique sont amplement suffisants pour régler les cas particuliers. « La meilleure solution serait de classer tous ces décrets et projets de lois dans les archives », a-t-il ajouté.

Allez voir les prix chez les autres. Et venez acheter chez Darty.

Découpez cette page. Notez et comparez. Vous constaterez vous-même ce que c'est qu'un prix Darty. En effet, toute l'année, sur 250 des plus grandes marques mondiales, Darty vous rembourse

la différence si vous trouvez moins cher ailleurs dans le mois qui suit votre achat. Et vous offre même... une bouteille de champagne. Des prix à la Darty, ça ne se copie pas.

PRODUITS	REFERENCES	PRIX CONCURRENCE	PRIX DARTY
TELEVISEURS COULEUR	---	---	---
TELEVISEURS NOIR ET BLANC	---	---	---
MACHINES A LAYER	---	---	---
LAVE-VAISSELLE	---	---	---
CUISINIÈRES	---	---	---
REFRIGERATEURS	---	---	---

PRODUITS	REFERENCES	PRIX CONCURRENCE	PRIX DARTY
CONGELATEURS	---	---	---
PETITS APPAREILS MENAGERS	---	---	---
MAGNETO-PHONES	---	---	---
TRANSISTORS	---	---	---
HAUTE-FIDELITE	---	---	---
DIVERS	---	---	---

Darty, le seul spécialiste TV, électroménager, Hi-Fi qui ose vous signer le Contrat de Confiance.

- Home-Centers Darty et leur représentant : Darty, spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV et Hi-Fi, spécialiste en télécommunications, décoration et cuisine.
- 75 - PARIS 17^e, 25 à 35, bd de Belleville - M^o Couronne
 - 75 - PARIS 14^e, Centre Commercial Galté-Montparnasse
 - 80, av. du Maine - Entrée directe par le M^o Galté
 - 91 - LES ULIS : Centre Régional "Les Ulis 2"
 - 93 - BAGNOLET : Pro de Bagneux, M^o Galté, Au pied du Noisetier
 - 93 - BONDY : 123 à 155, av. Galté, RN 3
 - 95 - CERGY-POISSONNIÈRE : Centre Régional "3 fontaines"
 - 95 - CHANTILLON : 151, av. Marcel Cachin, RN 306
 - 93 - PIERREFITTE : 102-114, av. Lesher, RN 1
 - 94 - CHAMPIGNY : 10-12, av. R. Schlegel, La Fourchette, RN 4
 - 94 - CRETEIL : Centre Régional "Cité de la Santé"
 - 76 - ROUEN : 47, av. de Com



- Mémoires Darty spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV.
- 75 - PARIS 8^e, Darty-Store-Macys, Parking plan de la Madeleine
 - 75 - PARIS 13^e, 168, av. de Choisy, M^o Pl. d'Italie
 - 75 - PARIS 18^e, 128, av. de St-Ouen, M^o Pl. de St-Ouen
 - 75 - PARIS 20^e, 3-5-7, av. de la Pie de Montreuil, M^o Pl. de Montreuil
 - 78 - ORGÈVIL : Centre Commercial "Art de Vivre"
 - 78 - St-Denis : Autoroute de l'Europe
 - 78 - RAILLY 2 : Centre Commercial
 - 91 - THIAIS-BUNGS : Centre Régional de la "Belle Épine", RN 7
 - 92 - ASNIÈRES : Carrefour des 4 Routes
 - 384, av. d'Argenteuil, RN 309
 - 91 - D'OR : Centre Commercial de la "Belle Épine", 3^e étage
 - 4300 place de parking
 - 69 - LIMONEST : Route Nationale 6

- ① Nœudine le Mardi jusqu'à 21 h 30 - ② Nœudine le Mercredi jusqu'à 21 h 30 - ③ Nœudine le Jeudi jusqu'à 21 h 30 - ④ Nœudine le Vendredi, le Samedi, le Dimanche et le Vendredi jusqu'à 22 h 00
- ⑤ Ouvert le Dimanche matin - ⑥ Ouvert le Dimanche toute la journée - ⑦ Fermé le Dimanche - ⑧ Fermé le Lundi - ⑨ Fermé le Mardi - ⑩ Fermé le Mercredi - ⑪ Nœudine le Jeudi jusqu'à 22 h 00 - ⑫ Nœudine le Vendredi jusqu'à 21 h 00

Celui qui ose ouvrir le dialogue mérite votre confiance.

Emplacement offert par Darty aux organisations de consommateurs et à l'INC

POINT DE VUE DE L'ASSOCIATION "FORCE OUVRIÈRE" CONSOMMATEURS - A.F.O.C.

La proposition de Darty aux organisations de consommateurs de s'exprimer dans l'espace publicitaire "acheté dans 7 quotidiens : le Monde, le Figaro, France-Soir, l'Humanité, l'Aurore, le Parisien, la Croix, ne saurait constituer à ce distributeur le droit de prétendre qu'une telle initiative "mérite la confiance" du consommateur dans la mesure où il ne s'agit pas de produits.

Cette emplacement est pour le moins ambiguë d'autant qu'elle fait suite à une longue série de messages publicitaires viciés critiqués par les organisations de consommateurs : en effet, Darty utilise comme argument de vente dans son "Contrat de Confiance", la promesse de se conformer à la loi dans l'application des garanties offertes, ce qui est bien le moins qu'on puisse lui reprocher, les prestations de service mises à part. Par ailleurs, même si l'idée est ingénieuse, le procédé a manqué au minimum de courtoisie, qui a consisté à informer les organisations de consommateurs de cette offre, de son contenu et de ses modalités, après que la plupart d'entre elles en aient pris connaissance dans la presse.

L'aspect publicitaire de l'opération qu'il fallait à tout prix préserver des indications la emportant sur la recherche du "dialogue" annoncé qui aurait pourtant été pour sa réussite un grain de concentration préalable.

C'est étonnant, cette initiative est aussi le résultat d'une situation regrettable : l'absence de moyens d'expression offerts aux organisations nationales, régionales de consommateurs dans les médias : presse, radio, télévision ; certes, l'Institut National de la Consommation, qui est un établissement public, bénéficie d'un accès limité à la télévision, mais qui reste tributaire du montant des crédits qui lui sont alloués et des bonnes dispositions d'un directeur de chaîne comme l'a montré le conflit avec Antenne 2, même s'il a tourné à la confusion de celui-ci.

Cette possibilité élargie aux mouvements de consommateurs permettrait d'équilibrer, de compléter, de rendre plus objectives, voire plus décentes, les démarches commerciales diffusées avec d'énormes moyens par les producteurs et les distributeurs les plus puissants : une minute d'attention à la télévision aux heures de grande diffusion coûte près de 30 millions d'anciens francs. La situation infériorisée dans laquelle se trouve le consommateur est donc choquante. On peut se demander si elle ne l'est pas plus encore lorsqu'elle est dénoncée par ceux qui l'exploitent, peut-être en vue d'y porter remède, plus souvent à des fins publicitaires qui limitent l'intérêt et la confiance.

L'information et la défense des consommateurs ne sauraient procéder ni de la sollicitude intéressée de M. Darty et de ses prédécesseurs dans cette voie, ni même d'assurances occasionnelles, quelle que soient leur origine et leur motivation, fussent-elles parfaitement honorables.

C'est par leurs organisations que les consommateurs devraient pouvoir être informés prioritairement. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Administration de l'Association FO Consommateurs a estimé préférable de ne pas rejeter la possibilité qui lui était ainsi offerte pour la première fois de s'adresser à un nombreux public par la voie de la presse à grand tirage ; il est permis de penser que l'attachement que chacun porte à son journal habituel compensera pour partie l'ambiguïté du procédé offert aux organisations pour s'adresser aux consommateurs.

La voie pourrait être ainsi ouverte vers la recherche de solutions institutionnelles et normalisées pour une meilleure information, et cela à partir d'une expérience équivoque et imparfaite certes, mais qui devrait avoir le mérite incontestable de révéler publiquement un besoin et de susciter une large réflexion pour y répondre.

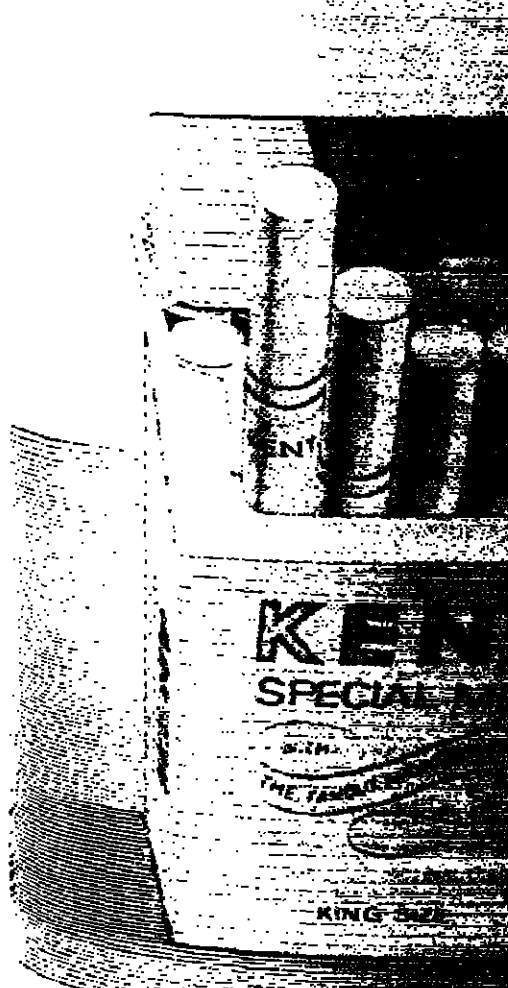
Au demeurant, la recherche d'une meilleure information, plus objective parce que désintéressée, ne saurait suffire à elle-même ; encore faut-il qu'elle soit l'expression de l'action militante, celle action obéissante, longtemps méconnue, vouée aux sarcasmes, parfois au dénigrement, a fini par s'imposer au fil des années à ses détracteurs, et aussi à bien d'autres. Ces résultats, et l'exploitation qui en est faite par les professionnels des divers secteurs, échappent de plus en plus à ceux qui ont conduit cette action et les ont obtenus. Cela était prévisible et sans doute inévitable. Mais qu'on ne se trompe pas. Tous ceux - et les producteurs en premier - qui voient aujourd'hui au secours d'une victoire qui est loin d'être acquise, oublieraient vite leur opportunisme de circonstance si les consommateurs laissent aveuglément de leurs organisations ou vendent à leur mesure leur appui.

C'est par elles que des évolutions nécessaires ont pu se produire ; c'est encore par elles pour une large part que les changements attendus pourront s'opérer.

P. Marlot
Secrétaire Général
FO Consommateurs

Aujourd'hui, la Confédération Syndicale des Familles, l'Union Nationale des Associations Familiales s'expriment dans France-Soir. La Fédération des Familles de France dans l'Aurore et l'Humanité. La Fédération Nationale des Associations Familiales Rurales dans le Parisien Liberté et la Croix.

Kent lance sa S (spécialité)



La nouvelle sa... de Kent Special... est due à un mélange exclusif des meilleurs tabacs américains. Et sa douceur - une douceur rassurante.

هكذا من الاجل

صكنا في الامم

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Une jeune femme affirme avoir été engagée en 1960 par la C.I.A. pour assassiner M. Fidel Castro

New-York (A.F.P.). — Une jeune femme, Mme Marie Lorenz, a affirmé le lundi 14 juin à la télévision américaine avoir été engagée par la C.I.A. pour assassiner M. Fidel Castro. C'est la première fois qu'une personne confirme

devant des millions de téléspectateurs avoir été engagée par la centrale américaine de renseignements pour une telle mission. Mme Marie Lorenz, qui affirme avoir eu un enfant du leader cubain, a précisé qu'elle avait accepté cette mission parce que cet enfant avait été tué « peut-être par les gens de l'entourage de Fidel ».

L'O.E.A. RENONCE A ETUDIER SÉPARÉMENT LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME AU CHILI.

Le Chili a obtenu une victoire non négligeable, le lundi 15 juin, à la sixième assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.). Par quinze voix contre huit, la commission des affaires juridiques et politiques de l'Organisation a décidé que la question des droits de l'homme au Chili ne ferait pas l'objet d'une résolution à part, ainsi que cela avait été initialement envisagé. L'Argentine, le Panama, la Bolivie, le Brésil et l'Uruguay ont voté avec le Chili. Par contre, le Venezuela, le Costa-Rica, la Colombie, l'Equateur, la Jamaïque, les Etats-Unis, la Barbade et El Salvador, ont voté contre.

D'autre part, avant de partir pour Mexico, M. Henry Kissinger a laissé aux membres de la délégation américaine une série de propositions concernant la réforme de l'O.E.A. qui devraient être discutées avant la fin de la présente session. Le Washington Post a publié une analyse de ces mesures qui n'ont pas encore été rendues publiques. Il s'agit essentiellement de renforcer le pouvoir de l'assemblée générale, au détriment de ceux des nombreuses commissions permanentes, à qui l'on reproche de s'être enlisées dans un bureaucratisme inefficace. Les Etats-Unis souhaitaient aussi une révision des finances de l'O.E.A. Washington fournit les deux-tiers du budget de l'Organisation (40 millions de dollars) et donne encore 30 millions chaque année pour des projets spéciaux : les Américains aimeraient réduire leur participation financière. Ces propositions rencontreront vraisemblablement une assez forte opposition, venant des fonctionnaires de l'O.E.A. d'une part, qui ont peur de perdre des postes confortables et de la part de certains pays membres, dont les budgets nationaux sont faibles.

● Nous apprenons de bonne source l'arrestation à Buenos Aires, le 10 juin, par la police argentine de M. Gerardo Gatti, ancien directeur du journal La Epoca, de Montevideo.

● UN MARIN du navire océanographique soviétique, Ordissey, a demandé à bénéficier du droit d'asile au Canada jeudi 10 juin alors que le bateau faisait relâche à Saint-Jean. Sa demande est examinée par les autorités canadiennes. — (A.F.P.)

Liaisons dangereuses au Congrès

Les affaires de mœurs qui éclaboussent le Congrès ont pris une nouvelle dimension avec les révélations de Mme Colleen Gardner, elle aussi « secrétaire spéciale » du député démocrate du Texas, M. John Young. Selon cette personne, les femmes ne seraient pas les seules victimes de la dépravation de certains élus. Des assistants masculins de membres du Congrès seraient « opprimés sexuellement » par leur patron. D'autre part, un député démocrate de l'Utah (Etat dominé par l'Eglise mormonne), M. Allan Howe, a été arrêté le 12 juin pour avoir répondu aux avances de deux jeunes femmes, à Salt Lake City, qui n'étaient autres que des « appeaux » de la police des mœurs.

De notre correspondant

Washington. — Le petit scandale créé par la révélation de Liz Ray, la jeune blonde employée, aux traits du contribuable, à ne rien faire, sauf dans l'intimité d'un boudoir, rebondit... Une autre jeune femme accuse maintenant son ancien patron, le « congressman » Young, honorable père de famille de cinq enfants, d'avoir obtenu d'elle des faveurs sous menace de renvoi. Finalement, elle préfère quitter son emploi et s'inscrire au chômage plutôt que de continuer son aventure galante, mais intermittente. Au cours des seize derniers mois, elle déclare avoir accompagné M. Young dans trente-deux hôtels. « Partager son lit n'aurait pas été si mal, s'il m'avait laissée au moins travailler... », a déclaré Colleen Gardner. Or son patron entendait bien la garder à son service personnel, moyennant un salaire de 28 000 dollars par an. Il est vrai qu'elle a des diplômes universitaires, et ses motivations sont d'un autre niveau que celles de Liz Ray... Elle prétend défendre, par ses révélations, la grande cause des femmes brimées, traitées, abusées par les « M.C.P. », (male chauvinist pigs), les « cochons de mâles chauvins ».

Sans doute le Congrès, qui ne compte que dix-neuf députés du sexe féminin et pas une seule femme sénateur, reste-t-il un bastion du « chauvinisme mâle » employant bien plus d'hommes que de femmes, et celles-ci à un tarif inférieur. Les militantes féministes ont donc saisi la revanche de leurs sœurs. Pourtant, dans son livre, plus ennuyeux que croustillant, Liz Ray, à aucun moment, ne se pose en victime. Sautant d'un lit à l'autre, petite amie commune à plusieurs hauts représentants, avocats, hommes d'affaires, elle ne semble pas souffrir que son patron, le redoutable M. Young, lui ait préféré un jour une autre maîtresse.

Uruguay

Les élections générales de novembre sont suspendues

De notre correspondant

Buenos-Aires. — Le gouvernement uruguayen a suspendu sine die les élections générales qui devaient avoir lieu le troisième dimanche de novembre. Préparé par les forces armées qui ont destitué samedi 12 juin M. Juan María Bordaberry et approuvé par M. Alberto Demicheli, vice-président du Conseil d'Etat, et son successeur intérimaire, l'acte institutionnel numéro un, qui dispose la suspension des élections, estime que « l'ordre établi temporairement » est incompatible « avec le libre jeu des partis ». C'était aussi l'opinion de M. Bordaberry, mais les militaires dont il avait perdu la « confiance » souhaitent fixer une sorte de calendrier politique.

Dans un délai de soixante à soixante-dix jours, un nouveau chef d'Etat sera désigné par un collège électoral composé du Conseil d'Etat

et de la junte des officiers généraux (le Monde du 15 juin).

Parmi les candidats figurent plusieurs membres du cabinet de M. Bordaberry : MM. Alejandro Vigh Villegas, Juan Carlos Blanco et Walter Ravenna, respectivement ministres de l'économie, des affaires étrangères et de la défense.

Le futur président resterait en fonctions jusqu'en 1979. D'ici là, les partis traditionnels « Colorado » et « Blanco » qui se sont partagé le pouvoir au cours des soixante-dix dernières années seraient invités à se réorganiser. L'acte institutionnel numéro deux insiste sur la nécessité d'entamer le processus conduisant à la remise en ordre des partis « afin, est-il expliqué, qu'ils puissent exercer leur mission élevée ». Le Conseil d'Etat devra préparer le projet de nouvelle Constitution qui sera soumis à référendum.

Après « être » réformés, les partis « Colorado » et « Blanco » seront appelés en 1979 à désigner un candidat commun. Celui-ci devra avoir l'approbation des forces armées et probablement aussi des électeurs. Mais là-dessus les militaires ne se sont pas encore clairement prononcés. Il y aura, en principe, des élections libres en 1980. Mais les détenteurs du pouvoir n'envisagent pas la participation des partis de gauche, communiste, socialiste, démocrate-chrétien et autres qui, unis, avaient obtenu près de 20% des voix en 1971.

L'éviction du président Bordaberry est loin d'avoir bouleversé la situation politique en Uruguay. M. Demicheli a d'ailleurs confirmé tous les ministres dans leurs fonctions et affirmé qu'il poursuivrait dans tous les domaines la politique de son prédécesseur. Quelque chose bouge dans le pays, mais très lentement.

PHILIPPE LABREVEUX.

PANTHEON
14, rue de l'Estrapade / 4, rue Clotilde
Paris 5^e


FACADES EN PIERRE DE TAILLE
APPARTEMENTS DE QUALITÉ
Studios et appartements de 2, 3, 4 et 5 pièces

réalisation : **sinvim** renseignements et vente : **D.FEAU** appartements

132 Bd Haussmann Paris 8^e
522.13.89 ou 69.34

Kent lance sa Special Mild

(spéciale douce)



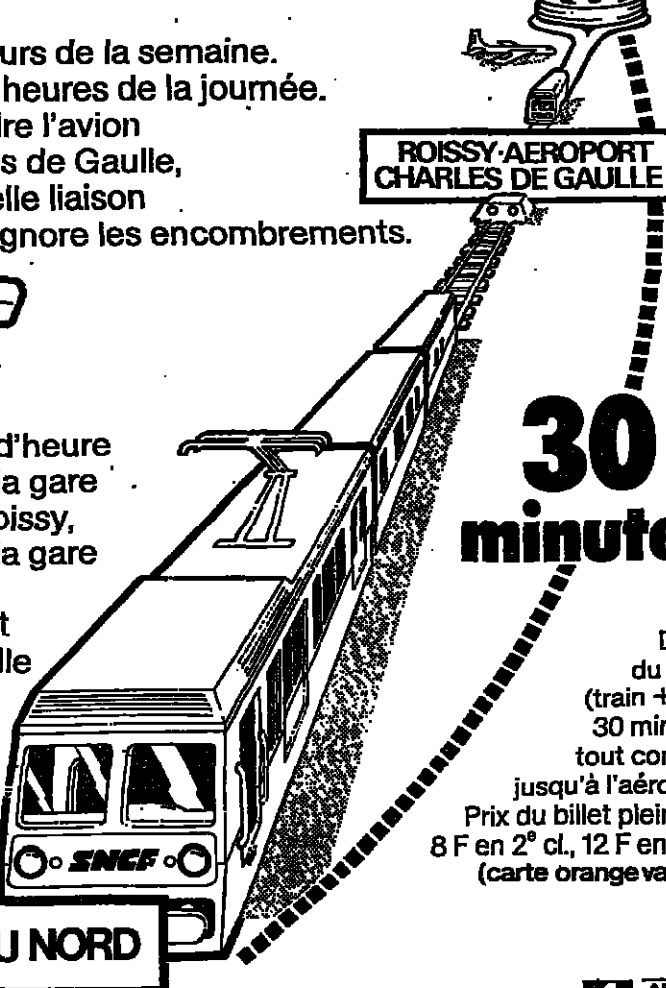
Une nouvelle saveur

La nouvelle saveur de Kent Special Mild est due à un mélange exclusif des meilleurs tabacs américains. Et sa douceur — une douceur rassurante — se transmet intégralement par son filtre Micronite. Cette saveur, cette douceur n'appartiennent vraiment qu'à Kent Special Mild. Demandez la Kent spéciale.

ROISSY RAIL

Entre Paris et Roissy la voie est libre

Libre tous les jours de la semaine. Libre toutes les heures de la journée. Pour aller prendre l'avion à Roissy-Charles de Gaulle, utilisez la nouvelle liaison train + bus qui ignore les encombrements.



Un train tous les quarts d'heure

- au départ de la gare du Nord vers Roissy,
- au départ de la gare ferroviaire Roissy-aéroport Charles de Gaulle vers Paris.

Durée du trajet (train + bus) 30 minutes, tout compris, jusqu'à l'aérogare. Prix du billet plein tarif 8 F en 2^e cl., 12 F en 1^{re} cl. (carte orange valable)

Allez bon train prendre l'avion

SNCF

DIEU ET LE P.C.F.

[illegible]

٢. هكذا من الأهل

حکومت اسلامی

P.C.F.

POLITIQUE

LA GAUCHE ET LES CHRÉTIENS

M. JEAN POPPEREN (P.S.) : ne pas confondre confession et engagement politique.

(De notre correspondant.)
Bordeaux. — A Bordeaux, lors de la fête fédérale du parti socialiste, M. Jean Popperen, député du Rhône et membre du secrétariat du P.S., a déclaré, dimanche 13 juin : « Il me semble qu'il y a quelques contradictions dans la démarche de Georges Marchais. Il indique d'une part que les communistes tendent la main aux chrétiens et d'autre part que les chrétiens peuvent être membres du parti communiste (...). En vérité, notre sentiment est qu'il ne faut pas mélanger les genres. Il peut y avoir débat entre les gens de confession chrétienne et les gens d'autres confessions. (...) Il peut y avoir action commune et volonté d'agir ensemble sur le plan politique. Ce sont à notre avis deux réalités très différentes. Le sentiment du parti socialiste est qu'il n'y a pas intérêt à confondre ces deux démarches. Ce serait rendre un mauvais service au mouvement socialiste, à l'union de la gauche, aux militants de gauche, même, qui sont de confession chrétienne que de vouloir confondre l'engagement politique et la confession philosophique et religieuse. »

« L'HUMANITÉ » S'ÉTONNE DES DÉCLARATIONS DE M. ROCARD

L'« Humanité » du 15 juin s'étonne des propos tenus par M. Michel Rocard à Couron d'Auvergne (Le Monde du 15 juin). Le responsable socialiste a expliqué : « Nous pensons que le socialisme se doit d'être modeste. Notre projet ne vise pas à faire le bonheur des hommes. Nous avons peur quand nous entendons ces mots, parce que c'est le début de l'autoritarisme, donc du fascisme. »
Le quotidien communiste Interrogé : « Ou bien Michel Rocard entend, sans avoir la franchise de son propos, polémiquer avec les communistes quand il propose de combattre pour une société plus humaine, plus fraternelle. Que veut-il alors instaurer en parlant de dictature, de fascisme, et en faisant silence sur les propos mille fois répétés par les communistes que l'on ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui, et moins encore contre lui ? »
« On bien Michel Rocard prépare encore une fois, le terrain idéologique d'une relance de campagne sur les bienfaits de l'austérité... mais alors, dans quelle perspective politique ? »

L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION DE LA GAUCHE

M. CHEVÈNEMENT : les radicaux de gauche n'expriment pas une puissante sensibilité nationale.

M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, animateur du CÉRÉS (minorité du parti socialiste), déclare dans une interview à la revue gaulliste l'Appel :
« Je considère que c'est au fond une espèce de routine historique qui a conduit la gauche à chercher la troisième famille du côté des radicaux. Alors on a eu les radicaux de gauche.
« Ils sont très sympathiques. C'est une réalité régionale incontestable, mais est-ce une réalité politique nationale ? Il n'expriment pas au fond véritablement une puissante sensibilité nationale, car le parti socialiste a absorbé une grande partie de la vieille tradition républicaine. La troisième famille, je l'aurais plus volontiers cherchée du côté de ce que j'appellerais la bourgeoisie nationale des lors qu'elle accepte des orientations progressistes en matière sociale. Alors on est une fois de plus ramené à l'appel gaulliste si l'on veut : qu'est-ce au fond aujourd'hui que le programme commun, sinon la variante moderne du programme du C.N.R. ? Il y a eu des nationalisations dans les secteurs de pointe. Je pense que si le général de Gaulle vivait, il ne verrait aucun inconvénient à adopter l'essentiel des dispositions économiques et sociales du programme commun, s'il était en position de les promouvoir comme en 1944. »

(1) Conseil national de la Résistance.
« M. Dominique Gallet, secrétaire politique du Front progressiste (gaulliste d'opposition), a déclaré lundi 14 juin : « Nous avons appris avec un intérêt d'autant plus grand les déclarations de M. Jean-Pierre Chevènement sur les gaullistes qu'elles tranchent avec le socialisme centriste qui se développe actuellement

M. LONCLE : l'effacement du radicalisme laisserait la gauche en situation minoritaire.

M. François Loncle, membre du secrétariat du Mouvement des radicaux de gauche, a répondu lundi 14 juin à M. Chevènement :
« Le problème du reclassement politique des gaullistes authentiques provoque légitimement la gauche française. M. Jean-Pierre Chevènement a donc raison de s'y intéresser. Mais ce problème se pose en termes différents. Le M.R.G. constitue incontestablement la troisième famille de la gauche. Ses progrès ne peuvent être mis en doute.
« Son objectif est de tout faire pour permettre à la France de traverser le labyrinthe de l'ensemble de la gauche, de construire une société de justice et de responsabilité. L'effacement du radicalisme conduirait à reculer cette échéance de plusieurs années, et donc à prolonger indéfiniment la situation minoritaire de la gauche. Vouloir substituer au sein de la gauche la famille gaulliste à la nôtre, ce n'est pas tout à fait réaliste des faits politiques. Nous sommes, nous aussi, très attentifs à l'évolution positive de certains gaullistes de ceux qui constatent la situation de dépendance en matière de politique étrangère et de défense nationale vers laquelle les dirigeants actuels conduisent notre pays. Mais si les gaullistes se tournent vers la gauche, ils peuvent parfaitement s'intégrer à l'une de ses composantes, à commencer par celle qui ne réclame pas du marxisme. Certains d'entre eux l'ont déjà fait. Ils sont les bienvenus. »

M. Mitterrand : si les communistes continuaient à s'opposer à la construction de l'Europe nous garderions notre liberté

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, consacre, dans la revue 30 Jours d'Europe, organe du service d'information des Communautés européennes, un article à l'avenir de la C.E.E. Après avoir dénoncé ceux qui souhaitent « s'abandonner dans les bras américains », il note :
« On n'empêchera jamais une large partie de la France de rester fidèle à une tradition diplomatique qui, depuis François I^{er} et jusqu'à Félix Faure, à travers Richelieu, a considéré que, de l'autre côté de l'Europe, la Russie est un utile contre-poids. La Russie pense d'ailleurs la même chose en sens inverse. »
A propos de l'Allemagne, M. Mitterrand ajoute :
« Si, outre-Rhin, on considère l'Europe comme un tremplin, un moyen, et si l'on se dit que l'Europe a échoué, que reste-t-il alors pour atteindre les objectifs spécifiques de l'Allemagne ? Il reste l'Allemagne, et on peut assister à une sorte de transfert progressif d'une idée sur l'autre. (...) Sans verser dans le pessimisme, je suis convaincu, dans les circonstances présentes, c'est-à-dire tant qu'elle n'est pas relevée politiquement de l'incapacité juridique dans laquelle

le monde l'a placée en 1945, que l'Allemagne continuera à considérer qu'elle ne peut assurer sa propre sécurité qu'en étant strictement accrochée au parapluie américain. »
En conclusion, le premier secrétaire du P.S. indique :
« Je résume l'objection selon laquelle il serait impossible, à terme, au P.S. de maintenir son alliance avec le P.C. et de gouverner avec lui, parce que le premier serait favorable à l'unification européenne, à l'inverse du second. Parmi les points sur lesquels nous avons amené nos partenaires communistes à réviser leurs conceptions en fonction des nôtres, la question de l'unification européenne figure au premier rang. « Serrez-vous en mesure de le faire, respectez cet engagement ? », nous objecte-t-on ici ou là. A quoi je réponds : « Pour quoi, de prime abord, soupçonner la bonne foi de nos alliés ? Un contrat est un contrat. En second lieu, l'évolution du rapport de force entre eux et nous aura une influence déterminante en cette matière comme en d'autres. Enfin, si les communistes continuent à s'opposer à la construction de l'Europe sur certains points capitaux, nous garderons notre liberté. »

LES ANCIENS COMBATTANTS DE LA RÉSISTANCE : Pétain s'est associé à l'occupant.

L'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, tout en rappelant que « les résistants éprouvent le plus grand respect pour les morts de Verdun et pour les héros », indique, lundi 14 juin, qu'elle « ne saurait approuver les termes employés par M. le président de la République pour caractériser l'action de Pétain pendant la deuxième guerre mondiale ». Elle ajoute : « Pétain n'a pas été associé à des défaillances ». L'expression peut être appliquée à des gens qui, obéissant, ont eu, mais Pétain a été le chef de la collaboration avec l'ennemi. Il s'est associé à l'occupant hitlerien. Après Montoire, il a revendiqué d'être seul responsable devant l'histoire. »
L'Association dénonce d'autre part comme « un nouveau scandale » le fait que France-Inter « ait, une fois de plus, donné la parole unilatéralement à M. Isnard ». Elle demande qu'un résistant soit mis en mesure d'exposer, pour le même auditoire, les faits qui ont amené la condamnation à mort de Pétain pour intelligence avec l'ennemi.

Pour sa part, la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes déclare :
« En formulant le vœu que l'histoire oublie le Pétain de la collaboration volontaire avec les nazis, le président de la République a doublement humilié l'idéal patriotique des résistants. L'histoire n'oubliera pas l'effacement de la République pour y substituer un régime fasciste. (...) Le crime de Pétain est d'avoir mis ainsi le prestige qui s'attachait à Verdun au service de l'occupant. »
La F.N.D.I.R.P., en conclusion, rappelle que « la réhabilitation de Pétain comporte en elle-même la condamnation de la résistance intérieure et extérieure qui a sauvé l'honneur de la patrie ».

Après la profanation de plusieurs monuments à Oradour-sur-Glane (nos dernières éditions du 15 juin), M. André Bord, secrétaire d'État aux anciens combattants, a déclaré : « Il y a eu trop d'horreurs à Oradour-sur-Glane un certain mois de juin 1944 pour imaginer que trente-deux ans plus tard des mains criminelles aient pu encore profaner les précieux témoignages de ce qui demeure, qu'on le veuille ou non, un crime contre l'humanité : c'est le souvenir respectueux que la nation a réservé aux victimes d'Oradour qui s'est trouvé visé. Mais je suis sûr que ce souvenir ne peut être que renforcé par l'outrage de ce geste. »

LE CHEF DE L'ÉTAT SE RENDRA LE 18 JUIN AU MONT-VALÉRIEN

M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra le vendredi 18 juin au Mont-Valérien à l'occasion de la commémoration de l'appel lancé en 1940 par le général de Gaulle.
Le président de la République, qui avait présidé cette cérémonie il y a deux ans, se trouvait l'année dernière en Pologne du 17 au 20 juin. Le 18, il avait prononcé un discours à Auschwitz et adressé un télégramme à M. Bettler de Botschamps, chancelier de l'Ordre de la Libération.

SC.PO

Préparation d'été et annuelle sur place ou par correspondance
• Examen d'entrée 1^{re} année
• Procédure d'admission 2^e année
• Seconde session fin d'A.P.

CEPES

Groupe d'étude de Professeurs
57, rue Charles-Laffitte, 92 NEUILLY
722-84-84 et 745-09-19

TED LAPIDUS
soldes
femme et homme
37, avenue Pierre 1^{er} de Serbie - Paris 8^{ème}
1, place St Germain des Prés - Paris 6^{ème}

JUIN : LE MOIS DE LA PHOTO A AUCHAN.

SANKYO sonore 25 XL
1.295 F



CANON FTB
objectif 1,8/50, avec sac
1.350 F

NIKKORMAT FT2 chromé
objectif 2/50 mm sans sac
Caméra CANON 512 XL
Zoom électrique 5 fois, nombre d'images par seconde 9 et 18, ralenti et image par image; effets spéciaux : retardateur, ralenti, fondus - livré avec sac souple et télécommande
Film super 8 couleur
KODACHROME 40
1640,00 F
1841,00 F
24,50 F

Et toutes les grandes marques - Canon, Minolta, Asahi Pentax, Olympus, Nikon, Nikkormat, Fujica, Sankyo, Bolex, Baurer... - aux meilleurs prix!

FONTENAY-S/BOIS - VAL DE FONTENAY
Av. du Maréchal-Joffre - Tél. 876 47-95
PLAISIR - LES CLAYES
CD 161, à 10 km de Versailles - Tél. 055 80-35
MANTES - BUCHELAY
CD 110 - Tél. 092 42-00
ORLEANS - Saint-Jean-de-la-Ruelle
Tél. 15 (38) 88.02.58

AUCHAN. Un défi permanent: les prix les plus bas.

Rencontrez de nouveaux marchés

La 52^e Foire Internationale de Marseille, première foire industrielle de France, réunit 60 pays. En particulier, 11 pays d'Afrique associés à la C.E.E. et la plupart des pays du Sud-Est asiatique seront présents. De son côté, l'U.R.S.S. augmente sa surface d'exposition. Autant d'indices qui confirment que la Foire de Marseille est une vitrine recherchée par les pays industrialisés pour développer leurs marchés dans les pays qui s'équipent. Et que, réciproquement, les pays en voie de développement choisissent Marseille pour rencontrer l'Europe. Ne laissez pas vos concurrents prendre les places encore disponibles sur les nouveaux marchés, venez à la Foire de Marseille. Rencontrez les missions commerciales qui vous intéressent, les services de la Foire organisent vos contacts.

52^e FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE
24 Septembre / 4 Octobre 1976

Prenez contact.

VEUILLEZ RÉSERVER UN RENDEZ-VOUS AVEC LES MISSIONS SUIVANTES :

ALGERIE	ARGENTINE	AUTRICHE	BELGIQUE	BULGARIE	CANADA	CHILI	CHINA	COTE D'IVOIRE	DANEMARK	ESPAGNE	ETATS-UNIS	FRANCE	GRÈCE	IRAN	IRAN	ITALIE	JAPON	LIBAN	LIBYENNE	MAROC	MEXIQUE	MISRIE	NETHERLANDS	NORVEGE	PARAGUAY	PEROU	PORTUGAL	ROUMANIE	RUSSIE	SARDEGNE	SENEGAL	SINGAPOUR	SLOVACQUE	SLOVAQUIE	SURINAM	TAIWAN	TCHOSLOVAQUIE	TURQUIE	URUGUAY	VENEZUELE	YEMEN	ZAMBIE
---------	-----------	----------	----------	----------	--------	-------	-------	---------------	----------	---------	------------	--------	-------	------	------	--------	-------	-------	----------	-------	---------	--------	-------------	---------	----------	-------	----------	----------	--------	----------	---------	-----------	-----------	-----------	---------	--------	---------------	---------	---------	-----------	-------	--------

JE SERAI A LA FOIRE DE MARSEILLE LES :

☐ 24 ☐ 25 ☐ 26 ☐ 27 ☐ 28 ☐ 29 ☐ 30 ☐ 1^{er} ☐ 2^e ☐ 3^e ☐ 4^e OCTOBRE

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
ENTREPRISE : _____ Tél. : _____
OBJET DU CONTACT : _____
Veuillez me réserver une chambre pour les dates suivantes :
à l'hôtel : _____
FOIRE DE MARSEILLE-PARC CHAMART-13006 MARSEILLE CEDEX 03 TEL. 091 84.84.00 FAX 091 84.84.01

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Chaban-Delmas : la France est au bord de l'inconnu

1

حکومت الراج

JURISPRUDENCE ET LA TAXATION

A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Le débat reprend sur un texte ancien mais non transformé

Le débat sur la loi de finances pour 1977 a été marqué par la réapparition d'un texte ancien, mais non transformé, qui a suscité de vives réactions. Ce texte, qui date de 1964, concerne la taxation des plus-values et a été réintroduit dans le débat parlementaire. Les députés ont exprimé leur mécontentement face à cette rétrogradation et ont demandé que le texte soit transformé pour tenir compte des évolutions économiques et fiscales. Le débat a été animé et a permis de remettre en question certaines dispositions de la loi de finances.

LE PASSEUR

Le passeur est un personnage qui a toujours existé, mais qui aujourd'hui a pris une importance particulière. Il est celui qui permet de franchir des frontières, de passer d'un monde à un autre. Dans notre société, le passeur est devenu une figure emblématique, un symbole de la transition et de l'adaptation. Il est celui qui guide, qui aide, qui facilite le passage d'une situation à une autre. Le passeur est un héros de notre époque, un héros qui nous aide à surmonter nos difficultés et à atteindre nos objectifs.

POLITIQUE

DES PLUS-VALUES

SÉCHERESSE ET CACTUS

par CHARLES BIGNON (*)

B IEN des commentateurs politiques s'étonnent des remous qui secouent la majorité et le groupe U.D.R., et qui apparaissent pendant la discussion du projet gouvernemental sur les plus-values.

En tout cas, le président de la République et le ministre de l'intérieur doivent être les derniers à s'étonner de voir une nouvelle génération de cactus grandir sur un terrain politique aride à la fin d'un printemps desséché. Ils ont introduit la culture de cette plante amère et, cette fois, la graine a germé dans les champs de l'U.D.R. Il me semble que le moment est venu de le dire avec franchise, plutôt que de continuer à jouer à faire semblant.

Le texte des plus-values est un mauvais texte, l'accueil qu'il a reçu fait de mon propos une évidence, et tous les efforts faits par les partisans les plus inconditionnels du président n'y changent rien.

Il a de plus fait l'objet d'une erreur grave dans sa présentation à l'opinion. Annoncé comme le glaive du pouvoir contre les spéculateurs, il se révèle simplement un élargissement nouveau des bases de l'impôt sur le revenu, très contestable dans beaucoup de ses modalités.

Dans le passé, des difficultés analogues ont surgi. Le gouvernement et sa majorité trouvaient ensemble une solution politique aux problèmes techniques puisqu'ils avaient une foi commune qu'ils partageaient avec la majorité du peuple français.

Force est de constater qu'en ce moment le courant ne passe plus dans la majorité de la majorité, l'U.D.R., et que la base est la plus atteinte par le court-circuit.

Cette infanterie politique se demande si elle doit toujours se faire tuer aux ordres du prince et si elle doit toujours continuer à livrer bataille pour défendre des idées qu'elle reconnaît de moins en moins.

Gaulliste, j'ai toujours été sensible à l'image extérieure de la France et à sa politique étrangère. Peut-on croire que ces contradictions successives, les initiatives nouvelles qu'elles suscitent, puissent me satisfaire, et où retrouver la fierté nationale qui fut la nôtre à une autre époque ?

D'autres que moi ont exprimé l'inquiétude que je ressens sur l'incertitude de l'engagement militaire de notre pays au lendemain du vote de la loi d'armement.

Le gouvernement et son chef suprême semblent consacrer une grande part de leur temps et tout leur acharnement à cette affaire mineure des plus-values, épuisent leur principal ministre et le Parlement, alors que tant de questions demeurent en suspens. Ne vaudrait-il pas mieux largement débattre devant l'opinion du VII^e Plan, plutôt que d'un amendement à l'article 10 sur les plus-values. Le Plan, ardente obligation, n'est plus qu'un souvenir.

Je ne parlerai pas de l'inflation, toujours combattue mais jamais vaincue, de la Sécurité sociale subissant son éternel repliement, d'une politique familiale qui se borne à constater l'accélération de la dénatalité, de l'affaiblissement de l'image de marque de notre justice, du report de la réforme des relations entre les communes et l'Etat.

Enfin, chez les jeunes à qui nous avons donné le droit de vote à dix-huit ans, nous leur proposons au même moment de graves difficultés pour trouver leur premier emploi et une Université devenant l'île d'une contestation permanente en face d'une passivité presque totale de l'Etat.

« Serons les rangs » répètent par habitude les responsables de l'U.D.R. Et nous voyons pleuvoir les boulets de l'opposition, sans que la stratégie du commandement et de son état-major laisse entrevoir la possibilité de reprendre l'offensive.

Les élections cantonales ont été une minute de vérité vite oubliée et l'élection de Tours a fait de chaque député un émule de Royer, persuadé qu'il est le maître chez lui... de ses électeurs, et que ceux-ci n'ont cure de l'investiture présidentielle.

Où, la situation est sérieuse ; elle n'appelle plus seulement l'unité, mais elle exige une plate-forme gaullienne pour ceux qui le sont toujours, afin de retrouver un sens à notre combat. Nous avons hâte de savoir pourquoi nous nous battons, même si nous savons que c'est contre le collectivisme. La négation politique n'est pas suffisante et nous attendons de retrouver une affirmation. A ce moment-là, je suis sûr que l'U.D.R., mouvement populaire, rassemblement, sera toujours prête à remporter d'autres « Bouvines ».

(*) Député de la Somme, U.D.R.

au centre du débat

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ETUDE D'UNE IMPOSITION GENERALISEE DES PLUS-VALUES

Président : Mr A. Monguillan
Rapporteur : Mr. J. Delmas

Rapport et annexes, 300 p, 34 F

Opinions recueillies par la commission, 280 p, 40 F

Les deux tomes, 70 F

Maisons de presse, grandes librairies et librairie de

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29 quai Voltaire 75340 Paris cedex 07
Tél 261 50 10

Les USA mis à nu par les français.

Philippe Labro
Le cinéma américain se porte bien.

Yves Berger
Un extrait de son livre : Le Fou d'Amérique

Olivier Todd
Un entretien avec Philip Agee, ex agent de la CIA.

André Halimi
Le Festival du cinéma américain à Deauville.

PLAYBOY
EDITION FRANÇAISE
A suivre dans le numéro du mois de juillet. (sortie : 10 juin).

Yves Navarre
Le blue-jean, toile de fond du XX^e siècle.

René-Victor Pilhes
L'auteur de l'imprécateur traite des multinationales U.S.

Jean-François Revel
Le strip-tease moral de l'après-Watergate.

Meubles de style et rustiques
chêne et noyer
Réparés (Léon, X^e, Anglès)
au mont st-michel
104 rue de Rennes 50100 Paris
Paris 6 - Métro Sévres-Bastille
Tél 548 08 55

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

Opération-silence dans le Marais

Protégés par une enceinte d'immeubles anciens et d'hôtels historiques en voie de restauration, 118 appartements hors du commun vont bénéficier d'un calme absolu et de vues agréables sur des jardins paysagés.

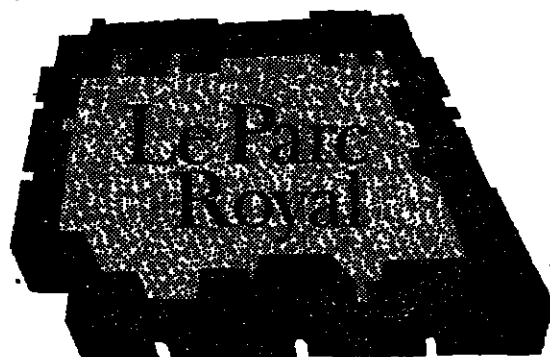
Studios et appartements de 2 à 6 pièces.
Plans originaux, simples ou en duplex, presque tous différents les uns des autres.
Prestations nombreuses et de très haute qualité.
Finitions très soignées.
Vente sur plans, à prix fermes et définitifs.
Livraison fin 1977.

Réalisation
SOREMA

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE RESTAURATION DU MARAIS

Le "Parc Royal" s'inscrit dans un large périmètre dont la restauration est actuellement en cours d'achèvement.

Cette résidence va donc profiter d'un environnement architectural particulièrement intéressant et privilégié.



16, rue du Parc Royal, Paris 3^e

Pour ce programme, la Sorema s'est assurée le concours du

GRUPE PIERRE BATON S.A. 21 AVENUE PAUL-DOUMER, PARIS 16^e, TEL. 704.55.55

Envoyez de bon ou votre carte de visite à Pierre Baton S.A. 21 avenue Paul Doumer, 75016 Paris. Veuillez n'adresser, sans engagement de ma part, une documentation Parc Royal.

NOM _____
ADRESSE _____
TEL. _____

COURS DE LANGUES PHILIPS
NOUVEAU !
ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL, ITALIEN, ET FRANÇAIS
2 niveaux pour chaque langue.
PAR NIVEAU
240 F TTC
Prix indicatif au 1.3.76
4 CASSETTES utilisables sur tout lecteur de cassettes ET UN MANUEL
Nouveaux cours audio actifs méthode audio-visuelle
En vente chez les distributeurs de magnétophones, les disquaires et les librairies spécialisées.
PHILIPS
DIVISION PHILIPS ELECTRO-ACOUSTIQUE
BP 151 92154 Suresnes
Tél. 505.52.20 p222 955

La Pompadour
SOLDE
SA COLLECTION
robes, ensembles, manteaux robes longues, tuniques, blazers, impers etc
GRANDES TAILLES
du 42 fort au 60
32 bis, Bd HAUSSMANN
M^o Chausée d'Antin

nouvelles frontières
TOURAVENTURE

découverte individuelle
Paris/ Athènes 580f
Delhi 1990f
Bangkok 2090f
Bruxelles/ New-York 1330f
Montréal 1350f
vols à dates fixes

NOUVELLES FRONTIÈRES
63 av. Denfert-Rochereau Paris 14
025.57.51 et 033.98.40
Nom _____
Adresse _____
Je désire recevoir votre documentation sur _____

POLITIQUE

Au Congrès du Parlement à Versailles

La modification de la Constitution est adoptée par 490 voix contre 258 et une abstention

Le Congrès du Parlement, réuni à Versailles le 14 juin, a adopté par 490 voix contre 258 et une abstention le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution. Ce texte, qui précise la procédure d'élection du président de la République en cas de décès ou d'empêchement d'un candidat, a fait l'objet d'une

discussion assez terne en rapport avec la minceur des modifications apportées. Ouverte à 10 h. 40 et rapidement suspendue pour permettre au bureau du Congrès d'examiner une proposition réglementaire de M. Dailly, vice-président du Sénat (Gauche dém.), à laquelle son auteur devait finalement renoncer, la séance reprend à 11 h. 25, et M. Jacques

Chirac monte le premier à la tribune pour défendre le nouveau dispositif constitutionnel de l'article 7. « Seule, conclut-il, la réforme garantit la stabilité. » Après le premier ministre (nous avons donné le compte rendu de son discours dans nos éditions du 15 juin), douze orateurs se succèdent, venant expliquer le vote de leur groupe.

M. DEFFERRE : la question fondamentale n'est pas posée.

M. Defferre, président du groupe des socialistes et des radicaux de gauche de l'Assemblée nationale, reconnaît que cette « réforme » aurait pu être utile, mais il estime que, telle qu'elle a été votée, « elle peut être dangereuse ». Il s'explique : « Elle est, en effet, révélatrice du refus par le pouvoir du principe de l'alternance dans la mesure où la non-acceptation des amendements socialistes concernant le recouvrement du délai de proclamation des résultats de l'élection présidentielle et les pouvoirs conférés au Conseil constitutionnel ont ouvert la porte à des manœuvres dangereuses de la part des hommes en place ».

Il relève surtout qu'un problème majeur n'a pas été pris en compte : celui du rôle respectif du premier ministre et du président de la République. Le problème posé par l'introduction, en 1962, de l'élection du président de la République au suffrage universel, et du maintien de l'article 20 de la Constitution, qui stipule que le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Pour M. Defferre, ce régime, est un « régime hybride », et l'interprétation actuelle est contraire, « et au texte et à l'esprit de la Constitution ». Il ajoute : « Je dénonce pas engagé par un usage abusif de la Constitution, usage qui ne peut nullement faire jurisprudence. »

« Qu'importe à grand spectacle et à grands frais, cette réforme », conclut M. Defferre, « nous regrettons que vous n'ayez pas eu le courage de poser cette question fondamentale ». Son groupe votera contre le projet.

M. de Bourgoing, président des sénateurs indépendants, exprime l'« approbation unanime » de son groupe à ce projet, « le texte est une lacune de la Constitution » en donnant au Conseil constitutionnel des attributions qui ne sont dévolues qu'à la Haute Cour. Pour terminer, il se déclare « sensible » au choix de la voie parlementaire pour faire aboutir une réforme constitutionnelle, « choix qui écarte tout fustement la procédure du référendum ».

Pour M. Jean Foyer (indép.), le terme de révision constitutionnelle paraît bien ambigu. Selon lui, en effet, ce projet ne modifie en rien les structures de nos institutions. Il s'agit d'une précision beaucoup plus que d'un changement. Néanmoins, l'ancien garde des sceaux conclut :

M. DUCOLONÉ (P.C.) : une volonté délibérée de déconsidérer le Parlement.

« Si on voulait », déclare M. Ducolonné, porte-parole du groupe communiste, « déconsidérer le Parlement, on ne pourrait pas mieux le faire qu'en adoptant la loi constitutionnelle qui est devant nous. Elle est une volonté délibérée de déconsidérer le Parlement. »

« Si on voulait », déclare M. Ducolonné, porte-parole du groupe communiste, « déconsidérer le Parlement, on ne pourrait pas mieux le faire qu'en adoptant la loi constitutionnelle qui est devant nous. Elle est une volonté délibérée de déconsidérer le Parlement. »

« Si on voulait », déclare M. Ducolonné, porte-parole du groupe communiste, « déconsidérer le Parlement, on ne pourrait pas mieux le faire qu'en adoptant la loi constitutionnelle qui est devant nous. Elle est une volonté délibérée de déconsidérer le Parlement. »

« Si on voulait », déclare M. Ducolonné, porte-parole du groupe communiste, « déconsidérer le Parlement, on ne pourrait pas mieux le faire qu'en adoptant la loi constitutionnelle qui est devant nous. Elle est une volonté délibérée de déconsidérer le Parlement. »

« Si on voulait », déclare M. Ducolonné, porte-parole du groupe communiste, « déconsidérer le Parlement, on ne pourrait pas mieux le faire qu'en adoptant la loi constitutionnelle qui est devant nous. Elle est une volonté délibérée de déconsidérer le Parlement. »

« Si on voulait », déclare M. Ducolonné, porte-parole du groupe communiste, « déconsidérer le Parlement, on ne pourrait pas mieux le faire qu'en adoptant la loi constitutionnelle qui est devant nous. Elle est une volonté délibérée de déconsidérer le Parlement. »

« Si on voulait », déclare M. Ducolonné, porte-parole du groupe communiste, « déconsidérer le Parlement, on ne pourrait pas mieux le faire qu'en adoptant la loi constitutionnelle qui est devant nous. Elle est une volonté délibérée de déconsidérer le Parlement. »

« Si on voulait », déclare M. Ducolonné, porte-parole du groupe communiste, « déconsidérer le Parlement, on ne pourrait pas mieux le faire qu'en adoptant la loi constitutionnelle qui est devant nous. Elle est une volonté délibérée de déconsidérer le Parlement. »

« Si on voulait », déclare M. Ducolonné, porte-parole du groupe communiste, « déconsidérer le Parlement, on ne pourrait pas mieux le faire qu'en adoptant la loi constitutionnelle qui est devant nous. Elle est une volonté délibérée de déconsidérer le Parlement. »

M. CHAMPEIX (P.S.) : un présidentialisme sans contrepois

M. Champeix, président du groupe socialiste du Sénat, sénateur de la Corrèze, souligne à son tour que le projet tend à consolider une lacune, il ne reconnaît l'utilité, mais déclare-t-il, « nous ne pouvons admettre que l'on consacre un congrès à Versailles pour cette seule modification, alors qu'il y a tant de réformes à faire ».

M. Champeix cite ensuite les cas de confusion des pouvoirs et démontre que le régime « présidentiel » ne comporte aucun contrepois et n'a aucun rapport avec un véritable système présidentiel. « On interprète la Constitution, conclut-il, de telle sorte que l'alternance démocratique est rendue impossible. Le groupe socialiste se refuse à entériner une révision aussi minime de la Constitution, contre la façon dont la Constitution est interprétée et appliquée. »

M. Auburton (Paris), parlant au nom des sénateurs U.D.R., souligne l'aspect essentiellement technique du projet de loi.

M. Callavet (Lot-et-Garonne) dans celles déterminées pour la nomination d'un candidat par la loi organique prévue à l'article 6 ci-dessus.

Le Conseil constitutionnel peut proroger les délais prévus pour la nomination d'un candidat sans que le scrutin puisse avoir lieu plus de trente-cinq jours après la date de la décision du Conseil constitutionnel. Si l'application des dispositions du présent article a eu pour effet de reporter l'élection à une date postérieure à l'expiration des pouvoirs du président en exercice, celui-ci démissionne et le scrutin est proclamé de son successeur.

Il ne peut être fait application ni des articles 49 et 50 ni de l'article 69 de la Constitution durant la vacance de la présidence de la République ou durant la période qui s'écoule entre la déclaration du caractère définitif de l'empêchement du président de la République et l'élection de son successeur.

Le scrutin est ouvert sur convocation du gouvernement. L'élection du nouveau président a lieu vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus avant l'expiration des pouvoirs du président en exercice.

En cas de vacance de la présidence de la République pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement constaté par le Conseil constitutionnel saisi par le gouvernement et statuant sur la proposition de son président, le président de la République est élu pour un mandat de cinq ans par le peuple français.

En cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats, le scrutin est reporté à une date ultérieure, le Conseil constitutionnel déclare qu'il doit être procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales à l'issue de l'empêchement de l'un des deux candidats restés en présence en vue du second tour.

Dans tous les cas, le Conseil constitutionnel est saisi dans les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 61 ci-dessus ou

Le nouveau texte de l'article 7

Nous publions ci-dessous le nouveau texte de l'article 7 de la Constitution en italique, les cinq paragraphes qui découlent de la loi organique prévue à l'article 6 ci-dessus.

Le Conseil constitutionnel peut proroger les délais prévus pour la nomination d'un candidat sans que le scrutin puisse avoir lieu plus de trente-cinq jours après la date de la décision du Conseil constitutionnel. Si l'application des dispositions du présent article a eu pour effet de reporter l'élection à une date postérieure à l'expiration des pouvoirs du président en exercice, celui-ci démissionne et le scrutin est proclamé de son successeur.

Il ne peut être fait application ni des articles 49 et 50 ni de l'article 69 de la Constitution durant la vacance de la présidence de la République ou durant la période qui s'écoule entre la déclaration du caractère définitif de l'empêchement du président de la République et l'élection de son successeur.

Le scrutin est ouvert sur convocation du gouvernement. L'élection du nouveau président a lieu vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus avant l'expiration des pouvoirs du président en exercice.

En cas de vacance de la présidence de la République pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement constaté par le Conseil constitutionnel saisi par le gouvernement et statuant sur la proposition de son président, le président de la République est élu pour un mandat de cinq ans par le peuple français.

En cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats, le scrutin est reporté à une date ultérieure, le Conseil constitutionnel déclare qu'il doit être procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales à l'issue de l'empêchement de l'un des deux candidats restés en présence en vue du second tour.

Dans tous les cas, le Conseil constitutionnel est saisi dans les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 61 ci-dessus ou

Le scrutin est ouvert sur convocation du gouvernement. L'élection du nouveau président a lieu vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus avant l'expiration des pouvoirs du président en exercice.

En cas de vacance de la présidence de la République pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement constaté par le Conseil constitutionnel saisi par le gouvernement et statuant sur la proposition de son président, le président de la République est élu pour un mandat de cinq ans par le peuple français.

DÉFENSE

La dissuasion nucléaire tournée par la mer

(Suite de la première page.)

Renversons la question, qu'est-ce que la défense ? C'est l'ensemble des valeurs morales et des moyens matériels que le consensus aussi large que possible d'un peuple donne entend mettre en cause pour sauvegarder, à la fois dans la paix et dans l'indépendance, sa culture, son économie et ses frontières. Toute la difficulté de la défense est là : équilibrer les moyens pour maintenir également fermes ces trois jambes du tripode de la défense et sans laisser se déliter le socle de ce tripode, le consentement du peuple autour des quelques idées-forces qui font une civilisation ou une nation.

La loi de programmation militaire que vient de voter le Parlement ne concerne d'évidence qu'une des trois jambes du tripode, la militaire, et c'est d'elle seulement qu'il s'agit aujourd'hui.

Qu'est-ce qui menace militairement la France en 1976 et pour les années qui viennent ?

Si les ennemis potentiels de notre culture et de notre économie sont nombreux et ne se limitent pas au triangle aux multinationales, l'adversaire militaire en puissance s'est rétréci en nombre. Pour la première fois depuis deux mille ans, et c'est devenu un lieu commun que de le constater, la France ne connaît plus à ses frontières immédiates que des alliés. Sans négliger les quelques nuages qui pèsent sur les mers, il faut mettre en cause aujourd'hui, militairement, l'indépendance ou l'existence de la métropole ?

La menace soviétique

On a bien remarqué qu'il n'est pas d'usage diplomatique pour les gouvernements de désigner nommément l'adversaire en puissance dont on veut se garder. Cependant contre quelle menace, contre qui a été scellé, il y a quelque vingt-sept ans, le traité d'alliance de l'Atlantique nord ? Contre l'Union soviétique, et si nous n'en sommes plus d'accord, la France doit se retirer de cette alliance, et non plus seulement de son organisation intégrée.

S'agissant toujours de la seule menace armée, et d'ici que la Chine ou le Brésil, le Japon à nouveau, l'Indonésie, l'Inde ou la Nigéria deviennent des super-puissances, l'Union soviétique constitue bien aujourd'hui pour la France et l'Europe occidentale la seule menace militaire « in being » et dont les moyens vont se développer chaque année.

A supposer les plus profonds instincts de paix aux dirigeants du Kremlin, il faut toujours se tenir prêts à contrer l'éventuelle tentation qui pourrait les saisir de se servir effectivement du gigantesque appareil militaire qu'ils ont mis sur pied.

Pour étendre au monde entier son hégémonie idéologique, la Russie soviétique, dans sa stratégie d'expansion, vise à l'instauration d'un front commun entre les deux empires — chinois et russe, — dont au minimum neutraliser l'Europe occidentale.

Il n'existe guère que trois façons de faire tomber une forteresse : — L'empêcher d'être bâtie ; — La faire couler de l'intérieur par la subversion ; — La prendre par la famine.

La première, la famine, la subversion des Soviétiques leur permettrait d'emporter aisément la forteresse Europe ; mais le fait nucléaire est là, et toute tentative massive d'enlever l'Europe par moyens classiques fait lever l'épouvante des ennemis thermo-nucléaires, et la France, pour sa part, a planté un poteau à ses frontières où on lit clairement : « Ici, nous sommes armés ».

Il n'y a donc que la dissuasion, le consentement du peuple et la volonté affirmée du chef de l'Etat.

La subversion est une tentative de substituer, de l'intérieur, un nouveau type de société à celui qui est en place. Le procédé n'implique pas forcément des hostilités ouvertes, moins encore l'apocalypse nucléaire ; mais il est lent et peu assuré. Cinq-vingt ans après les prophéties triomphantes de Lénine, l'Occident libéral est toujours en place ; pour combien de temps encore ? Mais pour l'heure le *Grand enchevêtrement* toujours persiste, et sur les cent cinquante nations de l'ONU il n'y a peut-être pas douze dans lesquelles il pourrait continuer de le faire.

Le marteau-pilon

On pouvait, dans les temps anciens, faire tomber une forteresse par la famine ; coupez l'eau et la farine, aucun héros ne pouvait y faire place. Aujourd'hui, ce n'est pas de la famine qu'on pourrait menacer l'Europe industrielle, mais de couper son accès aux matières premières et à l'énergie, qui lui viennent à 80 % de la mer. Les premiers tickets d'essence de 1958 n'étaient qu'un modeste coup de gong à côté de ce que représente pour la France et l'Europe, en trois mois, la rupture de ses communications maritimes.

Si l'on admet ce triptyque de la menace militaire, quelle réponse y fait la récente loi de programmation militaire ?

L'exposé des motifs, si bref soit-il, met bien en lumière que la sécurité française ne dépend plus seulement de l'intégrité du territoire national, mais qu'elle est inséparable du contexte international. La loi elle-même met ensuite et justement en exergue la priorité absolue de nos forces de dissuasion nucléaire, pour ne pas subir en métropole la loi de l'adversaire.

Comme pour les quatre autres nations atomiques, cette force de dissuasion doit être effectivement flanquée de forces conventionnelles qui garantissent la sûreté de ses bases, la fournissent en hommes exercés et nous évitent d'avoir à élever une mouche classique avec un marteau-pilon nucléaire. Il y a quelques années nos forces aéronavales ont pourchassé quarante-huit heures dur un sous-marin soviétique aventuré dans nos eaux toulonnaises (2). Personne ne peut imaginer que le président Pompidou aurait pu menacer M. Brejnev de faire tonner les silos d'Albion si le sous-marin ne se retirait pas. Ce n'était pas crédible, l'incident et la « contre-menace » n'étaient pas du même pied, de même nature, de même échelle. Il faut donc, même aux nations nucléaires, des forces classiques.

Toute la difficulté est de savoir comment répartir entre les trois armées conventionnelles les crédits limités, même s'ils absorbent les deux tiers du budget militaire, qu'on peut leur consacrer.

Avec les alliés de la France

Un observateur qui n'est plus responsable, d'une part, et qui n'a plus accès aux connaissances et aux délibérations, d'autre part, ne peut émettre qu'une opinion fragmentaire et réservée. Ce qui saute tout de même aux yeux, c'est que les 16 % de la part marine dans le budget, l'insurmontable décroissance en tonnage de la flotte, le vieillissement de ce qui en reste, le report indéfini d'une part considérable des constructions neuves, vont infliger à la France de jouer son rôle dans le contexte international, dont le préambule à la loi souligne l'importance, et risquent de lui interdire la mission qui devrait être la sienne dans l'hypothèse d'un blocus maritime.

En 1949, le traité de l'Atlantique nord s'efforçait de mettre en place les voies et moyens qui permettraient aux Etats-Unis de soutenir de tout leur poids une éventuelle bataille aéronavale en Europe comme en 1917 ou en 1944.

La dissuasion nucléaire a complètement transformé le paysage, et si l'on croit bien à cette dissuasion et à ce qu'elle implique, une nouvelle crise aurait toutes chances de se développer à partir de la mer, la mer nourricière et transporteuse. Malheur alors aux nations qui n'auraient pas le tonnage marchand national nécessaire à leurs transports vitaux et les moyens aéronavals indispensables à leur protection dans leur zone de responsabilité maritime !

Il n'est pas question pour la France, même en triplant ses moyens, de protéger toutes ses lignes de communication maritime ; mais elle doit, au sein de l'alliance qui s'est faite pour cela, prendre sa part de la responsabilité de protection du tonnage français et allié là où elle le peut, et laisser à ses alliés le soin de protéger le sien propre là où elle ne le peut pas. Il ne faudra pas compter sur les autres alors pour acheminer et protéger pétrole, caoutchouc ou tungstène si nous ne sommes pas capables de prendre notre part du fardeau de protection maritime.

Assurons notre défense nucléaire ; assurons son indispensable équilibre aéro-terrestre ; mais prenons garde que si nous continuons, après deux mille ans d'invasions et de révoltes terrestres, à négliger, comme le fait la loi de programmation, notre appareil maritime, la dissuasion nucléaire ne soit tournée par la mer.

MARC DE JOYBERT.

(1) Ces paroles de Jésus à Madeleine, tirées de l'Evangile de saint Jean, signifient : « Ne me touchez pas ».

(2) Le Monde du 12 décembre 1974.

TROIS COMMANDANTS DE REGIONS MILITAIRES SOVIETIQUES ont changé de fonctions : en Biélorussie, le général Ivan Tretjak est remplacé par son adjoint, le général Mikhaïl Zakhov. Le général Tretjak a été nommé chef de la région militaire d'Extrême-Orient, en remplacement du général Vassil Petrov. Les deux hommes sont entrés au comité central ex mars dernier. On ignore pour l'instant l'affectation du général Petrov. — (Reuters.)

DÉFENSE

CHIRAC : la défense doit être profonde.

M. ROCARD : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

CHIRAC : la défense doit être profonde.

dissuasion nucléaire tournee par la mer

Le groupe des plans nucléaires de l'OTAN, organe consultatif qui réunit les ministres de la défense de huit membres de l'Alliance — quatre à titre permanent (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, R.F.A.) et quatre à titre temporaire (Canada, Norvège, Pays-Bas et Turquie) — a ouvert à Bruxelles, lundi 14 juin, sa réunion semestrielle.

Selon une source informée à Bruxelles, M. Donald Rumfeld, secrétaire américain à la défense, a déclaré à ses collègues que la mise au point d'armes classiques d'une grande précision rendait moins probable une guerre nucléaire, car elles pourraient être substituées à des armes atomiques pour détruire d'importants objectifs.

M. Rumfeld a ajouté qu'une grande partie des armes nucléaires de l'OTAN étaient démontées et que les Etats-Unis procédaient actuellement à leur modernisation, celle-ci conduisant à une réduction du nombre des têtes nucléaires tactiques stockées sur le continent européen (actuellement au nombre de sept mille trois cents) au profit d'un renforcement du rôle des missiles embarqués à bord des sous-marins nucléaires. Ces missiles ont, en outre, l'avantage de poser moins de problèmes politiques que ceux qui sont stockés dans les pays de l'Alliance, l'Italie par exemple.

M. Rumfeld a encore précisé que les Etats-Unis devaient améliorer la sécurité de leurs sites nucléaires en Europe pour les protéger contre les terroristes et une éventuelle attaque surprise soviétique. C'est ainsi que le système cadennassant les ogives nucléaires est amélioré et que celles-ci sont retirées de la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest.

M. CHEVÈNEMENT : la défense est en état de crise profonde.

M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort, déclare dans la revue *l'Appel* : « Je ne crois ni aux fusées du plateau d'Albion ni aux missiles Pluton, qui me paraissent être le type même de ce que peut produire l'industrie militaire et qui nous mènent dans l'engrenage d'une guerre atomisée ou d'une guerre soviétique, c'est-à-dire d'une guerre nucléaire tactique limitée au champ de bataille européen. Par contre, je crois que les sous-marins nucléaires, dans l'état actuel des choses, ont une très grande valeur opérationnelle. J'ajoute que l'idée de la défense nationale puisse se résumer à une défense nucléaire me paraît aberrante. Je ne pense pas qu'il y ait aujourd'hui une défense nationale sans l'élément nucléaire, mais je pense que la défense nationale, c'est d'abord la mobilisation d'un peuple. Et nous avons en France une défense qui est en état de crise profonde parce que se cristallisent là toutes les contradictions de la société et de la politique actuelles. »

Selon le secrétaire américain de la défense

LES ARMES DE PRÉCISION RENDENT MOINS PROBABLE UNE GUERRE NUCLÉAIRE

Bruxelles (Reuter, A.F.P.). — Le groupe des plans nucléaires de l'OTAN, organe consultatif qui réunit les ministres de la défense de huit membres de l'Alliance — quatre à titre permanent (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, R.F.A.) et quatre à titre temporaire (Canada, Norvège, Pays-Bas et Turquie) — a ouvert à Bruxelles, lundi 14 juin, sa réunion semestrielle.

Selon une source informée à Bruxelles, M. Donald Rumfeld, secrétaire américain à la défense, a déclaré à ses collègues que la mise au point d'armes classiques d'une grande précision rendait moins probable une guerre nucléaire, car elles pourraient être substituées à des armes atomiques pour détruire d'importants objectifs.

M. Rumfeld a ajouté qu'une grande partie des armes nucléaires de l'OTAN étaient démontées et que les Etats-Unis procédaient actuellement à leur modernisation, celle-ci conduisant à une réduction du nombre des têtes nucléaires tactiques stockées sur le continent européen (actuellement au nombre de sept mille trois cents) au profit d'un renforcement du rôle des missiles embarqués à bord des sous-marins nucléaires. Ces missiles ont, en outre, l'avantage de poser moins de problèmes politiques que ceux qui sont stockés dans les pays de l'Alliance, l'Italie par exemple.

M. Rumfeld a encore précisé que les Etats-Unis devaient améliorer la sécurité de leurs sites nucléaires en Europe pour les protéger contre les terroristes et une éventuelle attaque surprise soviétique. C'est ainsi que le système cadennassant les ogives nucléaires est amélioré et que celles-ci sont retirées de la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest.

DÉFENSE

M. ROCARD : les hommes de droite qui s'entre-déchirent sont bien naïfs.

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — Au cours de la fête populaire organisée, dimanche 13 juin, par la fédération socialiste du Puy-de-Dôme, à Courzon-d'Avèron, M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré : « Aujourd'hui apparaît la grande hypocrisie et l'on s'aperçoit que depuis une quinzaine d'années au fond, sur la manière dont était organisée l'armée française, sur ce à quoi elle pourrait servir, on a menti beaucoup. Depuis longtemps, nous, hommes de gauche, diagnostiquons la volonté atlantique du président de la République. »

Giscard, c'est l'homme qui, il y a une dizaine d'années maintenant, a déjà perdu la complicité des machines Bull aux Etats-Unis, contre la volonté du général de Gaulle. C'est l'homme qui, il y a quelques années encore, a prêté la main au passage de nos industries nucléaires sous commandement américain. Et maintenant on s'étonnerait qu'il traverserait un général qui a nommé commandant en chef des armées on trouve des points d'inflexion qui font que la France prend doucement sa place dans un dispositif militaire occidental. Là aussi, ces hommes de droite, qui s'entre-déchirent sur ce sujet, sont bien naïfs. Ils avaient les yeux complètement fermés sur le problème. Tout cela ne caractérise pas un gouvernement bien fermé et sûr de lui, mais cela évoque les tristes fins de régime. »

LES GENDARMES RETRAITÉS RÉCLAMENT UN SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA GENDARMERIE

La reconnaissance de l'autonomie de la gendarmerie, avec à sa tête un secrétariat d'Etat dépendant du ministre des armées et l'attribution à la gendarmerie d'une échelle de soldes déterminée en fonction de ses missions particulières et de ses charges, sont les deux principaux vœux émis à Metz par les trois cents participants aux dix-huitièmes assises de l'Union du personnel en retraite de la gendarmerie nationale (U.N.P.R.G.).

Les délégués de trente-cinq mille retraités, groupés en cent douze cercles dans les départements de France et d'outre-mer, se sont rassemblés à Metz du 9 au 13 juin.

A l'issue des travaux, le président, M. Robert Oger, a indiqué que parmi les autres vœux du congrès figurent, notamment, la demande d'augmentation d'effectifs de la gendarmerie, l'octroi de quarante-huit heures de repos hebdomadaire au lieu de trente-six, et, surtout, le droit d'adhérer, pour les actifs, aux associations de retraités de l'armée.

M. Jean Cochard, directeur de la gendarmerie et de la justice militaire, a répondu à ses banquets de clôture compte tenu des revendications du congrès.

LA MARCHE NUCLEAIRE

Le groupe des plans nucléaires de l'OTAN, organe consultatif qui réunit les ministres de la défense de huit membres de l'Alliance — quatre à titre permanent (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, R.F.A.) et quatre à titre temporaire (Canada, Norvège, Pays-Bas et Turquie) — a ouvert à Bruxelles, lundi 14 juin, sa réunion semestrielle.

Selon une source informée à Bruxelles, M. Donald Rumfeld, secrétaire américain à la défense, a déclaré à ses collègues que la mise au point d'armes classiques d'une grande précision rendait moins probable une guerre nucléaire, car elles pourraient être substituées à des armes atomiques pour détruire d'importants objectifs.

M. Rumfeld a ajouté qu'une grande partie des armes nucléaires de l'OTAN étaient démontées et que les Etats-Unis procédaient actuellement à leur modernisation, celle-ci conduisant à une réduction du nombre des têtes nucléaires tactiques stockées sur le continent européen (actuellement au nombre de sept mille trois cents) au profit d'un renforcement du rôle des missiles embarqués à bord des sous-marins nucléaires. Ces missiles ont, en outre, l'avantage de poser moins de problèmes politiques que ceux qui sont stockés dans les pays de l'Alliance, l'Italie par exemple.

M. Rumfeld a encore précisé que les Etats-Unis devaient améliorer la sécurité de leurs sites nucléaires en Europe pour les protéger contre les terroristes et une éventuelle attaque surprise soviétique. C'est ainsi que le système cadennassant les ogives nucléaires est amélioré et que celles-ci sont retirées de la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest.

LA MARCHE NUCLEAIRE

Le groupe des plans nucléaires de l'OTAN, organe consultatif qui réunit les ministres de la défense de huit membres de l'Alliance — quatre à titre permanent (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, R.F.A.) et quatre à titre temporaire (Canada, Norvège, Pays-Bas et Turquie) — a ouvert à Bruxelles, lundi 14 juin, sa réunion semestrielle.

Selon une source informée à Bruxelles, M. Donald Rumfeld, secrétaire américain à la défense, a déclaré à ses collègues que la mise au point d'armes classiques d'une grande précision rendait moins probable une guerre nucléaire, car elles pourraient être substituées à des armes atomiques pour détruire d'importants objectifs.

M. Rumfeld a ajouté qu'une grande partie des armes nucléaires de l'OTAN étaient démontées et que les Etats-Unis procédaient actuellement à leur modernisation, celle-ci conduisant à une réduction du nombre des têtes nucléaires tactiques stockées sur le continent européen (actuellement au nombre de sept mille trois cents) au profit d'un renforcement du rôle des missiles embarqués à bord des sous-marins nucléaires. Ces missiles ont, en outre, l'avantage de poser moins de problèmes politiques que ceux qui sont stockés dans les pays de l'Alliance, l'Italie par exemple.

M. Rumfeld a encore précisé que les Etats-Unis devaient améliorer la sécurité de leurs sites nucléaires en Europe pour les protéger contre les terroristes et une éventuelle attaque surprise soviétique. C'est ainsi que le système cadennassant les ogives nucléaires est amélioré et que celles-ci sont retirées de la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest.

LA MARCHE NUCLEAIRE

Le groupe des plans nucléaires de l'OTAN, organe consultatif qui réunit les ministres de la défense de huit membres de l'Alliance — quatre à titre permanent (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, R.F.A.) et quatre à titre temporaire (Canada, Norvège, Pays-Bas et Turquie) — a ouvert à Bruxelles, lundi 14 juin, sa réunion semestrielle.

Selon une source informée à Bruxelles, M. Donald Rumfeld, secrétaire américain à la défense, a déclaré à ses collègues que la mise au point d'armes classiques d'une grande précision rendait moins probable une guerre nucléaire, car elles pourraient être substituées à des armes atomiques pour détruire d'importants objectifs.

M. Rumfeld a ajouté qu'une grande partie des armes nucléaires de l'OTAN étaient démontées et que les Etats-Unis procédaient actuellement à leur modernisation, celle-ci conduisant à une réduction du nombre des têtes nucléaires tactiques stockées sur le continent européen (actuellement au nombre de sept mille trois cents) au profit d'un renforcement du rôle des missiles embarqués à bord des sous-marins nucléaires. Ces missiles ont, en outre, l'avantage de poser moins de problèmes politiques que ceux qui sont stockés dans les pays de l'Alliance, l'Italie par exemple.

M. Rumfeld a encore précisé que les Etats-Unis devaient améliorer la sécurité de leurs sites nucléaires en Europe pour les protéger contre les terroristes et une éventuelle attaque surprise soviétique. C'est ainsi que le système cadennassant les ogives nucléaires est amélioré et que celles-ci sont retirées de la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest.

Un homme tue trois personnes et en blesse trois autres dans le Val-de-Marne

Le reste son de M. Gabriel Van Djour va se passer en deux temps et dans deux localités du Val-de-Marne. A 11 h. 30, il entre au Pub Regency, à Saint-Maur, où il prend habituellement ses repas, et tire avec une carabine 22 long rifle sur la caissière, Mme Genevieve Lechat, âgée de vingt-neuf ans, qui est tuée sur le coup. Son mari, M. Gérard Lechat, âgé de trente ans, est blessé à l'épaule et au poignet ; un membre du personnel, âgé de vingt-deux ans, est atteint à la poitrine. Deux autres personnes sont légèrement blessées. M. Van Djour s'enfuit dans sa voiture.

Vers midi, il pénètre dans les locaux d'une société de transports d'Ivry-sur-Seine, dont il fut l'employé comme chauffeur-livreur pendant quelques mois et qu'il quitte après avoir gagné une forte somme aux courses. Il tire encore. Deux agents de maintien sont tués : Mme André Lévesque, âgée de quarante-six ans, et Arthur Lucas, âgé de cinquante et un ans. M. Van Djour met alors le feu à sa voiture avant d'aller se présenter au commissariat d'Ivry-sur-Seine. Il ne cessera de répéter : « Je ne sais pas pourquoi j'ai fait cela. »

LES PRÉCÉDENTS

● AU TEXAS : 15 morts. — En août 1965, à Austin (Texas), Joseph Whitman, du haut de la tour de l'université, tira sur la foule après avoir assassiné sa femme et sa mère.

● A CHICAGO : 5 morts. — Le 15 juillet 1964, Richard Speck assassinait l'une après l'autre, huit élèves infirmières dans leur appartement, à Chicago.

● EN PENNSYLVANIE : 5 morts. — Le 24 octobre 1967, Leo Held ouvre le feu sur ses camarades de travail, dans une usine de Lock-Haven (Pennsylvanie).

● DANS L'ILLINOIS : 5 morts. — Le 13 décembre 1963, Sheehan Kline tue sa femme et quatre personnes, au cours d'un arbre de Noël à un service social de Carleville (Illinois).

● EN FRANCE : 4 morts, six blessés. — Le 4 octobre 1972, à Angoulême (Charente), un homme, âgé de trente-deux ans, soigné depuis une quinzaine d'années dans un centre psychiatrique, fait irruption dans un grand magasin et tire avec une carabine Winchester, calibre 44, tuant quatre personnes, en blessant six autres. Il a été, par la suite, déclaré irresponsable au sens de l'article 64 du code pénal.

En l'espace d'une heure, lundi 14 juin, dans le Val-de- Marne, un homme âgé de quarante-trois ans, M. Gabriel Van Djour, a tué trois personnes et en a blessé quatre autres.

Les enquêteurs ne disposent pour l'instant d'aucun mobile logique qui expliquerait tout ou partie de cette tuerie. Il pourrait s'agir d'un phénomène de « rap-tus » (a impulsion particulièrement violente et soudaine qui pousse le malade dérangé et anxieux à accomplir une tentative de suicide ou de mutilation, ou une acte meurtrier), selon le dictionnaire de médecine Flammarion, brève période durant laquelle le sujet cesse de faire référence au passé ou à l'avenir, c'est-à-dire, notamment, à la sanction pénale de son geste.

Un tel phénomène conduit le plus souvent à découvrir chez le meurtrier ou la suicidaire des antécédents psychiatriques. Mais les amis de M. Van Djour ne lui en connaissent pas. Il n'est pas davantage établi que M. Van Djour ait été sous l'empire d'un état alcoolique au moment des faits.

Cette affaire pose d'autre part le problème de l'application éventuelle de l'article 64 du code pénal selon lequel « si l'un des crimes ou délits que le prévenu a commis en état de démence au temps de

l'action ni lorsqu'il a été contrain- t par une force à laquelle il n'a pu résister. »

CIRCULATION

Le 19 juin

FRANCE-ESPAGNE SANS FEU ROUGE

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Le samedi 10 juin s'est inauguré le tronçon d'autoroute de 40 kilomètres reliant Rivesaltes, dans les Pyrénées-Orientales, au nord de Perpignan, au Perthus sur la frontière espagnole. Le même jour, les Espagnols ont ouvert le dernier tronçon d'autoroute Barcelone - La Jonquera.

Ainsi, à la veille des grands départs en vacances, les automobilistes pourront rouler sans feu rouge sur 200 kilomètres, du Bessillon jusqu'à la capitale de la Catalogne. En territoire français, le prix du péage sera d'environ 8 francs. — L. F.

LE NOMBRE DES ATTENTATS PAR EXPLOSIFS S'EST ACCRU DE 77 % PENDANT L'ANNÉE 1975

En 1975, le nombre total des crimes et délits connus de la police a été de 1 913 327. Répondant, vendredi 13 juin, à une question de Mme Marie-Thérèse Gouffmann, sénateur de Seine-Saint-Denis (P.C.), M. Pierre-Christien Taittinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, a défini les grandes tendances de la délinquance au cours de l'année passée.

En un an, le nombre des infractions a progressé d'un peu plus de 6 %. Selon le secrétaire d'Etat, depuis 1974, l'augmentation totale a été de 50 %. (Pour une population en accroissement de 2,50 %). Certaines formes de crimes et de délits ont enregistré en 1975 des développements spectaculaires : les attentats par explosifs (+ 77 %), les vols commis avec armes à feu (+ 52 %), les ports d'armes (+ 17 %), les vols avec violence (+ 15 %). Le nombre des hold-up a progressé de 5 %.

Répondant ensuite aux préoccupations de Mme Gouffmann concernant « les projets de loi pénale qui ont été étudiés lors d'un récent conseil des ministres », et qui visent au renforcement des pouvoirs de la police lors des opérations « coups de poing », M. Taittinger a précisé : « Je tiens à affirmer que, loin de porter atteinte aux libertés, les quatre textes qui sont retenus ont pour objet et pour recherche de les renforcer. Il est indispensable, en effet, que tout citoyen se sente protégé à la fois contre les agressions et les violences, qu'elles tiennent lieu contre les personnes ou contre les biens. »

(Selon le rapport annuel du service central d'études de la délinquance, dépendant de la direction centrale de la police judiciaire au ministère de l'Intérieur, le nombre total des crimes et délits connus en France en 1975 a été de 1 913 327. Sice nombre a bien été de 1 913 327 l'année dernière, le volume de la criminalité s'est donc accru en quatre ans de 14,7 % et non de 50 %, ainsi que l'a déclaré M. Taittinger.)

CEGOS

Séle-CEGOS spécialistes dans le Groupe CEGOS du conseil aux entreprises pour les études de fonctions et carrières, pour le recrutement de cadres et dirigeants en France et à l'étranger, recommande les situations présentées ci-dessous.

Directeur Financier

INGÉNIERIE - ENTREPRISE GIE - PARIS

200 000 F + /An

Un des premiers groupes internationaux d'ingénierie et d'entreprise générale, poursuivant la rapide expansion d'opérations complexes, dont 2/3 à l'exportation, recherche un directeur financier de grande valeur.

Il prendra en charge des services déjà bien encadrés : comptabilité générale, comptabilité analytique, montages juridiques, fiscaux et financiers à l'exportation, gestion de la trésorerie.

Ses missions essentielles : améliorer les relations entre opérationnelles et administratives en simplifiant avec clarté et rigueur, en réduisant quelques abus de l'informatique ; apporter son esprit d'entreprise pour imaginer des stratégies financières, participer à des négociations internationales, assurer les relations du groupe avec les organismes financiers.

Pour être candidat à ces fonctions importantes, vous devez avoir au moins 40 ans, être issu d'une grande école commerciale ou d'ingénieur, parler couramment l'anglais.

Vos solides compétences en comptabilité, en contrôle de gestion et en finances internationales auront été acquises dans l'entreprise générale exportatrice d'ensembles.

Ecrire à Ch. de FREMINVILLE - réf. M/50042.

Jeunes Cadres Commerciaux

L'un des 10 premiers établissements financiers, spécialisé dans le crédit bail (biens d'équipement industriel) réputé pour son dynamisme et la qualité de ses prestations, offre à deux jeunes cadres de les intégrer dans sa structure régionale (Paris ou Lyon).

Seuls responsables du développement commercial dans le secteur géographique qui leur est confié, ils leur appartient - après une initiation aux produits - de constituer et développer une clientèle (PME essentiellement).

Interlocuteurs privilégiés de leurs clients, capables de les conseiller, ils négocient avec eux les préliminaires du contrat et constituent, sur la base de l'étude financière qu'ils réalisent, le dossier de financement.

La structure de la société favorise l'initiative, l'autonomie et le développement des compétences personnelles.

Le profil : de solides connaissances comptables et financières (niveau ESC ou DECS par exemple), un premier contact avec la vie économique (en entreprise ou en cabinet-conseil) et, bien sûr, le goût des relations commerciales, des qualités de négociateur, une large ouverture d'esprit et la capacité de mener plusieurs affaires simultanément.

La mobilité géographique sera un atout pour le développement de l'expérience acquise.

Rémunération de départ : de l'ordre de 40 à 50 000 F/AN selon l'expérience acquise.

Déplacements fréquents, de courte durée.

Ecrire à M.L. GUIMAR - réf. M/24462.

Ingénieur Diplômé d'une Grande Ecole

pour FONCTIONS TECHNIQUE-COMMERCE

s'adressant à l'INDUSTRIE

Société industrielle : études et réalisations de travaux de tôlerie, de chaudronnerie moyenne et de mécanique, nous faisons partie d'un Groupe Industriel français connu. Notre unité de production est moderne, équipée d'un parc machines important. Nous nous sommes acquis, de par la qualité de nos matériels et de nos services, une excellente image de marque.

Notre potentiel de développement est élevé, c'est pourquoi nous créons un poste nouveau que nous confierons à un ingénieur diplômé - 23 ans au minimum - compétent dans nos techniques de chaudronnerie tout particulièrement - ayant eu des responsabilités d'études et de réalisations industrielles, entraîné à la négociation commerciale avec bureaux d'études et services achats ; nous apprécierions qu'il ait des introductions dans quelques uns des secteurs industriels suivants : chimie, nucléaire, agro-alimentaire, TP, traitements de surface, cimentiers...

Rattaché à la Direction générale, il devra nous ouvrir de nouveaux créneaux de clientèle, auxquelles il proposera des solutions techniques valables et originales dont il suivra la mise au point et la réalisation.

Cette activité demande autonomie, créativité ainsi qu'un sens aigu de la rentabilité des affaires.

La connaissance de l'anglais est très souhaitable.

Ecrire à R. VERDET - réf. M/71278.

Directeur Commercial Agence

80 000 F+

35 ans minimum

EXPERIENCE TRANSIT PORTUAIRE INDISPENSABLE

Importante société de transports internationaux - douanes, transit effectifs 450 personnes, crée dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle politique au niveau de son agence du Havre, le poste de Directeur Commercial.

Le poste convient à une forte personnalité ayant une expérience minimum de 10 ans de transit portuaire et bien introduit dans les milieux industriels, engineering... Bonne connaissance de l'anglais appréciée.

Homme de terrain, moteur de notre expansion, nous vous donnerons les moyens de votre réussite, vous devrez : - développer et créer une clientèle agencière - organiser et coordonner l'action des différents services - assurer les liaisons avec les armements.

L'évolution de votre carrière sera liée à vos performances.

Lieu de travail : Le Havre, déplacements à prévoir.

Ecrire à M. CLERE - réf. M/73354.

Adresser lettre man. + C.V. détaillé en indiquant la référence à SELE-CEGOS, 33, qual Gallieni, 92153 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

sélé CEGOS

Une jeune collection devenue indispensable à l'intelligence des problèmes de la défense contemporaine

LES CAHIERS DE LA FONDATION POUR LES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE

VIENT DE PARAÎTRE

- Cahier n° 4. — Après le repli portugais, cette fois l'Afrique noire, par Jean-Pierre Roux et Philippe Galliard. Préface de Claude Cheysson. Mai 1976. Prix 30 F.

DÉJÀ PARUS

- Cahier n° 1. — L'Effort de défense de quelques grandes puissances, par Paul-Marie de la Courte. Première édition. Juin 1975. Prix : 30 F. Deuxième édition avec préface. Février 1976.
- Cahier n° 2. — L'Épreuve de force, par Xavier Sallantin. Première édition. Octobre 1975. Prix : 35 F. Deuxième édition avec préface de Jean Guillemin. de l'Académie française Mars 1976.
- Cahier n° 3. — Vers une nouvelle doctrine de l'OTAN aux Etats-Unis, par Janet Finkelstein. Avril 1976. Prix : 30 F.

A PARAÎTRE

- Cahier n° 5. — L'Économie des forces, par Jean-Bernard Pinatel. Septembre 1976.

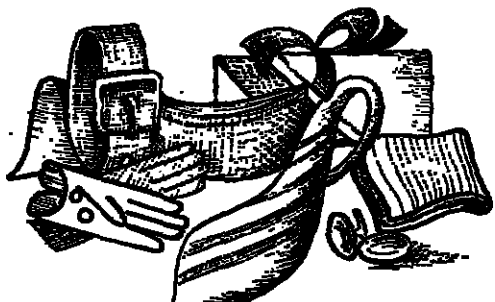
CAHIERS EN PRÉPARATION

- Les Vols de la guerre : Guibert, par Lucien Polier.
- Les Bénéfices et la Recherche d'un nouveau rôle pour les armées nationales, par Georges Villata.

Chez les principaux libraires et à l'adresse ci-dessous :

FONDATION POUR LES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE
Bâtiment des Invalides - 75001 Paris.
(C.C.F. LA SOURCE 33 732 33)
Envois à l'étranger plus 5 F par exemplaire.

Pour la Fête des Pères avez-vous pensé à MADELIOS ?



GANT de CONDUITE
agneau souple, marron.
59 F

CEINTURON
élastique 4 cm.
beige, marron,
marine, écru.
29 F

TROUSSE de TOILETTE
35 F

PORTE-MONNAIE
box
15 F

BOUTONS de MANCHETTES
30 F

CRAVATE
soie doublée,
coloris mode.
32 F

POLO pur coton,
1/2 manches.
Ciel, vert amande,
orange
ou bleu roy.
32 F

ASCOT
soie qualité
supérieure.
29 F

KIMONO 3/4
coton batik
dessins et
coloris variés
65 F

Le centre de profit de l'Amérique...

... vous invite à prendre contact avec notre nouveau Bureau Européen pour être pleinement informé des nombreuses occasions d'investissements d'affaires au cœur de l'Amérique :

en Arkansas (Etats-Unis)

L'Arkansas est situé à un carrefour stratégique : 70 millions de personnes sont à distance de livraison du jour au lendemain. L'Etat est desservi par des routes modernes, un réseau ferré très complet, de nombreux transporteurs aériens commerciaux et des rivières navigables débouchant sur les océans du monde via le fleuve Mississippi et le golfe du Mexique. Les entreprises européennes y trouveront un

climat social stable, d'amples ressources énergétiques, des plans de financement généreux et un grand nombre d'emplacements disponibles pour une implantation industrielle, à des prix raisonnables. Pour être complètement informé de toutes les occasions que l'Arkansas peut vous offrir, prenez contact avec le Bureau Européen du Gouverneur, dont les représentants sont Robert Adcock et Thorkil Strigel.



Etat d'Arkansas
Bureau Européen du Gouverneur
Avenue Louise, 437 Bâtiment 4
B-1080, Bruxelles, Belgique
Tél (2) 649 60 24
Représentants européens :
Robert Adcock et Thorkil Strigel.

Arkansas, USA

SOCIÉTÉ

LA MORT DES TABOUS

(Suite de la page...)

Il existe ainsi une foule de sujets, jadis interdits, qu'on n'aborde que par allusion, à grand renfort de péripéties, et pour les rejeter aussitôt avec horreur ou alors à voix basse, avec gêne, et qui sont maintenant agités, discutés sur la place publique. En quelques années, la sexualité, l'avortement, la marginalité, la délinquance, la prison, la psychiatrie (les « fous »), la peine de mort, l'insoumission et l'obéissance de conscience, l'euthanasie, sans oublier, à cause de l'extension de ces phénomènes, la drogue, la violence et les sectes, et puis aussi la maladie, la mort elle-même, bien d'autres encore, la liste n'est pas exhaustive, sont devenus des objets d'émissions et de films, d'articles et de livres, d'études et de conversations. Réprouvés par essence, tous les pouvoirs — politiques, économiques, scientifiques, moraux, religieux — sont intervenus pour s'approprier, organiser, réglementer ces domaines jusqu'à laisser par eux presque à l'abandon. Mais il était plus facile de prendre en compte la qualité de la vie, la pollution, l'écologie ou la condition féminine — il y a désormais des ministères pour cela — que de gouverner les mœurs et la conscience publique.

Car cette fameuse libéralisation, cette « société permissive », ont beaucoup plus de partisans en théorie qu'en pratique, tant qu'elles se limitent à la discussion de principes et d'idées générales sans franchir les frontières des réalités, des faits eux-mêmes, et surtout des cas personnels. Ceux-là mêmes qui prennent volontiers des positions libérales, voire avancées, sur l'avortement, l'insoumission ou la délinquance, par exemple, seront soudain étrangement discrets et silencieux si leur fille décide d'interrompre une grossesse, si leur fils refuse de porter les armes ou si un de leurs proches est victime d'une agression. Il faut beaucoup de fermeté et de courage pour s'en tenir à une conviction que l'on estime fondée et juste lorsque les sentiments, les circonstances et la commodité vous entraînent à l'abandonner.

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres, nous préparons à la DIRECTION DES ENTREPRISES, réservé aux cadres déjà en fonction, durée environ 9 mois, études à plein temps (pas d'enseignement par correspondance). Début de la prochaine session : 16 octobre 1976. Conditions d'admission : 28 ans au moins, cinq ans d'activité professionnelle à un poste de responsable. Langue travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens (dirigeants, cadres ou conseils). Contrôle continu et systématique des connaissances. L'ECI organise également un « Cours général de Formation en Administration d'Entreprise », réservé à de futurs cadres polyvalents. Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECI, chemin de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence.

ou au moins à admettre des exceptions.

C'est le premier démenti, et il est de poids, auquel se heurtent ceux qui s'emparent un peu trop deproclamer, pour la déplorer ou s'en réjouir, « la mort des tabous ».

Ce n'est pas le seul, loin de là. Les rapports sociaux, les conventions et les habitudes font qu'on esquive, qu'on fait qu'on cache les situations particulières, même si elles sont abondamment débattues en tant que phénomènes collectifs. On étudie volontiers les retards et les insuffisances scolaires, mais il est bien rare que des parents reconnaissent que leur enfant est un cancre. Les fugues, même si elles mènent à Katmandou, sont baptisées voyages. Le suicide demeure, dans l'écrasante majorité des cas, camouflé en accident. Si la dépression, la « déprime », est maintenant reconnue, d'autres maladies demeurent inavouables, « honteuses », et d'abord celle qui fait écrire dans les avis et faire part que « le décès est survenu à l'issue d'une longue (ou cruelle) maladie ». Des termes savants déguisent l'étude de la vieillesse (qui elle-même est devenue le troisième âge, voire le quatrième) en gérontologie, l'étude de la mort en thanatologie, et le 2 novembre qui était jadis tout bonnement le jour des morts est devenu ensuite le jour des défunts et se nomme maintenant — c'est plus poétique, il y a même quelques réminiscences de cimetière marin — le jour des trépassés.

Il serait incongru, sauf dans le secret du cabinet médical ou le courrier de revues spécialisées, d'évoquer sa propre sexualité. Si la drogue existe, on ne connaît, en dehors des statistiques, que fort peu de drogués. Bien que les prisons — pardon : on dit « univers carcéral » — soient pleines, les hôpitaux psychiatriques complets, on ne rencontre à peu près jamais quelqu'un qui reconnaisse que tel de ses proches est incarcéré ou interné.

Quant à la misère, il y a beau temps déjà qu'elle est le fait des « économiquement faibles », de même que les pays pauvres ne sont plus « sous-développés » ni même « en voie de développement », mais appartenant, ce qui est plus flou et rassurant, au tiers-monde, et que les plus misérables des immigrés, inadaptés et sociaux composent, eux, le « quart-monde ».

On voit bien que, derrière le brouillard des mots et les silences gênés, se dissimulent les mêmes tabous qu'autrefois. Ils ont la vie dure, et c'est peut-être mieux ainsi.

Il reste aussi d'autres tabous si solidement ancrés, si puissants, si peu récupérables, qu'ils n'intéressent pas les pouvoirs et ne sont qu'à peine effleurés par les médias. Et cependant, pour la plupart d'entre eux, ce sont ces sujets-là qu'on voudrait voir porter sous la grande lumière des débats publics, ceux-là qu'on

aimerait voir étaler au point de faire scandale.

C'est le cas pour une maladie — car c'en est une — qui pèse si lourd dans les dépenses hospitalières et plus lourd encore dans le bilan des accidents de la route : l'alcoolisme. Oh ! on traite volontiers du « problème », mais de façon désincarnée, abstraite. Des ivrognes, on en rencontre et on en sourit, mais des alcooliques, on n'en voit jamais, c'est à croire qu'il n'en existe pas.

Les handicaps sont, eux aussi, bien oubliés, bien négligés, si l'on en croit le « problème » fournit le thème de belles envolées généreuses et de savantes variations. Le sentiment qu'il s'agit d'une tare qu'il convient de dissimuler à tout prix se pare de mille raisons, affectives, sociales ou familiales, qui rejoignent en fait le refus d'enfreindre un autre tabou, un des plus solides qui soient, le silence sur tout ce qui touche à l'hérédité.

Dans le domaine des comportements, que de tabous encore. Le refus de l'intégration et même du travail par une petite fraction de la jeunesse, l'aspiration à la vie communautaire, voire à une « autre » vie, ont donné lieu à maints reportages et enquêtes. Il n'en va pas de même de phénomènes également très minoritaires, mais qui interpellent tout autant la société et chacun de nous. Par exemple, le refus du mariage par de jeunes couples (et en particulier, ce qui heurte davantage, par les filles, car les garçons, eux, ont droit à l'« aventure » avant de se ranger...). Ou encore le refus délibéré de donner la vie, refus étayé par des réflexions philosophiques, démographiques, voire nucléaires. Ou, au contraire, la volonté de jeunes femmes d'avoir des enfants sans père, qui leur appartient entièrement.

S'il fallait ajouter à une liste qui n'en finirait pas des tabous politiques et sociaux, on pourrait inscrire sans doute en tête de ce chapitre les ventes d'armes. On n'en parle que pour se féliciter de voir la France en troisième position dans le commerce de la mort et même au tout premier rang, par rapport à la population, des grands fournisseurs des guerres. A part cela, nous sommes le peuple le plus pacifique de l'univers, c'est bien connu, et que ceux — ministres, élus, vendeurs, techniciens, ouvriers de l'armement — qui sont contre la paix et favorables à la guerre veulent bien lever la main.

Morts, les tabous ? Allons donc. « Les hommes se distinguent par ce qu'ils montrent et se ressemblent par ce qu'ils cachent », écrivait Paul Valéry dans *Mélanges*. Comme nous nous distinguons peu et comme nous nous ressemblons par tout ce qu'ils cachent et parfois à nous-mêmes nous osons nous obstiner à cacher !

PIERRE VIANSSON-PONTE.



Prix avec prisme à cellule silicium : 4 934 F au 1-1-76.

"Le Mamiya M 645. Une nouvelle dimension d'image... et quelle maniabilité !" (La Presse)

Avec son nouveau format et sa nouvelle technologie, le M 645 surpasse les performances des deux formats dont il s'inspire.

Pour remarquables que soient aujourd'hui les performances des 24 x 36 évolués, leur format d'image demeure petit.

Personne n'empêchera le film d'avoir du grain. Avec le M 645, Mamiya a réalisé un appareil compact ultra-perfectionné dont l'image de 4,5 x 6 cm est trois fois plus grande que celle du 24 x 36. C'est dire la richesse de détails qu'il offre à vos prises de vues.

Il faut prendre en main cet appareil idéal pour la photo d'action et apprécier sa maniabilité surprenante.

15 vues avec un film 120 ou 30 vues avec un film 220. De nombreux objectifs et accessoires, dont un viseur interchangeable à cellule silicium avec affichage des temps de pose par diodes électroluminescentes, composent un système complet de prise de vues.



Grandeur comparée des images 4,5 x 6 cm et 24 x 36 mm.

Mamiya M645

Au Japon, 5 professionnels sur 4 utilisent Mamiya.

هكذا من الاصل

Aujourd'hui avec Iran Air, New York est, de 18km, plus près de Paris.



A Iran Air, nous remuons ciel et terre pour vous faire aller plus vite là où vous voulez aller. Cette fois-ci, nous n'avons pas déplacé New York.

Nous décollons simplement de l'Aéroport d'Orly. Orly le familier, Orly le confortable, Orly le simple.

Orly, 18kms plus près du centre encombré de Paris que Charles de Gaulle et il faut deux fois moins de temps pour y aller.

Si vous êtes un homme d'affaires occupé et vous devez l'être, nous avons pensé à vous en vous offrant un horaire idéal.

Nous décollons à 18.45 H; vous aurez ainsi une journée complète de travail et vous arriverez à New York à 21H, heure locale. Vous pourrez alors tranquillement soit vous installer pour la nuit, soit passer une soirée agréable.

Si vous venez de province, c'est à Orly que vous avez le plus de chance d'atterrir. Orly le pratique, puisque c'est de là que vous décollerez pour New York.

Maintenant que nous vous avons dit pourquoi il était plus pratique de voyager avec nous, laissez nous vous dire pourquoi, en plus, c'est plus agréable.

En montant à bord, la première chose que vous ne manquerez pas de remarquer, ce sont nos hôtesses. Elles viennent d'Iran ou d'Europe, parce que nous avons su choisir ce qu'il y a de meilleur dans les deux mondes.

Vous pouvez ensuite vous régaler en savourant nos repas, ils sont fraîchement cuisinés à chaque vol et d'une grande diversité.

Alors la prochaine fois que vous irez à New York, voyagez avec Iran Air, la compagnie la plus jeune qui, déjà sait vous faire mieux voyager.

Et avec les 30 F de taxi que vous économiserez en vous rendant à l'Aéroport, le premier verre que vous boierez à Orly, buvez le à notre santé.

Nous sommes contents d'avoir pu vous permettre de vous l'offrir.



IRAN AIR
3 vols par semaine d'Orly.

PARIS, LONDRES, VIENNE, FRANCFORT, ZURICH, GENEVE, ROME, MOSCOU, ATHENES, TEHERAN, BAGDAD, DJEDDAH, LE CAIRE, PEKIN, TOKYO, ABADAN, KOWEIT, BAHEIN, ABU DHABI, DHAHRAN, DUBAI, DOHA, MUSCAT, KABOUL, KARACHI, BOMBAY, NEW YORK, BUREAUX EGALEMENT A: MILAN, HAMBOURG, MUNICH, GLASGOW, LOS ANGELES, ET HOUSTON.

JUSTICE

L'AFFAIRE D'ALÉRIA DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Les proclamations au congrès de Corte indiquaient que l'ARC avait l'intention de s'engager sur la voie de la violence

répond M. Michel Poniatowski aux avocats de la défense

Le président de la Cour de sûreté de l'État, M. Pierre David, a communiqué, ce mardi matin 15 juin, les réponses de M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, aux questions posées par les défenseurs du docteur Edmond Simeoni et de ses amis (« le Monde » du 8 juin), conformément à l'article 654 du code de procédure pénale, le président avait, la veille, entendu le témoin au ministère.

M. Poniatowski a notamment déclaré :

- « Les proclamations violentes au congrès de Corte, à l'ARC, laissent assez peu de doute quant aux intentions des dirigeants de l'ARC de s'engager dans la voie de la violence [...] Les déclarations du docteur Simeoni, à l'ARC, renouaient avec cette position puisqu'il précisait que l'ARC avait décidé de passer à l'action directe. »

A propos de l'importance des effectifs

des forces de l'ordre, à l'ARC, le ministre a précisé : « Les renforts étaient normaux. Le déroulement de l'affaire a montré que leur volume n'était pas trop important. » Puis, au sujet de la coordination des opérations, M. Poniatowski, après avoir indiqué qu'il avait été « en contact permanent avec le premier ministre », a poursuivi : « Seuls les responsables du maintien de l'ordre, sur place, mieux informés que moi, étaient normalement chargés d'apprécier l'opportunité et l'utilité des contacts directs ou indirects pouvant hâter l'issue de cette affaire. »

Au nom de la défense, M. Jean Maggiani a résumé la critique de ce témoignage en trois « observations ». Il a dénoncé le « caractère mesuré » des propos du ministre par rapport aux déclara-

tions « violentes » que ce dernier avait faites après les événements d'Aléria. L'avocat d'autre part remarquait qu'il a laissé aux « exécutants » une grande part de la responsabilité des faits. Puis il a noté que M. Poniatowski paraissait « fort mal informé », relevant de « très nombreuses erreurs de faits ». Le docteur Edmond Simeoni lui-même a relevé de « multiples inexactitudes », déclarant en outre, à propos des responsabilités, « du côté des pouvoirs publics », que « tout le monde se défendait » dans cette affaire.

Au début de l'audience, le président avait fait part de l'absence de M. Raymond Filippi, victime au cours du week-end d'un malaise cardiaque. Cette indisponibilité de celui qui mène la défense des inculpés pourrait retarder la suite des audiences. Une interruption du procès est prévue pour le mercredi 16 juin.

docteur Simeoni et lui a, d'autre part, émis un préjugé à l'égard de la soumission à une « provocation ». L'interprétation du « discours de Corte » a entraîné une longue discussion, et le docteur Simeoni a nié formellement être l'auteur des propos abondamment cités par l'avocat général dans son réquisitoire écrit. Ceux-ci auraient été prononcés par un orateur dont les dirigeants de l'ARC reconnaissent l'extrémisme. M. Dorville a admis le doute qui existe à ce sujet, mais souligne que le docteur Simeoni porte une certaine responsabilité dans le « climat » qui régnait à Corte.

Un sujet de la fustigation au cours de laquelle deux gendarmes ont été tués, le dossier est tout à fait imprécis et parfois contradictoire. Le ministère public en convient. Il est désormais impossible de savoir si, au moment de la manifestation, il y avait des victimes, il est matériellement impossible que les victimes aient pu être atteintes par des balles tirées de la cave. Par conséquent, le son de son réquisitoire, sinon sur le fond, l'avocat général a admis dès le début du procès que des coups de feu avaient pu être tirés « d'ailleurs que de la cave ».

« Témoignages orientés »

Cette concession faite à la défense semblait souligner les lacunes d'une information très incomplète puisqu'il n'a jamais été procédé à la moindre reconstitution sur les lieux — de crainte de faire ressortir des troubles — et qu'aucune expertise ballistique n'a été ordonnée. De ce fait, le procès se présente comme un dossier de documents photographiques et d'un plan des lieux établis de son propre chef par la gendarmerie prend une grande importance. Les indications ainsi fournies sont très fortement démenties par le Dr Simeoni et par ses défenseurs, qui accusent les gendarmes d'avoir « orienté » leurs témoignages dans le sens de l'accusation.

Cette absence de données précises, ou peu contestables, permet toutes les interprétations, surtout la faiblesse d'une partie des débats et renforce l'aspect politique de ce procès. L'essentiel des témoignages et des discussions ont en effet porté sur les causes de la manifestation d'Aléria, sur le « scandale des vins » et l'analyse des multiples aspects du « malaise » ou de la « question corse ». Le procès de l'ARC d'Aléria, ainsi, pour les autonomistes et l'ensemble des Corses une occasion unique pour tenter de faire comprendre l'histoire d'un « malaise » et d'une « aspiration ».

FRANCIS CORNU.

« Procès d'intention »

Pour étayer son argumentation et justifier la qualification des faits, l'accusation déclare que la manifestation d'Aléria est le « prolongement » du congrès de l'ARC tenu trois jours auparavant à Corte. Elle estime que les propos tenus lors de ce congrès représentent de véritables appels à la violence. Elle reproche particulièrement au docteur Simeoni d'avoir déclaré : « L'affrontement sanglant était inévitable. » Ce dernier répond que l'ARC avait alors « agité le drapeau » et qu'il n'y avait eu ni « appel à la violence », ni « appel à la violence », mais qu'il y avait eu un « appel à la violence ».

« Curieuses lacunes »

Le docteur Simeoni a, d'autre part, commis l'erreur de ne pas prévoir l'attitude que lui opposeraient les pouvoirs publics. Mais le pouvait-il ? Était-il possible d'imaginer le déploiement de forces qui a été ordonné à l'ARC ? L'usage de blindés, l'envoi par avion depuis le continent de près de 600 CRS, et gendarmes déployés directement dans les vignes par six hélicoptères lourds prêts par l'armée : tout cela paraissait disproportionné, comme l'ont affirmé la défense et de nombreux témoins. Une telle opération suffit à donner de l'importance à une manifestation. D'autre part, la défense note de « curieuses lacunes » dans l'organisation de cette opération et insiste sur le fait que la libération des otages est étonnamment passée inaperçue des seuls membres des forces de l'ordre, alors que M. Jacques Guérin, ancien sous-préfet de Bastia, qui représentait l'autorité préfectorale sur place, a reconnu que la barre qu'il aurait souhaité différer l'assaut s'il avait appris cette nouvelle.

BIBLIOGRAPHIE

LE RECUEIL MÉTHODIQUE DE LA LOI SUR LE DIVORCE

La série des Recueils méthodiques législatifs dus au secrétariat général de l'Assemblée nationale vient de s'enrichir d'une nouvelle livraison. Après les recueils sur le statut général des militaires, sur la réorganisation du contrat de travail à durée indéterminée (dite loi sur le licenciement), le secrétariat général publie aujourd'hui le recueil méthodique des travaux préparatoires de la loi du 11 juillet 1975 portant réforme du divorce.

Ce recueil n'est évidemment pas un livre de chevet, mais il est plus qu'un recueil technique de dossiers. Les comptes rendus intégraux des débats parlementaires éclairent bien (par exemple pour l'étudiant en droit, l'avocat, le magistrat), ce qu'ont été les réserves et les arrière-pensées du législateur lorsqu'il s'est agi de mettre fin à ce que l'on appelait, même officiellement, « une comédie judiciaire ».

Ce recueil est vendu au prix de 70 F à la Direction des journaux officiels, 26, rue Desaix, 75732 Paris Cedex 15.

● Le Guide du nouveau divorce vient d'être publié sous la signature de M. Bernard Jarrier, avocat au barreau de Paris. L'ouvrage qui est présenté comme « un manuel au sens ancien du terme » est clairement et simplement rédigé. Les candidats au divorce le consulteront utilement.

★ 223 pages, Stock éditeurs, 20 F.

ÉDUCATION

AU CONGRÈS DE SAINT-ÉTIENNE

Les délégués départementaux de l'éducation nationale s'inquiètent du chômage des jeunes

De notre correspondant

Saint-Étienne. — « Nous formons une organisation originale : nous sommes des bénévoles qui avons une mission officielle : défendre les enfants et l'école publique, l'école de la nation. C'est sur ces mots que le président national, M. Jean Vanrullen, a levé, dimanche 13 juin, la séance de clôture du sixième congrès de la Fédération des délégués départementaux de l'éducation nationale (F.D.E.N.), qui a rassemblé trois cent cinquante participants, représentant quarante-cinq mille militants. En commission, les participants ont insisté sur plusieurs carences du système éducatif : effectifs encore trop importants dans de nombreuses classes ; sous-scolarisation pré-élémentaire en milieu rural ; disparition progressive des écoles des villages ; insuffisance et inadéquation des équipements ; services de santé et de déplassement déficients ou inexistant ; restaurants et cantines scolaires où la sécurité, la surveillance, la gratuité ne sont pas garanties ; construction et entretien des locaux scolaires constituant une trop lourde charge pour les communes ; absence du principe assurant la scolarité totale des fournisseurs scolaires.

Dans la résolution générale, adoptée à l'unanimité, le congrès constate que, « soumise aux attaques incessantes des tenants de l'enseignement privé, confession-

nel ou patronal, l'école laïque n'est plus défendue par les responsables politiques qui en ont la charge. Au contraire, ils s'efforcent d'en faire un instrument de leur desservir. Les congrès se sont élevés contre l'ampleur scandaleuse des moyens financiers accordés à l'enseignement privé ; la tentative de mainmise du pouvoir central sur les postes supérieurs académiques ; l'acharnement à imposer, après un simulacre de concertation, une réforme dont la finalité consiste surtout à fournir aux puissances économiques la main-d'œuvre et les cadres nécessaires à leurs besoins.

Les délégués ont d'autre part estimé que « ceux qui quittent le système éducatif sans avoir reçu une bonne formation générale et professionnelle (...) seront pratiquement dans l'impossibilité de profiter de la formation continue ». « Ils ne pourront réussir leur insertion dans le monde du travail, ont ajouté les congressistes, leur emploi ne leur apportant aucun épanouissement personnel. » Pour permettre à tous les jeunes d'acquiescer dans de bonnes conditions l'entrée dans la vie active et de devenir des citoyens à part entière, les D.D.E.N. pensent plus que jamais nécessaire que l'école publique, dotée des moyens indispensables, puisse redéfinir ses buts, améliorer son fonctionnement, diversifier ses méthodes. — P. C.

CORRESPONDANCE

L'U.N.I. et les syndicats autonomes

A la suite de l'information consignée à la création d'une Association universitaire pour l'enseignement supérieur (A.U.P.E.S.), nous avons reçu la lettre suivante de M. Jacques Rouget, président de l'Union nationale interuniversitaire (U.N.I.) :

L'article rapporte les propos de « certains des initiateurs » de l'association, d'après lesquels celle-ci est destinée à faire contrepoids à l'influence de l'U.N.I. dans certains syndicats autonomes, en ayant, comme nous, « un pied dans le syndicat et un autre au dehors ». Nous pourrions interpréter cette intention avouée de nous copier comme un hommage rendu à notre efficacité. En fait, cette symétrie recherchée est plus surprenante que flatteuse, en raison de la différence de nature qui existe entre les deux groupements. L'U.N.I. regroupe non seulement des universitaires, mais des enseignants de tous niveaux des étudiants, des professeurs, ainsi que des hommes et des femmes appartenant à tous les grands secteurs de l'activité nationale. Notre mouvement, qui tire essentiellement sa force de ses militants, est tourné vers l'action, une action inscrite dans une stratégie globale clairement exposée. Il ne semble pas que ces caractéristiques se retrouvent dans l'association présidée par M. Elrod. Réunir un certain nombre de signatures d'universitaires sur quelques principes généraux représente assurément un travail appréciable, mais qui n'a qu'un rapport lointain avec l'action de l'U.N.I.

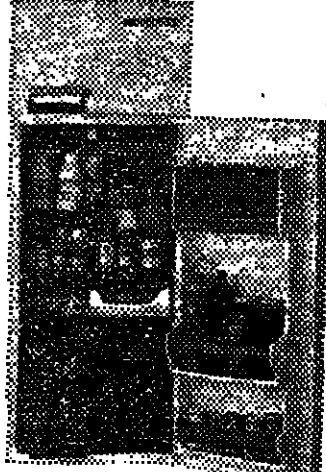
Quant à la position qu'il convient d'adopter à l'égard des syndicats autonomes, la différence n'est pas moins grande entre cette association et nous. L'U.N.I. par sa nature même, a un style, des moyens et souvent des terrains d'action qui ne sont pas ceux d'un syndicat de l'enseignement supérieur ; mais, dans le domaine

proprement universitaire, nos objectifs sont ou bien analogues à ceux des syndicats autonomes, ou bien complémentaires. Il n'est donc ni contradictoire ni inutile d'agir à la fois au sein de l'U.N.I. et d'un syndicat autonome. On ne saurait affirmer que la situation soit aussi nette avec cette nouvelle association, qui ne comprend que des universitaires et qui confond dans un même sentiment de défiance et de réprobation « les différents syndicats », trop souvent amenés à durcir leurs positions en sens opposés, et risquant de tomber dans l'intransigeance partisane. Si, dans ces conditions, les adhérents de cette association, qui sont aussi membres des syndicats autonomes (ceux du Syndicat national de l'enseignement supérieur et du Syndicat général de l'éducation nationale étant en nombre négligeable), entendent avoir « un pied dans le syndicat et un autre au dehors », ils doivent s'efforcer de pratiquer une gymnastique dont nous suivons les mouvements avec une curiosité quelque peu perplexes.

Secrétariat de direction I.C.S. JEUNES FILLES

Groupe Régulé
Enseignement Supérieur Privé
Reconnu par l'Etat
Sources d'études - Placement
15, place de la République
75003 PARIS - Tél. : 277-97-74

Salon du froid:



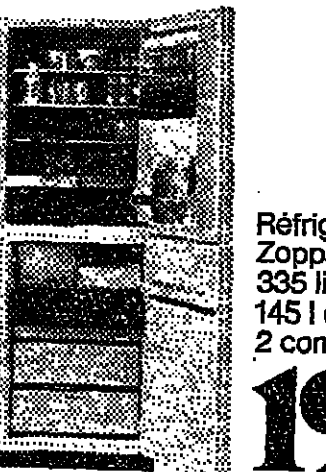
Réfrigérateur 2 portes
Indesit
225 litres, 3 étoiles,

990 F



Réfrigérateur 2 portes
Vedette
310 litres, 4 étoiles,

1490 F



Réfrigérateur congélateur
Zoppas
335 litres (190 l réfrigérateur,
145 l congélateur)
2 compresseurs,

1950 F

Pour tous ceux qui veulent changer leur vieux réfrigérateur ou acheter un nouveau congélateur, le «salon du froid» des Galeries Lafayette est l'événement à ne pas manquer. Toutes les grandes marques y sont présentes pour vous proposer leurs dernières nouveautés. Réfrigérateur géant, congélateur horizontal ou vertical, réfrigérateur congélateur. Pour choisir, nos vendeurs spécialistes vous conseilleront pour vous décider. Nous avons les meilleurs prix. Jugez-en. Le salon du froid jusqu'au 26 juin.

سكنات الاموال

A VOIR

Le congrès du SNE-Sup entre l'Université

De notre correspondant

Le congrès du SNE-Sup, qui se tient actuellement à Avignon, sous le patronage de l'Université, est l'occasion pour les enseignants supérieurs de se réunir et de discuter de leurs problèmes. Le congrès est ouvert à tous les enseignants supérieurs, qu'ils soient titulaires ou non, et qu'ils exercent dans le public ou le privé.

Les participants au congrès du SNE-Sup ont discuté de nombreux problèmes, notamment ceux liés à la réforme de l'enseignement supérieur. Ils ont également discuté de la situation des enseignants supérieurs et de leurs conditions de travail.

Le congrès du SNE-Sup est une occasion importante pour les enseignants supérieurs de se rencontrer et de discuter de leurs problèmes. Il est également une occasion pour eux de faire connaître leurs revendications et de demander leur reconnaissance.

Le congrès du SNE-Sup est une occasion importante pour les enseignants supérieurs de se rencontrer et de discuter de leurs problèmes. Il est également une occasion pour eux de faire connaître leurs revendications et de demander leur reconnaissance.

Le congrès du SNE-Sup est une occasion importante pour les enseignants supérieurs de se rencontrer et de discuter de leurs problèmes. Il est également une occasion pour eux de faire connaître leurs revendications et de demander leur reconnaissance.

Le congrès du SNE-Sup est une occasion importante pour les enseignants supérieurs de se rencontrer et de discuter de leurs problèmes. Il est également une occasion pour eux de faire connaître leurs revendications et de demander leur reconnaissance.

Le congrès du SNE-Sup est une occasion importante pour les enseignants supérieurs de se rencontrer et de discuter de leurs problèmes. Il est également une occasion pour eux de faire connaître leurs revendications et de demander leur reconnaissance.

Le congrès du SNE-Sup est une occasion importante pour les enseignants supérieurs de se rencontrer et de discuter de leurs problèmes. Il est également une occasion pour eux de faire connaître leurs revendications et de demander leur reconnaissance.

Le congrès du SNE-Sup est une occasion importante pour les enseignants supérieurs de se rencontrer et de discuter de leurs problèmes. Il est également une occasion pour eux de faire connaître leurs revendications et de demander leur reconnaissance.

Les délégués départementaux de l'éducation nationale inquiètent du chômage des lycéens

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

صحة من الامم

EDUCATION

A AVIGNON

Le congrès du SNE-Sup a étudié les rapports entre l'Université et la culture

De notre envoyé spécial

Avignon. — Le congrès du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) affilié à la Fédération de l'éducation nationale, commencé samedi 12 juin, à Avignon, sous le signe d'une certaine torpeur (« le Monde » du 15 juin), s'est achevé lundi 14 juin par une « rencontre » avec des gens de théâtre et des artistes sur les rapports entre l'Université et la culture. Les organisateurs avaient souhaité

faire de ce « congrès d'études » l'occasion d'une vaste réflexion sur les finalités et la fonction de l'enseignement supérieur qui aille au-delà des habituels clivages de tendances. Ils ont en partie réussi, mais n'ont pu empêcher que, sur ces thèmes généraux, les votes préliminaires des sections syndicales ne traduisent malgré tout le jeu des « courants de pensée » qui se partagent le Syndicat.

Pour éviter qu'un vote unique à ce congrès d'études n'apparaisse comme celui d'un rapport d'orientation déguisé, la direction nationale du syndicat, la tendance Action syndicale (proche des communistes) avait rédigé trois textes différents sur les trois thèmes « les missions de l'enseignement supérieur », « l'enseignement supérieur dans la société » et « la fonction enseignante ». Les différentes tendances « minoritaires » n'ont pas accepté de jouer ce jeu, préférant présenter chacune un seul texte sur ces trois thèmes. Il en est résulté un vote aussi curieux dans son principe que parfois discutable dans son organisation (le fait de ne pas comptabiliser les refus de votes). La participation au scrutin, qui a été de 51,8% contre environ 65% au congrès de 1975, s'est ressentie de ces ambiguïtés.

Sur le premier thème, la majorité action syndicale a obtenu 65,51 % des voix. Démocratie et Action (animée par des socialistes souvent proches du Centre d'études de recherches et d'éducation socialiste), 9,97 %, l'Ecole émancipée (animée principalement par les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire), 8,99 %, Socialisme et éducation (proche du courant d'orientation du congrès de 1975) avaient obtenu 15,99 %, la majorité Action syndicale, 15,99 %, et le Front unique ouvrier (F.U.O.), dirigé par le courant trotskiste rival de l'organisation communiste interne (socialiste), qui souhaitait cependant que son texte ne fasse pas l'objet d'un vote, 2,81 %. Les résultats sur les deux autres thèmes ont été presque identiques. A titre de comparaison, mais en gardant présent à l'esprit le fait qu'ils relèvent d'un autre ordre, les votes d'orientation du congrès de 1975 avaient donné : 64,77 % à la majorité Action syndicale, 15,99 % à Démocratie et action, 9,52 % à l'Ecole émancipée, 5,36 % à F.U.O., 5,76 % à Socialisme et éducation.

Les textes présentés par la majorité ont fait état, pour les déplorer, de « multiples attaques orchestrées par le pouvoir et le patronat » contre « l'Université, jugée « inadaptée aux besoins, non rentable, coupée des réalités de la production et de la vie économique, etc. ». Pour les militants de la tendance Action syndicale, la tâche du syndicat est donc d'abord de lutter contre ces attaques pour « la sauvegarde du potentiel scientifique, culturel et pédagogique » des universités. En particulier, celles-ci doivent selon eux recevoir la « maîtrise d'œuvre » de la formation des maîtres, et non pas simplement une « responsabilité majeure » dans ce domaine, selon une expression jugée par eux trop faible. Sur cette question, la polémique traditionnelle du SNE-Sup avec la FEN a rebondi, les membres de la tendance Démocratie et Action (proche de la tendance socialiste majoritaire de la FEN) reprochant à la direction nationale du SNE-Sup de privilégier ses relations avec les syndicats, qui sont eux-mêmes en majorité Unité et Action (proche des communistes). Les militants de Démocratie et Action ont également demandé, sans succès, qu'il soit fait référence au texte du congrès de la FEN, à Grenoble, sur le même sujet.

Les gauchistes de l'Ecole émancipée ont préféré tourner en dérision l'organisation même d'un congrès d'études deux mois après une « lutte de masse d'une puissance inconnue depuis 1968 », jugeant un tel congrès aussi inadapté à la situation actuelle que l'est à la réalité le personnage campé par l'acteur Jack Nicholson dans le film *Vol au-dessus d'un nid de coucou*. D'une façon générale, le débat a été assez stérile, les responsables des différentes tendances n'ayant guère le temps d'expliquer oralement les vues parfois assez tranchées contenues dans les textes publiés avant le congrès.

Un plumet sur le shako ?

En fait, le clou du congrès était, pour ses organisateurs, la rencontre, lundi 14 juin, en fin d'après-midi, entre universitaires et créateurs, gens de théâtre ou artistes, sur le rôle de l'Université dans la vie culturelle. Un débat sur un tel sujet constituait, paradoxalement, une innovation pour le Syndicat. La plupart des participants ont, écouté la culture « des universitaires », souvent indifférents au théâtre, à la peinture et à la musique contemporaines. Certains se sont interrogés sur ce que révélerait, si elle était appliquée aux enseignants, l'enquête effectuée par l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau) et diffusée lors du dernier congrès de cette organisation, à Toulouse (le *Monde* du 29 mai), sur le nombre de livres achetés chaque mois par les étudiants, leur fréquentation des théâtres, des concerts, des musées, etc.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Althusser et le Saint-Office universitaire.

M. Olivier Reboul, professeur à l'université de Strasbourg-II, nous a adressé la lettre suivante :

Depuis Valentin II, on se demandait ce qu'était devenu le Saint-Office. Il semble bien qu'il fonctionne toujours. Si non à Rome, du moins en France, au sein de l'Université, sous le titre anodin de comité consultatif.

Dans le *Monde* de l'éducation, de février 1976, on lisait, en effet, que ledit comité avait refusé d'inscrire Michel Butor sur la « liste d'aptitude aux fonctions de maître de conférences », moyennant quoi l'université de Genève a pu recruter Michel Butor. On apprend maintenant que le philosophe Louis Althusser vient d'essayer le même refus. Cela signifie que des penseurs mondialement connus ayant enseigné quinze ans à l'étranger, je puis attester que Louis Althusser est un des très rares philosophes français dont on parle — ne peuvent avoir rang de professeur ou même de maître de conférences chez nous. On rédige des thèses sur eux, mais eux n'ont pas le droit de diriger de thèses.

Je ne suis pas fier d'être professeur dans une université qui dénie ce titre à un Butor et à un Althusser.

(N.D.L.R. — M. Louis Althusser, maître-assistant de philosophie et secrétaire pour les lettres de l'Ecole normale supérieure, a soutenu, le 26 juin 1975, sa thèse de doctorat d'Etat sur « La philosophie du comité consultatif des universités », refusé de l'inscrire sur la « liste d'aptitude aux fonctions de maître de conférences », condition nécessaire pour obtenir un poste de ce niveau dans l'enseignement supérieur.)

A Blois

LES FRAUDES LORS D'UNE ÉPREUVE DU BACCALAURÉAT NE CONCERNENT QUE QUELQUES ÉLÈVES.

L'enquête administrative ouverte par le recteur d'Orléans-Tours après la plainte de neuf candidats au baccalauréat de mathématiques (série G 2) qui contestaient les conditions de déroulement d'une épreuve de comptabilité au lycée Dessaignes de Blois a permis de ramener à de justes proportions ce qui avait été exagéré par les candidats comme une « affaire de fraude ». Quatre-vingt-dix candidats (sur cinq cent quatre-vingt-deux pour l'académie) composaient dans trois salles de l'établissement. Dans l'une de ces salles, le déroulement de l'épreuve n'a donné lieu à aucune contestation. Dans la deuxième, deux élèves sortis en cours d'épreuve ont reçu d'un professeur, l'un la confirmation de l'exactitude d'un résultat partiel, l'autre un élément de réponse lui permettant de reconstituer l'ensemble du raisonnement. Dans la troisième (trente-six candidats), quelques élèves ont échangé entre eux des renseignements après qu'une des surveillantes, indisposée, se fut absentée, rendant ainsi plus lâche le dispositif de surveillance. Pour cette dernière classe, l'enquête administrative se poursuit. Les deux élèves qui ont obtenu d'un professeur des renseignements devront repasser leur baccalauréat en septembre.

LA FÉDÉRATION AUTONOME FAIT LE BILAN DE « LA CRISE LA PLUS IMPORTANTE DEPUIS 1968 »

La Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur a publié un communiqué faisant un « bilan » de la crise universitaire « la plus importante depuis 1968 ». « Le projet de réforme du deuxième cycle, estime la Fédération, n'a été qu'un prétexte à une agitation essentiellement politique ; d'autres auraient pu tout aussi bien être utilisés. Mais les structures mises en place par la loi d'orientation de 1968 ont considérablement facilité l'extension et la prolongation de la crise. »

Vingt-cinq universités, poursuit le communiqué, ont vu leur fonctionnement bloqué à plus de 50 % pendant plus de deux mois, dont neuf ont été quasi complètement paralysés pendant trois mois ; plus de la moitié des cinquante autres ont été arrêtées au minimum à 25 % pendant au moins un mois. La Fédération publie le bilan de la crise universitaire, qui sera communiqué à la régularité des modalités d'examen en 1976, « se réserve le droit de déposer tous les recours nécessaires devant la juridiction administrative ». Estimant que la crise a été « considérablement aggravée » par les nouvelles structures universitaires et « par l'irresponsabilité et la démagogie d'un trop grand nombre de responsables », la Fédération conclut :

« L'accentuation de l'autonomie ne peut qu'aggraver les crises futures. Il faut au contraire tirer les leçons d'une expérience de huit années, qui a lamentablement échoué, et donner aux universités des structures qui, au lieu d'exacerber l'agitation politique et de les livrer à l'irresponsabilité et à la démagogie, à la violence et à l'intolérance, permettraient aux étudiants de recevoir un enseignement de haute qualité. »

LE MONDE — 16 juin 1976 — page 17

ÉCOLE des CADRES

du COMMERCE et des AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Etablissement privé d'enseignement supérieur RECONNU PAR L'ÉTAT. Trois années débouchant sur des fonctions de cadres opérationnels en gestion des PME, marketing, gestion financière, informatique de gestion, commerce international, préparation au DECS. Le corps professoral se compose en majorité de praticiens. Jeux d'entreprises. Langues enseignées par laboratoires audio-visuels. Informatique sur IBM 370-155. Stages pratiques en entreprises. Examen d'admission : 8 et 9 juillet 1976. Renseignements et inscriptions : E.D.C. - 92, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine - Tél. : 747.06.40.

VACANCES LINGUISTIQUES

POUR ADULTES en Angleterre COURS INTENSIFS : 5 heures par jour avec laboratoire de langues

3 et 4 semaines Juillet - Août - Septembre A BOURNEMOUTH (Côte sud de l'Angleterre)

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE 43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

pour une documentation complète et gratuite NOM : ADRESSE : à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

ISTH

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DEPUIS 23 ANS

Préparations par CORRESPONDANCE à l'examen d'entrée : SC PO

Renseignements ISTH 6, Av. Léon-Henzy Paris 15^e - Tél. 224.10.72

ÉTÉ 1976

Il reste quelques places sur les séjours d'enfants

à MORZINE (Haute-Savoie) ; EN ANGLETERRE.

Téléphones ou rendez-vous d'urgence ou :

COMITÉ D'ACCUEIL FONDATION DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS - Tél. 326-60-97 et 325-11-61

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE LE CHOIX D'UN COURS PRIVÉ

Il s'agit bien souvent de donner à un élève le goût de l'effort et lui permettre un épanouissement humain. Pour cela, un cours privé doit :

- Créer des contacts nombreux et affectueux entre élèves, professeurs et directeurs. Cette condition est indispensable à toute création humaine.
- Garantir la constance des résultats aux examens (B.E.P.C. et baccalauréat) en offrant un corps professoral de grande valeur.
- Porter tous ses efforts sur la méthode de travail. Les élèves de l'enseignement secondaire en sont souvent dépourvus.
- Exclure tout luxe ou toute ostentation aux festes passagères. Cela n'exclut pas la recherche d'un certain confort.
- Veiller à l'épanouissement physique de l'adolescent par la pratique de sports collectifs et individuels.
- Respecter et développer la jeune personnalité de l'enfant dans un cadre d'effort, de discipline et de liberté réelle.
- Donner conscience à l'adolescent que le seul patrimoine que nous pourrions lui léguer dans les années futures sera celui d'un porteur équilibré moral, physique et intellectuel.

Tenter la synthèse de ces différents points est le but

COURS MICHELET

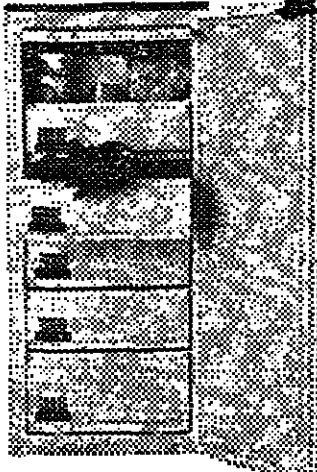
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

COURS DE VACANCES : du 1/8 au 3/8 - ANNÉE SCOLAIRE : rentrée le 27/8

PENSION - EXTERNAT - DEMI-PENSION

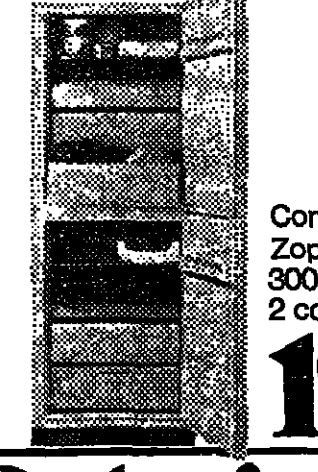
46, rue Gioffredo, NICE - Tél. 85-30-32

Nos prix arrivent au bon moment.



Congélateur vertical Bauknecht 260 litres,

1890 f



Congélateur vertical double Zoppas 300 litres (155 l et 145 l) 2 compresseurs,

1900 f



Congélateur horizontal Indesit 350 litres,

1090 f

Galeries Lafayette

Haussmann-Montparnasse-Belle Epine

Galerias Lafayette

CORRESPONDANCE

Le Père Jean-Pierre Jossua, théologien dominicain (3), nous a affirmé que des contacts ont été pris pour *a franchir le no man's land qui existe entre la revue et les autorités romaines et pour normaliser les relations entre les deux* ». Le professeur Hans Kling, qui nous a fait part de l'hostilité rencontrée dans les milieux

(1) Concitium est publié en allemand, néerlandais, français, anglais, portugais, italien, espagnol et japonais. En France, la revue tire à son huit cents exemplaires (donc mille deux cents vendus hors de France) et est publiée par les Editions Beauchamps, 72, rue des Saintes-Pères, 75007 Paris.

(2) L'éditorial polémique ne paraît pas plus d'une fois dans une année, mais il est toujours très intéressant, car il tient tant aux polémiques qu'aux résolutions des autorités religieuses que des autorités politiques.

(3) L'éditorial de publier Lectures en théologie : journal théologique 1 aux Editions du Cerf, 232 pages, 36 F.

ALAIN WOODROW.

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant, un semaine au moins avant leur départ, en rédigeant les noms et adresses en lettres majuscules.

LES SŒURS DE BETHLEEM REGRETTENT LE DÉPART DE LA COMMUNAUTÉ DE BOQUELON

Après avoir cité assez longuement un texte de Jean L'Hour (exégète), j'ajoutais que, « si, pour l'essentiel, l'Evangile ne se proposait pas de fournir des normes éthiques ni ne pouvait répondre de façon pertinente à un nombre de questions inédites que nous nous posons aujourd'hui, il met par contre le croyant

La fraternité de Bethléem
actuellement présente à Boquem
et qui sera seule en septembre
occuper l'abbaye, la communauté
avait décidé de quitter les lieux
écritures pour la première fois
sur un communiqué public, sa
position. Après avoir retracé le
des événements qui ont suivi, il
avait écrit : « Nous sommes
intention était de cohabiter avec
la communauté.

« Si nous savions la difficulté
du dialogue proposé, affirme la
communauté, nous aurions pu
nous regretter la décision de se
cédant avant un essai réel du
vie partagé, et nous croyons
nécessaire de maintenir le dialogue
logique.

En effet, ce monastère, rempli
de ses ruines grâce à l'acte de son
d'une incroyable ténacité de don
Alexis, oppose la présence d'un
monastère à la communauté de
Dieu, dans la louange, l'adoration
et l'intercession.

» En outre, dans la fidélité à
sa vocation, Boquem, les 85 pères
de la communauté, ont voulu que
chaque homme, croyant ou non,
dans le respect de sa recherche.

**Le Monde
des Philatélistes**
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Le 20

groupes tissulaires prédispositions et maladies

Une révolution

Les progrès de la médecine moderne ont permis de mieux connaître les causes et les effets des maladies. On a découvert que certaines maladies sont liées à des groupes tissulaires spécifiques. Ces groupes sont des collections de cellules qui ont des fonctions similaires. Les maladies peuvent être causées par une altération de ces groupes. Cette découverte a permis de développer de nouvelles méthodes de traitement et de prévention.

Les maladies sont classées en deux groupes : les maladies aiguës et les maladies chroniques. Les maladies aiguës sont celles qui apparaissent soudainement et qui durent peu de temps. Les maladies chroniques sont celles qui durent longtemps et qui peuvent être récurrentes. Les maladies aiguës sont souvent causées par des infections ou des traumatismes. Les maladies chroniques sont souvent causées par des facteurs génétiques ou environnementaux.

Les groupes tissulaires sont classés en six groupes : les groupes épithéliaux, les groupes conjonctifs, les groupes musculaires, les groupes nerveux, les groupes sanguins et les groupes lymphatiques. Chaque groupe a des fonctions spécifiques et peut être affecté par des maladies spécifiques.

Les maladies des groupes épithéliaux sont les plus courantes. Elles comprennent le cancer, les maladies de la peau, les maladies des muqueuses, etc. Les maladies des groupes conjonctifs comprennent l'arthrite, l'ostéoporose, etc. Les maladies des groupes musculaires comprennent la myopathie, etc. Les maladies des groupes nerveux comprennent la maladie d'Alzheimer, la maladie de Parkinson, etc. Les maladies des groupes sanguins comprennent l'anémie, etc. Les maladies des groupes lymphatiques comprennent le lymphome, etc.

Les maladies des groupes tissulaires sont souvent traitées avec des médicaments. Cependant, les médicaments ne peuvent pas toujours guérir les maladies. Les nouvelles méthodes de traitement, telles que la chirurgie, la thérapie par cellules souches, etc., peuvent être plus efficaces.

Les maladies des groupes tissulaires sont souvent évitables. On peut éviter les maladies en adoptant une saine alimentation, en faisant de l'exercice, en évitant le tabac et l'alcool, etc. On peut également éviter les maladies en se vaccinant.

Les maladies des groupes tissulaires sont une véritable révolution. Elles ont permis de mieux comprendre les causes et les effets des maladies. Elles ont permis de développer de nouvelles méthodes de traitement et de prévention. Elles ont permis d'éviter les maladies.

Les marqueurs moléculaires

En 1982, Jean Drenth, professeur de médecine moléculaire à l'université de Paris, a découvert que certaines maladies sont liées à des marqueurs moléculaires spécifiques. Ces marqueurs sont des molécules qui sont produites par les cellules et qui ont des fonctions spécifiques. Les maladies peuvent être causées par une altération de ces marqueurs. Cette découverte a permis de développer de nouvelles méthodes de traitement et de prévention.

Les marqueurs moléculaires sont classés en six groupes : les groupes protéiques, les groupes lipidiques, les groupes glucidiques, les groupes nucléiques, les groupes minéraux et les groupes vitamines. Chaque groupe a des fonctions spécifiques et peut être affecté par des maladies spécifiques.

Les maladies des groupes protéiques comprennent le cancer, les maladies de la peau, les maladies des muqueuses, etc. Les maladies des groupes lipidiques comprennent l'athérosclérose, etc. Les maladies des groupes glucidiques comprennent le diabète, etc. Les maladies des groupes nucléiques comprennent la maladie d'Alzheimer, la maladie de Parkinson, etc. Les maladies des groupes minéraux comprennent l'anémie, etc. Les maladies des groupes vitamines comprennent le scorbut, etc.

Les maladies des groupes moléculaires sont souvent traitées avec des médicaments. Cependant, les médicaments ne peuvent pas toujours guérir les maladies. Les nouvelles méthodes de traitement, telles que la chirurgie, la thérapie par cellules souches, etc., peuvent être plus efficaces.

Les maladies des groupes moléculaires sont souvent évitables. On peut éviter les maladies en adoptant une saine alimentation, en faisant de l'exercice, en évitant le tabac et l'alcool, etc. On peut également éviter les maladies en se vaccinant.

Les maladies des groupes moléculaires sont une véritable révolution. Elles ont permis de mieux comprendre les causes et les effets des maladies. Elles ont permis de développer de nouvelles méthodes de traitement et de prévention. Elles ont permis d'éviter les maladies.

Trois hypothèses

MALADES	Antigène prédominant	Séropositivité			
		Anti-HLA	Anti-HLA + Anti-EB	Anti-EB	Anti-EB + Anti-EB
IMMUNISATIONNELLES					
- à l'égard du cancer	B 15	99 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	B 15	70 %	90 %	90 %	90 %
- à l'égard du cancer	B 15	33 %	50 %	50 %	50 %
CITATINES					
- à l'égard du cancer	BW 17	33 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	BW 17	15 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	BW 15	25 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	BW 17	25 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	B 5	60 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	B 5	71 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	B 5	57 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	A 3	75 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	B 5	37 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	B 5	25 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	B 5	37 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	BW 15	33 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	BW 17	70 %	100 %	100 %	100 %
- à l'égard du cancer	B 5	65 %	100 %	100 %	100 %

صكنا من الاجل

Le Monde

DE LA MÉDECINE

Groupes tissulaires et prédispositions aux maladies

Le premier symposium international sur les groupes tissulaires et les prédispositions aux maladies aura lieu à Paris, au Palais des congrès, du 23 au 26 juin prochain, sous la présidence des professeurs Jean Dausset et Arne Svejgaard (Danemark).

La nature biologique des prédispositions pathologiques que présentent certains individus, ou certaines familles, se voit à présent éclairée, grâce à l'étude des groupes tissulaires (ou HLA), étude

qui, par la richesse de ses enseignements, ouvre un chapitre entièrement nouveau de la médecine. La connaissance des forces et des vulnérabilités de chacun devant les agressions internes ou externes par les « marqueurs » moléculaires, véritables sceaux de la personnalité et de la singularité individuelle, offre à la fois un moyen de prévention personnalisée, la possibilité de calcul du risque individuel, de dépistages précoces, de conseils eugéniques et surtout de thérapeutiques immédiates et judicieusement conçues pour des affections dont la plupart restaient obstinément enveloppées de mystère.

Une révolution biologique et médicale

par le Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE

L'INJUSTICE la plus fondamentale, la plus apparemment irréductible, et que cherchent à bien que mal à compenser tous les systèmes modernes de santé, est celle qui pèse sur l'espèce humaine devant la maladie, la souffrance et la mort.

Pourquoi les uns, en dépit d'une vie agitée et remplie, gardent-ils jusqu'à l'âge le plus avancé une éclatante santé ? Pourquoi les autres, souvent plus vigilants, souffrent-ils au vie durant d'infirmités ou d'affections plus ou moins invalidantes qui paralysent leur créativité et les condamnent à d'éternelles misères ?

Aux antiques notions de fatalité, ou de châtiment céleste, s'était substituée au début de ce siècle celle du « terrain ».

La découverte en 1900 par Landsteiner de « groupes sanguins » a permis certains espoirs.

Pour la première fois, des indications simples et biologiquement dé-

tectables autorisent le classement des individus en grandes catégories (A, B, O). L'existence et la reconnaissance, à la surface des globules rouges, de molécules spécifiques (ou antigènes) ouvrait tout le champ de la transfusion sanguine et permettait de comprendre pourquoi se trouvaient tolérés les sangs analogues et pourquoi ceux qui sont « incompatibles » provoquent dans l'organisme de vives réactions de rejet.

De multiples travaux s'efforcent alors de relier les prédispositions pathologiques à l'appartenance à tel ou tel de ces groupes. Tâche décevante et dont l'on soupçonnait bien, devant l'immensité des différences individuelles et le nombre limité des groupes sanguins identifiés (14, dont 3 principaux), qu'elle ne pouvait apporter la clé de la singularité humaine.

Les marqueurs cellulaires

En 1952, Jean Dausset, qui travaillait dans le service d'hématologie du professeur Jean Bernard, à l'hôpital Saint-Louis, observe pour la première fois au monde que les globules blancs, et non seulement les globules rouges, sont porteurs de « marqueurs cellulaires » (ou antigènes), déclenchant chez les patients transfusés, par la production d'anticorps, une réaction de défense.

Dès 1958, et sans que quiconque à l'époque soupçonne l'immense portée de sa découverte, il postule qu'il existe des « groupes leucocytaires » qui doivent jouer un rôle

important dans la réussite des greffes et il décrit, sous le nom de « TAC » (1), le premier marqueur (ou antigène) leucocytaire (ou tissulaire) connu.

L'équipe de Van Rood en Hollande et celle de Payne aux États-Unis confirment cette découverte, et les recherches se multiplient alors à l'échelle internationale pour l'identification de ces « marqueurs » tissulaires, dont on s'aperçoit très vite qu'ils jouent un rôle fondamental pour la survie des organes transplantés (2), et qu'ils sont le signe moléculaire de la parenté immunologique.

Recourant à la généralité et au dévouement peu communs de centaines de volontaires, l'équipe de l'hôpital Saint-Louis arrive en 1965 à définir une dizaine d'antigènes leucocytaires, et elle constate que leur présence ou leur absence révèle chez les individus de corrélations négatives ou positives très précises. Elle postule dès lors, et dans un certain scepticisme général, que les structures de ces marqueurs tissulaires doivent être commandées par un « système génétique » complexe, composé d'une série de gènes voisins sur un même chromosome (3).

Ce « système » est aujourd'hui connu, sous le nom de HLA (Human lymphocyte antigen), et l'on sait non seulement qu'il est commandé chez l'homme par une région du chromosome 6, mais encore qu'il s'agit, bien au-delà des simples groupes leucocytaires étudiés en 1958, de l'une des unités fonctionnelles les plus importantes des vertèbres, véritable centre de commande de la défense de l'organisme tant contre les agents extérieurs que pour le maintien de l'intégrité du soi.

Sur un segment de chromosome, qui ne représente que le millième du patrimoine héréditaire de l'homme, le nombre des combinaisons rendues possibles par le complexe de gènes connus à ce jour dépasse déjà le milliard. C'est dire la précision d'un tel marqueur moléculaire de la personnalité : c'est dire aussi l'infinité de la diversité ainsi permise, et qui explique qu'aucun individu, mis à part les jumeaux vrais, ne peut être semblable à un autre.

On crapaud à l'homme

Le mécanisme par lequel se trouve ainsi « débordé » et défendu l'intégrité, l'unicité du soi est retrouvé, avec des structures et des fonctions similaires, en une extraordinaire persistance évolutive, chez toutes les espèces de vertèbres. Il s'est perpétué, pratiquement inchangé, du crapaud à l'homme sur une période de l'évolution couvrant 300 millions d'années.

Les études bio-anthropologiques entreprises en 1972 par trente-deux laboratoires mondiaux et portant sur les groupes tissulaires de cinquante-quatre populations du globe ont permis non seulement de confirmer l'origine commune du chimpanzé et de l'homme, mais de comprendre et de révéler que l'homme est le plus sélectif qu'a dû jouer pour certaines populations la présence ou l'absence de gènes dont on sait aujourd'hui qu'ils conditionnent la susceptibilité à nombre de maladies et la qualité des défenses naturelles (ou immunologiques) qui leur sont opposées (4).

Les immunologistes (Mac Duff et Benacerraf notamment aux États-Unis) ont été les premiers à utiliser les initiales de trois premiers volontaires chez lesquels il fut reconnu (M.M. Moran, A.H. et Chertoff).

montrent, en effet, que l'intensité des réactions de défense à un agresseur spécifique donne une vue d'un individu à un autre en fonction de facteurs génétiques, et que certains des gènes qui commandent ces défenses modulées se trouvent en plein dans le système H 2 de la souris, équivalent du HLA humain.

On devine la portée que pourra revêtir la démonstration chez l'homme d'une telle observation, confirmée à présent chez d'autres animaux.

Dans le même temps, les recherches visant à déterminer le groupe tissulaire auquel appartiennent les patients atteints d'affections particulières indiquent de frappantes corrélations. Ainsi, 98 % des patients atteints d'un rhumatisme invalidant, la spondylarthrite ankylosante, ont un antigène dit B 27. Tous les individus relevant de ce groupe tissulaire ne sont pas atteints, mais le risque d'apparition de la maladie est, chez eux, cent vingt fois plus grand que dans l'ensemble de la population.

Des corrélations de cet ordre ont été à ce jour trouvées pour le psoriasis, pour un certain nombre d'affections hormonales, tels le diabète juvénile, la maladie de Basedow (thyroïde), pour des maladies du tube digestif (maladie cœliaque, hépatite chronique), et pour des maladies du système nerveux central (sclérose en plaques, myasthénie, etc.). Certaines sont classées parmi les maladies dites « auto-immunes », au cours desquelles l'organisme semble attaquer ses propres tissus.

Le mystère qui pesait sur la nature et la transmission de ces affections, dont le caractère familial paraît évident, semble pouvoir s'éclaircir dans les années à venir.

Dès à présent, la connaissance de leur corrélation avec certains groupes tissulaires autorise, par un dépistage précoce, tant une prévention qu'un traitement immédiat, et l'assurance d'un diagnostic plus sûr, et cela notamment chez les enfants menacés des familles dites « à risque » (diabète). Les mécanismes par lesquels peuvent s'expliquer ces maladies, jusqu'à présent mystérieuses, font l'objet de travaux passionnants, en cours actuellement, et qui permettent de les grouper en trois catégories, comme l'indique l'encadré ci-contre.

La fameuse notion du « terrain » s'appuie aujourd'hui sur des bases scientifiques précises, et les mécanismes de sa transmission familiale s'expliquent.

Les pronostics concernant les perspectives d'évolution des affections ainsi liées à certaines spécificités tissulaires deviennent, aux aussi, plus précis. Et des conseils eugéniques deviennent possibles, sur la base des déterminations des groupes tissulaires du père et de la mère, effectuées à l'aide d'une simple prise de sang.

Les volontaires artisans d'un succès scientifique

Le progrès des connaissances est, certes, dû au génie de ceux qui ont su combiner l'observation, le talent et la perspicacité au service d'une tâche entre toutes difficile.

Mais ces progrès eussent été inconcevables sans la générosité et l'indéfectible dévouement des cinq cents volontaires français qui, ayant répondu en 1961, puis en 1972, à des appels lancés par le professeur Dausset, dans le monde, n'ont cessé, durant toutes ces années, de se prêter à des greffes de peau expérimentales, à des prélèvements de sang ou de globules blancs, à des injections sensibilisantes ou immunisantes, à des groupages et à des contrôles.

Tous étaient bénévoles, et nombre d'entre eux arrivèrent

d'une collaboration mondiale comme seule la science en connaît, une page entièrement nouvelle, non seulement de la pathologie humaine, mais de la biologie tout entière.

Les années à venir verront se déployer, tant pour les sciences humaines que pour les sciences fondamentales, et appliquées, les perspectives sans précédent qu'ouvre pour l'étude de l'évolution, pour celle de la différenciation cellulaire, pour le mystère immunologique ou pour la clinique médicale, la découverte du substrat moléculaire et génétique de la singularité.

Trois hypothèses

La découverte de corrélations entre certains groupes tissulaires et certaines affections prouve sans ambiguïté qu'il existe dans la région chromosomique HLA un ou plusieurs gènes de susceptibilité à certaines maladies. Le mécanisme intime de l'action de ce ou ces gènes est inconnu. Des hypothèses relativement simples ont été avancées. Elles ne sont pas vérifiées : l'une consistait à penser que les molécules HLA servaient de récepteur pour des virus et l'autre à surimposer une similitude de structure entre les molécules HLA et certains virus, cette similitude entraînant au malade de se défendre contre une structure qu'il possède lui-même (hypothèse du mimétisme).

Trois hypothèses principales sont actuellement préférentielles. Elles ne s'excluent pas mutuellement.

1) Les gènes HLA sont eux-mêmes responsables. Ils gouvernent l'apparition de molécules présentes à la surface de toutes les cellules de l'organisme. Il a été montré chez la souris qu'une agression extérieure (virus ou produit chimique) peut modifier leur

structure. Ces molécules ainsi modifiées sont considérées comme étrangères par l'organisme, et les cellules qui les portent sont à l'état normal rejetées. Si ce dispositif de surveillance est troublé, la maladie pourra survenir.

2) Des gènes très proches du système HLA régissent la réponse immunitaire. Chez la souris il existe toute une gamme de gènes de réponse immunitaire (I) qui modulent spécifiquement la défense de l'organisme contre telle ou telle agression. Une anomalie d'un de ces gènes pourrait entraîner une susceptibilité particulière à un agent extérieur. Cette anomalie peut être tantôt un défaut, tantôt un excès de réponse, et dans ce dernier cas peuvent apparaître des lésions de destruction d'un organe par le malade lui-même (auto-immunité).

3) Dans la région HLA existent encore de nombreux autres gènes qui peuvent avoir subi une mutation pathologique. C'est le cas, par exemple, de maladies réceptives par défaut du système du complément entraînant des troubles du type lupus érythémateux.

SSOCIATIONS CONFIRMÉES ENTRE HLA ET MALADIES

MALADIES	Antigène prédominant	Fréquence parmi les malades	Fréquence parmi les témoins	Multiplication du risque de maladie par rapport aux autres personnes
MALADIES RHUMATISMALES.				
Spondylarthrite ankylosante	B 27	98 %	6 %	X 120
Syndrome de Reiter	B 27	78 %	6 %	X 40
Uvérite antérieure aiguë	B 27	58 %	6 %	X 30
MALADIES CUTANÉES.				
Psoriasis	BW 17	38 %	7 %	X 5
	B 13	19 %	5 %	X 5
Maladies avec atteinte articulaire :				
— sacro-iliaque et périphérique	BW 38	27 %	1 %	X 11
— sacro-iliaque seule	B 27	27 %	6 %	X 5
Maladie de Dühring	B 8	50 %	1 %	X 5
Maladie de Behçet	B 5	71 %	13 %	X 18
MALADIES GASTRO-ENTÉROLOGIQUES.				
Maladie cœliaque	B 8	57 %	14 %	X 6
Hépatite chronique active	B 8	37 %	14 %	X 4
Embochromatose	A 3	78 %	27 %	X 9
MALADIES ENDOCRINOLOGIQUES.				
Maladie de Basedow	B 8	37 %	14 %	X 4
Maladie d'Addison idiopathique	B 8	30 %	14 %	X 7
Diabète juvénile	B 8	54 %	14 %	X 2
MALADIES NEUROLOGIQUES.				
Sclérose en plaques	BW 15	35 %	12 %	X 3
Myasthénie	BW 2	70 %	16 %	X 5
	B 8	45 %	14 %	X 4

le hameau éditeur COMMENT COMPRENDRE LES MALADIES PSYCHOSOMATIQUES

par le Dr Gilbert TORDJMAN

Le médecin d'aujourd'hui est à l'aise pour traiter une varicelle ou une pneumonie, mais combien plus incertain devant une tégue, ou une douleur qui ne fait pas des preuves. A l'opposé, on reproche aux psychosomatiques d'oublier le corps du patient pour ne se préoccuper que de son discours. A mi-chemin de ces deux pôles émerge une nouvelle pathologie qui confère au symptôme une fonction de communication.

L'approche psychosomatique devrait être la règle, afin de ne pas soigner vainement des cas récidivants, qui plongent leurs racines dans des situations conflictuelles ou d'angoisse. La vraie santé d'une population est à ce prix.

24 F.T.T.C.

44, bd Exelmans, 75016 Paris. 22-62-16.

ROBERT LAFFONT

Une collection exemplaire ELLE

COMPRENDRE POUR GUERIR

Des médecins répondent clairement à toutes vos questions

Titres parus

Dr Georges Halpern
L'ALLERGIE ET LA PEAU

Dr Louis Laffont
L'INFARCTUS du myocarde

Dr Pierre Thiriot
L'ARTÉRIOSCLÉROSE

Dr René Giacobi
L'ASTHME

Dr Jacques Thiriot
LA CONSTIPATION et ses conséquences

Dr Richard Dabrowski
LA DÉPRESSION dite NERVEUSE

Dr Philippe Stora
LES DOULEURS DU DOS

Dr Edmond Sclafani
LES INSOMNIES et le sommeil

Dr Pierre Bakouch
LA MIGRAINE et les maux de tête

Dr Michel Vial
L'ULCÈRE D'ESTOMAC

Dr P. H. B. B. B.
LES VARICES

Dr A. B. B. B.
Petit guide médical de VOS VACANCES

Diagnostic prénatal : de nouveaux espoirs

Le diagnostic prénatal assorti du conseil génétique permet aux futures mères présentant de « hauts risques » de connaître, à un stade précoce de la grossesse, l'éventuelle anomalie chromosomique ou métabolique du fœtus qu'elles portent, et de recourir, si elles le désirent, à l'avortement thérapeutique (le Monde du 25 février 1976). De nos jours, un certain nombre d'affections du fœtus sont repérables au moyen d'une amniocentèse pratiquée à la sixième semaine de la grossesse, puis de la culture des cellules embryonnaires dans des laboratoires spécialisés. Ces techniques donnent d'excellents résultats, comme l'ont montré plusieurs communications au colloque réuni à Paris du 3 au 5 juin sous l'égide de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

Avant plus de dix mille diagnostics prénatals posés en Europe, les résultats sont reconnus exacts à 99 % et l'amniocentèse se révèle sans aucun danger pour la mère et pour l'enfant. C'est donc un bilan de satisfaction qu'ont dressé généticiens, gynécologues et biochimistes. Mais il semble possible de faire beaucoup mieux et deux axes de recherches mobilisent essentiellement les scientifiques : tout d'abord, s'il n'y a plus de progrès à attendre de l'amniocentèse, il y en a d'immenses à attendre du champ qu'elle a ouvert avec l'observation du liquide amniotique et la culture des cellules qui en sont issues.

Si toutes les anomalies chromosomiques (dont la plus connue est le mongolisme) sont aisément décelables, c'est loin d'être le cas des maladies métaboliques héréditaires, souvent rarissimes, qui peuvent porter sur l'un des milliers de gènes qui participent de manière essentielle aux chaînes de réactions qui assurent les grandes fonctions de l'organisme. Le blocage d'une de ces réactions, entraînant le blocage de toute la chaîne, perturbe gravement le comportement physique et psychique de l'individu porteur. On connaît plus de deux mille maladies métaboliques, et pour le moment, les examens faits à partir du liquide amniotique ne permettent d'en déceler qu'une quarantaine.

Les autres voies de recherches visent à trouver, sans recourir à l'amniocentèse ni à la culture cellulaire, des signes annonçant les différentes anomalies, soit par observation externe du déroulement de la grossesse qui témoignerait de cette aberration interne, soit par analyse du sang de la mère qui contiendrait un produit anormal en quantité et en qualité, témoignant à l'excès du désordre fœtal. Le but étant d'avoir des moyens de diagnostic, avant la naissance du premier enfant anormal, l'affection invalidante. Pour le moment, l'amniocentèse n'est faite qu'après la naissance d'un premier enfant anormal et seulement dans le cas où l'on estime que l'anomalie est génétique.

La première voie de recherches (observation externe) n'a pas, pour le moment, reçu le moindre commencement de preuves, et il n'existe pas encore pour le moment de symptômes dans la pathologie de la grossesse qui indique la croissance d'un fœtus anormal. La seconde voie (analyse du sang) laisse en revanche

entrevoir un premier espoir. En effet, deux médecins britanniques, le docteur Brock, d'Edimbourg, et le docteur Wald, d'Oxford, ont montré l'intérêt que pouvait présenter la mesure du taux d'alpha-fœtoprotéine dans le sang de la mère pour diagnostiquer au moins deux affections : le spina bifida (1) et l'anencéphalie.

L'alpha-fœtoprotéine, comme son nom l'indique, présente l'intérêt de n'exister en grande quantité qu'à la période fœtale. Cette protéine ne se retrouve jamais de façon significative chez l'adulte normal, donc chez la femme enceinte, au moins que le tube neural du fœtus ne soit mal fermé, auquel cas l'alpha-fœtoprotéine est libérée en grande quantité dans le liquide amniotique, traverse la barrière placentaire et se retrouve dans le sang maternel. Le dosage systématique (peu coûteux) de l'alpha-fœtoprotéine dans le sang maternel semble permettre, au moins dans 50 % des cas, de déceler à coup sûr, dans une population de femmes « tout venant » soumises à l'analyse, la présence d'un enfant atteint de ces deux affections.

L'enjeu est grand, notamment pour les populations d'origine celtique, et surtout en Ecosse, qui compte huit enfants touchés sur mille, et, en France, en Bretagne (une naissance sur trois cents contre une sur mille cinq cents en Alsace). Les recherches visent à affiner les dosages pour que ce pourcentage d'anomalies révélées soit plus élevé. Mais il est d'ores et déjà considéré comme des plus intéressants, puisque, ce jour, il évite, s'il est fait systématiquement à une femme sur deux, la naissance du premier enfant anormal. Lorsque le dosage sanguin est positif, l'amniocentèse peut être faite pour confirmation. Les Britanniques ont pris la décision de la proposer systématiquement à toutes les femmes enceintes écossaises. Il ne paraît pas déraisonnable de l'envisager pour le nord-ouest de la France.

Mais au-delà de ces résultats précis très encourageants, ce nouveau moyen de diagnostic prouve tout l'intérêt des recherches menées dans cette direction. Il montre aussi la nécessité de poursuivre les recherches fondamentales sur les protéines fœtales qui n'ont pas jusqu'à présent retenu assez l'attention.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

(1) Malformation congénitale caractérisée par l'absence de colonne médullaire des vertèbres.

Berck ou l'industrie de la santé

Située à 45 kilomètres au sud de Boulogne, sur la rive nord de la baie d'Audoubert, Berck, commune de dix-sept mille habitants, compte trois mille lits d'hospitalisation répartis en six établissements, où la tuberculose n'est plus l'objet essentiel d'attention. Berck s'est reconstruite voilà une vingtaine d'années dans

le traitement de l'appareil locomoteur, des anomalies congénitales aux séquelles d'accidents et aux lésions rhumatismales.

Mais cet énorme ensemble hospitalier, réparti entre le public et le privé, doté de très bonnes équipes médicales et chirurgicales, est loin d'être sans problèmes

quant à sa qualité, sa modernisation et ses affectations. C'est le cas, en particulier, de l'hôpital maritime, qui appartient à l'Assistance publique de Paris, objet d'excursions de conception et de conflits locaux, et qui pourrait devenir, un an des élections, un enjeu politique.

Quand on prononce le nom de Berck, le son du dictionnaire médical. A moins d'être seul, on ne peut pas dire Berck sans évoquer le basket-ball, l'équipe locale, remportée plusieurs fois la titre national et disputé en conséquence, la coupe d'Europe des clubs, — plus d'un Français et plus d'un étranger ont sûrement le même réflexe. Et pour cause : rarement, une cité tout entière, sans véritable rapport avec les classiques villes de cure, s'identifie autant avec l'univers des hommes en blanc.

Trois mille lits d'hospitalisation, répartis en six établissements principaux, pour une commune de dix-sept mille habitants : apparemment, c'est la Byzance d'Hippocrate. Vue sous un angle moins mythologique, Berck incarne aussi, dans la France de 1976, un certain manichéisme en matière médicale : d'une part, le domaine public, représenté par l'hôpital maritime et l'hôpital civil, qui nourrit depuis quelques années une polémique sans fin, et d'autre part, tout un secteur privé, hautement spécialisé, qui opère avec efficacité et prospère sans bruit.

Pour beaucoup, la situation climatique de la Côte d'Opale, située sur la rive nord de la baie d'Audoubert, à 45 kilomètres au sud de Boulogne, évoque encore, au grand dam des Berckois, le spectre de la tuberculose osseuse et la triste image d'enfants scrofulés, allongés sur les célestes « gouttières » ou chariots roulants. Ce fut vrai pendant un siècle, jusqu'à la découverte des antibiotiques.

A la fin des années 1850, le docteur Perrochaud, médecin des enfants assistés de Paris, remarque le premier les bienfaits de l'air de Berck, puisant à l'aérodrome marin riche en iode, et les vertus curatives de l'eau de mer sur les petits pensionnaires, gravement atteints de rachitisme, confiés alors à une veuve, Marie Anne Brillard, surnommée Marie Anne Toute Seule. La vie intéressante que mène l'impératrice Eugénie — elle-même préoccupée par la santé de son fils — pour les observations du docteur Perrochaud et la générosité de la famille Rothschild lancent la station. Des hôpitaux sont construits, animés par les meilleurs chirurgiens spécialistes de l'époque. L'« école de Berck » naît, de efforts de parer, de la cour de Russie aux plus humbles mesures, misère et noblesse mêlées. La chronique locale situe l'apogée de la cité autour des années 1930.

Un malade « chez lui »

Trois éprouvés pendant la deuxième guerre mondiale — elle est un pan du mur de l'Atlantique, — la ville connaît péniblement de ses cendres ; son aspect général plutôt laid, encore aggravé par des constructions récentes, et à peine racheté par un joli front de mer, étale sur plusieurs kilomètres de sable fin, en témoigne toujours aujourd'hui. Berck reprend à peine son activité, quand l'apparition de la streptomycine (1947) et d'autres antibiotiques, au début des années 1950, révolutionne le traitement de la tuberculose. Le fleau disparaît presque complètement, en peu de temps. En 1976, seulement 3 % des malades concentrés dans la commune du Pas-de-Calais en sont atteints. Parmi eux, très peu de Français de la métropole.

La station de la Côte d'Opale s'est donc reconstruite, il y a déjà une vingtaine d'années, dans un univers de soins de l'appareil locomoteur : anomalies congénitales et troubles de croissance du squelette, séquelles de lésions graves du neurone central, suites compliquées des traumatismes — on ose dire — osseuses prolongées. Idéalement rhumatismales. Les hôpitaux se sont spécialisés : réduction des paralysies pour l'Union des établissements hélio-marins (781 lits), orthopédie générale et rhumatologie pour l'Institut Calot (706 lits), réduction respiratoire, notamment pour l'Institut Cazin-Perrochaud, uniquement réservé aux enfants (350 lits), réduction motrice pour la Fondation franco-américaine (425 lits) — tous établissements privés à but non lucratif. L'hôpital maritime de la Ville de Paris (422 lits),

Opposition du conseil municipal

Cette attitude de la population berckoise s'explique à la fois par une tradition humanitaire bien ancrée depuis l'exemple de Marie Anne Toute Seule, et par un intérêt local bien compris. Même si, selon le maire de la ville, le docteur Guy Malgouzo (Centre démocrate), l'ensemble hospitalier « ne rapporte pas un franc direct à la commune », la station de la Côte d'Opale vit avant tout de l'« industrie de la santé » : celle-ci assure plusieurs milliers d'emplois et attire pour une grande part dans le chiffre d'affaires du commerce berckois.

De l'avis général, le secteur hospitalier privé de cette commune du Pas-de-Calais est remarquable, moderne et techniquement des installations hospitalières et médicales, importance et compétence des équipes de spécialistes. Certains praticiens jouissent d'une renommée internationale, et les techniques de pointe les plus avancées sont employées, grâce aussi à un institut de recherches sur les maladies du squelette, commun

au groupement interhospitalier des établissements de Berck.

Une visite de l'Institut Calot, dirigé par M. Frère, confirme dans cette impression : vingt-huit médecins, y exercent à plein temps et, au total, six cent cinquante personnes y travaillent. « Dans des conditions scientifiques exceptionnelles », affirme le docteur Cotrel, un des meilleurs spécialistes mondiaux des déviations du rachis (scoliose et cyphose). Chaque année, quelque deux cents orthopédistes étrangers visitent cet établissement et certains y effectuent un long stage de formation. « L'incomparable outil de travail dont nous disposons, ajoute le docteur Cotrel, a énormément contribué à l'installation à Berck d'équipes homogènes. Par exemple, nous sommes ici, à l'Institut Calot, cinq médecins travaillant depuis vingt-cinq ans. »

Rien de vraiment semblable dans le secteur public, c'est-à-dire d'abord à l'hôpital maritime. Question de conception, de statut, d'honoraires ? Là aussi, pourtant, le plateau technique est vanté. « Il est malheureux qu'il tourne au ralenti », dit un responsable de l'établissement. Il faudrait entrer ici dans une querelle politico-médicale qui a coûté, en mars 1971, la mairie de Berck à M. Marcel Béraud, actuel député U.D.R. du Pas-de-Calais, et qui risque fort de mettre en difficulté son successeur, six ans après.

L'hôpital maritime appartient à l'Assistance publique de Paris. C'est là le gros point d'achoppement. Sévèrement décrié durant la dernière guerre, il a été reconstruit suivant les plans du Second Empire : immenses salles communes. Une erreur monumentale dénoncée aujourd'hui par tous. Devenu inexploitable, l'un des très vastes bâtiments, baptisé du nom du docteur Perrochaud et situé juste sur le front de mer, a été fermé vers 1970, supprimant quelque cent cinquante lits. C'est toute l'origine de l'« affaire ».

La modernisation de ce bâtiment coûtait la dernière estimation remontée déjà à deux ou trois ans — 6 millions et demi de francs. Etait-ce trop pour l'Assistance publique ? Selon le docteur Guy Malgouzo, le budget de l'hôpital maritime est supérieur à celui de la ville de Berck, lequel est de l'ordre de 20 millions de francs, et, selon M. Marcel Béraud, le déficit annuel de cet établissement public est de 5 millions de francs. Mais la grande dame parisienne souhaite-elle, précisément, maintenir en l'état un tel « monument », dans une cité excentrée, difficile d'accès, où médecine et malades dépendant d'elle consentent de moins en moins à aller ? L'hôpital maritime souffre gravement, aujourd'hui, de cette double carence : moins de dix praticiens, dont plusieurs internes, à plein temps, et à

peine quatre cents malades, sur des hectares de bâtiments et de terrains.

Diverses solutions ont été envisagées : donner à l'hôpital maritime une nouvelle vocation, de dimension régionale ; y transférer l'hôpital civil, saturé depuis longtemps — un accord vient d'intervenir portant seulement sur vingt-cinq lits, — et même... fermer carrément l'établissement d'ici quatre ou cinq ans. Les syndicats, appuyés par une majorité de conseillers municipaux, rejettent naturellement cette dernière hypothèse, qui priverait de leur emploi quatre cent cinquante personnes. L'indifférence d'un grand nombre d'élus du département et de la région, peu soucieux de venir financièrement au secours du propriétaire parisien, les polémiques de caractère électoral qui entourent cette affaire depuis l'origine et qui rappellent aux Berckois l'activité de crustacés décapodés dans un cabas, l'absence de véritables négociations entre toutes les parties intéressées, contribuent à compliquer d'autant plus la situation que le docteur Guy Malgouzo entend avant tout rénover et agrandir l'hôpital civil.

Locaux vétustes, liés dans les couloirs, personnel insuffisant (un seul chirurgien, débordé de travail) : l'hôpital public général est dans un triste état, qui jure dans cette ville à vocation hospitalière. Si tout le monde à Berck admet la nécessité d'un établissement moderne adapté aux besoins de la population, le plan de reconstruction présenté par le maire et estimé à 4 millions et demi de francs (dont environ 3 % à la charge de la commune) est, lui, vivement contesté, au sein même de l'assemblée municipale.

Selon les conseillers — sur vingt et un rééligibles — y sont opposés, et certains soupçonnent le docteur Guy Malgouzo de tenir d'autant plus fortement à son projet qu'il possède un important laboratoire d'analyses médicales. « Tel qu'il est conçu, dit un élu berckois, ce plan de rénovation s'écroulerait que très faiblement la capacité de cet hôpital et tout serait à refaire dans quelques années. » La majorité du conseil municipal préfère tourner ses regards vers l'hôpital maritime, en partie inoccupé. A un an des élections, ce conflit n'est pas de nature à assainir le climat politique de la station de la Côte d'Opale. Il reste toujours aux Berckois et aux touristes — la cité abrite jusqu'à cent mille habitants pendant les mois d'été — la possibilité d'aller, sous le vent envahissant qui balaye d'un bout à l'autre de l'année ou presque l'immense esplanade, respirer un air marin qui tendrait contre bactéries au métro cube contre huit en forêt de Fontainebleau et plusieurs centaines de milliers à Paris...

MICHEL CASTAING.

POINT DE VUE 1976 : un tournant pour l'éducation sanitaire et la prévention

par MICHEL LE NET (*)

a retenu, dans le VII^e Plan, un programme d'action prioritaire en faveur de la prévention.

Il appartient au Comité français d'éducation pour la santé (C.F.E.S.) de mettre en œuvre cette volonté de promouvoir la santé et d'améliorer ainsi la vie sociale. Cette amélioration passe par la lutte contre les agressions de l'environnement (bruit, pollution, etc.), mais plus encore par l'action personnelle de chacun. Par exemple, la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme demande non pas une action autoritaire et dirigée, mais une formation de chaque citoyen.

Si la prévention est restée le parent pauvre en matière de santé, c'est par suite de la difficulté rencontrée jusqu'à présent pour en apprécier l'efficacité.

Les pouvoirs publics ont pris conscience depuis moins de cinq ans de l'impact formidable des campagnes d'information pour lutter contre les principaux fléaux sociaux : la sécurité routière en est un très bon exemple. Depuis longtemps, d'autres pays ont montré la voie qu'il fallait suivre en ce domaine. Au Canada, par exemple, les télé-spectateurs peuvent voir chaque jour sur leurs écrans des messages leur conseillant de faire du sport, ou leur apprenant à bien se nourrir.

C'est pourquoi le Comité français d'éducation pour la santé a été chargé d'étudier pour le compte du ministère de la santé les actions les plus efficaces qui pourraient être développées afin de contribuer à l'amélioration de la santé et de la

vie sociale. Les crédits qu'il reçoit du ministère ont été triplés en 1975 par rapport à ce qu'ils étaient en 1973. Son budget total, alimenté aussi par les caisses de Sécurité sociale, devrait atteindre 80 millions de francs en 1980.

Chaque année, le Comité développera trois ou quatre grandes campagnes d'information, portant chacune sur un thème différent choisi par le ministère de la santé. A titre d'exemple, dès octobre prochain, sera lancée une campagne sur l'usage du tabac, qui durera deux mois. Ce sera la première campagne de cette importance lancée par les pouvoirs publics sur un sujet concernant la santé : ce sera la première étape d'une action à long terme engagée contre le tabagisme et qui se développera suivant un programme de trente ans.

Ces campagnes d'information utiliseront très largement la télévision, la radio, l'affichage, la presse. Les relais d'opinion que sont d'une façon privilégiée les enseignants, les médecins, les pharmaciens seront appelés à y participer.

L'efficacité de ces actions sera constamment mesurée à partir d'un « tableau de bord » constitué d'indicateurs faisant apparaître, par exemple, la consommation de tabac, l'évolution de l'opinion publique à son égard, et dans toute la mesure du possible, la morbidité et la mortalité associées.

La volonté qui s'inscrira ainsi dans les faits de faire de la prévention la priorité en matière de santé devrait permettre à la France de reprendre la place de choix qu'elle a connue dans ce domaine.

(*) Délégué général du Comité français d'éducation pour la santé.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de juin est paru

LE BACCALAURÉAT

Comment notent les correcteurs ?

Comment corrige-t-on le baccalauréat ? Tous les examinateurs ont-ils la même manière de lire une copie, d'interpréter l'oral ? Sinon, à quel moment les différences ? Pourquoi est-on plus ou moins sévère ? Ces questions, tout est en jeu — et leurs familles — se posent.

Une enquête menée par trois psychosociologues apporte de nombreux éléments de réponse. Elle montre que le comportement des correcteurs dépend directement de leurs opinions sur l'éducation et sur l'évolution générale de l'enseignement.

Dans le même numéro : ce que tous les candidats doivent savoir sur le fonctionnement et l'organisation de l'examen, et une comparaison de la baccalauréat dans cinq pays étrangers (Belgique, Italie, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, États-Unis).

Egalement au sommaire :

Un débat sur la communalité. L'environnement, discipline scolaire ? Du bon usage de la linguistique. Apprendre les langues par la relaxation. Réflexions sur la crise universitaire. La formation des travailleurs sociaux. Les métiers du transport. L'enseignement de l'informatique aux États-Unis. Une enquête anglaise sur les méthodes nouvelles et traditionnelles d'enseignement. Le chômage des instituteurs en Suisse. Les livres. Les revues.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Etranger : 68 F

5, rue des Italiens - 75242 Paris Cedex 09

LA CIE INTERPROFESSIONNELLE DE FINANCEMENT
INTER FIMO
FINANCE
au mieux
L'INVESTISSEMENT PROFESSIONNEL FAMILIAL
du PRATICIEN DE SANTE
213, bd Raspail - PARIS 14
Tél. 633.22.76 et 326.02.73

هكذا من الذليل

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

Le monde de la mère
Industrie de la santé

SCIENCES

La récupération de l'eau chaude des centrales nucléaires

Pénurie d'énergie ou défaut de volonté politique

« La France ne manque pas d'énergie, elle manque de volonté politique », disait un spécialiste industriel au cours d'une journée organisée à Pierrelatte sur la récupération des eaux chaudes usées de l'usine d'enrichissement d'uranium. Une faible partie de ces eaux chaudes servent, en effet, à titre expérimental, à chauffer 1,5 hectare de serres (« le Monde » du 9 juin). D'autres expériences analogues se déroulent à Saint-Laurent-des-Eaux, avec l'eau chaude d'une centrale nucléaire, à Grenoble et à Cadarache.

Mais ces projets de démonstration n'ont qu'une valeur limitée, et nul n'étudie de manière précise leur rentabilité. Or bien des installations industrielles, dans le domaine de la sidérurgie ou du pétrole, et toutes les centrales électriques, qu'elles soient alimentées par du charbon, du fuel ou de l'uranium, rejettent dans l'air ou dans l'eau de la chaleur que l'on ne songeait pas jusqu'à présent à récupérer. Les deux tiers des calories produites par les centrales thermiques sont ainsi rejetées dans les cours d'eau ou à la mer sous forme d'eau à 30°C environ.

L'offre est donc considérable. La demande de calories, pour le chauffage urbain et pour les utilisations industrielles, ne l'est pas moins. Mais rien jusqu'à présent n'a été fait pour établir une corrélation entre les deux. Le ministère de l'Industrie a constitué, en octobre 1975, une commission présidée par M. Leroy pour étudier ces problèmes. Mais la rédaction du rapport final, attendue au mois de mars dernier, n'est toujours pas achevée, compte tenu des réticences d'E.D.F. à l'utilisation de la chaleur perdue. Le rapport, cependant, devrait être remis au ministre dans les prochains jours.

Un second secteur où la demande est forte est le secteur industriel, qui a des besoins de chaleur à moyenne température (150 à 300°C), environ 20 M.T.E.P. en 1985. A cette date, la demande de chaleur à moins de 300°C sera considérable: 67 M.T.E.P. Or, en 1973, les centrales thermiques françaises ont rejeté 20 M.T.E.P., et les rejets dépasseront 50 M.T.E.P. en 1985. De leur côté, les sidérurgies crachent des gaz très chauds à la sortie des hauts fourneaux, les raffineries de pétrole brûlent les leurs à la torche.

L'eau rejetée par des installations industrielles dépasse le plus souvent 60°C et est directement utilisable, surtout avec l'aide de pompes à chaleur (1). Celle des centrales thermiques, à 30°C, n'est pas directement utilisable pour le chauffage des locaux. Même les serres et les viviers doivent être installés à quelques kilomètres ou dizaines de kilomètres, sinon les pertes thermiques ou le coût de l'isolation des canalisations sont trop élevés.

Pour utiliser l'eau chaude perdue des centrales pour le chauffage, il faut en élever la température à 80-90°C, ce qui implique de modifier la turbine et d'augmenter la pression dans les condenseurs. Le rendement de la centrale en électricité diminue alors de 12 à 20 %, selon la température recherchée, mais les calories produites peuvent être alors utilisées et non rejetées en pure perte. Électricité de France est pratiquement le seul parmi les producteurs d'électricité européens à avoir refusé de considérer l'utilisation des calories perdues au sein d'un groupe de travail constitué à Bruxelles par la Communauté économique européenne.

L'Allemagne fédérale consacre des sommes très importantes, 140 millions de deutschemarks, à l'installation du chauffage urbain dans les zones industrielles de la Ruhr. Le Danemark a élaboré un plan général intense, où une source d'appoint est toujours utilisable. Un second secteur où la demande est forte est le secteur industriel, qui a des besoins de chaleur à moyenne température (150 à 300°C), environ 20 M.T.E.P. en 1985. A cette date, la demande de chaleur à moins de 300°C sera considérable: 67 M.T.E.P. Or, en 1973, les centrales thermiques françaises ont rejeté 20 M.T.E.P., et les rejets dépasseront 50 M.T.E.P. en 1985. De leur côté, les sidérurgies crachent des gaz très chauds à la sortie des hauts fourneaux, les raffineries de pétrole brûlent les leurs à la torche.

Pas de difficultés insolubles

Créée il y a un an et demi par le ministère de l'Industrie et de la recherche, l'Agence pour les économies d'énergie (A.E.E.) n'a pas jusqu'ici osé affronter de face le problème. Les centrales nucléaires continuent d'être décidées sans que des mesures conservatoires aient été prises, pour permettre ultérieurement la production de chaleur, comme l'ont demandé certains membres de la commission Leroy, notamment M. Magnin, député, et le sénateur Philippe Fleury. L'A.E.E. a toutefois obtenu que la construction de l'usine d'enrichissement de l'uranium d'Eurolif prévise les équipements nécessaires à la récupération des eaux chaudes des compresseurs: 500 mégawatts thermiques avec de l'eau à 50°C, 150 mégawatts avec de l'eau à 70°C. Un groupement d'industriels doit être constitué pour étudier le coût du réseau et vendre les calories aux utilisateurs intéressés.

L'utilisation des eaux chaudes perdues en France se heurte à de nombreuses difficultés, dont aucune n'est insoluble. En particulier, il n'existe guère d'organismes producteurs et vendeurs de chaleur, comme c'est le cas pour l'électricité. Les sites des centrales ont été choisis par E.D.F. assez loin des villes, mais l'urbanisation poussée — la moitié de la population française se trouve dans des agglomérations de plus de cent mille habitants — et la demande en énergie des secteurs industriels et tertiaires qui se développent dans les zones urbaines justifient aisément l'utilisation rapide des eaux de certaines centrales classiques et nucléaires: par exemple, la centrale de Saint-Omer pour le nord de Paris, la raffinerie de Feyzin pour le sud de Lyon, les centrales du Bugey pour toute la ville, la centrale des Anserettes pour Lille... Des études ont été faites pour la région de Nantes, de Mulhouse-Colmar, de Marseille. Actuellement, le prix de la thermique est de 9 centimes, et l'on pourrait consentir des investissements élevés de 500 000 francs à 600 000 francs par appartement moyen. Il faudrait aussi tenir compte à l'avance de la localisation des besoins avant de choisir les sites et la puissance des centrales en fonction des seuls besoins de refroidissement et du nombre de centrales à implanter en un seul parc. Il faudrait enfin que les systèmes de chauffage urbain cessent d'être optimisés pour de l'eau à 200°C. Alors le chauffage urbain, qui alimente 7 % des logements en Allemagne, pourrait se généraliser en France à la place de l'électricité, coûteuse, et qui est produite au prix d'un gaspillage énorme de calories.

DOMINIQUE VERGÈSE

(1) Une pompe à chaleur préleve des calories dans de l'eau ou dans l'air pour les transférer dans le milieu à réchauffer. Elle présente l'avantage de ne consommer que l'énergie nécessaire pour la fourniture de la chaleur d'appoint, à partir d'une source de calories déjà à une certaine température.

(Publicité)

A l'occasion du VI^e congrès
de l'U.G.I.C.T. les 18-19-20 juin 1976

“ le rôle social des cadres ”

sera au centre des préoccupations
du

grand rassemblement des jeunes

Ingénieurs, cadres, techniciens, étudiants

organisé le 18 juin à 18 h 30
salle des Congrès
Hôtel de ville de Nanterre
Hauts-de-Seine

sous la présidence de René Le Guen
secrétaire général de l'U.G.I.C.T.

prendront la parole

J.-L. Demarty, président du C.E.J.I.C.T.
J.-L. Mano, président de l'U.N.E.F.
M. Fizin, président de l'U.G.E.

Georges Séguy s'adressera à l'ensemble
des congressistes et des jeunes

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de cheveux usés ou courts de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu malade.

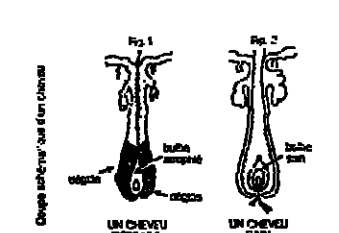
DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu hyper sensible ou tendu, des cheveux très secs ou très gras, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir cheveu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE



L'AVIS

D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écarter. Un SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les



possibilités d'amélioration, ainsi que sur le coût et le mode de traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption de lundi au vendredi de 11 h. à 20 h. et le samedi de 10 h. à 17 h.

PARIS

4, rue de Castiglione (1^{er})
Tél. : 260-38-84

LILLE : 15, rue Faidherbe.
Tél. : 51-21-19.
BORDEAUX : 34, place Gambetta.
Tél. : 48-06-34.
TOULOUSE : 42, r. de la Pomme.
Tél. : 23-25-84.

OPERATION

POSE

POUR QUELQUES JOURS SEULEMENT

SANS SUPPLEMENT DE PRIX

POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOQUETTES SUPERIEURES A 1000F PASSES AVANT FIN JUIN 1976

MONDIAL MOQUETTE

et toujours : LES PRIX LE CHOIX et LE STOCK

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

LE PLUS GRAND SOLDEUR

PARIS 18 : 114, rue Damremont
Tél. : 608.05.73

SAINT-DENIS : 73, rue de la République
Tél. : 820.92.93

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 5^{me} arr. des Lilas
Tél. : 858.15.46

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni
Tél. : 605.45.12

COGNIERES (N. 10), pres Trappes - route du Pont d'Aulneau
Tél. : 451.70.12

Maisons-Alfort : 123, rue Jean-Jaurès - R.N. 5
Tél. : 368.44.70

FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Pres gare S.N.C.F.
Tél. : 471.03.44

PARIS 13^e : 40 quai d'Austerlitz
Tél. : 331.72.38

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc - R.N. 17
Tél. : 990.00.77

PARIS 14^e : 90, bd Jourdan 60 m Porte d'Orléans
Tél. : 539.38.62

PARIS 19^e : 144, bd de la Volante
Tél. : 203.30.79

SCIENCES

BIOLOGIE ET POLITIQUE

La stupéfiante affaire Lyssenko

(Suite de la première page.)

Il ne s'agit pas de la promotion rapide d'un technicien efficace, mais d'une théorie expliquant les raisons de ses succès sur le terrain. Commence alors un processus totalement aberrant d'élaboration d'un système philosophico-politique dont on a peine à imaginer qu'il ait pu entraîner la conviction de quiconque. Une série d'affirmations sans preuves, de citations tronquées, d'interprétations tendancieuses, de mensonges, d'écoulements venimeux aboutit à une théorie qui se veut une explication générale du vivant et de son évolution, et qui n'est qu'un échafaudage verbal : les lois de Mendel sont fausses, les expériences de Morgan sont sans valeur car elles sont « métaphysiques et idéalistes », la théorie chromosomique de l'hérédité est fautive car elle est incompatible avec le matérialisme dialectique ; par contre l'hérédité des caractères sociaux est nécessairement réelle car elle est seule compatible avec le matérialisme.

Considéré comme un homme de science par les théoriciens du parti communiste (notamment L. Prizant), comme un technicien efficace par les responsables politiques (en premier lieu par Staline lui-même, puis par

Khrouchchev), Lyssenko parvient à imposer son système : au cours d'une session de l'Académie des sciences agricoles, en août 1948, toute opposition est liquidée ; désormais, toute référence à la génétique, tout enseignement de cette science, sont interdits. Bien plus, le lyssenkisme devient une donnée dont doivent s'accommoder les théoriciens, ce qui contribue à l'élaboration de l'absurde théorie des « deux sciences », l'une bourgeoise, qu'il faut combattre, l'autre prolétarienne, qu'il faut promouvoir.

L'apogée de Lyssenko devait être de courte durée : élaboré à partir de succès techniques réels, mais mal interprétés, son système était si aberrant que les techniques que l'on pouvait en déduire étaient le plus souvent catastrophiques : le « grand plan de transformation de la nature » lancé par Staline en 1949 repose en grande partie sur les idées de Lyssenko ; dès 1952, l'échec (D. Lecourt qualifie cet échec de « désastre ») est évident. Peu à peu, son influence, en fait, se réduit : Khrouchchev, en lançant la campagne en faveur du matérialisme dialectique, a fait passer la recherche génétique ; en 1953, le conseil des ministres de l'U.R.S.S. décide de favoriser toutes les recherches en biologie, y compris, implicitement, la génétique ; mais ce n'est qu'au début de 1955 (un siècle après la publication de l'œuvre de Mendel) que Lyssenko est finalement « démissionné ». Il est maintenant à la retraite, mais sa présence a été signalée à la dernière séance solennelle de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. (le 10 octobre 1975).

Comment un tel processus a-t-il pu se dérouler dans un grand pays aux ressources intellectuelles immenses, et où, justement dans le domaine de la génétique, des équipes nombreuses avaient réalisé des recherches de grande valeur ? Rappelons que, sur instruction personnelle de Lénine, le botaniste N. I. Vavilov, de réputation internationale, avait été chargé, en 1920, d'animer la recherche agronomique, y compris la génétique ; sous son impulsion, l'U.R.S.S. avait atteint au début des années 30 un niveau remarquable : éliminé par Lyssenko, Vavilov fut arrêté en 1940, condamné à mort, et mourut en prison en 1943.

A cette question, dont Louis Althusser demande dans son avant-propos qu'elle soit ouvertement et clairement posée, Dominique Lecourt s'efforce de répondre en philosophe marxiste. Appliquant le précepte de Lénine, rappelé par Althusser : « Il est plus grave de s'aveugler et de se faire sur une déroute que de la subir ; sur une erreur que de la commettre », il analyse avec minutie les attitudes des politiques, des philosophes, des scientifiques soviétiques qui ont permis ou favorisé cette effroyable aventure, et en tire les conséquences. A vrai dire, certaines nuances de son analyse peuvent paraître étonnantes, compréhensibles des seuls initiés, bien au fait des querelles de chapelles ; mais le propos de l'auteur nécessite ces nuances : il ne cherche pas seulement à montrer que le marxisme sort indemne de l'aventure lyssenkiste (comme un chrétien montrerait que sa foi n'est pas entamée par les erreurs de l'Eglise à propos de Galilée), il veut le rendre plus clair grâce à une meilleure compréhension des processus en jeu : une erreur n'est utile que si l'on peut ensuite la rectifier, mais en analyser les causes.

Cet objectif pourrait être celui de tous les scientifiques, marxistes ou non ; en donnant de l'affaire Lyssenko une interprétation trop simple, ils perdent l'occasion d'une réflexion enrichissante. Tout ramener à l'intrusion abusive d'un pouvoir dictatorial dans la science, tout expliquer par un égarement politique, masque une réalité qui n'est pas seulement présente dans la science soviétique. Lyssenko et tous les chercheurs qui l'ont suivi, car il n'était pas seul, n'ont pas été des jouets dociles aux mains de Staline, ils ont déclenché eux-mêmes, au nom de la science, un processus qui s'est trouvé amplifié par la forme du pouvoir en U.R.S.S., mais qui n'est que si l'on peut encore, apparaître en de tous autres lieux.

Retenons ici deux aspects de leur démarche. Le premier est l'argument d'efficacité : il est vrai que, au cours des années 30, toute la génétique avait moins apporté pour l'amélioration des rendements que les techniques empiriques de Lyssenko et Mikhoudine. En fait, d'autres, certes, ont, même actuellement, la génétique, ait, dans ce domaine, atteint toute l'efficacité que l'on peut en attendre ? La pratique de l'amélioration des plantes et des animaux est plus souvent à base de techniques statistiques que de raisonnements méthodiques ; car le lien entre les concepts génétiques et les caractères quan-

titatifs est encore mal élucidé, les modèles utilisés sont insuffisants et les querelles d'écoles sont vives (2). Doit-on pour autant déclarer faux ces concepts ou ralentir les travaux fondés sur eux ? Le but de la recherche est d'abord de comprendre et, dans un second temps seulement, avec un décalage qui peut être fort long, d'être, éventuellement, efficace. La principale utilité d'une théorie correcte est moins d'aboutir à des applications bénéfiques que d'éviter des raisonnements faux débouchant, comme ce fut le cas pour Lyssenko, sur des méthodes désastreuses.

La science occidentale et les pouvoirs dont elle dépend sont-ils vraiment à l'abri de la tentation des critères d'efficacité immédiate ? Le second est l'argument d'autorité. L'essentiel de l'argumentation de Lyssenko consiste à s'abriter derrière des citations de Marx, de Lénine, de Staline, à combattre les théories adverses au nom d'une vérité révélée, jamais remise en cause ; ainsi, la théorie darwinienne de la lutte pour la vie, de la concurrence intraspécifique, est déclarée fautive, car elle découle des idées de Malthus, elles-mêmes réfutées par Engels (une des conséquences de cette position est la technique aberrante de plantation des arbres en « nids », qui sera l'une des causes de l'échec du « grand plan de transformation de la nature »). Il ne s'agit plus de savoir si une thèse est conforme à la réalité, mais si elle est conforme à la doctrine.

Quel scientifique, quels que soient son pays ou sa discipline, peut prétendre n'être jamais tombé dans ce piège, souvent par paresse plus que par malice ? Que de fois les citations tiennent lieu de preuve, les références de caution ! En fait, paradoxalement, le développement de l'information de masse dans notre société a donné une force nouvelle à l'argument d'autorité ; que les scientifiques utilisent entre eux n'est que demi-mal, ils sont armés pour répondre ; mais qu'ils l'utilisent pour abuser ceux qui leur font confiance, en présentant certaines théories, qui sont les leurs, mais restent controversées, comme « scientifiquement démontrées », est une attitude typiquement lyssenkiste, dont les exemples sont quotidiens.

L'affaire Lyssenko est sans doute un cas limite, lié à certaines conditions sociologiques et politiques ; mais le lyssenkisme est une maladie qui n'attend pas que les autres : ses germes sont partout présents. Que nous soyons marxistes ou non, la lecture du livre de Dominique Lecourt nous aide à mieux les déceler, en nous et autour de nous, à mieux nous en défendre.

ALBERT JACQUARD.

(2) Ainsi, l'un des principaux théoriciens de la génétique des populations, G. Haldane, vient d'être invité pour une semaine de réflexion dans son laboratoire de l'université de Cambridge, de la part de ceux qui se sont convertis à la « doctrine » de la « sélection naturelle ».

* Lyssenko, Histoire réelle d'une « science prolétarienne », François Maspero, éditeur, 1974, 257 pages, 35 F.

TÉMOIGNAGE

L'ascension triomphale d'un imposteur

par MARCEL PRENANT

Le remarquable livre de Dominique Lecourt a réveillé, dans certains milieux politiques français, toute une polémique que l'on pouvait croire assoupie depuis un quart de siècle, et à laquelle j'avais personnellement pris part, mais malgré moi, de 1948 à 1950. Professeur d'une science biologique à la faculté des sciences de Paris, je ne pouvais, en conscience, que rester très réservé devant la négation paradoxale, par le lyssenkisme, du bloc impressionnant des connaissances accumulées depuis cinquante ans par les généticiens de tous pays. En tant que « marxiste », et ayant réfléchi dans le sillage de Marx, Engels, Lénine aux rapports de l'expérience biologique avec la dialectique de la nature, il me semblait plus choquant encore de trouver couramment, sous la plume de l'agrobiologiste soviétique Lyssenko, des expressions relevant d'un finalisme plus enfantin que celui de Bernardin de Saint-Pierre.

Si je n'avais eu que des responsabilités scientifiques, je me serais, sans doute, contenté de hausser les épaules. Mais, à cette époque, j'avais aussi des responsabilités politiques, comme membre, depuis mon retour de déportation, du « comité central du parti communiste français ». De ce côté, des pressions répétées furent faites pour me pousser dans le débat, pour contrecarrer mes efforts vers un improbable compromis qui eût au moins sauvé la face. Je ne sortis de cette douloureuse contradiction qu'en 1950, au congrès de Genève, où, à l'unanimité, m'éleva du comité central.

Un héros national ?

Vingt ans ont passé, et je n'ai rien retenu de ma foi politique. Mais j'ai perdu, peu à peu, les idées illustres que je pouvais avoir sur une valeur quelconque du lyssenkisme de 1948. Lorsque, dès 1949, à Moscou, j'avais eu, en présence de ses collaborateurs, l'intervention de trois heures avec Lyssenko, son ignorance, sa rouerie et sa mauvaise foi m'étaient parvenues évidentes. De cette entrevue directe, j'avais tiré la conviction qu'on ne pouvait accorder aucun crédit à ses thèses théoriques ; mais ma confiance en la clairvoyance des dirigeants soviétiques était telle que je ne pouvais imaginer qu'ils aient approuvé l'ascension triomphante d'un tel imposteur, si le pays ne lui était redevable de grands succès pratiques en matière d'agriculture.

Les suites ont montré l'innanité des promesses miraculeuses dont Lyssenko faisait état en 1948, qu'il s'agisse de blés, de vaches, de reboisement des steppes, etc. La dictature de fait exercée par l'homme pendant des années sur ce qu'il nommait l'agrobiologie n'a abouti qu'à l'échec de sa pratique comme à l'impuissance de ses théories.

Deux questions restaient, pour moi, insolubles, auxquelles répond pour la première fois le livre de Dominique Lecourt, dans ses cha-

pitres II et III. D'abord, comment un homme aussi médiocre avait-il pu parvenir à une telle renommée en 1948 ? Ensuite, pourquoi les dirigeants soviétiques de cette époque avaient-ils couru le risque d'en faire un héros national ?

Dominique Lecourt rend à l'histoire du lyssenkisme — cette histoire qui précède 1948 et que nous connaissons très mal — toute son importance. En montrant que l'ascension de Lyssenko a commencé dès 1927-1928 et que plusieurs périodes distinctes en ont marqué le déroulement, il met au jour la « matière » du lyssenkisme, il a le mérite de faire comprendre que, contrairement à l'opinion la plus répandue, le lyssenkisme ne s'est à aucun moment réduit à un simple délire idéologique inspiré par l'état soviétique.

Il montre que le lyssenkisme, ce fut d'abord (1927-1929) un ensemble de techniques agronomiques d'efficacité limitée, mal contrôlées, mais réussies, qui, en rendant des services à l'agriculture soviétique en ces temps de disette. Ce fut ensuite (1929-1935) une théorie empirique directement inférée de ces techniques, la théorie du « développement phasique des plantes ». Puis, à partir de 1935, cela devint enfin une théorie générale de l'hérédité, qui entra en contradiction ouverte avec la génétique mendélienne, qui se présentait comme illustration du matérialisme dialectique et commanda des applications techniques de plus en plus fantaisistes.

Mais Dominique Lecourt cherche en outre à déceler la « logique » de ce mouvement et répond du même coup à ma deuxième question. Il met en rapport la faveur d'emblée déversée dont ont joui les techniques lyssenkistes avec la date de leur apparition (1927-1929). Il fait ainsi ressortir le lien historique entre la ligne politique adoptée pour régler la question paysanne et la fortune de Lyssenko. Une ligne « techniciste », comme dit l'auteur, où toutes les questions posées par la construction d'une agriculture socialiste ont été pensées en termes de technique. Cette ligne explique la faveur accordée, par d'autres, aux techniques remises en honneur par Lyssenko (comme la « vermiculisation », qui n'avait au même moment quelques succès. Les techniques proposées par Lyssenko furent ainsi rapidement réputées être toutes-puissantes et le lyssenkisme ne put dès lors répondre aux espoirs dont il se trouva porteur « et multiplier ». C'est-à-dire à la limite en attendant, les preuves de plus en plus imaginaires de son efficacité.

L'affaire Lyssenko a, notamment en France, contribué à éloigner durablement les intellectuels du marxisme. Le livre de Dominique Lecourt, disciple de Louis Althusser, qui utilise dans son enquête historique les instruments du marxisme pour analyser un épisode aberrant de sa propre histoire, devrait inciter à une réflexion salutaire et estomper bien des préventions à l'égard de ce qui reste, à nos yeux, une méthode irremplaçable.

Lentilles de contact miniflexibles.
Encore plus petites.
Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

SAMARITAINE DE LUXE

27 Boulevard des Capucines PARIS - Tél. 261.57.25

MERCREDI 16 JEUDI 17 VENDREDI 18 JUIN
3 JOURNÉES EXCEPTIONNELLES

SOLDES ET OCCASIONS

DANS TOUS LES RAYONS

le phénomène

C'est vrai, il y a deux époques dans la photo : avant et après l'apparition des appareils reflex 24 x 36.

C'est vrai, la plupart des photographes célèbres ont donné au reflex 24 x 36 ses lettres de noblesse.

C'est vrai aussi - conséquence directe - le prix moyen de ces appareils semble restreindre leur usage aux seuls professionnels, et posséder un reflex reste pour beaucoup un rêve inaccessible.

Au delà des qualités certaines il y a un phénomène de mode qui masque la frontière entre les perfectionnements utiles et les gadgets coûteux.

Depuis quelques années il y a un autre phénomène : ZENIT. Le ZENIT est un reflex 24 x 36.

Comme tous les reflex, il a une visée reflex très lumineuse, une cellule incorporée, un compteur d'images, une prise flash, un armerement rapide.

Comme tous les reflex, le ZENIT peut tout : macrophotographie, reportage, portrait, microphotographie.

Le ZENIT possède toute une gamme d'objectifs interchangeables, pas n'importe lesquels : du grand angle au télé 10/1000, la qualité de ces objectifs est reconnue dans le monde entier. De plus, le ZENIT peut recevoir 400 objectifs - de toutes marques.

Et tout cela pour un prix incroyable. Vous le constaterez vous-même chez votre spécialiste Photo. C'est aussi cela le phénomène ZENIT.

Bien sûr, ce phénomène pourrait être lui aussi une mode éphémère, un appareil bon marché sans plus.

Seulement voilà : des professionnels utilisent chaque jour le ZENIT : chasseurs d'images, reporters, scientifiques.

Chaque année, grâce au ZENIT, des milliers de photographes - en herbe ou chevronnés - réalisent ce rêve : posséder un reflex. Car il y a un indice qui ne trompe pas sur la qualité de cet appareil : le ZENIT est le plus vendu des reflex 24 x 36. Depuis plusieurs années. Vous ne le savez pas ?

C'est tout cela le phénomène ZENIT.

ZENIT : LE 24 x 36 REFLEX LE PLUS VENDU EN FRANCE

FÊTE

UN POIGNET

fonds de tiroir

Quand vous se
la rue des Boutiqu
ous savez ce qui se f
à Paris

YES SAINT LAURENT

Rue des Boutiques de P
Palais des Congrès - Paris
Métro Porte Maillot - Rues 130

سكن في الجبل

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

POINT DE VUE

SADE - PASOLINI

« Sade ou les cent vingt journées de Sodome », dernier film de Pier Paolo Pasolini, dont la première projection française avait marqué d'un petit scandale les manifestations du Festival de Paris (le Monde du 25 novembre), n'a eu, depuis lors, que des méseventures. Interdit dans son pays d'origine,

distribué dans plusieurs salles parisiennes puis retiré après une semaine des circuits de grande diffusion, il passe actuellement dans une seule salle, La Pagode, film insoutenable et fascinant. Film difficilement « assimilable » par les plus avertis et peut-être inassimilable. Film « irrécupérable », déclare ici Roland Barthes.

par
ROLAND BARTHES (*)

Pasolini ne pouvait que se tromper — ce qu'il a fait avec entêtement (suivre la lettre, c'est s'entêter).

D'un autre côté, Sade étant devenu pour certains d'entre nous une sorte de patrimoine précieux, grande crise : « Sade n'a rien à voir avec le fascisme ! ». Enfin, le reste, ni fasciste ni sadien, a pour doctrine immuable et commode de trouver Sade « ennuyeux ». Le film de Pasolini ne peut donc recueillir l'adhésion de personne. Cependant, de toute évidence, ça touche quelque part. Où ?

Ce qui touche, ce qui a de l'effet, dans Sade, c'est la lettre. Pasolini a filmé des scènes de la lettre, comme elles avaient été décrites (je ne dis pas : « écrites ») par Sade ; ces scènes ont donc la beauté triviale, glacée, exacte, de grandes planches encyclopédiques. Faire manger de l'excrément ? Enlever un œil ? Mettre des algues dans un mets ? Vous voyez tout : l'assiette, l'étron, le barbouillage, le paquet d'algues (acheté à l'Opéra de Sade), le grain de la polenta ; comme on dit, rien ne vous est épargné (devise même de la lettre). A ce point de rigueur, ce n'est finalement pas le monde point par point qui est dénué, c'est notre regard sur le monde : notre regard mis à nu, tel est l'effet de la lettre. Dans le film de Pasolini (ceci, je crois, lui appartenait en propre) il n'y a aucun symbolisme : d'un côté une grossière analogie (le fascisme, le sadisme), de l'autre la lettre, minutieuse, insistante, étalée, léchée comme une peinture de primitif ; l'allégorie et la lettre, mais jamais le symbole, la métaphore, l'interprétation (même langage, mais glorieux, dans Théorème).

Cependant, la lettre a un effet curieux, inattendu. On pourrait croire que la lettre, ça sert bien la vérité, la réalité. Pas du tout : la lettre déforme les objets de conscience sur lesquels nous sommes tenus de prendre position. En restant fidèle à la lettre des scènes sadiennes, Pasolini en vient donc à déformer l'objet-Sade et l'objet-fascisme : c'est donc à bon droit que les sadiens et les fascistes s'indignent ou reprochent. Les sadiens (les lecteurs enchantés du texte de Sade) ne reconnaissent jamais Sade dans le film de Pasolini. La raison en est générale : Sade n'est d'aucune façon figurable. De même qu'il n'y a aucun portrait de Sade (sauf flic), de même aucune image n'est possible de l'univers sadien : celui-ci, par une décision impérieuse de l'écrivain, est tout entier remis au seul pouvoir de l'écriture. Et s'il en est ainsi, c'est sans doute qu'il y a un accord privilégié entre l'écriture et le fantasme : tous les deux sont trouvés ; le fantasme n'est pas le rêve, il ne suit pas le lié, même biscomu, d'une histoire ; et l'écriture n'est pas la peinture, elle ne suit pas le plein de l'objet : le fantasme ne peut trouver, non se décrire. C'est pourquoi Sade ne passera jamais au cinéma, et, d'un point de vue sadien (du point de vue du texte sadien),

Et pourtant, si tout de même... ? Si tout de même, au plan des affects, il y avait du Sade dans le fascisme (chose banale), et, bien plus, s'il y avait du fascisme dans Sade ? Du fascisme ne veut pas dire : le fascisme. Il y a le « système-fascisme » et il y a le « substance-fascisme ». Autant le système requiert une analyse exacte, une discrimination rigoureuse, qui doit interdire de traiter en fascisme n'importe quelle oppression, autant la substance peut circuler partout : car elle n'est au fond que l'un des modes dont la « raison » politique vient colorer la pulsion de mort, qu'on ne peut jamais voir, au dire de Freud, si elle n'est teintée de quelque fantasme. C'est cette substance que Sade réveille, à partir d'une analogie politique, qui n'a ici qu'un effet de signatur.

Raté comme figuration (ou de Sade ou du système fasciste), le film de Pasolini vaut comme reconnaissance obscure, en chacun de nous mal mariée, mais à coup sûr gênante : elle gêne tout le monde, car, en raison de la naïveté propre à Pasolini, elle empêche quiconque de se dédouaner. C'est pourquoi je me demande si, au terme d'une longue chaîne d'erreurs, le Sade de Pasolini n'est pas en de compte un objet proprement sadien : absolument irrécupérable : personne en effet, semble-t-il, ne peut le récupérer.

(*) Professeur à l'Ecole pratique des hautes études.

Danse

« LE LAC DES CYGNES » dans la cour Carrée du Louvre

Le Festival du Louvre, qui affiche « Le Lac des cygnes » avec le ballet de l'Opéra jusqu'au 10 juillet prochain dans la cour Carrée, a vu son premier spectacle favorisé par une tiédeur idéale. Celle-ci nous changeait agréablement des seules d'eau ou des froids polaires dont bénéficie en général le théâtre en plein air sur les bords de la Seine. Avec un grand ballet blanc et costumé tel que l'œuvre de Tchaïkovski revue par Bourmeister, c'était un heureux retour aux fêtes d'avant guerre, où les danseuses de l'Opéra se produisaient dans les jardins du Cercle interallié ou au Pré-Catelan. Non moins heureux étaient les éléments de décor qui, grâce aux projecteurs crépusculaires, se mariaient admirablement avec le cadre majestueux de Pierre Leost.

Ainsi, devant plusieurs milliers de spectateurs répartis sur les gradins, la représentation, coupée par un seul entracte, eut l'avantage de mettre en vedette les deux étoiles hors rang du palais Garnier :

Mlle Noëlla Pontis, absolument exquise dans la double interprétation d'Odette-Odile, où tant son lyrisme que sa technique l'imposent comme une « prima ballerina assoluta », et Cyril Atanosoff, jamais plus romantique, plus à son aise que dans des pantomimes qui risquent de valoir la niaiserie et où il faut de l'ouïe. Si le rôle du Bouffon est tenu avec brio par M. Patrice Bort, lequel se lance crânement dans des acrobaties à couper le souffle, celui de Rothbart le magicien est interprété par un Phoenix aux pieds de plomb sans point commun avec les prodigieux acteurs russes type Mikhaïl Kobovitch, qui donne une dimension luciférienne au personnage. Apparition fugitive et délicate de Mlle Florence Clerc, dont nous ne parvenons pas à comprendre l'effacement du devant de la scène, et grand mérite des ballerines-cygnés à danser en tricot Raschel (quelle idée !) sous fondre toutes en transpiration. Mais pourquoi diable avoir allié les codes et variations à jamais célèbres du Cygne noir ? Faire mieux que Petipa, c'est une fameuse prétention.

OLIVIER MERLIN.

* Tous les jours, sauf le dimanche, à 21 heures.

Petites nouvelles

■ Soixante sculptures, peintures et objets d'art de Giacometti, jusqu'au 4 juillet, à la fondation Maeght, à Saint-Paul-de-Vence. Cette exposition présente une présentation idéalement dans les principales musées européennes (Banque, Espagne, Finlande, Norvège, Suède). Les collections ne reviennent à Saint-Paul qu'en mai 1977. — (Corresp.)

■ Un débat sur le thème « Culture, liberté et socialisme », auquel participent notamment Mme Christiane Schwaiblmair, conseillère de Paris, et M. Jack Rollet, député de la Seine-Saint-Denis, a lieu le mercredi 16 juin, à 20 h. 15, dans le cadre du Festival du Marais (16, rue Charles-V, Paris-4).

■ Les Ateliers de Lyon organisent un Festival en plein air sous des Antonins (rue du Petit-Bois), avec le Cuatro Cedron les 15 et 17 juin, François Bérenger les 23 et 24 juin, « La Double Inconstance » de Molière les 25, 26, 27 juin et 1er juillet, dans une mise en scène de Gilles Chavassieux, avec la compagnie les Ateliers, qui présentera du 5 au 13 juillet une création, « Pierre Rivière des Grandchamps », de Jean-Yves Pich.

■ Le prix Plaisir du théâtre 1976 d'une valeur de 10 000 francs, composé de critiques et de personnalités du spectacle, a été attribué à Jean-Paul Bessillon pour son activité d'acteur et de metteur en scène à la Comédie-Française.

Musique

« NUMÉRO 5 », de Philippe Manoury

Numéro 5 — autrement dit opus 5, — de Philippe Manoury (1932), vient d'être créé par l'ensemble de 22 au Théâtre Gérard-Philipe, à Champs-sur-Marne. Ce n'est plus l'expérience bouillonnante de Focus (Royan 1974), et, de l'extérieur, cela n'a que très peu à voir avec Puzos pour voix, violoncelle et orchestre, révélateur du festival suivant, bien qu'avec le recul cette dernière pièce apparaisse comme le passage du besoin de tout essayer à la volonté de tirer les conséquences extrêmes d'une donnée fondamentale simple.

Ce qu'on retrouve d'une partition à l'autre, c'est la densité et le mordant de l'écriture, plus facile à percevoir lorsqu'il s'agit de la sonate pour deux pianos (1973) et dans Cryptophones, également pour clavier (Mars 1974), mais qui plaquent maintenant à travers la polyphonie instrumentale. Ce qui fait le prix de celle-ci, ce n'est pas tant sa complexité que le résultat purement sonore qui s'en dégage : à aucun moment on ne sent la volonté un peu banale de rechercher des couleurs sonores inédites. Et si on en trouve, jaillissent tout à coup, elles ne résultent pas d'un mélange de timbres ostensiblement prolongés, faisant la robe pour faire admirer des teintes délicates, mais naissent de la rencontre épigramme de plusieurs lignes qui se croisent, se fuient ou se rejoignent.

D'un point de vue instrumental, outre la partie de piano principale, l'œuvre fait appel à un quatuor à cordes, aux quatre bois, à deux trompettes, à un cor et à un trombone. Mais il ne s'agit pas d'un bloc immuable. Les instruments sont d'abord distribués en quatre trios (avec cordes, bois et cuivre dans chacun), puis en trois quatuors

GÉRARD CONDÉ.

« SIEGFRIED » A GENEVE

En cette année du centenaire de la Tétralogie et de Bayreuth, l'œuvre de Wagner, qui est l'œuvre d'habitude, la difficulté de monter les spectacles wagnériens, et le très petit nombre des grands chanteurs-acteurs et des chefs d'orchestre qui soient à la fois les uns et les autres, les plus riches peuvent se disputer. Et pourtant un spectacle comme le Siegfried de Genève, réalisé par Jean-Claude Ritz et Josef Svatopluk, mérite d'être vu, malgré des faiblesses difficilement évitables, en ce qu'il déploie, de façon parfois déconcertante d'ailleurs, l'étoffe du mythe wagnérien.

Sans s'astreindre à une réalisation rigoureuse des indications scéniques de la partition, Svatopluk, qui a dirigé les répétitions, s'est adjoint à la musique une libretto, images qu'il faut se garder d'interpréter trop littéralement ou précisément. Au premier acte, l'entrée de Mime, le maître forgeron, est une scène d'attente, où les rochers fleurissent en buissons de bruyères rousses comme des roses au milieu du désert. Le deuxième acte, où les rochers fleurissent en buissons de bruyères rousses comme des roses au milieu du désert, est une scène d'attente, où les rochers fleurissent en buissons de bruyères rousses comme des roses au milieu du désert.

Si une panne malencontreuse du « feu d'orgue » a privé la soirée d'un élément de sa splendeur, les chanteurs ont compensé par leur jeu et leur interprétation. Le Siegfried de Genève, réalisé par Jean-Claude Ritz et Josef Svatopluk, mérite d'être vu, malgré des faiblesses difficilement évitables, en ce qu'il déploie, de façon parfois déconcertante d'ailleurs, l'étoffe du mythe wagnérien.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 14, 15 et 20 juin.

MORT DU PIANISTE GEZA ANDA

Le pianiste Geza Anda est mort, le 14 juin, à Zurich. Il était âgé de cinquante-quatre ans.

(Geza Anda était l'un des plus célèbres interprètes de Mozart dont il avait enregistré et interprété, à plusieurs reprises, l'intégrale des concertos de piano en compagnie de l'orchestre du Festival de Salzbourg. Il dirigeait, en effet, une classe d'interprétation dans la ville de l'auteur de la Flûte enchantée.)

Né à Budapest en novembre 1931, fils de musiciens, Geza Anda fut l'élève de Dohnanyi à l'Académie royale, où il obtint le Prix Franz-Liszt de piano. A dix-neuf ans, il fait ses débuts de concertiste sous la direction de Mengelberg, lors du concert de l'orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, ce qui lui permet d'être invité à l'Académie royale de Berlin, pour jouer sous la direction de Furtwängler.

Devenu citoyen suisse en 1955, il était membre honoraire de l'Académie royale de musique de Londres depuis 1959.

CONCOURS DU CONSERVATOIRE

DANSE. — Premier prix : Sophie Arnes, Gérard Châtel; deuxième prix : Jean-René Prat et Pascaline Vertier.

HARPE. — Premier prix : Frédéric Cambronne, François Llanzaud, Pascal Schmitt; deuxième prix : Odette Herbomez, Mireille Delon et Arlette Valbours.

En bref

Théâtre

Marionnettes siciliennes

Jusqu'au 19 juin, la Sicile est au Nouveau Carré. La Sicile ? C'est-à-dire, autour de Benito Merlino, deux Siciliens de Paris, derrière un cataclysme baroque, avec ces merveilleuses marionnettes à liges, guerriers emplumés et cuirassés qui s'appellent Olivier Rinaldo, Astolfo, Bradamante : la Sicile normande qui depuis des siècles perpétue sa victoire sur la Sarrazin. A Palermo, le petit peuple s'entasse chaque soir au théâtre Cuticchio (où les défilés de la vie des paladins sur un aménagement de tradition orale, du Tesse et de l'Aristote, changent chaque soir). Quelquefois, on ajoute la vie de sainte Rosalie ou du bandit Garibaldi. La mère a peint les décors et vend les billets. Le père, les fils manipulent les « puppi », fabriqués en famille. Un gamin s'affaire devant trois orques de Barbera. On est venu retrouver des histoires et des airs cent fois entendus.

Au Nouveau Carré, les Siciliens sont absents. Les Parisiens incrédules sont venus humer l'air des vacances. On voudrait croire Silvia Montfort qui parle de « culture nouvelle », transformée par le décalage de l'exil. Le pays ainsi retrouvé, ne serait-ce pas cet esprit que cherchent les tables tournantes ?

R. R.

* Nouveau Carré, tél. 277-50-97, jusqu'au 19 juin, 18 h. 30.

Jazz

Autour

de Barre Phillips...

Pour clore le cycle « Musique dans la ville », commencé le 23 mai et circulant dans les treizième et quatorzième arrondissements, Radio-France a offert, dimanche soir, dans le square de l'Aspin-Dumaine, une dernière manifestation gratuite consacrée au jazz : un troisième concert autour du contrebassiste Barre Phillips. Il avait joué, le 31 mai, dans la mairie du quatorzième avec Stu Martin (batterie) et John Surman (saxophone), ses partenaires habituels, auxquels s'étaient joints Michel Portal (alto) et Peter Giger (batterie percussion). Le 6 juin, à l'heure où se produisait la quintette de Hannibal Marvin Peterson (le Monde du 11 juin) à la salle 104 de la maison de Radio-France, il avait donné un concert de contrebasses, entouré de Bob Gurney et de Léon Francioli, réunion - revue depuis dix - par Pierre Lattès, qui se chargeait, le même jour, de la présentation de cette « session » devant les enfants des écoles, de rares habitants du quartier et quelques passionnés.

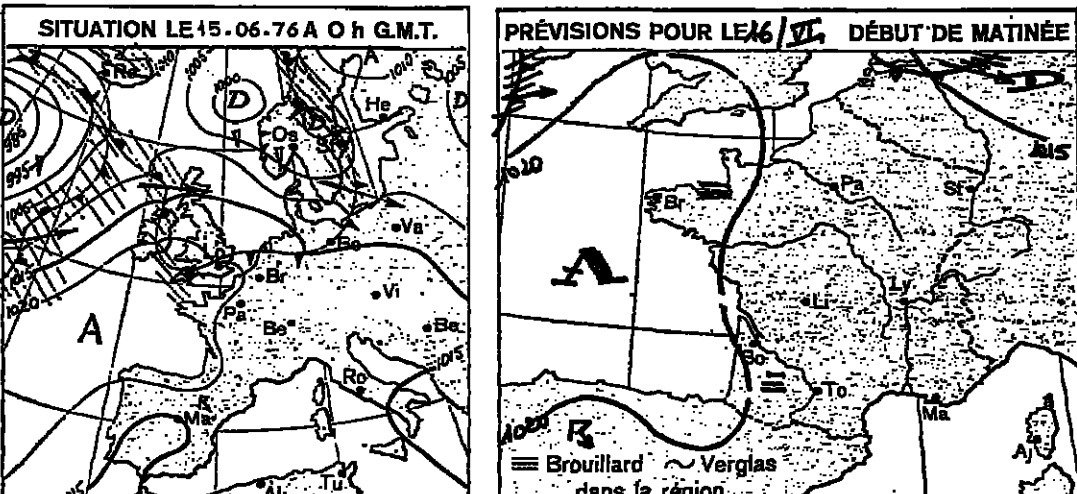
On se serait cru au début d'un des nombreux festivals qui fleurissent dans le midi de la France : enfants pleins sous courant en tous sens, danses esquissées, policiers débouillonnés, couples enlacés sur l'herbe, sandwiches, tricot, vin rouge, frites bleues et pain. A John Surman, à Stu Martin et Barre Phillips, devant la curieuse coquille du kiosque à musique, venait s'ajouter Dieter Felchner pour ce concert de synthétiseurs, batterie, contrebasse et saxophones, pour une œuvre en huit parties : Mountain Scapes, introduit par Bernard Tretin, cet instrument étrange, honni par les uns, adulé par les autres : le « synthé ». L'électronique pure, les milliers de combinaisons sonores, les distorsions, la gamme infinie de bruits, la copie ou la naissance de sons « naturels ». Et le rythme implacable de la machine, débattant avec laquelle il faut composer... ou se décomposer. Les musiciens s'adaptent-ils à elle, jouent-ils avec ou contre ? Le blues serait-il définitivement électronique ou ne sera-t-il plus ? La première partie (le musicien devant le miroir nous percutait plus convaincant que la seconde) son rétro, mais devant la machine, trop de timidité, de pusillanimité nuit, et on aurait aimé, à l'image (réflexion ?) du jeu de Barre Phillips, la beauté — donc, quelque part, la folie. — Y. Bd.

■ Un trumpettiste yougoslave, Arnold Stanzlav, a obtenu le premier prix (d'un montant de 10 000 fr) au premier concours d'essai musical de Teolun.

SPECTACLES

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
 Zone de pluie ou neige / averse / orage / Sens de la marche des fronts
 Front chaud / Front froid / Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 15 juin à 6 heures et le mercredi 16 juin à 6 heures :
 L'anticyclone qui s'étend sur la France s'affaiblit, la foudre par l'ouest et par le sud, permettant l'arrivée d'un front froid venant de l'Atlantique, qui se manifestera surtout par une accélération de l'activité orageuse.
 Mercredi matin, après disparition de quelques brumes matinales dans le Sud-Ouest et le long des côtes de la Manche, le ciel deviendra ensoleillé. Des nuages orageux se développeront ensuite rapidement dans les régions situées au sud de la Loire, et des orages éclateront l'après-midi et au cours de la nuit. En Bretagne, le ciel deviendra progressivement nuageux en cours d'après-midi.
 Les températures resteront assez élevées en tenant compte de l'activité orageuse.
 Les vents seront faibles, mais des rafales auront lieu sous les orages.
 Jeudi 16 juin, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 014,1 millibars, soit 763,6 millimètres de mercure.
 Températures de premier chiffre indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 14 juin : le second, le minimum de la nuit du 14 au 15 : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 21 et 14 ; Bordeaux, 28 et 17 ; Brest, 21 et 14 ; Caen, 21 et 12 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 29 et 11 ; Dijon, 21 et 16 ; Grenoble, 20 et 10 ; Lille, 26 et 12 ; Lyon, 31 et 13 ; Marseille, 26 et 19 ; Nancy, 28 et 11 ; Nantes, 26 et 13 ; Nice, 24 et 17 ; Paris - Le Bourget, 28 et 14 ; Pau, 25 et 14 ; Perpignan, 34 et 23 ; Rennes, 23 et 14 ; Strasbourg, 28 et 12 ; Toulon, 33 et 11 ; Toulouse, 31 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 22.
 Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 15 degrés ; Amsterdam, 23 et 14 ; Athènes, 28 et 20 ; Berlin, 22 et 13 ; Bonn, 28 et 11 ; Bruxelles, 25 et 13 ; Casablanca, 24 et 17 ; Copenhague, 22 et 11 ; Genève, 29 et 12 ; Lisbonne, 28 et 14 ; Londres, 27 et 13 ; Madrid, 32 et 13 ; Moscou, 11 et 7 ; New-York, 23 et 12 ; Palma-de-Majorque, 31 et 13 ; Rome, 28 et 17 ; Stockholm, 20 et 11.

Loterie nationale

ÉMISSION D'UNE TRANCHE SPÉCIALE

Le secrétariat général de la Loterie nationale annonce qu'il procédera à l'émission de la tranche dite du « Bol d'or », dont le tirage aura lieu le mercredi 29 septembre. Cette tranche comprendra 500 000 billets répartis en cinq groupes de 100 000 billets et sera dotée de 127 850 lots, dont un gros lot de 1 500 000 F, cinq lots de 100 000 F, vingt lots de 15 000 F, soixante-dix lots de 10 000 F, deux cent cinquante lots de 5 000 F, etc. Le prix de vente du billet est fixé à 44 F, celui du demi-billet divisible à 22 F et celui du dixième à 5 F.

Vie quotidienne

DES RENSEIGNEMENTS PAR TÉLÉPHONE POUR LES PERSONNES AGÉES

Des bureaux d'informations téléphoniques - sorte de S.V.P. - vont être prochainement mis à la disposition des personnes âgées, dans le cadre du VII^e Plan. C'est ce qu'a annoncé M. René Lenoir, secrétaire d'État à l'action sociale, à l'issue d'une visite à la deuxième semaine internationale « L'Age et la Vie ».
 Selon M. Lenoir, ces bureaux seront chargés de renseigner les vieillards sur les régimes de retraite et les allocations qui leur sont dues. D'autre part, le secrétaire d'État souhaite que les universités du troisième âge aient désormais une partie de leur formation sur la « préparation des personnes de plus de soixante-cinq ans à un rôle dans la cité », notamment comme conseiller municipal ou président d'association. Les vingt-trois présidents de ces universités viennent de donner leur accord sur ce point.

Le Monde

Service des Abonnements
 5, rue des Italiens
 75001 PARIS - CROISSANT 99
 C.C.P. 6397-23
 ABONNEMENTS
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
 FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
 ex-Communauté (sauf Algérie)
 58 F 100 F 232 F 300 F
 TOUS PAYS ÉTRANGERS
 P.A.B. VOIE NORMALE
 144 F 273 F 482 F 530 F
 ÉTRANGERS
 par mandats
 L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
 PAYS-BAS - SUISSE
 115 F 210 F 367 F 400 F
 II - TUNISIE
 125 F 231 F 337 F 440 F
 Par voie aérienne
 tout sur demande
 Les abonnés qui paient par
 chèque postal (trois volets), ven-
 dront bien joindre ce chèque à
 leur demande.
 Changements d'adresse dé-
 clarés ou provisoires (deux
 semaines au plus), nos abonnés
 sont invités à renouveler leur
 demande une semaine au moins
 avant leur départ.
 Joindre la dernière bande
 d'envoi à toute correspondance.
 Veuillez avoir l'obligeance de
 adresser tous les noms, prénoms
 et caractères d'impression.

HOLLYWOOD HOLLYWOOD (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 9^e (323-71-08) ; Normandie, 9^e (339-11-18) ; v.f. ; Belier, 9^e (770-11-24) ; Bretagne, 9^e (322-57-97).
FAI TUE JESSIE JAMES (A. v.o.) : Action, 19^e (325-85-78) ; Mer, 19^e (325-85-78).
JOHAN (Fr.) : Ma, 9^e (322-87-23) ; Hollywood Bd, 9^e (770-11-24) ; Olympia-Estropol, 14^e (770-11-24).
L'HOMME PERDU DE KATHARINA ELUM (A. v.o.) : Quintette, 9^e (333-25-40) ; Luxembourg, 9^e (333-25-40) ; v.f. ; Ellysées Point Show, 9^e (322-87-23) ; v.f. ; 14-Juillet, 11^e (327-90-81).
LE LOCATAIRE (Fr.) : Cluny-Palace, 1033-07-06 ; Saint-Germain-Village, 9^e (633-87-59) ; Comodore, 9^e (339-83-84) ; Lumière, 9^e (770-04-64) ; Montparnasse-Pathe, 14^e (323-65-13) ; Gaumont-Convention, 15^e (828-42-27) ; Caracalla, 19^e (331-40-70) ; Victor-Hugo, 19^e (721-49-72) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (797-32-74).
MAIRIA ROMA (Fr.) : Le Marlin, 14^e (278-47-80) ; 14 h. 18 h. et 22 h.
LA MARQUAISE D'O (A. v.o.) : Gaumont-Rive-Gauche, 9^e (548-28-38) ; Haute-Feuille, 9^e (323-70-23) ; Gaumont-Champs-Élysées, 9^e (339-04-67) ; v.f. ; Impérial, 2^e (762-72-52).
LES 62 CENAIRES (A. v.o.) : Compta, 2^e (321-39-38) ; Balzac, 9^e (323-20-70) ; Paramount-Opéra, 9^e (323-20-70).
MEAN STREETS (A. v.o.) : Studio Madoira, 9^e (323-25-97).
LA MEILLEURE FACON DE MARCHER (Fr.) : Biarritz, 9^e (723-60-33).
MELRODAME (Fr.) : Olympia, 14^e (783-67-42) ; Dragon, 9^e (548-24-74).
LES MERVEILLES DE LA NATURE (A. v.o.) : Bretagne, 9^e (322-57-97) ; v.f. ; (323-65-13) ; U.G.C. Maubou, 9^e (322-47-19) ; Terminal-Moto, 19^e (323-20-74).
MOTO (Cameroun) : Le Selo, 9^e (323-20-74).
NEXT STOP GREENWICH VILLAGE (A. v.o.) : Saint-Germain-Bucetta, 9^e (323-25-97) ; Ellysées-Lincoln, 9^e (339-38-14) ; Saint-Lazare-Palace, 9^e (321-39-38).
NOUS SOMMES TANT AINSI (A. v.o.) : Quartier-Latin, 9^e (326-84-55) ; Montparnasse 83, 9^e (344-14-77) ; Ellysées-Lincoln, 9^e (339-38-14) ; v.f. ; M. A. R. n. a. n. 9^e (323-20-74) ; Gaumont-Madame, 9^e (773-26-03) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14^e (339-88-42) ; Cambonna, 19^e (721-49-72) ; Mayol, 19^e (323-20-74).
LA PEPPE DU GANGSTER (A. v.o.) : A.B.C., 9^e (326-55-51) ; jusqu'au 10 ; Montparnasse 83, 9^e (344-14-77) ; jusqu'au 10 ; Gaumont-Sud, 14^e (331-51-10) ; jusqu'au 10.
POLICE FURION (Fr.) : Cluny-Palace, 9^e (323-07-78) ; Marignan, 9^e (339-82-82) ; Gaumont-Sud, 14^e (331-51-10) ; Montparnasse-Pathe, 14^e (323-65-13) ; Grand-Pavée, 19^e (331-44-58) ; Royal Passy, 19^e (527-41-51).
SAULO (A. v.o.) : La Pagode, 7^e (331-12-13).
SON NOM DE TENNIS DANS CAL-CUTTA DISSEPT (Fr.) : Studio des Ursulines, 9^e (323-20-19).
SILENCE, ON TOURNE (Fr.) : Rio-Opéra, 2^e (742-82-34) ; Stry, 2^e (323-08-40) ; Bonaparte, 14^e (326-12-12) ; Balzac, 9^e (339-52-70) ; Masséville, 9^e (770-72-85) ; Pauvette, 13^e (331-36-80) ; Studio Raspail, 14^e (326-28-98) ; Cambonna, 19^e (721-49-72) ; Cluny-Pathe, 19^e (322-57-41) ; 21 h. 23.
LE SIXIEME CONTINENT (A. v.o.) : Ermitage, 9^e (339-15-71) ; St-Michel, 9^e (326-70-17) ; Rex, 2^e (326-83-83) ; Liberté, 13^e (343-01-58) ; U.G.C.-Gobellins, 13^e (331-06-18) ; Mirador, 14^e (326-41-02) ; Mistral, 14^e (339-52-43) ; Napoléon, 17^e (330-41-46) ; Secretan, 19^e (208-27-51).
LA SPIRALE (Fr.) : Quintette, 9^e (333-25-97).
TAXI DRIVER (A. v.o.) : Boul' Mich, 9^e (333-48-29) ; Paramount-Odeon, 9^e (325-58-53) ; Biarritz, 9^e (723-60-33).
LES FILMS NOUVEAUX
LE DIABLE AU COEUR film français de S. Kuryssone (v.o.) : Quintette, 9^e (339-15-71) ; U.G.C.-Gobellins, 13^e (331-06-18) ; Mirador, 14^e (326-41-02) ; Mistral, 14^e (339-52-43) ; Napoléon, 17^e (330-41-46) ; Secretan, 19^e (208-27-51).
GLEN AND RENDA film américain de Jim McBride, v.o. : Olympia, 14^e (783-67-42) ; v.f. ; Rex, 2^e (326-83-83) ; Ermitage, 9^e (339-15-71) ; Paramount-Opéra, 9^e (323-20-70) ; U.G.C.-Gobellins, 13^e (331-06-18) ; Mirador, 14^e (326-41-02) ; Mistral, 14^e (339-52-43) ; Napoléon, 17^e (330-41-46) ; Secretan, 19^e (208-27-51).
SPECIAL MAGNUM film américain de M. Herbert (v.o.) : U.G.C.-Marceau, 9^e (322-47-19) ; v.f. ; Rex, 2^e (326-83-83) ; Ermitage, 9^e (339-15-71) ; Paramount-Opéra, 9^e (323-20-70) ; U.G.C.-Gobellins, 13^e (331-06-18) ; Mirador, 14^e (326-41-02) ; Mistral, 14^e (339-52-43) ; Napoléon, 17^e (330-41-46) ; Secretan, 19^e (208-27-51).
INTERVENTION DELTA film américain de D. Hickox, v.o. : Rex, 2^e (326-83-83) ; Danion, 9^e (326-08-18) ; Liberté, 13^e (343-01-58) ; U.G.C.-Gobellins, 13^e (331-06-18) ; Mirador, 14^e (326-41-02) ; Mistral, 14^e (339-52-43) ; Napoléon, 17^e (330-41-46) ; Secretan, 19^e (208-27-51).
GINA film québécois de Denis Arcand : La Ciel, 9^e (337-40-90).
ENTRE LE CIEL ET L'ENFER film japonais de A. Kurosawa, v.o. : Quintette, 9^e (339-15-71).
LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS film (v.o.) : A.B.C., 9^e (326-55-51) ; v.f. ; A.B.C., 9^e (326-55-51) ; Montparnasse-83, 9^e (344-14-77) ; Gaumont-Sud, 14^e (331-51-10) ; Cluny-Pathe, 19^e (322-57-41) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (797-32-74).
 (723-60-33) : Publicis - Champs-Élysées, 9^e (720-76-23) ; v.f. ; Paramount-Opéra, 9^e (323-20-70) ; M. A. R. n. a. n. 9^e (323-20-74) ; Paris-Mont-Bastille, 12^e (343-79-17) ;

MERCREDI

GEORGE V - PUBLICIS MATIGNON (V.O.) - STUDIO JEAN COCTEAU (V.O.) - MOULIN ROUGE - PARAMOUNT MONTPARNASSE
 PARAMOUNT OPÉRA - CAPRI GRAND BOULEVARD - PLAZA - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT GAITÉ - PASSY
 FEMININE - PUBLICIS URSSUR - PARAMOUNT CHY - PARAMOUNT 14 JUILLET - PARAMOUNT ELYSÉE II BELLE CLAUD - CYRANO VESALLIES
 BOXY VAL D'YVERCY - CARREFOUR PASTY - ARTEL ROXY - STUDIO RUEIL - ALPRA ARGENTIN - PARINOR

Chaque balle est une arme...
 Chaque piéton est une cible...
DAVID CARRADINE
LA COURSE A LA MORT DE L'AN 2000
(DEATH RACE)
 DAVID CARRADINE dans LA COURSE A LA MORT DE L'AN 2000 avec SIMONE CRUPPETH et SYLVESTER STALLONE
 scénario de ROBERT THOM et CHARLES G. CRUPPETH - mise en scène de ROBERT THOM, assisté par PAUL BARTLE
 GRAND PRIX
 AU FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE ET DE SCIENCE-FICTION - PARIS 1976

Un film de
STANLEY KUBRICK
ORANGE MÉCANIQUE
ORANGE MÉCANIQUE, le film qui a reçu les plus hautes récompenses, le film que vous voudrez voir... le film que vous voudrez revoir...
 Distribué par Warner-Columbia Film.

GAUMONT CHAMPS ELYSEES VO - HAUTEFEUILLE VO
 FRANÇAIS VF - MONTARNASSE PATHE VF

Vaccination

Le centre officiel de vaccination d'Air France, agréé par l'Organisation mondiale de la santé et le ministère de la Santé, est ouvert au public du lundi au vendredi de 8 h. 45 à 16 h. 30, et le samedi, de 8 h. 45 à 12 heures.
 Ce service, proposé par la compagnie nationale aux personnes se rendant dans des pays où une vaccination est exigée, est en général très apprécié des voyageurs internationaux : six cent quarante-deux mille cinq cent cinquante personnes ont été vaccinées, entre les années 1971 et 1975, au centre de vaccination installé au deuxième étage du siège social d'Air France, 1, square Max-Rymans, Paris-15^e.

Avis de concours

Protection maternelle et infantile. Un concours sur titres est ouvert à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale à la Réunion, en vue du recrutement d'un médecin à temps complet du service de protection maternelle et infantile. Les candidatures sont à adresser avant le 30 juin, à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, bureau du personnel à Saint-Denis de la Réunion.

P. T. T.

Boussac (Creuse) par l'automatique. — Les abonnés au téléphone de la région parisienne peuvent obtenir directement leurs correspondants en composant le 15 puis, après audition de la deuxième tonalité, l'indicatif 55, suivi des six chiffres du numéro demandé.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 14 et 15 juin 1976 :

DES LOIS

Relative aux réparations à accorder aux personnes versées dans la réserve du service de défense qui ont reçu une affectation individuelle de défense et qui sont victimes d'accidents lors de leur participation à des périodes d'exercices ou séances d'instruction ;

UN DÉCRET

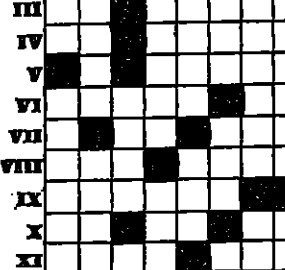
Complétant le décret n° 68-395 du 30 avril 1968 déterminant les conditions de gestion du Fonds national de développement agricole.

UNE LISTE

De l'admission aux concours de commissaire de police.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1483



HORIZONTALEMENT

I. On peut compter fermement sur eux : Murmuré par des amoureux médiévaux. — II. Bonnes à être mises en boîte. — III. Pronom. — IV. Vieux mot. Le Cid et Athalie, par exemple. — V. Font ployer des sommiers. — VI. Bleues, dans la plus intense de leurs manifestations. Points cardinaux. — VII. Au nombre des vivants... ou des morts. Fait preuve de ténacité. — VIII. Se reflète à la surface d'une eau calme ; Nébouche donc pas. — IX. Épreuve plus ou moins sévère. — X. Figure plus d'une fois dans le Coran ; Terme musical ; Laisse quelque espoir quand il est timide. — XI. Commis par Zoia ; Affaire strictement personnelle.

VERTICALEMENT

1. Parfois héroïque quand elle est forte ; Sortir après une longue attente. 2. Personnage du répertoire ; Agissait ou secourait fort selon ses caprices. — 3. Abré-

visation ; Être dit inférieur. — 4. Pour l'entendre, il faut le pincer au bon endroit ; Prouve son manque de docilité. — 5. Empruntés avec un intérêt certain. A donné du poids (épilé) à Chemine souvent dans les bois ; Singulièrement raccourci chez ceux qui la font. — 7. Pour le propriétaire, leur voix manque singulièrement de charme ; Refus d'insultes. — 8. Dormait avec ses sabots ; Conjonction. — 9. Mettait à rude épreuve la vue des coussettes ; Paré ailleurs.

Solution du problème n° 1482

Horizontalement

I. Floraison. — II. Amours ; Io. — III. As. — IV. Entailles. — V. Usent. — VI. Raison ; Es. — VII. Nuons. — VIII. Pol. — IX. Urée ; User. — X. Carné. — XI. Esa ; Refus.

Verticalement

1. Papeur ; Puce. — 2. LM. ; Naa ; Ores. — 3. Oé ; Teintera. — 4. Rubans ; Sen. — 5. AR. ; Ton. — 6. Er. — 7. Numa. — 8. All. ; Oise ; Ensa. — 9. No ; Sasseraz.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gravés : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX^e.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Campanisme paritaire des journaux et publications : n° 97437.

RADIO-TÉLÉVISION

Pitrié pour les cuncre

Sur TF 1, décidément, les lundis se suivent et ne se ressemblent pas. Le lundi, le plus souvent, c'est un mini-dossier de l'écran, un film suivi d'un débat, animé soit par Robert Clarke, le scientifique de la Maison, un modèle de gentillesse discrète, attentive, soit par Jean-François Chippie. Son rayon à lui, c'est l'histoire, c'est le passé. Son défaut : la prétention bavard d'en savoir autant, sinon plus, que ses invités. Ce qui l'oblige à voler haut et vite. Et à mitrailler le studio de noms, de dates, de chiffres. Les spécialistes réunis là, on se demande bien pourquoi, n'ont que le temps d'en ramasser les morceaux, avant de subir un nouveau tir de pédante artillerie. Le plus comique, et le plus exaspérant, c'est que, par moments, notre mentor se reprend. Il se préoccupe de savoir si ses « chers amis », c'est vous, c'est moi — arrivent à suivre son étourdissant, son assourdissant performance au miroir du tableau noir.

Il a raison de s'inquiéter : bientôt lassé de prendre des notes dictées à cent quatre-vingts mots minute, on perd le fil, on se laisse distraire, on bavarde au fond de nos salles de classe. Et on se demande qui va enfin répondre aux questions — très trivales, très connues, — soulevées en l'occurrence par la destinée du duc de Reichstadt, telle que venait de l'évoquer en images Claude Boissol. Quel de ses malades ? De ses rapports avec sa mère ? Du complot ourdi par sa cousine, événement par Maternich, pour le ramener en France ?

Il était 22 h. 15 — seuls les courageux, il ne devaient pas être bien nombreux, étaient restés à leur poste, — on avait vu déferler la crise de 1810, la diète de 1812, la garde envoyée à Courbevoie pour réprimer une révolte d'ouvriers, la conjuration du général Mallet, le retour de l'île d'Elbe ; on avait fait une brève halte à Blois, à Fontainebleau ; on avait appris, ce on l'a retenu, que Napoléon avait désigné l'Empereur sous le touchant diminutif de Nana ou de Popo ; on était reparti au pas de charge pour Byzance, Saint-Petersbourg, Sainte-Hélène et retour, via le cour d'Autriche, quand, enfin, André Castelot, ce vieux grand, a pu se tourner un instant vers la colonne épuisée des trépassés. Il nous a ramonnés en nous racontant quelques anecdotes, nous a assuré que personne n'avait vraiment tenté d'ouvrir la cage dorée de l'Aiglon et s'est dépêché de rejoindre le peloton de tête qui en était déjà, lui, en 1940, au retour des cendres. Courts, mais tautes, la vie du roi de Rome.

CLAUDE SARRAUTE.

PRESSE

● L'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.), dans un communiqué, relève la réaction des deux confédérations en chef du Parisien libéré, qui, après avoir participé à la création d'un « syndicat-maison », se tiennent à l'écart de la situation de la presse parisienne. En conclusion, le communiqué déclare : « L'U.N.S.J. attire l'attention de tous les journalistes au moment où les groupes Hésant et Huchette sont tentés de suivre la voie du Parisien libéré en se retirant des négociations sur l'accord-cadre du Livre parisien. Plus que jamais, la solidarité de tous les

Le Monde
dossiers
et documents

LE NUMÉRO DE JUIN EST PARU

- LE VIN EN FRANCE
- LES MARGINAUX DE LA FOI

Le numéro : 2 F.
Abonnement : 1 an
(10 numéros) : 18 F.

MARDI 15 JUIN

CHAÎNE I : TF 1



20 h. 30. Documentaire. Mille ans de civilisation maya. La grande époque classique. par J. Soustelle, réal. M. Boudou.

21 h. 35. Ces années-là. 1962, par Michel Droit ; 22 h. 20. Magazine littéraire. De vives voix, par Jean-François Chippie. Le voyage est-il encore une aventure ?

23 h. 20. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 20. D'accord pas d'accord : 20 h. 30. Les dossiers de l'écran. Film : « Pèlerinage à La Mecque », de A. Rezza.

Des conducteurs musulmans ont obtenu

MERCREDI 16 JUIN

Antenne 2 diffuse, à 20 h. 30, un entretien en direct de M. Valéry Giscard d'Estaing avec Jacques Chancel.

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi.

20 h. 30. Dramatique. Savine, ou les prêtres révolutionnaires, de J. Chatenet, réalisation C. Verzez, avec R. Rimbaud, P. Raynal, H. Marteau.

22 h. 5. Magazine psychologie : Les vestes, de J. Mousseau. Quand les gestes prennent la parole... au-delà des mots une étude des mimiques et de la signification des mouvements du corps.

23 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 14 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 18 h. 20, Un sur cinq.

20 h. 30. Le président de la République répond aux questions de J. Chancel (voir en rubrique politique, page 12) ; 21 h. 35. Série : L'homme de fer ; 22 h. 30. Boxe : Championnat

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 15 JUIN

— Le Front national s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— L'islam est le sujet du débat des « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, vers 22 heures.

MERCREDI 16 JUIN

— La presse des jeunes et le show business sont les sujets du magazine d'Anne Galliard, sur France-Inter, à 10 heures.

— Le parti communiste français s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

travailleurs de la presse et de l'information doit jouer et notre unité, concrétisée notamment par les actions qui vont se dérouler le 17 juin prochain dans toute la France, doit se renforcer.

En réponse à ce communiqué, le Comité interpresse du Parisien libéré a publié une mise au point renvoyant à la lettre adressée à MM. Moulin et Spingler et précisant : « Cette réaction traduit bien les sentiments des quatre cents salariés (rédaction, administration, ventes) du groupe du Parisien libéré qui luttent depuis dix-huit mois pour leurs emplois et, surtout, leur entreprise, et n'ont nullement l'intention de quitter le camp de leurs adversaires. »

● Le tribunal de commerce de Bruxelles vient de prononcer la faillite de la société d'imprimerie Périodica (neuf cents personnes). Cette société appartenait au groupe de presse du quotidien flamand De Standard, qui contrôle l'édition de journaux flamands et français dont France, l'Echo de la mode, et possède des intérêts dans la société Euroflap, chargée des éditions Montsouris, à Paris.

● Les cadres techniques de la presse parisienne du Syndicat national des cadres et techniciens du Livre « déplorent » dans un communiqué, l'attitude adoptée par les directions de France Soir et du Figaro. Le S.N.C.T.L. considère que leur retrait du syndicat patronal « aggrave la crise dans la presse et met en cause les conditions de travail et d'existence des gens appartenant à cette profession ». Il condamne enfin « toutes les pressions morales et psychologiques exercées sur les travailleurs et leurs familles par l'envoi de lettres individuelles ».

l'autorisation de filmer l'une des plus grandes manifestations planétaires de la foi humaine. Les différentes étapes de ce pèlerinage qui rassemble près de deux millions de personnes.

Vers 22 h. Débat L'Islam. Avec MM. Ali Merad, islamologue, professeur à la faculté de Lyon, Ahmad Kamal, conseiller culturel à l'ambassade du Pakistan à Paris et Mme Eva de V. ray, membre du C.N.R.S., professeur de philosophie à la faculté de Gênes, le professeur Moberat, M. A. Hassan El Khatib, et E. Guay.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures : « Carlow », de S. Wanamaker (1971) Avec Y. Brynner, R. Crenna, I. Nimoy, B. Lavi. L'ami d'un héros d'un hors-la-loi, qui fut un de ses camarades de guerre, un shérif doit le protéger contre un tueur acharné de l'obscure et contre les indiens d'un western solide, quoique sans surprises.

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Pétrole, 20 h. 5. Dialogues : « Enseignement supérieur Culture ou technique ? » avec A. Kastler et J. Madec ; 21 h. 20. Musiques de notre temps : Pierre Schaeffer ; 22 h. 35. Livre parcours variétés ; 23 h. Cinéma sans images : Nadine Tringali ; 23 h. 30. Pétrole.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h. 30. Échanges internationaux de Radio-France : « Orgue et Chœur » (G. Artois) ; « Orgue » (W. Kutsch) ; « Mélodie » (L. Fauré) ; « Anges de silence » (R. L. Moran) ; « Les éternels » (Ligeti), extraits du livre des éternels bibliques ; 22 h. 30. France-Musique la nuit, Venezuela ; 23 h. 15. Final « La Critique », de Lutz.

du monde des poids lourds Foreman-Frazier ; vers 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Un film, un auteur : « Le Chevalier de Maupin », de M. Bolchini (1965), avec C. Spack, R. Hesse, T. Millan, O. Piccolo. En 1700, en Europe centrale, une jeune fille, qui a pris l'habit d'homme pour échapper aux malheurs de la guerre, se trouve enrôlée dans l'armée d'obédience de l'empereur. Les amours féminins et masculines. Les ambiguïtés du travestissement dans un film aux superbes images.

22 h. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Pétrole ; 20 h. 5. En l'honneur de TF1... Émission médicale : « Contraception ou avortement », 21 h. 35. Musique de chambre (Mouret, Campra, Montéclair, Destouches, Boileau, Mondonville) ; 22 h. 15. Les tournois du royaume de la musique ; 23 h. Cinéma sans images ; 23 h. 30. Pétrole.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Festival de Rovaniemi. Recital d'orgue Bernard Foccurel (Maison, Hespès, Airglobe) ; 21 h. Musique à découvrir : « Baroque français méconnu (A. de Boismortier, Devienne, Leduc, Cimarosa, Daquin, Marin Marais) ; 22 h. 30. L'Europe Américaine : Java ; 23 h. La nouvelle musique électronique allemande.

Louez votre TV couleur pour 128 F 34
(140 F par mois et 12 mois gratuits)
option d'achat facultative : 60 points de service dans la région parisienne
ou 739.33.75

NOVA-TEL
739.40.40
la couleur et le noir et blanc (large choix de portables design)

Pour soulager votre vie quotidienne et votre foie, buvez... **Vichy Saint-Yorre** EAU MINÉRALE NATURELLE GAZEUSE

RÉGULARISE L'ACTIVITÉ HÉPATO-BILIAIRE

SPORTS

CYCLISME

LE GRAND PRIX DU « MIDI-LIBRE »

Alain Meslet : l'attaque comme système de défense

De notre envoyé spécial

Limoux. — Tandis que Felice Gimondi le vétéran des coureurs italiens, gagne un Giro d'Italia pour Merckx et que Raymond Poulidor, dont les récentes performances sont supérieures à celles de Thénard, décide, à quarante ans, de participer encore une fois au Tour de France, certains événements laissent à penser que le cyclisme se renouvelle malgré tout.

Ainsi, Alain Meslet, professionnel depuis six mois, a obtenu dimanche 13 juin son premier succès de large audience en remportant le grand prix du Midi Libre — quatre jours à travers les Cévennes — qui est l'une des principales épreuves françaises. Ce résultat inattendu n'a pas seulement retenu l'attention parce qu'il met en évidence les qualités d'un nouveau venu. Il consacre la victoire des coureurs dynamiques sur les spécialistes et des adhérents sur les calculateurs : il rappelle aussi une vérité essentielle que les vedettes ont parfois tendance à oublier : le cyclisme est pratique d'abord dans l'offensive.

Vainqueur de la première étape à Merde Meslet a repoussé tous les assauts qui ont ensuite été dirigés contre lui et, à l'occasion, il a choisi l'attaque comme système de défense. Enfin, il a rivalisé avec les meilleurs spécialistes contre la montre, ce qui prouve qu'il a des moyens et des qualités de l'autorité. Mais cela n'a été possible que grâce à une tactique collective astucieuse, inspirée par Cyrille Guimard.

JACQUES AUGENDRE.

VOILE

La course transatlantique perturbée par la tempête

Éric Tabarly et Michael Kane n'ont toujours pas donné leur position

La tempête qui frappe pour la deuxième fois en neuf jours la course transatlantique en solitaire risque d'avoir des conséquences dramatiques pour certains concurrents, estimant, le lundi 14 juin, les organisateurs de l'épreuve. La dépression qui se déplace de Terre-Neuve vers la zone où se trouvent notamment Alain Colas et Yvon Fauconnier, entraîne avec elle des vents de force 8-9 (environ 30 km/h) et des creux dans l'Océan de 7 à 8 mètres.

De nombreux concurrents ont déjà abandonné et ont même lancé des appels de détresse. C'est notamment le cas de l'un des favoris, Yvon Fauconnier, qui s'est cassé un bras et est officiellement abandonné. Mais les seuls ceux qui possèdent un poste émetteur assez puissant peuvent se faire entendre.

Si la tempête sévit encore longtemps, les trimarans et les catamarans devraient se trouver désavantagés, de même que les gros bateaux — comme celui d'Alain Colas — qui sont obligés de réduire considérablement leur vitesse. Par contre, les bateaux moyens comme celui d'Éric Tabarly ne devraient pas trop souffrir.

La situation de ce dernier et de l'autre favori, l'Américain Michael Kane, qui ont décidé de garder le silence jusqu'à leur arrivée à Newport, ne peut être évaluée, car ils ne peuvent pas connaître les positions en tête de la Transatlantique. — (A.F.F.)

Les Jeux de Montréal

LES SOVIÉTIQUES NE PARTICIPERONT PAS AUX 1 500 M 3 000 M STEEPLE ET 5 000 M

Moscou (Reuter). — Pour la première fois depuis 1952, les Soviétiques n'aligneront pas de concurrent sur 1 500 mètres, 3 000 mètres steeple et 5 000 mètres aux épreuves d'athlétisme des Jeux olympiques.

Cette décision a été prise par la fédération soviétique d'athlétisme en raison des piètres performances réalisées sur ces distances, au cours du week-end, lors des championnats nationaux à Kiev, dernière revue générale de l'athlétisme soviétique avant les Jeux de Montréal.

[Depuis 1959, date de leur entrée dans la compétition olympique, les Soviétiques n'ont gagné qu'une médaille d'or dans ces trois disciplines, Kutz arrivant premier du 5 000 mètres en 1956.]

TENNIS. — Les organisateurs du tournoi de tennis de Wimbledon (tournoi qui commencera le lundi 21 juin) ont communiqué la liste des têtes de série. Les favoris sont : 1. Arthur Ashe (E.-U.) ; 2. Jimmy Connors (E.-U.) ; 3. Ilie Nastase (Roum.) ; 4. Bjorn Borg (Suède) ; 5. Adriano Panatta (It.) ; 6. Guillermo Vilas (Arg.) ; 7. Roscoe Tanner (E.-U.) ; 8. Raul Ramirez (Mex.) ; 9. Tom Okker (P.-B.) ; 10. John Newcombe (Austr.) ; 11. Eddie Dibbs

LE PREMIER NUMÉRO DE « SPORTS-MAGAZINE » VIENDRAIT PARAITRE

Le premier numéro de Sports-Magazine, nouvel hebdomadaire sportif, est mis en vente au prix de 5 F ce mardi 15 juin.

Sports-Magazine comprend soixante-dix pages dans lesquelles sont publiés tous les résultats du week-end, mais aussi des articles d'analyse et de réflexion consacrés aux grands problèmes du sport. Ce premier numéro comporte, outre une reproduction d'un tableau de Robert Delaunay, un billet de Robert Escarpit et un article de Daninos. Dans le prochain numéro, Éric Tabarly sera sur le « français » dans le sport.

L'équipe rédactionnelle de Sports-Magazine, composée de journalistes professionnels, est placée sous l'autorité de M. Robert Viers, ancien directeur de la rédaction à France-Sport.

Le directeur général de Sports-Magazine est M. André Rousselet, président des taxis G-7 et ancien député de la Haute-Garonne (F.G.D.S.).

(E.-U.) : 12. Tony Roche (Austr.) ; 13. Jaime Filol (Chili) ; 14. Brian Gottfried (E.-U.) ; 15. Ian Kodes (Tch.) ; 16. Stan Smith (E.-U.).

Simple dames : 1. Chris Evert (E.-U.) ; 2. Evonne Cawley-Goolagong (Austr.) ; 3. Virginia Wade (G.-B.) ; 4. Martina Navratilova (tchèque) ; 5. Olga Morozova (U.R.S.S.) ; 6. Rosie Casals (E.-U.) ; 7. Sue Barker (G.-B.) ; 8. Kerry Reid-Melville (Austr.).

emploi région

ASSISTANT

Travailleur sérieux, dynamique, capable de gérer un service de travail.

emploi int

Tres important Groupe pour son expansion A 1.000 personnes

DIRECTEUR DES SERVICES GÉNÉRAUX

Beltronic

CHIEF DU PERSONNEL

RAL 1

Ces différents postes commencent par un chiffre 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

MARKETING SPEC

EU

His responsibilities will be to provide support both technical and marketing industry sales force.

The ideal candidate should have 2 or more years experience in marketing the telephone industry.

Based in our Paris office, this position requires customer contact and frequent short trips outside the city.

If you are ready for challenge and development, send your C.V. with references and salary requirements to:

18, rue Saint-Louis - 75004 Paris

صكذانت الاصل

SPORTS

CYCLISME

LE GRAND PRIX DU MONDE

Alan Maslet : l'attaque comme style de défense

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	39,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	25,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Le C.E.T.E.
(Centre d'Etudes Techniques de l'Équipement)
de Bordeaux
rue Pierre-Baron, à Saint-Médard-en-Jalles-Caulan (B.P. 57 33 019 Bordeaux Cédex),
tél. : 05-84-86.

recherche pour la Division
« Urbanisme-Transport-Construction »

1 ASSISTANT

Définition du poste :
— Responsable du Groupe Transport, travaillant en prise directe avec son Chef de Division ou son adjoint.

Niveau de formation souhaité :
— Grandes écoles ou assimilées ;
— Compétence en statistiques ;
— Compétence en matière de modèles de trafic en circulation ;
— Aptitude aux relations personnelles ;
— Quelques années d'expérience.

Classement envisagé :
— ASSISTANT.

Les personnes intéressées devront adresser leur acte de candidature accompagné de leur curriculum vitae dans un délai d'un mois.

EURE ET LOIRE
Importante Société Internationale
recherche pour coordonner
ses activités en France
(C.A. 40 millions de Francs)

JEUNE DIRECTEUR D'EXPLOITATION

33 ans minimum, anglais parlé, ayant plusieurs années de pratiques de l'administration commerciale, des achats et de la coordination des services d'intendance et ayant reçu une formation complémentaire de gestion.

Directement opérationnel, il aura la responsabilité de 35 personnes et assurera les liaisons avec la direction des ventes et la direction financière.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi de 9 h à 12h 30 et de 13h 30 à 18 h

Information Carrière
SVP 11.11

Information Carrière
SVP 11-11 qui donnera rendez-vous aux candidats concernés.
Référence 824
95, av. de Wagram
75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
SPECIALISTE DU PROBLÈME DE LEVAGE
5 Usines - 3.000 personnes - 500 millions de C.A.
recherche :

Ingénieur
Responsable des Départements
Métallurgie et Soudure

Sous l'autorité du Directeur de Production de l'ensemble des Usines, il sera chargé, pour promouvoir la qualité des fabrications, de :
— l'optimisation du laboratoire de contrôle des matériaux, des écoles de formation soudeurs et des ingénieurs-soudeurs attachés aux usines ;
— la recherche et la mise au point des nouveaux procédés et installations de soudage ;
— l'homologation de nos processus ;
— l'assistance des B.E. dans la recherche de nouveaux assemblages.

De formation INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, les candidats auront eu une expérience réelle de ces problèmes d'une entreprise importante.

Le poste est basé dans une de nos usines du Centre de la France.

Envoyer C.V. et prêt à n° 63.155 CONTEXTE Publicité, 26, av. de l'Opéra, Paris, 75001, qui transmettra.

chef du service contrôle
REGION LILLE

POCLAIN Leader Mondial de la Pelle Hydraulique recherche pour sa société filiale du Nord de la France, le nouveau responsable du contrôle de production.

L'usine (350 personnes) située à CARVIN fabrique des ensembles mécano-soudés pour le Groupe et des Constructeurs Français et Étrangers.

L'intérêt de ce poste réside dans l'entière responsabilité de l'organisation et le suivi des opérations de contrôle des diverses fabrications et dans la participation à l'équipe de Direction de l'usine.

Le candidat retenu aura un diplôme d'INGÉNIEUR complété par quelques années d'EXPERIENCE D'ENCADREMENT EN USINE. Bonnes connaissances en CHAUDRONNERIE-SOUDURE + pratique de l'ANGLAIS pour les relations techniques avec la clientèle.

Possibilité de logement dans la région lilloise.

Adresser sous référence A.C. 76.028, C.V. + photo + prétentions à Direction des Relations Sociales
POCLAIN 60330 LE PLESSIS BELLEVILLE



emplois internationaux emplois internationaux

Très important Groupe minier international
recherche
pour son exploitation Afrique de l'Ouest
1.000 personnes - 200 expatriés

DIRECTEUR DES SERVICES GÉNÉRAUX D'ENTRETIEN
Réf. 1

Ingénieur électro-mécanicien grande école, ayant au moins 15 ans d'expérience similaire dans secteur minier ou industrie lourde. Il assure l'intérim du Directeur de l'exploitation.

INGÉNIEUR EN CHEF division Cité
Réf. 2

Responsable génie civil, électro-technique et froid, approvisionnement en eau, mécanique générale, administration des services techniques d'une cité de 750 habitations + équipements collectifs très complets.

Ingénieur diplômé grande école, T.P. ou équivalent, ayant au moins 7 ans d'expérience dans les travaux d'application du génie, de préférence dans environnement municipal analogue.

CHEF DU PERSONNEL
Réf. 3

Responsable des services embauche, formation, sécurité, relations avec le personnel, paie des expatriés. Il gère le budget de son département qui comprend 80 personnes.

Diplômé enseignement supérieur en droit du travail, il devra avoir une expérience approfondie dans la fonction dont plusieurs années de pratique à l'étranger et si possible en Afrique.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
Réf. 4

Responsable études, améliorations, projets et réalisations dans toute la gamme des installations de l'entreprise.

Il devra avoir une bonne expérience du matériel d'équipement européen type C.G.E.E.

Ingénieur grande école ayant une dizaine d'années d'expérience professionnelle en milieu minier ou industrie lourde.

Ces différents postes concernent des éléments bilingues Français-Anglais.

Il sera offert un contrat très avantageux, une vie en cité moderne, une implantation scolaire, sanitaire et sociale très complète.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions sous référence correspondante à Serge BAILLY Conseil, 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

ASSOCIATION TOURISME SOCIAL
recherche d'urgence pour
VILLAGE VACANCES EN TUNISIE
(400 lits en pension complète)

GESTIONNAIRE
(poste permanent)

Adjoint au Directeur, il assurera :
— le suivi des coûts économiques (comptabilité statistique) ;
— le suivi de la trésorerie et le contrôle des mouvements de fonds ;
— le contrôle budgétaire et la comptabilité analytique ;
— la supervision des problèmes de personnel.

Les candidats doivent être libres immédiatement.

Envoyer C.V. s/réf. 1484 à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois 75003 Paris Cédex 03, qui transmettra.

Un poste de lecteur français (BAT Ila) sera à pourvoir à partir du 1-10-1976 pour 2 ans au « Seminar für Didaktik der Französischen Sprache und Literatur » de l'Université de Frankfurt-sur-le-Main.

Le candidat doit être en mesure de tenir des cours (10 heures par semaine) ayant trait à la civilisation française (questions politiques, sociales et économiques de la France contemporaine) et à la littérature française contemporaine. Il devra être titulaire de la maîtrise d'enseignement ou bien d'une qualification équivalente.

Les candidatures sont à adresser jusqu'au 15 juillet 1976 à la direction du « Seminar für Didaktik der Französischen Sprache und Literatur », Frankfurt/Main, Georg-Voigt-Strasse 4, R.F.A.

DRESSER FRANCE
Filiale d'une importante société multinationale américaine recherche pour son service financier du HAVRE

CADRE COMPTABLE
ESSEC - ESC - DECS ou similaire

qui aura pour mission :
— Consolidation des comptes de Groupes ;
— Préparation des budgets ;
— Suivi et analyse des budgets.

Ce poste nécessite :
— Une expérience de 3 ans minimum en comptabilité générale, à possible dans une entreprise ;
— Une parfaite maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé) ;
— Une certaine disponibilité.

Poste évolutif pour 1 candidat de valeur

Adr. C.V. prêtant Direction du Personnel, 31, bd Winston-Churchill, 75006 LE HAVRE

POUR AFRIQUE FRANCOPHONE
Entreprise T.P. Bâtiment
recherche

CHEF COMPTABLE

Après mise au courant au Siège à PARIS et un stage dans une Agence d'Afrique, il occupera un poste intéressant en Afrique.

Une expérience de quelques années de comptabilité entreprises est indispensable.

Ce poste intéressant ne peut convenir qu'à un célibataire.

Envoyer C.V. et photo à n° 63.412 Contesse Publ., 20, avenue Opéra, Paris 1^{re}, qui transmettra.

VALLÉE DE LA LOIRE
Société française filiale d'un groupe international spécialisé dans les matériels et articles de sport et loisirs recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Celui-ci devra avoir une connaissance et une expérience approfondies dans les domaines suivants :
• Comptabilité.
• Finance.
• Contrôle de gestion.
• Informatique.
• Personnel.

QUALITÉS INDISPENSABLES DE GESTIONNAIRE ET DE MANAGER

Si vos caractéristiques correspondent à ce que nous recherchons, veuillez nous adresser votre curriculum vitae en indiquant votre rémunération annuelle actuelle et en accompagnant celui-ci d'une note précisant, pour chacun des cinq points, votre formation et vos expériences.

Envoyer sous référence 627 à

JOUBLIN
CONSEIL EN RECRUTEMENT
62, av. Wagram, 75017 PARIS.
Les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion et il sera répondu à chacun.

Association internationale non gouvernementale, siège Genève, recherche personnalité africaine

BILINGUE ANGLAIS, FRANÇAIS, comme

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Résidence Afrique noire, longue expérience développement rural et formation cadres, connaissances approfondies plusieurs pays africains.

Envoyer candidature et C.V. (traités très confidentiellement) sous référence B 18-115228 Publicitas CR - 1211 Genève 3.

SOCIÉTÉ CÔTE-D'IVOIRE
représentant
IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE FRANÇAIS
recherche

ÉLECTRONICIEN SUPÉRIEUR
NIVEAU A T 3

ayant des connaissances approfondies en télécommunications et/ou en émetteurs de puissance AM-FM-TV. Bonnes connaissances appareils de mesure.

Le candidat devra être capable de réaliser de bout en bout l'installation des équipements définis ci-dessus.

• Lieu de résidence : Abidjan, déplacements dans les États voisins.
• Avantages : Contrat expatrié, logement, caisse de retraite.

Convieront à un candidat célibataire ou marié sans enfants, ayant plusieurs années de pratique.

Env. C.V., photo récente en précisant prétentions se réf. n° 245 à CRÉATIONS DAUPHINE, 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

BRETAGNE
VILLE UNIVERSITAIRE
Electronique Professionnelle
Nous recherchons notre

CHEF DE SERVICE QUALITÉ

Le candidat retenu, âgé de 35 à 45 ans, de formation électronique, possédant une expérience minimum de 10 ans acquise sur du matériel professionnel élaboré.

Adr. currie, vitae, photo et prêt. sous n° 62.863 à CONTEXTE Publ., 26, av. Opéra, Paris (1^{re}), qui tr.

digital
DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION
The world's largest mini-computers manufacturer continues to expand in all areas of computer applications. We have an immediate opening in our European Marketing Group for a

TELEPHONE MARKETING SPECIALIST EUROPE

HIS RESPONSIBILITIES WILL BE TO :
• provide support both technical and marketing to the telephone industry sales force,
• coordinate our marketing strategy for the telephone industry.

THE IDEAL CANDIDATE SHOULD HAVE :
• 2 or more years experience in marketing, support or sales to the telephone industry,
• a strong technical background in teleprocessing,
• fluent english, german desirable.

Based in our Paris office, this position involves extensive customer contact and frequent short trips within Europe.

If you are ready for challenge and development opportunities, the send your C.V. with references and salary expectations to :
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Direction du Personnel (réf. TEL-30)
18, rue Saarlouis - Centre Silic - 94533 RUNGIS

digital

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche pour
AFRIQUE NOIRE

JEUNES DIPLOMÉS
E.S.C. SCIENCES ECO
débutants, calculatrices.
Langue anglaise souhaitée.
Situations intéressantes.
Perspectives d'avancement après formation.

Adr. C.V., prétentions, n° 63.175, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, G.L.

N.E.N. CHEMICALS GMBH
est la filiale européenne de la New England Nuclear Corporation, un des premiers fournisseurs mondiaux de radio-isotopes.

Nous recrutons :

TECHNICO-COMMERCIAL
qui sera chargé de développer en France la vente de nos produits utilisés en laboratoire clinique.

Ce poste exige une haute qualification technique ainsi que la capacité à négocier à un haut niveau.

Les candidats devront posséder un diplôme en biochimie ou équivalent.

Une expérience préalable de la vente serait un avantage. Une connaissance de l'anglais de base est indispensable.

Nous offrons une forte rémunération avec primes ainsi que des avantages additionnels.

Adresser candidature à :
GENERAL MANAGER
N.E.N. CHEMICALS GMBH,
Box 1280,
D-5072 DREISCHENHAIN,
R.F.A. - Téléph. (492) 85-004.
Pour renseignements, téléph. à M. CORSE, 343-82-81.

حکومتی ادارہ

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE



UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN DE TRÈS HAUT NIVEAU

Il participera à la définition de l'orientation technique de la Société, remplira des missions de consultant et d'assistance technique aux responsables de secteurs opérationnels.

Ce poste convient à un ingénieur de formation grande école, d'au moins 5 ans d'expérience en informatique et d'une grande compétence technique (systèmes d'exploitation, bases de données, télétransmission).

Des qualités de contacts humains sont souhaitables.

● Pour ses départements opérationnels :

- 5 INGÉNIEURS de formation grandes écoles débutants, réf. 11627 ;
 - 2 INGÉNIEURS de formation grandes écoles de 4 à 6 ans d'expérience en informatique, réf. 10627 ;
 - 2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS débutants DUT (condition impérative), réf. 10629.
- Tous ces candidats se verront confier des responsabilités dans le cadre du développement de projets informatiques importants.

Envoyer C.V., photo et références en précisant la référence du poste choisi à CAP SOGETI SYSTEMES, 5, rue des Morillons - 75138 PARIS CEDEX 13.



ANALYSTES PROGRAMMEURS

ils auront une formation supérieure en informatique, et connaîtront le P.L.I.

Nous leur proposons :

- des postes formateurs en informatique de gestion (importantes configurations IBM 370) ;
- un travail en équipe sur de nouveaux projets ;
- les possibilités d'évolution d'une grande entreprise.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. et références au Service de l'Emploi sous réf. 11.676, 79, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS.

ATTACHEE DE DIRECTION

Elle devra :

- prendre en charge certaines tâches spécifiques au Secrétariat général et l'animation de ce service ;
- assister le Directeur Général dans différentes missions sous la responsabilité du Secrétaire Général.

Une solide expérience dans un domaine similaire est souhaitée.

Formation universitaire + BTS ou Ecole de Commerce.

Adresser C.V. photo et prétentions à : SODECCO 12 rue Lafayette - 75009 PARIS

INGÉNIEUR Grande Ecole

CONFIRME dans les techniques du vide, pour diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens orienté vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques.

Adm. currie, vitas, prêt. et photo sous n° 62.822 à COTTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

H B Network Information Services

premier distributeur en Europe de Services Time Sharing recherche pour son Siège Social Européen situé à PARIS

responsable analyse activité et systèmes d'informations
possédant l'expérience des banques de données et de la mise en place de systèmes d'informations financières, marketing et commerciales. (Réf. A)

analyste programmeur
collaborateur du précédent, chargé de mettre en place le système et d'en donner le suivi et les modifications. Il aura une connaissance du FORTRAN et de la programmation de gestion. (Réf. B)

responsable plans de formation
possédant une expérience de la formation des informaticiens. (Réf. C)

responsable de promotion
des produits informatiques dans le domaine financier, possédant une expérience de la commercialisation des services informatiques et des problèmes financiers. (Réf. D)

responsable business planning et études économiques
possédant une expérience de 3 à 5 ans dans un poste d'activité équivalente. (Réf. E)

responsable prix et contrats
collaborateur du précédent, possédant une expérience de la vente de services aux entreprises et de l'utilisation de l'informatique dans les études de prix. (Réf. F)

Ces postes s'adressent à des diplômés de l'Enseignement Supérieur possédant une bonne connaissance de l'anglais.

Les activités, de dimension internationale, couvrent l'ensemble des filiales de la Société et pourront nécessiter des déplacements en Europe et aux Etats-Unis.

Envoyer C.V. et lettre actual, en précisant la référence du poste, à Monsieur DERONDELLE, Directeur du Personnel,

HB NIS
179-181 avenue Charles de Gaulle, 92233 Neuilly

CONSEILLER DE GESTION CONCESSIONNAIRES

Le développement du réseau de vente indirecte de cette Société nécessite la collaboration d'un Conseiller de Gestion.

Sa mission : au sein de la Société de Crédit du Groupe en France, concevoir et faire appliquer les programmes de gestion, analyser les résultats financiers, évaluer les structures financières, étudier les dossiers d'agrément, proposer des plans de financement. Cette responsabilité pour un homme jeune, de bonne formation comptable (D.E.C.S. ou équivalent) demande une expérience dans des fonctions comptables ou financières, une parfaite maîtrise de l'anglais. Des connaissances générales en informatique sont appréciées.

La nature de l'activité suppose de l'intérêt pour les contacts et implique des déplacements réguliers.

Les personnes qui intéressent cette proposition sont invitées à adresser leur dossier sous réf. CG 537/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln, 75008 PARIS

Ingénieur Consultant

CEGOS TYMSHARE
Filiale commune de Cegos, du Crédit Lyonnais et de Tynshare.

leader dans son domaine, forte expansion européenne, time sharing, vous propose un poste d'Ingénieur Consultant à Paris.

Vous participerez au développement des applications du time-sharing chez les utilisateurs dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation.

Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'informatique et du management : simulations financières, contrôle de gestion, investissements, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 30 gros systèmes interconnectés de types IBM 370/158, PDP 10 et XDS 940.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'animation d'équipes technico-commerciales en France et à l'étranger.

Ce poste convient à un diplômé Grande Ecole, débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience de langages de programmation.

Formation complémentaire de gestion appréciée.

- Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire ;
- La formation au time-sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence M. 8.022, à CEGOS TYMSHARE (Tél. : 502-24-00), 106, Bureaux de la Colline de Saint-Cloud - 92213 SAINT-CLOUD.

CCMC la gestion à l'heure de l'informatique

désire intégrer à ses EQUIPES DE VENTE

jeunes diplômés ESC ou formation supérieure comptable équivalente. homme d'action.

Vous connaissez que les informations comptables et financières doivent être traitées à dimension industrielle - sur ordinateur.

Vous avez l'ambition de devenir des spécialistes capables d'analyser et de répondre aux besoins de nos utilisateurs (industries diverses, cabinets comptables, etc.).

Vous recevrez pendant 2 mois au siège de la société une formation sur la connaissance de produits très favorables à votre épanouissement dans la profession.

Salaire largement compétitif. La connaissance de l'informatique n'est pas indispensable, néanmoins une première expérience dans le logiciel serait appréciée.

Postes à pourvoir : Paris, Nancy, Strasbourg (allemand courant indispensable), Annecy, Lyon, Limoges, Saint-Etienne, Marseille.

Veuillez écrire avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, B.P. 62 38207 VIENNE



GROUPE TRAVAUX PUBLICS

ACTIVITE INTERNATIONALE
Département Etranger
Siège Social PARIS

UN INGÉNIEUR

chargé pour une zone d'activité à l'étranger :

- de participer aux recherches de travaux ;
- de collaborer aux études ;
- de contrôler l'exécution des chantiers ;
- d'assurer les liaisons entre les chantiers et les services du Siège Social.

ayant au moins 10 ans d'expérience d'ingénieur T.P. - B.E. et chantiers (si possible étranger)

ANGLAIS PARLE ET ECRIT NECESSAIRES

Envoyer C.V. et photo, L.T.P. n° 239, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS Cedex 02

STE INTERIMA rach. TECHNICO-COMMERCIAUX

Parfait connaissance de travail temporaire en administration pour PARIS 17^e.

Tél. pour R.V. : 472-78-43, à Mme BERTHEMIN

Importance sociale d'assurances quartier BOURSE recherche ANALYSTE CONFIRME

niveau études supérieures. Adm. C.V. à LA FONCIERE, Service Informatique, 4, r. Notre-Dame-des-Victoires 75002 PARIS CEDEX 02



TÉLÉBANQUE

Jeunes cadres

possédant :

- Une formation supérieure de type H.E.C., Sciences Politiques ou équivalent ;
- Une expérience bancaire de 2 ans minimum ;
- Une excellente présentation et une grande facilité de contacts.

Intégré dans une petite équipe, le candidat devra assurer les tâches d'un conseiller auprès d'une clientèle privée de haut standing.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo, sous la référence 471 à S.P.P.R. Direction de Personnel, B.P. 141, 75000 PARIS CEDEX 02.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS ALIMENTAIRES

C.A. 130 millions (effectif 450 personnes) cherche pour son DÉPARTEMENT MARKETING

UN CHEF DE PRODUIT

PROFIL : Diplômé de l'enseignement supérieur commercial : HEC, ESSEC, Sup de Co ou d'une école d'ingénieur avec une formation complémentaire (IAE, IAE, ISSEC).

Ayant une expérience de 3 à 5 ans des Techniques Marketing et si possible de la vente

FONCTIONS : Sur le plan Marketing, en charge d'une LIGNE DE PRODUITS DESTINÉS aux BOULANGERS PATISSIERS et aux COLLECTIVITÉS

Sur le plan commercial, responsable de L'EQUIPE DE VENTE COLLECTIVITÉS DE LA RÉGION PARISIENNE

Env. lettre man. avec C.V., photo et prêt. N° 63.202 COTTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

une assistante sociale diplômée d'état

Dans le cadre de ses responsabilités spécifiques, et en bénéficiant de l'autonomie nécessaire, nous souhaitons qu'elle prenne bien évidemment en charge les problèmes individuels mais quelle joue également un rôle actif de conseil pour les problèmes de la vie collective.

La dimension que nous sommes prêts à donner au poste - qui est une succession et non une création - implique que les candidates qui se présentent justifient de plusieurs années d'expérience de la fonction en Entreprise (si possible mais pas obligatoirement dans le secteur tertiaire).

- Poste Cadre à temps complet.
- Rémunération non inférieure à 60000 F annuels.

- Avantages Banque.

- Mutuelle.

- Restaurant d'Entreprise.

- Horaire variable.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 30210 à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ ENGINEERING

Filiale Groupe Américain recherche

CHEF COMPTABLE

NIVEAU B.P., 40 ans minimum

Avec une équipe de 10 collaborateurs, il aura l'entière responsabilité des comptabilités générales et analytiques, de la fiscalité, de la gestion de la trésorerie.

Très bonne expérience dans secteur industrielle de préférence engineering ou T.P. nécessaire.

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 2.223 :

CORT 65, avenue Kléber, PARIS (16^e).

Discretion totale assurée.

I. N. A.

Institut National de l'Audio-visuel

- Vous avez une expérience dans la formation d'adultes.
- Vous êtes ingénieur électronicien ou vous avez un D.U.T. électronique ou équivalent.
- Ou vous avez une formation juridique ou économique.

Votre candidature nous intéresse. Si vous êtes libre au 1^{er} septembre, vous pouvez postuler un emploi (à durée déterminée).

d'ANIMATEUR DE FORMATION

Ne pas se présenter, envoyer lettre manuscrite, C.V., photo à INA, Voie des Filotes, pièce 1104, 94360 BRY-SUR-MARNE.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

directeur médical

Un puissant groupe pharmaceutique français recherche, pour une filiale franco-américaine, un homme capable d'animer son équipe de médecins et chercheurs, de maintenir l'efficacité médicale du laboratoire.

Il aura pour mission essentielle de lancer et de suivre les travaux cliniques préliminaires à l'obtention des autorisations de mise sur le marché. Ce poste conviendrait à un clinicien de haut niveau (interne ou chef de clinique), désireux de faire carrière dans l'industrie pharmaceutique, et ayant une très bonne maîtrise de la langue anglaise.

La poursuite d'une activité professionnelle à temps partiel peut être envisagée.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 1015/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

COORDINATION ET PLANNING DE PROJETS D'USINES CLES EN MAINS

Ingenieur, vous avez une expérience d'au moins 5 années dans la coordination et le planning de projets industriels et vous avez eu l'occasion de travailler sur chantiers.

Société d'engineering et de constructions mécaniques, nous vous proposons de prendre, au sein de notre Service Travaux, la responsabilité d'un groupe d'une vingtaine d'ingénieurs et d'agents techniques Planning.

Ce poste, basé dans la proche banlieue ouest de Paris, implique néanmoins des déplacements, de courte durée, sur sites.

Ecrire à No 62.281 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

telesystemes

Offre depuis 1969 une gamme très complète de Services en Télétraitement et bénéficie d'une excellente réputation en réalisation de Systèmes de Téléinformatique.

Parallèlement à la mise en place de nouveaux moyens nous désirons renforcer nos structures opérationnelles par le recrutement de plusieurs :

ingénieurs commerciaux (Réf 1)
Ils seront chargés de la promotion de Services et de Produits dans un marché en expansion rapide.

- Expérience de la vente de Services souhaitée.
- La rémunération, liée aux résultats, est élevée.

ingénieurs d'applications (Réf 2)
Ils seront responsables du Support technique d'applications et de la mise en service de produits sophistiqués dans des secteurs de pointe.

- Formation supérieure Scientifique ou Économique exigée.
- Pour un des postes, connaissance CDC 6000 et SCOPE appréciée.

analystes et analystes programm. (Réf 3)
Ils prendront en charge la réalisation de projets de gestion en temps réel.

- Une expérience pratique des matériels importants (IBM 370, CHB 66) ou de minis de gestion sera demandée.

analystes programmeurs (Réf 4)
Ils devront s'intégrer aux équipes d'études de conception et de développement de logiciels dans le domaine de la commutation de messages.

- Formation IUT, CNAM ou équivalent et expérience réelle de 2 ans minimum dans l'analyse et la programmation sur minis ordinateurs type : TELEMECANIQUE T1600 - CII MITRA 15 - DEC PDP 11.

TELESYSTEMES société en plein développement offre de larges perspectives de carrière dans toutes les branches de la Téléinformatique.

Les postes sont à pourvoir rapidement. Adresser Lettre manuscrite et C.V. en indiquant la référence du poste envisagé à :

TELESYSTEMES
10, rue de Verdun - 92100 Boulogne-Billancourt.

offres d'emploi

ELECMA
division électronique de la SNECMA

CHEF (IIB) DU LABORATOIRE D'ETUDES EQUIPEMENTS RADIOELECTRIQUES

MISSION : concevoir, étudier, faire réaliser des équipements radioélectriques prototypes d'émission, de réception et de traitement du signal.

PROFIL :
Ingenieur Electronicien (ESE, ECP, Télécom...)
• 35 ans minimum
• expérience d'une dizaine d'années dans l'étude et le développement d'équipements radioélectriques.
• Anglais courant souhaité.

Adresser C.V., photo et prétentions à : F. HERTEMAN - SNECMA sous référence 52/76
Département Encadrement
150, boulevard Haussmann
75001 Paris Cedex 08

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE VERRIER ALLEMAND

recherche

AGENT TECHNICO CCIAL

POSITION CADRE

- Pour gestion et extension d'un département.
- Bilingue allemand.
- Expérience de l'industrie du verre souh.

Adresser lettre manuscrite C.V. et prêt à SCHOTT 128, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

Société Financière en expansion (8^e arr.) spécialisée dans l'effectuement (factoring) recherche homme 30 ans minimum, de formation Sup. de Co. EHC, DECS ou équivalent pour poste

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

(comptabilité, fiscalité, gestion du personnel, organisation administrative, gestion financière). Expérience utilisation ordinateur souhaitée. Fonction pouvant évoluer vers Secrétariat général.

Adr. C.V. manuscrite, photo et prêt, annuelles sous réf. 101 à AZEL Publiété.

11, Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris qui transmettra.

RESPONSABLE CENTRALE D'ACHATS - PARIS

WRANGLER, spécialiste des « jeans and jackets » recherche pour son siège de LOUVRES (8^e), un homme ou une femme jeune capable d'être son porte-parole auprès des centrales d'achats et d'assurer l'administration des ventes des grands magasins et de la V.P.C. Pour réussir, il faut une expérience minimum de 3 ans acquise à un poste d'acheteur, de vente ou d'administration des ventes, une bonne formation générale et un bon prononcé pour les contacts humains.

Env. C.V., photo récente et rémunération actuelle à J.-P. VELLA sous réf. 2554/M (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS cedex 06

transac
Société du Groupe C.G.E.
SPÉCIALISÉE EN PÉRI-INFORMATIQUE au niveau européen recherche

INGÉNIEURS SYSTÈME PETITS ORDINATEURS GRANDS RÉSEAUX

Pour faire partie de groupes de travail qui, dans le cadre de la réalisation de systèmes informatiques très évolués basés sur la télé-informatique et/ou la saisie des données, ont la responsabilité de concevoir et réaliser intégralement :

- des logiciels de base sur une gamme de petits ordinateurs et terminaux intelligents ;
- des logiciels généralistes ;
- des systèmes « clé en main ».

Les candidats seront de formation supérieure ou de niveau équivalent et disposeront d'une expérience de 2 à 3 ans de programmation en langage d'assemblage dans les domaines :

- de systèmes d'exploitation,
- de réseaux de télécommunications,
- de saisi de données.

L'expansion de la société offre l'opportunité de situations évolutives pour tous ces postes qui sont à pourvoir en

BANLIEUE SUD DE PARIS (30 KM)

DISCRETION ASSURÉE

Il sera répondu à toutes les candidatures comportant obligatoirement lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et délai disponibilité adressées au

Cabinet des Sciences Humaines
9, Square R. Bazin
PARLY-2
75150 - LE CHESNAY
chargé du recrutement.

chef de projet

BSN Gervais-Danone recherche 1 Chef de Projet pour la Direction Informatique de la Société Européenne de Brasseries, à SEVRES.

Il se verra confier des projets intéressant les domaines comptables et financiers.

Sa responsabilité s'exercera depuis l'élaboration de l'étude-projet jusqu'à la mise en place finale de l'application chez l'utilisateur.

Il aura à animer et diriger une équipe d'analyse programmation dont la taille et la composition dépendront des projets confiés.

Ce poste intéresse un diplômé d'études supérieures (Ingenieur grande école de préférence), ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans la conception et l'analyse d'applications informatiques touchant les secteurs comptabilité, finances, gestion.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé en précisant rémunération actuelle et prétentions sous référence J 10 à Jean Burckel, BSN-Gervais-Danone, 126-130, rue Jules-Guesde 92302 LEVALLOIS.

bsn.gervais danone

Assistant to European Finance Manager

Cette Société agit comme Service de Financement et de Factoring des ventes à crédit d'un Groupe International premier mondial sur son marché.

Le Président de la Société Française, en même temps responsable de l'Administration de l'ensemble des Sociétés européennes, cherche un Assistant pour le seconder dans cette dernière tâche.

Son rôle : en relation avec les contrôles de ces différentes sociétés, il étudie, améliore ou crée les procédures comptables. Il assure le suivi des audits internes et externes, il supervise le reporting mensuel, et peut être amené à remplacer occasionnellement le contrôleur de l'une ou l'autre de ces sociétés.

Ce poste peut être tenu par un homme jeune, de bonne formation comptable (D.E.C.S., E.S.C., Option Finance Comptabilité ou équivalent), ayant des connaissances en informatique. Il est bilingue anglais (la connaissance de l'allemand est appréciée). Il possède une expérience de deux ou trois ans de cabinet d'audit ou de contrôleur de gestion dans une multinationale.

La fonction nécessite une réelle disponibilité (il faut prévoir de nombreux et parfois longs déplacements en Angleterre comme en Allemagne).

Les personnes qu'intéresse cette proposition sont invitées à adresser leur dossier sous référence EF 553/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln, 75008 PARIS

OPÉRATEUR INTERNATIONAL DE SOUS-MARINS OFFSHORE

Recherche pour ses services d'études et de développement à Rungis :

PHYSICIEN - Niveau Doctorat.
Spécialité Acoustique-Electromagnétisme

Le candidat, ayant au moins cinq ans d'expérience dans un laboratoire de physique expérimentale (université ou industriel), sera chargé de la définition, de l'étude et de la mise en œuvre opérationnelle de capteurs embarqués sur les sous-marins.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN - Chef de Projet
Le candidat devra justifier d'une expérience réussie en tant que chef de projet. Il aura pour mission la définition et la réalisation des systèmes d'instrumentation et de navigation destinés aux opérations offshore.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN - Chef de Projet
Le candidat devra avoir une bonne connaissance des systèmes d'acquisition et de traitement de données scientifiques en temps réel. Il sera chargé de développer l'interprétation des mesures recueillies au cours des opérations et de mettre en œuvre leur traitement automatique.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé, photo, prétentions, S.I.L.I.C. 305 94388 RUNGIS CEDEX.

Très important groupe multinational d'INGENIERIE Pétrochimie - Energie, recherche pour sa société française

ingénieurs confirmés projet-process 120 000 +

PARIS/VOYAGES

souhaitant élargir leurs fonctions ou prenant la responsabilité d'un poste de haut niveau dans les domaines des

ventes et développements commerciaux

Les candidats âgés de trente ans ou moins seront bilingues anglais et d'une incontestable compétence en matière de coordination de projets ou de développement de produits.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h30 - 13h30 à 19h par Information Carrière SVP 11.11, qui délivrera un rendez-vous aux candidats concernés. Réf. 821.

65, avenue de Wagram 75017 Paris

Information Carrière SVP 11.11

IMPORTANTE ENTREPRISE recherche pour son

ACTIVITÉ LIGNES T.H.T.

INGÉNIEUR pour diriger service

ÉTUDES et MARCHÉS LIGNES T.H.T.

Sérieuses références seront exigées

Langue anglaise

INGÉNIEURS pour TRAVAUX LIGNES T.H.T.

Formation STP

Seront chargés direction gros chantiers

MOYEN-ORIENT et AFRIQUE

CONDUCTEURS de TRAVAUX T.H.T. confirmés pour TRAVAUX

en FRANCE et à L'ÉTRANGER

Adresser C.V., prêt, à 63.130 CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Paris
Directeur Pierre BOULEZ

Ingenieur du son principal

Les candidats devront avoir :

- Une formation supérieure (BAC ES/SC/ECOP)
- Une expérience significative des divers domaines concernés.
- Anglaise courante impérative.

Les postes sont à pourvoir en

BANQUE PRIVÉE
(QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES)

UN CHEF DE PROJET

Le candidat devra avoir une bonne connaissance des systèmes d'acquisition et de traitement de données scientifiques en temps réel. Il sera chargé de développer l'interprétation des mesures recueillies au cours des opérations et de mettre en œuvre leur traitement automatique.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé, photo, prétentions, S.I.L.I.C. 305 94388 RUNGIS CEDEX.

50211111

حکومت اسلامی

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

Institut de Recherche et de Coordination ACOUSTIQUE/MUSIQUE (I.R.C.A.M.)

Paris

Directeur Pierre BOULEZ

recherche

ingénieur du son principal

Il sera responsable de tous les enregistrements et transmissions sonores à l'I.R.C.A.M., ainsi que du choix des équipements AUDIO de l'Institut.

Le postulant est un Ingénieur du son expérimenté, de 1er plan, avec une formation musicale étendue et une connaissance approfondie de l'INGÉNIERIE ELECTRONIQUE.

L'expérience de l'Electronique numérique sera un atout supplémentaire.

Le poste est à pourvoir à partir du 1er janvier 1977, avec des aménagements possibles.

Le salaire est directement lié à l'expérience et aux qualifications requises.

Envoyer lettre de candidature et CV précis à J.N. TRINH 35, boulevard de Stbasotopol 75001 Paris

SOCIÉTÉ DE RÉPUTATION MONDIALE

fabriquant accessoires machines-outils de précision recherche son

DIRECTEUR D'USINE

animateur et gestionnaire de l'outil de production, 150 personnes, banlieue Nord Paris.

- C'est un Ingénieur A. et M. ou similaire ;
- ayant 3 ans d'expérience direction fabrication machines-outils ou mécanique de précision ;
- anglais et/ou allemand indispensables.

Adresser C.V. manuscrit et détaillé avec photo justifiant salaire actuel sous référence 8.025.

MORENO CONSEIL

17, r. Courmoulin, 91100 REMES.
8, cité d'Hauteville, PARIS-10e.

Très important groupe français multinational RECHERCHE EXPERT-COMPTABLE

Chargé de missions de conseil comptable au sein des Sociétés du Groupe, spécialement hors de France.

Ce poste comportera successivement des séjours à Paris et des séjours de quelques mois dans des filiales à l'étranger.

Les candidats devront avoir :

- 35 ans minimum.
- Une formation comptable supérieure (HEC, ESSEC, ESCP).
- Une expérience complète des divers domaines comptables.
- Anglais courant impératif.

Large possibilité de carrière au sein du Groupe.

Ecrire avec CV et photo sous référence 358.203 M. - Régie Presse 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN DES PREMIERS GROUPES CHIMIQUES

recherche

L'ADJOINT AU CHEF DE SON SERVICE

COMPTABILITÉ ET CONTRÔLE

- Formation comptable supérieure, minimum DES, double d'une bonne formation générale.
- Connaissances informatiques souhaitées.
- Expérience de plusieurs années de comptabilité et de gestion.
- Pratique de l'anglais.

Poste à pourvoir dans la banlieue parisienne.

Env. C.V. photo et présentations s/réf. 401 M à SWEET'S S.P. 269, 75421 PARIS CEDEX 09 Q. 17.

BANQUE PRIVÉE (QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES)

recherche

UN CHEF DE PROJET

de haut niveau

- Expérience bancaire indispensable ;
- Ayant exercé des responsabilités actives sur des applications temps réel ;
- Formation T.P. et bases de données nécessaires.

Envoyer lettre manuscrite, avec C.V. précis et présent. à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, s/réf. 30223 qui transmettra.

Imot bureau engineering
Quartier DEPOSE
cherche :

INGÉNIEUR

Formation Génie Civil
Avec pratique des Travaux
autour des voies ferrées
Anglais souhaité.

Adr. C.V. 66, rue de l'Industrie,
à n° 62.949, Contesse Publiée,
20, av. Opéra, PARIS-17e, qui tr.

L'UN DES PREMIERS SOCIÉTÉS PRIVÉES DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

recherche

VENDEUR

EXPERIMENTÉ
IMMOBILIER
pour lui confier responsabilités
Bureau de vente
Salaire fixe + Primes.

Adr. C.V. photo et conditions
souhaitées, à n° 62.949, Contesse,
B.P. 15402, 75004 PARIS,
CEDEX 02, qui transmettra

Rech. pour PONTISSE

COMPTABLE

Niveau : niveau D.E.C.S. ou
équivalent. Responsable comptabilité
société. Etablissement bi-
lans et déclarations fiscales. S.S.
P.L., B.P. 8, 9310 St-Denis-Pau
Ecr. M.G. Transm. 101, P.L.,
B.P. 8, 9310 St-Denis-Pau

**STE RASPAIL ch. collabora-
teurs (travaux) de vente et locat.
avoids de classe rive gauche,
salaires élevés. Tél. : 222-34-41.**

Henkel

acheteur

HENKEL FRANCE, filiale d'une importante entreprise européenne de produits chimiques, 1400 personnes, 2 usines.

Dans le cadre du Service Achats de notre Direction Administrative et Financière, nous vous proposons de prendre la responsabilité des achats des articles destinés à la Promotion des Ventes de Produits de grande consommation.

Ce poste suppose une première expérience des achats de produits grand public, verreries ou matières plastiques. Une formation Ecole Supérieure d'approvisionnement serait appréciée.

Ecrivez-nous sous réf. M. 892 à HENKEL FRANCE, D.R.H. - B.P. 119 - 92220 BAGNEUX.

Important groupe français de distribution de matériel industriel, recherche en vue de fonctions

d'état major et de direction générale

cadres de haut niveau

35 ans minimum, d'une incontestable formation supérieure, ayant déjà démontré leur aptitude à manager, organiser, gérer et développer une entreprise commerciale de 50 à 100 Millions de C.A.

Ces postes sont la création d'une politique volontariste de développement et de résultat seront confiés à des hommes de caractère alliant à un tempérament de responsable un sens aigu de l'équipe et des hommes.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h30 - 13h30 à 18h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Réf. 814, 65, avenue de Wagram 75017 Paris

Information Carrière SVP 11.11

secrétaire général adjoint

125 000 F +

Une Caisse de Retraite Interprofessionnelle dont l'activité s'étend sur l'ensemble du territoire métropolitain. L'une des plus importantes par le nombre des entreprises adhérentes et des participants actifs, recherche son Secrétaire Général Adjoint.

De formation supérieure, de préférence économique et juridique, âgé de 35 ans minimum, il aura à assister le Secrétaire Général dans l'ensemble de ses tâches, et plus particulièrement au niveau de la fonction personnelle, de la gestion administrative, du secteur social et immobilier.

Localisation PARIS.

La rémunération sera fonction de l'expérience professionnelle.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + présentations sous réf. M/488, 25, rue du Renard - 75004 PARIS.

PROSSEL International

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

ROUSSELOT S.A.

Groupe chimique français leader mondial dans sa spécialité recherche pour son siège social à Paris

cadre marketing

HEC - ESSEC - ESCP ANGLAIS COURANT

Jeune mais ayant de préférence quelques années de pratique du marketing actif dans le domaine des produits industriels.

Il aura pour mission de gérer un système informatisé de traitement des informations marketing à l'échelle d'une division et d'assurer les fonctions de chef de produit d'une gamme de produits techniques.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h30 - 13h30 à 18h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Réf. 822
65, avenue de Wagram 75017 Paris

Gerland Etanchéité

Directeur Comptable et Administratif

En créant avec un brillant partenaire cette nouvelle filiale, GERLAND confie sa place de choix sur le marché de l'étanchéité. L'équipe de Direction est jeune, les résultats performants, les espérances réalistes et ambitieuses.

Les fonctions qui seront confiées au Directeur Comptable et Administratif supposent qu'il ait déjà une première expérience sérieuse et le goût des responsabilités. Il dirigera les comptabilités bien sûr, l'administration générale et celle des ventes, mais aussi l'organisation administrative (à repenser dans ce contexte nouveau), la mise en place d'un contrôle de gestion, l'informatique (en liaison avec le siège sous-traitant).

Une bonne formation de base s'impose (niveau D.E.C.S. minimum) et les capacités intellectuelles et humaines pour mettre en place un système et le gérer (pendant un an, il fera de fréquents déplacements à Lyon).

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur dossier sous référence GE 671/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

Importante Société de Transport charge HONEYWELL BULL de recherche pour son Service Informatique, un

ANALYSTE PROGRAMMEUR

ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE,

Il devra, dans l'immédiat, se familiariser avec les applications traitées en Gamma 10 - pour assurer ensuite leur transfert sur matériel HS 62/40 livrable au troisième trimestre 1977.

Après cette mise en œuvre il participera au développement de l'organisation informatique de la Société.

Il devra avoir une formation informatique - niveau BTS - 4 à 5 ans d'expérience et, si possible, avoir eu des responsabilités d'encadrement. Une connaissance de la série 60 serait appréciée.

• Lieu de travail : Paris.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 19 M à ACLES : F 107.

HONEYWELL BULL 81-82, rue d'Arden - 75008 Paris Cedex 20

acles

Entreprise Prêt à Porter masculin recherche J. H. pour tricotage, lancement - fabrication, stocks.

Adr. C.V. et prêt. à FICHER, 18, rue Dubouche, Paris-19e.

VILLAGE DE VACANCES

recherche

MATRESSE DE MAISON

pour BOURDAN

Profil du poste :

- Responsable accueil familles, groupes, retraités ;
- Accueil enfants (garde-rie, club animation) ;
- Responsable personnel réception, entretien, service.

Qualités requises :

- Initiatives ;
- Organisation ;
- Sens du commandement ;
- Expérience restauration collective indispensable.

Adresser C.V. + prétentions + photo (retournée), ss réf. 5.304, L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, PARIS CEDEX 02.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE EN EXPANSION

recherche

INDUSTRIAL ENGINEER

pour son usine située banlieue Paris Ouest.

Le poste conviendrait à Ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience industrielle.

Le candidat justifiera :

- d'une bonne formation générale avec connaissance de l'anglais, lu et écrit,
- des qualités d'organisation,
- le goût des responsabilités et le sens des contacts humains.

Le candidat retenu deviendra après formation, le Chef du Service Organisation et Méthode et reportera au Directeur de l'usine.

Adr. C.V. et prétentions sous réf. 305 à SYNERGIE 10 r. Barbette 75003 PARIS

Logabax

informatique

recherche pour renforcer son Service TECHNIQUE LOGICIEL

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Il lui sera confié des missions d'assistance technique des équipes logicielles de nos directions régionales et des travaux de production de logiciel, principalement en télé-informatique.

Il est demandé :

- Une expérience réelle en télé-informatique (2 ans minimum).
- Une bonne pratique de la programmation en assembleur sur moyens ou petits systèmes.
- De bonnes notions d'anglais.
- D'accepter de nombreux déplacements de courte durée.
- Connaissance COBOL appréciée.

Env. C.V. photo, prétentions Direction du PERS. 77, avenue Aristide-Briand, 94210 ARCUREL.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

Leader dans sa branche

recherche pour la mise en place d'un réseau européen de transmission de données

Un spécialiste télétraitement

Il participera :

- à la définition technique et à la mise en place d'un réseau,
- aux relations avec les Administrations P. et T. des compagnies connectées,
- aux opérations de maintenance.

Le candidat retenu devra avoir une formation technique et l'expérience de la maintenance d'un réseau de transmission de données.

La connaissance des unités de contrôle de transmission serait un atout supplémentaire.

Anglais courant indispensable.

Lieu de travail : région parisienne.

Merci d'envoyer votre C.V. sous références 1507 à Pierre LICHOU S.A. 10, rue de Louvois - 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

IMPORTANT CENTRE DE FORMATION DE CONSEILS ET DE RECHERCHES EXERCANT SES ACTIVITÉS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER recherche

SPÉCIALISTES COMPTABLES ET FINANCIERS DE HAUT NIVEAU

Il leur sera demandé :

- de concevoir en équipe des schémas pédagogiques et d'assurer des séminaires.

Profil souhaité :

- E.C.S., D.E.C.S., Cadre Financier d'Entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prêt. n° 62.666, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris (17e), qui tr.

MACHINES AUTOMATIQUES À DOMINANTE MÉCANIQUE ET ÉLECTRIQUE

Cette S.N.E. française (notoriété internationale) recherche pour banlieue N.E. PARIS (93) (avec pavillon de fonction)

DIRECTEUR TECHNIQUE

Responsable B.E. (8 pers.), LANCEMENT et FABRICATION (160 pers.), surtout en petites séries et ACHATS INDISPENSABLES

- INGÉNIEUR diplômé A.M. ou équivalent.
- EXPÉRIENCE de la DIRECTION d'une unité (de taille comparable) de CONCEPTION et FABRICATION de MACHINES AUTOMATIQUES.

CV, lettre détaillant expérience comparable, rémunération et photo ss réf. 3508 à

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SALAIRE DU P.D.G.

- Si vous croyez que votre emploi actuel ne vous permet pas d'utiliser pleinement vos capacités de dirigeant et si vous possédez les connaissances et le potentiel pour gagner un salaire de P.D.G., nous aimerions vous connaître.
- Il n'y a qu'un nombre limité d'opportunités qui se présentent à un homme, mais l'opportunité est là, et ceux qui savent nous prouver des résultats n'ont pas besoin d'aller chercher plus loin.
- Si vous avez la motivation, l'imagination et l'habileté pour assumer des responsabilités et pour traiter au niveau de la Direction, votre candidature nous intéresse.

Adresser-nous, en anglais, votre C.V. et une lettre mentionnant vos qualités personnelles, sous numéro 6633, à SPERAN, 12, rue Jean-Jaures, 92801 PUTEAUX, qui transmettra.

Premier Groupe Français

SPECIALISÉ EN SERVICES INDUSTRIELS

recherche

CHEF DE RÉGION

Paris

Pour diriger, animer, dynamiser une équipe commerciale soutenue par une structure administrative efficace.

Ce responsable, 30 ans minimum, excellent négociateur dont le goût de la vente est intact, doit avoir une expérience dans le domaine des Services.

UNE BONNE CONNAISSANCE DU MARCHÉ INTERMÉDIAIRE SERA APPRÉCIÉE

Le poste exige : volonté, initiative, esprit de décision et d'équipe, capacités de gestionnaire.

LE SALAIRE DE DÉPART SERA PAS INFÉRIEUR À 84.000 F/AN TOUS FRAIS REBOURSIÉS.

Envoyer lettre manuscrite, court C.V., réf. 681 à Michel TROUSKY qui vous garantira réponse et discrétion.

ADC 16, rue bry 75017 PARIS

Actions pour le Développement Commercial

50.000.000

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

RÉUNIS EN CONGRÈS A PARIS

Les maires de France sont mécontents, mais divisés

Le 59^e congrès de l'Association des maires de France — le dernier avant les élections municipales de 1977 — s'est ouvert, le 14 juin, à l'hôtel de Ville de Paris, en présence de plusieurs milliers d'élus. On s'attendait à des débats particulièrement vifs et à des analyses très critiques des difficultés rencontrées par les 35.394 communes dénombrées le 1^{er} avril dernier.

En 1975, déjà, le congrès avait perdu son caractère de grandes retrouvailles annuelles des maires, jusqu'alors très cordiales, et au cours desquelles la technique municipale prenait le pas sur les considérations politiques. L'an dernier, plusieurs incidents de séance — ministres chahutés, salles houleuses et batailles de motions — avaient traduit à la fois le mécontentement croissant des élus locaux devant la situation financière de leurs communes et l'apparition, tardive mais réelle, d'un clivage de plus en plus net entre majorité et opposition.

Cette année, la préparation du congrès a été particulièrement rigoureuse. On s'est livré, de part et d'autre, à une libre course aux mandats, qu'explique la nature « communautaire » de l'association. Celle-ci regroupe en effet des élus de toutes tendances, qui, jusqu'à présent, ne pouvaient se réunir que dans le cadre d'un congrès délégué en général leur pouvoir aux responsables départementaux de l'A.M.F., sans se préoccuper de l'étiquette politique de celui-ci.

Majorité et opposition se sont donc employées à appeler à la vigilance « leurs » maires respectifs à l'heure des motivations et de l'élection du président du mouvement, les scrutins peuvent être très serrés. Le président du comité d'action du Mouvement national des élus locaux, M. Roland Rungesser, député U.D.R. du Val-de-Marne, a ainsi adressé à tous les maires adhérents au M.N.E.L. (proche de la majorité) un appel à participer personnellement au

congrès ou « à confier un mandat à un maire ami qui ne soit pas susceptible de verser dans un esprit sectaire ». Les dirigeants des élus socialistes et communistes, de même, ont battu soigneusement le rappel de leurs troupes. Ce durcissement s'explique par deux raisons au moins.

La première est que le mécontentement des élus n'a jamais été aussi vif. Les tentatives faites par le gouvernement et même le président de la République, pour enrayer sa lente montée, ne semblent pas avoir été couronnées de succès : ni les discours de M. Pomiatowski à Mâcon en avril 1975 et au Sénat en mai, ni celui de M. Chirac devant le Congrès des maires de France le 10 juin, ni l'allocation radiotélévisée consacrée le 4 décembre dernier par M. Giscard d'Estaing aux problèmes de la démocratie locale n'ont été suivis d'effets concrets significatifs, estimant la plupart des maires, en dépit de l'adoption par le Parlement d'une « loi de finances » de quelques 100 millions de francs en faveur des collectivités locales (le Monde du 18 décembre 1975).

Or, à l'approche des élections municipales, les maires et singulièrement ceux de l'opposition — tiennent beaucoup à ce que la responsabilité de l'état dans la situation financière difficile de la plupart des communes soit clairement établie. En outre, ils sont moins enclins que jamais à accroître la pression de la fiscalité locale pour trouver de nouvelles ressources.

La seconde raison qui conduit les maires de France à durcir leurs positions est sans doute la clarification des alliances municipales du parti socialiste, pendant plusieurs décennies, l'association n'a éprouvé aucune difficulté à rassembler, de préférence autour des seuls thèmes techniques, des élus de gauche et de droite : cette situation n'était pas différente de celle que l'on pouvait observer dans de très nombreuses municipalités, à commencer par les plus importantes. Seuls les élus P.C. pourvus parfois être victimes de certains barrages ; dans l'ensemble, la grande famille des maires demeurait aussi unie que, sur le ter-

rain municipal, la gauche non communiste et une partie au moins de la droite. La bataille est désormais beaucoup plus nette, à l'image de l'opposition entre majorité et union de la gauche.

Dans les rangs de cette dernière, certains commencent même à s'interroger sur l'opportunité de rester membres d'une association qui préside un représentant de la majorité et si la clarification de leurs positions municipales ne devrait pas entraîner la cessation de toute collaboration avec M. Alain Poirier, président d'honneur, élu en 1974 et réélu l'an dernier.

A moins, justement, que le président du Sénat ne soit battu lors du renouvellement des instances dirigeantes de l'A.M.F. Le pacte de « non-agression » scellé autour de sa personne entre socialistes et représentants de la majorité risquerait, en effet, d'être dénoncé. De nombreux élus du P.S. et des radicaux de gauche souhaitent la candidature d'un des leurs qui pourrait être, estimant-ils, M. Maurice Pic, sénateur de la Drôme, maire de Montélimar, déjà secrétaire général de l'association et président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains ; mais l'intéressé n'a pas, pour l'instant, déclaré ses intentions à cet égard. Quant aux communistes, ils ont officiellement proposé à leurs partenaires la rédaction d'une motion finale.

M. Alain Poirier, qui a été réélu vendredi 11 juin par M. Giscard d'Estaing pour lui faire part des difficultés des collectivités locales, devait de son côté prononcer, ce mardi, un discours de combat, susceptible de prouver aux élus de gauche que son appartenance à la majorité ne l'empêcherait pas de défendre l'indépendance des communes. Maire d'Ablon (Val-de-Marne) depuis la libération, le président du Sénat estime que les collectivités ont beaucoup gagné de pouvoir qu'il y a trente ans et compte y insister longuement durant le 59^e congrès. Il ne semble pas, pour l'instant, avoir reçu du chef de l'état du soutien véritablement des assurances qu'il réclame.

BERNARD BRIGOULEIX.

URBANISME

LE CONGRÈS DE LA BAULE

Les associations effraient moins l'administration que les élus

La Baule. — L'idée du colloque organisé du 9 au 11 juin à La Baule par le Centre de recherche d'urbanisme (1) était ancienne. Les récents débats au Parlement sur le rôle des associations ont cependant donné une actualité au thème choisi : « Participation et urbanisme ». Le lieu lui-même donnait un relief particulier aux débats. M. Olivier Guichard, maire de La Baule, est un de ceux qui, à l'Assemblée nationale, ont fermement refusé de donner le pouvoir nouveau d'agir devant les tribunaux civils à toutes les associations qui fleurissent un peu partout et s'intéressent à l'urbanisme, affaires locales ou grandes questions nationales. A La Baule, comme à l'Assemblée, M. Guichard, « le Dialogue avec les associations a pris à certains moments un tour assez vif » puisque celles-ci ont attaqué devant le tribunal administratif non seulement plusieurs permis de construire, mais le plan d'occupation des sols de la ville gérée par l'ancien ministre de l'équipement.

Finistère que de répondre clairement aux questions qui se posent (rôles respectifs des associations, des élus et des techniciens, critères de représentativité des associations d'habitants...), les orateurs ont surtout analysé la situation et tenté d'expliquer ses origines.

Le foisonnement récent des associations coïncide avec certaines prises de conscience : refus du gigantisme, des tours et des grands ensembles, comme l'a rappelé M. Pierre Mayet, directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme au ministère de l'équipement.

La multiplication des groupements d'habitants est la marque d'une « confiance déçue », comme l'a souligné aussi M. Jean-François Théry, maire des requêtes au Conseil d'Etat, rapporteur d'un des groupes de travail.

Ce rôle de « poli à gratter » que peuvent jouer les associations est donc, chacun l'admet plus ou moins. Pour M. François Bloch-

De notre envoyée spéciale

Lainé, grand commis de l'Etat, peu suspect de vouloir en détruire les fondements ou l'autorité, « la compétence des techniciens, la maîtrise de la loi, la maîtrise des moyens, la maîtrise des décisions ». Elle les « expose à des fautes fondées sur des certitudes ». Il faut écouter « le bon sens des décisions ».

Quelles associations peut-on reconnaître comme interlocuteurs valables ? M. Robert de Caumont, animateur des Groupes d'action municipale, et riche d'une longue expérience à Hérouville-Saint-Clair, près de Caen, a proposé sa définition : « Une bonne association est celle qui s'exerce une démocratie interne, qui est capable de mobiliser la population sur des affaires précises. » Devant la difficulté de définir des critères de représentativité, plusieurs intervenants se sont prononcés pour une reconnaissance très large. Il faut exclure, en tout cas, pour M. Bloch-Lainé, « le choix par l'administration, suspect d'arbitraire ou de préférence politique ».

L'administration semble prête à jouer ce jeu, si l'on en croit l'annonce de M. Mayet. Un dialogue, prêt à traiter des projets plus difficiles, plus complexes, parce que enrichis de l'expérience des praticiens, des élus, des citoyens, subsistent l'urbanisme. Il faut admettre, selon M. Bloch-Lainé, « un contre-pouvoir qui discipline les décisions ». Et l'on discute, prêt à traiter des projets plus difficiles, plus complexes, parce que enrichis de l'expérience des praticiens, des élus, des citoyens, subsistent l'urbanisme. Il faut admettre, selon M. Bloch-Lainé, « un contre-pouvoir qui discipline les décisions ».

Etait-ce une image de la participation selon M. Guichard, l'élus ayant en tout état de cause le dernier mot ? Nul doute que le débat continue tout de même, dans la rue, si ce n'est dans la salle.

MICHEL CHAMPENOIS.

Région parisienne

DANS LA CAPITALE, 1 527 EXPULSIONS EN DEUX MOIS

Du 15 mars au 31 mai 1976, les services de police ont procédé à 1 527 expulsions dans la capitale ; 200 visaient des locaux commerciaux et 115 des locaux d'habitation. On compte par ailleurs 1 206 expulsions de locataires.

Ces chiffres ont été donnés au Conseil de Paris le lundi 14 juin, par le préfet de police, M. Pierre Sonnevill, qui répondait à une question de M. Michel Ferrigues, conseiller de Paris (communiste).

D'autre part, le préfet de police a précisé que 811 saisies ont été effectuées du 1^{er} janvier au 31 mai 1976. Il a indiqué que pour l'année 1976 le nombre des saisies avait été de 17 877. C'est dans les dix-septième et seizième arrondissements que ces opérations ont été les plus nombreuses : 1 180 saisies pour le dix-septième et 1 039 pour le seizième.

Dans le sixième arrondissement

AUCUN IMMEUBLE ANCIEN NE SERA DÉMOLI AUTOUR DE L'INSTITUT

Le préfet de Paris, M. Jean Talleu et le député du sixième arrondissement, M. Pierre Bas (U.D.R.), ont défilé, le lundi 14 juin, tout projet ou toute intention de démolition des immeubles anciens, rue de la Harpe, entre l'Institut de France et l'Institut de la Santé.

Le préfet de Paris explique que s'il existe un plan d'occupation des sols pour services publics portant sur des immeubles 13 à 21, rue de la Harpe et 15 à 32, rue de la Harpe, c'est en fonction d'une demande ancienne de l'Institut de France. Cela signifie, indique le préfet, que l'Institut de France a une vocation éminente à se rendre acquiescent de ces immeubles s'il le juge utile pour ses besoins d'extension. Enfin, le préfet déclare qu'il appartient aux autorités compétentes de se prononcer sur le maintien ou la suppression de cette réserve.

Dans les milieux informés de l'Institut, on déclare que celui-ci n'a aucun projet actuel d'extension sur les immeubles de la rue de la Harpe et de la rue Mazurine.

M. Jacques Rueff, membre de l'Académie française, chancelier de l'Institut de France, a déclaré : « Je puis vous rassurer pleinement : la réserve foncière qui avait été prévue il y a trente ans au profit de l'Institut a été maintenue depuis lors à la demande de celui-ci. Il s'agit de ne pas renoncer aux possibilités que peut offrir, après acquisition éventuelle, l'utilisation par l'Institut de tel ou tel immeuble voisin. Mais il n'y a pas question de démolir la maison la plus ancienne de la rue de la Harpe. »

Dans l'Essonne PROTECTION ACCRUE POUR LES RIVES DE LA SEINE

Le Journal officiel des 7, 8, 9 juin 1976 publie un décret étendant la réglementation des périmètres sensibles aux départements de l'Essonne et de la Haute-Savoie.

La délimitation de « périmètres sensibles » permet de mieux protéger les secteurs les plus menacés par l'urbanisation. Dans le cadre de cette procédure, l'administration voit les pouvoirs de contrôle renforcés en matière de permis de construire. Les collectivités locales disposent d'un droit de préemption sur les terrains mis en vente et une réserve d'espaces verts est perçue sur les nouveaux lotissements et sur les constructions de bâtiments industriels. Cette redondance permet d'acquiescer les plus intéressants pour la collectivité.

Dans le département de l'Essonne, le périmètre sensible concerne les rives bords de la Seine que le préfet souhaiterait protéger au maximum (le Monde du 22 mai 1976). Le conseil général fixera au cours de sa session d'automne l'étendue du périmètre protégé qui pourra atteindre une superficie de 11 844 hectares et concerner seize communes.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

M. MICHEL JOBERT : il faut redonner vie au sous-préfet et à l'arrondissement.

« Aménager le territoire, c'est animer la vie démocratique en dehors des habitudes et des institutions », a déclaré, le lundi 14 juin, M. Michel Jobert, en présentant le cahier du Centre d'études et de réflexions du Mouvement des démocrates, intitulé : « L'aménagement du territoire ou la vie quotidienne des Français à la fin du vingtième siècle. »

Après avoir émis plusieurs critiques sur la politique suivie dans ce domaine depuis quinze ans, et souligné notamment que « le rattachement de la DARTAR au ministère de l'intérieur était contradictoire, puisque ce ministère est, avec les finances, par essence, le

plus centralisé », le Centre d'études avance des propositions : — Par le biais des autorités locales de la politique publique, on peut construire une « Europe pratique » par laquelle on parviendrait plus tard à l'Europe confédérale.

Il faut réhabiliter l'échelon administratif le plus apte à comprendre et à organiser les besoins des hommes, c'est-à-dire l'arrondissement et le sous-préfet ; — Dans les grandes agglomérations urbaines il faut réduire le temps de trajet des travailleurs dans les déplacements scolaires ; — Le gigantisme doit être combattu sous toutes ses formes :

A. PROPOS DE...

L'AMÉLIORATION DES TRANSPORTS URBAINS

Bus, trolley, tram, même combat

Le succès que connaît l'autobus s'affirme d'année en année dans les villes où il reste le principal moyen de transport collectif. Deux concurrents pourtant commencent à montrer l'oreille : le tramway et le trolleybus. L'Union des transports publics urbains régionaux, récemment réunie à Dijon, a débattu de l'avenir et des chances de chacun.

Bien qu'on assiste actuellement à une floraison de brevets et que des prototypes plus ou moins fonctionnels soient présentés ici et là, les exploitants de réseaux de transports urbains et interurbains n'ont pas défilé de propositions d'avant-garde à l'intention des constructeurs, de l'administration ou des collectivités locales. Ils ont estimé qu'il était préférable de procéder à une refonte des moyens de transport traditionnels à partir de l'expérience acquise. Ainsi, la nouvelle génération d'autobus dont le prototype est attendu pour 1981 et la production en série pour 1982-1983, aura un plancher bas, à 45 centimètres du sol, sera robuste (il devra durer quinze ans au lieu de huit actuellement), il sera facile d'entretien et peu polluant. Trois échelles de grandeur sont prévues : le minibus, le bus standard de 12 mètres et le bus articulé qui mesurera 18 mètres.

Le futur tramway, lui, n'aura rien de comparable à celui de 1920 : bon fini, « décent », dans l'habillage, accessible aux handicapés et aux personnes âgées. Neuf villes sont intéressées par l'implantation ou la rénovation de ce type de véhicule : Strasbourg, Toulouse, Rouen, Bordeaux, Grenoble, Saint-Etienne, Marseille et Lille.

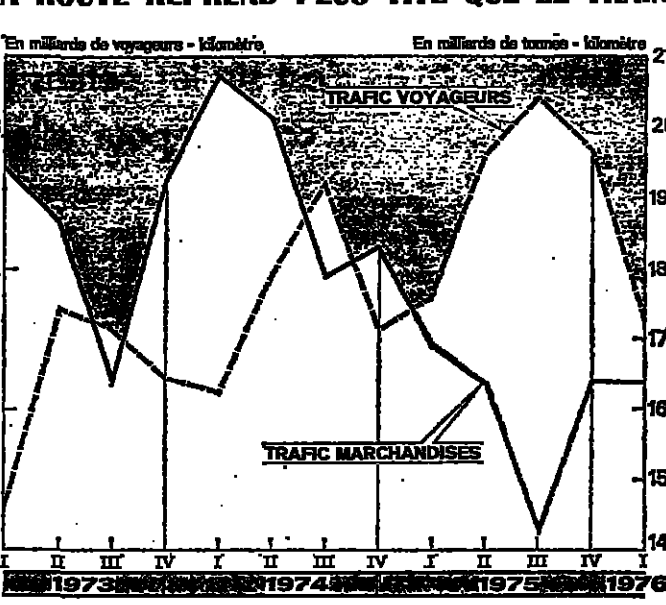
Le trolleybus sera dans l'avenir un véhicule mixte à double source d'énergie interchangeable (diesel et électrique). En arrivant en ville il est propulsé électriquement et, à la sortie, il se remet en marche sur un diesel. Cent quatre-vingts véhicu-

les ont déjà été commandés au groupe Berliet-G.E.M. pour 1977 par les villes de Lyon, de Grenoble, de Saint-Etienne et de Limoges.

En 1974, à Paris, les bus ont transporté vingt-quatre millions de voyageurs de plus que les années précédentes, mais deux tiers des Parisiens qui téléphonent au centre de renseignements R.A.T.P. demandent des précisions sur le trafic routier. La Régie a donc mis sur pied un réseau complet d'informations. A domicile tout d'abord. Avant d'entreprendre leur trajet, les usagers peuvent téléphoner au 346-14-14. Depuis le 3 novembre 1975, tous renseignements sur les itinéraires, métro, bus, S.N.C.F. en région parisienne leurs sont fournis, ainsi que des précisions concernant les différentes tarifications et les réglementations.

Dans la rue ensuite, les principaux points d'appui des informations sont les arrêts des bus et les arrêts-bus. Les premiers sont « armés » depuis quelques mois d'un « plan-thermomètre » qui énumère les arrêts de la ligne, indique les tarifications, les heures des premiers et derniers passages. Ces informations sont complétées dans les mille deux cent onze arrêts parisiens. Au verso des arrêts, les usagers peuvent consulter un plan complet du réseau (trois nouvelles versions de ce plan sont actuellement testées à Paris), au recto, figure un plan-thermomètre, des informations générales et exhaustives sur le réseau routier.

LA ROUTE REPREND PLUS VITE QUE LE TRAIN



La reprise économique paraît se concrétiser par la lecture des courbes de trafic de la S.N.C.F. Pour ce qui concerne les marchandises, le redressement de la route est plus rapide et plus net que celui du fer. En effet, le camion achève même davantage de biens de consommation, très sensibles aux évolutions de la demande, alors que le train transporte davantage de produits lourds, tels le pétrole, aux aléas de la conjoncture.

Le trafic de marchandises de la S.N.C.F. — exprimé en tonnes-kilomètres transportées — est en augmentation de 2,4 % pour les cinq premiers mois de 1976 par rapport à la même période de l'année précédente. Certains postes continuent de baisser : charbon (-13 %), minerais (-2 %), engrais (-1,8 %). En revanche, d'autres recommencent à progresser : véhicules

(+12,2 %), produits chimiques (+8,5 %), produits des industries mécaniques et électriques (+5,5 %), pâtes et cartons (+4,8 %), pétrole (+4 %). La sidérurgie, qui représente 15 % du tonnage kilométrique total, est en hausse de 5,7 %.

Le trafic de voyageurs de la S.N.C.F. — exprimé en voyageurs-kilomètres transportés — est en augmentation de 2,4 % pour les cinq premiers mois de 1976 par rapport à la même période de l'année précédente. Les grèves sporadiques déclenchées au cours de mars dernier par le personnel de conduite expliquent cette stagnation inhabituelle. Au demeurant, les résultats du premier trimestre sont toujours inférieurs à ceux des trois trimestres suivants : le début de l'année est pauvre en vacances et en soleil, qui favorisent les grands déplacements touristiques.

QUALITÉ DE LA VIE

- CAMPAGNE ANTIPOLLUTION DANS LES HAUTS-DE-SEINE.** — M. Jacques Baume (U.D.R.), président du conseil général des Hauts-de-Seine, a annoncé le lancement d'une campagne antipollution sur le thème d'une part de « La protection des espaces verts et des forêts de la région parisienne » ; d'autre part, du « Sauvetage de la Seine ».
- NON AU NUCLEAIRE ET A LA CÉMENT.** Par mille neuf cent vingt-huit voix contre quatre-vingt-deux (sur huit mille quatre cent quatre-vingt inscrits) et par mille cinquante-deux voix contre soixante-six (sur cinq mille deux cent soixante-neuf inscrits) les habitants de Marennes et de Châteauneuf-d'Oléron (Charente-Maritime) ne sont pas prononcés contre la construction d'une centrale nucléaire à Brand-et-Saint-Louis et d'un complexe pétrochimique à la pointe du Verdon (Gironde).
- MONTEDISON SUR LA LISTE NOIRE.** L'issue du second festival écologique de la Fédération des associations du Sud-Est pour l'environnement (FASSE), qui s'est tenu dimanche 13 juin aux Iles de Lérins (Alpes-Maritimes), la firme italienne Montedison, responsable des déversements de « boues rouges » en Méditerranée, a été inscrite sur une « liste noire ». Celle-ci sera diffusée à toutes les associations européennes avec recommandation de boycotter les produits de la firme.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

SELON LA COMMISSION EUROPÉENNE

Le produit intérieur brut de la Communauté augmenterait de 4,5 % en 1976

Bruxelles (Communautés européennes). — En 1976, le produit intérieur brut de la Communauté augmenterait de 4,5 % en valeur réelle, soit 1 point de plus que le taux prévu à l'automne dernier. Il est toutefois peu probable que cette reprise sensible permette de résorber substantiellement le chômage complet de cette année.

L'essor conjoncturel est en tout cas menacé par l'inflation qui, dans la plupart des États membres, a tendance à s'accroître depuis la fin de 1975 ; en moyenne, dans la C.E.E., la

hausse des prix à la consommation, durant les quatre premiers mois de 1976, atteint le rythme annuel de 13 % contre 9 % durant le second semestre de 1975.

La maîtrise de l'inflation, qui devient donc l'objectif prioritaire, implique une coopération accrue entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux, autrement dit, la modération des revendications salariales. Telles sont les principales conclusions du dernier rapport de la Commission européenne sur la situation économique dans la C.E.E.

De notre correspondant

menacée de se fractionner en plusieurs zones économiques et monétaires.

Inflation à deux chiffres en France

Pour la France la reprise s'est développée, selon la commission, d'une manière particulièrement favorable depuis le début de 1976, mais le redressement pourrait avoir un caractère éphémère, car il aura été souvent dû à l'effet d'appoint d'une inflation qui s'est accentuée dès les premiers signes de reprise. L'expansion, qui s'est généralisée malgré une stabilisation de la consommation des ménages, est alimentée en particulier par les exportations. En mai 1976, l'exportation, qui s'est accrue de 5 % par rapport à la même période de 1975, a contribué à un rythme annuel de 5 % de la dépréciation de 5 % à 6 % subie par le franc depuis sa sortie du « serpent ».

Les perspectives sont contrastées. Elles restent favorables pour les exportations. De son côté, la commission estime vraisemblable un recul du chômage en fin d'année : « Le nombre de demandes d'emploi pourrait ne pas dépasser huit cent cinquante mille en fin d'année. Toutefois, en raison du retard intervenu dans la mise en œuvre des programmes d'investissement [lequel] est dû

en partie au scepticisme des agents économiques quant à la vigueur et à la durée de la reprise », la production industrielle, au moins dans certaines branches, risque d'atteindre bientôt les limites maximales de sa capacité, ce qui serait de nature à accroître les tensions inflationnistes et à compromettre le redressement du commerce extérieur.

La hausse des prix : plus de 10 %

Notant que « l'opinion, largement répandue parmi les partenaires sociaux, que seule une croissance vigoureuse de la consommation des ménages peut alimenter le développement économique, constitue une des composantes permanentes qui inspirent les comportements, au même titre que la recherche d'une modération de la compétitivité sur les marchés extérieurs au moyen d'une dépréciation du franc », la commission estime qu'il ne faut guère s'attendre à une modération spontanée des prix et des salaires. Elle croit que la montée des prix à la consommation ne devrait pas se ralentir et pourrait, en moyenne, pour 1976, dépasser encore 10 %. La persistance vraisemblable d'une inflation « à un taux plus de deux fois supérieur à celui que connaissent d'autres grandes puissances exportatrices », pourrait, selon la commission, se traduire bientôt par de nouvelles pressions sur le franc.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. Gingembre : c'est sur les petites et moyennes entreprises que l'on compte pour aller de l'avant

Nice. — « L'amélioration du niveau de vie et de conditions de travail ne dépend pas d'une contestation permanente destinée à démolir le système politique actuel, mais de l'amélioration de la productivité permettant une augmentation des fruits des entreprises, donc de leur répartition à tous ceux qui participent à leur fonctionnement », a déclaré, lundi 14 juin, M. Gingembre, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, aux journaux régionaux de Nice, qui s'étaient ouverts la veille.

« A la fin de la seconde guerre mondiale, a ajouté M. Gingembre, l'apogée du gigantisme était de règle et l'on trouvait confondues les unités de dimensions modestes. En 1974, la crise était due, par-dessus tout, à l'incapacité des chefs d'entreprise, considérés comme n'ayant pas fait les efforts nécessaires d'adaptation. Aujourd'hui, c'est sur les petites et moyennes entreprises que l'on compte pour aller de l'avant.

En Grande-Bretagne
AGGRAVATION DU DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE EN MAI

Londres (A.F.P., Agefi). — Le déficit de la balance commerciale britannique s'est aggravé en mai : 348 millions de livres (9 970 millions de francs) contre 263 millions en avril. Cette dégradation a été provoquée par un accroissement de 6,5 % des importations, atteignant 3 566 millions de livres, alors que les exportations n'ont progressé que de 3,4 %, s'élevant à 3 014 millions.

Compte tenu d'un excédent des échanges invisibles estimé à 130 millions de livres, la balance des paiements courants a été déficitaire en mai de 218 millions contre 133 millions en avril. Selon les experts du ministère britannique du commerce, l'aggravation du déficit est due pour environ un tiers aux conséquences à court terme de la dépréciation de la livre.

Cette dépréciation, qui gonfle le coût des achats à l'étranger, a entraîné aussi dans les prix. Ainsi, les prix de gros ont augmenté de 1,5 % en mai contre 1,25 % en avril et 0,5 % en mars. Pour ces trois mois, la hausse a été de 3,25 % contre 6,25 % de mars à mai 1976, mais le coût des produits de base et des combustibles consommés dans l'industrie manufacturière s'est accru de 13 % durant ce trimestre.

De notre correspondant

« Faut-il conclure à une modification des esprits ou simplement à l'importance sociale, donc électorale, des P.M.E. ? Le problème n'est pas résolu et ne pourra l'être que par la mise en œuvre d'un programme de coopération économique et monétaire : « L'expérience des dernières années donne à penser que les dirigeants macro-économiques des États membres pourraient devenir un phénomène permanent. La Communauté serait alors

Au cours de ces travaux, les prestataires de services ont adopté une motion dans laquelle ils déclarent notamment : « L'union nationale et territoriale des prestataires de services déplore que cette branche professionnelle soit exclue de l'ensemble des mesures de libération des prix industriels

et commerciaux et que le gouvernement ne se soit pas engagé à prendre l'engagement d'absorber quatre cent cinquante mille emplois nouveaux, c'est-à-dire la moitié des neuf cent mille demandes d'emplois non pourvus par le secteur privé avec le gouvernement sur la politique des prix les concernant. »

« Ils sont prêts à prendre l'engagement d'absorber quatre cent cinquante mille emplois nouveaux, c'est-à-dire la moitié des neuf cent mille demandes d'emplois non pourvus par le secteur privé avec le gouvernement sur la politique des prix les concernant. »

« Ils sont prêts à prendre l'engagement d'absorber quatre cent cinquante mille emplois nouveaux, c'est-à-dire la moitié des neuf cent mille demandes d'emplois non pourvus par le secteur privé avec le gouvernement sur la politique des prix les concernant. »

« Ils sont prêts à prendre l'engagement d'absorber quatre cent cinquante mille emplois nouveaux, c'est-à-dire la moitié des neuf cent mille demandes d'emplois non pourvus par le secteur privé avec le gouvernement sur la politique des prix les concernant. »

« Ils sont prêts à prendre l'engagement d'absorber quatre cent cinquante mille emplois nouveaux, c'est-à-dire la moitié des neuf cent mille demandes d'emplois non pourvus par le secteur privé avec le gouvernement sur la politique des prix les concernant. »

« Ils sont prêts à prendre l'engagement d'absorber quatre cent cinquante mille emplois nouveaux, c'est-à-dire la moitié des neuf cent mille demandes d'emplois non pourvus par le secteur privé avec le gouvernement sur la politique des prix les concernant. »

AFFAIRES

« 1976 APPARAÎT COMME UNE ANNÉE DE REDRESSEMENT » déclare M. Roger Martin, président de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson

« 1976, on peut maintenant l'espérer, apparaît comme une année de consolidation et de redressement. Depuis sept ou huit mois, nous constatons une reprise sensible d'activité, mais avec, dans notre cas, des nuances importantes rendues inévitables par la diversité de nos productions et de nos marchés », a déclaré, lundi 14 juin, M. Roger Martin, président de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, qui présidait l'assemblée générale de la société.

« Nos résultats devraient se redresser à la faveur de ce regain d'activité et de nos efforts de gestion, mais les incertitudes politiques du monde actuel rendent encore plus difficiles que l'ordinaire les prévisions en ce domaine. Seul le devoir d'information que j'ai à l'égard de l'assemblée m'impose de vous proposer l'hypothèse dans laquelle nous retrouvons en 1976, une marge d'auto-financement inférieure de 10 % à celle de 1974 », a poursuivi le président, qui a ajouté : « Il nous reste maintenant à évaluer l'impact de ces incertitudes et des périls qu'il comporte, je ne le fais qu'avec une extrême prudence et que je m'en tiens à la seule certitude que notre entreprise, agent économique, ne peut trouver son salut que dans l'accomplissement des devoirs d'État qui sont les siens. »

« Nous sommes prêts à prendre l'engagement d'absorber quatre cent cinquante mille emplois nouveaux, c'est-à-dire la moitié des neuf cent mille demandes d'emplois non pourvus par le secteur privé avec le gouvernement sur la politique des prix les concernant. »

« Nous sommes prêts à prendre l'engagement d'absorber quatre cent cinquante mille emplois nouveaux, c'est-à-dire la moitié des neuf cent mille demandes d'emplois non pourvus par le secteur privé avec le gouvernement sur la politique des prix les concernant. »

« Nous sommes prêts à prendre l'engagement d'absorber quatre cent cinquante mille emplois nouveaux, c'est-à-dire la moitié des neuf cent mille demandes d'emplois non pourvus par le secteur privé avec le gouvernement sur la politique des prix les concernant. »

Le gouvernement espère enrayer la hausse des prix des fruits et légumes

(Suite de la première page.)

C'est une opinion qui se fait jour chaque fois que les prix montent. Il faut des coupables : ce sont les autres.

Il est certain que les circuits de distribution sont exagérément complexes qu'un produit qui coûte 1 au départ arrive à 4 et 6 chez le consommateur. Mais toutes les commissions d'enquête qui se sont penchées sur le problème n'y ont guère trouvé matière à scandale.

D'ailleurs, les ménagères ont quelquefois la mémoire courte. Combien payaient-elles leurs fruits et légumes l'an dernier à la même époque ? Les choux-fleurs, les carottes, les artichauts, les laitues étaient deux fois plus chers. Les cerises, les pêches, les fraises coûtaient de 120 F à 3 F de plus au kilogramme. Il n'y a guère que les poireaux et les pommes de terre primeurs qui soient plus onéreux que l'an passé.

Mais qu'est-il donc arrivé ce dernier week-end, qui a provoqué une flambée des cours atteignant malgré tout de 30 à 50 % d'une semaine à l'autre ? La conjonction de deux phénomènes.

D'une part les citadins qui ne sont pas encore partis en vacances — autrement dit ne consomment pas sur les lieux de production — se sont littéralement rués sur les tomates, les pêches, les fraises et les cerises pour se rafraîchir. C'est une conséquence de la sécheresse.

D'une part, les citadins qui ne cerises et de fraises tombaient à leur fin, ce qui provoque traditionnellement un redressement des cours. Quant aux pêches, la production de fruits précoces s'écroulait alors que celle des fruits de pleine saison n'était pas encore à maturité en raison des températures trop fraîches des semaines passées. Les importations de tomates du Maroc et d'Espagne ont été interrompues trois jours car les cours étaient inférieurs au prix de référence européen, mais de toute façon, les campagnes d'exportation s'achèvent dans ces pays.

Déjà, un renversement des cours...

Bref, en l'espace de quelques jours, la marchandise a été rare, alors que la demande a été très forte. Y a-t-il eu rarefaction artificielle de l'offre ? C'est difficilement imaginable. Certes, les producteurs de cerises du Gard ont interrompu la cueillette. Mais peut-on le leur reprocher ? Un ouvrier habile ne peut ramasser plus de 5 kilos de fruits l'heure. S'il est payé 7 francs l'heure, ce reste-t-il à l'agriculteur, après avoir conditionné les cerises, s'il ne touche pas au moins 3 francs par kilo ? Or c'est la situation des dernières semaines. Quant aux grossistes, ils n'ont pas intérêt à garder longtemps les fruits, même dans les chambres frigorifiques, quand le thermomètre est à plus de 30 degrés.

D'ailleurs, on observe déjà un renversement des cours : de vendredi à lundi, les tomates ont perdu 1 F sur les marchés de gros. La baisse devrait s'accroître, d'après certains professionnels, dans les jours à venir. Les prochains arrivages de melons, de raisins et d'abricots devraient confirmer ce mouvement.

Deux risques pourtant. La sécheresse s'il elle persiste trois semaines encore, les fruits resteront de petits calibres, les tonnages médiocres et les prix pourraient demeurer élevés. Le comportement des commerçants, tendance à répercuter plus vite les hausses que les baisses. C'est pour cette raison que le directeur des prix a réuni, lundi 14 juin, tous les professionnels. Reprenant une idée qui n'avait pas abouti en 1975, M. Villain souhaite que, compte tenu des cours de gros constatés sur les marchés, ils s'entendent sur un niveau de prix au détail qui sera publié pour

« Jeunes chômeurs. — Sous le titre : « Chômage : la jeunesse accuse », la C.G.T. publie aux Éditions sociales les témoignages de jeunes chômeurs aux États-Unés, recueillis dans les comités C.G.T. de jeunes sans emploi (le 11 mars dernier à Paris).

« Chômage : la jeunesse accuse », Éditions sociales, collection « Notre Temps », 10 F, 160 pages.

« Jeunes chômeurs. — Sous le titre : « Chômage : la jeunesse accuse », la C.G.T. publie aux Éditions sociales les témoignages de jeunes chômeurs aux États-Unés, recueillis dans les comités C.G.T. de jeunes sans emploi (le 11 mars dernier à Paris).

informer le consommateur. Tous les professionnels se sont accordés sur ce principe, à l'exception des fruitiers détaillants, qui ont réservé leur réponse dans l'espoir, sans doute, d'obtenir quelque compensation en échange de leur bonne volonté.

Est-ce que ce sera suffisant pour enrayer l'inflation ? Reste que le gouvernement a bon espoir que l'indice des prix des fruits et légumes baissera en moyenne, en juin 1976.

ALAIN GIRAUDD.

La production d'électricité d'origine hydraulique a baissé de 30 %

Conséquence de la sécheresse : E.D.F. éprouve de plus en plus de difficultés à faire face à la demande d'électricité. Irra-t-on jusqu'à des coupures ? Il n'en est pas question pour l'instant, indique-t-on au siège de l'établissement public, où l'on exclut pas cependant totalement cette hypothèse si la sécheresse devait durer.

La baisse du niveau des rivières et des lacs de retenue a entraîné un fléchissement de 30 % de la production d'électricité d'origine hydraulique (1).

L'E.D.F. a pu compenser cette diminution par une augmentation de la production de ses centrales thermiques et nucléaires. Mais il y a une limite : les centrales situées le plus souvent auprès des rivières sont refroidies par eau. Celle-ci, qui est rejetée, ne doit pas, pour des raisons de protection de l'environnement, dépasser 30 degrés. E.D.F. hésite donc à pousser ses centrales, de peur d'entraîner un réchauffement excessif des rivières.

Dores et déjà, E.D.F. a décidé de faire entrer en vigueur les

(1) Les centrales hydrauliques assurent 30 % de la production d'électricité : les centrales « traditionnelles » 60 % (fuel, 35 % ; charbon, 15 % ; gaz naturel, 8 % ; divers, 2 %) ; les centrales nucléaires, 10 %.

clauses d'interruptibilité, qui figurent dans certains contrats passés avec les industriels. Aux termes de ces contrats, les utilisateurs sont tenus de se reporter sur d'autres sources d'énergie à la demande de l'établissement public. Actuellement, les industriels qui ont passé de tels contrats n'utilisent pas d'électricité entre 8 h. 30 et 18 h. 30. Cette mesure ne permet cependant d'économiser que 250 mégawatts, soit 1 % d'une consommation, qui, d'autre part, en raison de la reprise économique, ne fléchit pas, contrairement à ce qui se passe d'ordinaire en cette période.

E.D.F. s'est également tournée vers les pays voisins. C'est ainsi que 600 mégawatts ont été importés d'Allemagne le 14 juin. Mais ce recours à l'importation est limité dans la mesure où l'Italie, l'Espagne et le Portugal sont également frappés par la sécheresse.

L'établissement public a, d'autre part, décidé d'utiliser l'eau des réserves de montagne. Enfin, E.D.F. envisage, à compter du 21 juin, une baisse de tension de 5 %, qui devrait entraîner une économie d'environ 1 % de la consommation.

Grâce à ces mesures, E.D.F. espère tenir jusqu'en 15 juillet, qui traditionnellement marque un net inflexionnement de la consommation.

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du Monde

Au sommaire du numéro de juin

Campagne présidentielle dans l'Amérique en crise LE PHÉNOMÈNE CARTER

par Stanley Aronowitz

RÉGIME DE FER, ÉCONOMIE DÉPENDANTE : LE BRÉSIL

- Le despotisme tropical, par Julio Jarama
- De l'euphorie économique au désenchantement, par Yves Henry
- La colonisation de l'Amazonie, Séchène Rivière d'Arc et Christine Apesteguy
- Une nouvelle puissance nucléaire ? (Y. H.)

LA PLANIFICATION CAPITALISTE

Entre les multinationales et le tiers-monde

par Christian Goux

L'HOMME, LA VILLE ET LA DÉMOCRATIE

Les nouveaux défis de la croissance urbaine (Marcel Roncayolo). — La propriété contre l'urbanisme (Max Querrien). — Pouvoir, système urbain et lutte de classes (Manuel Castells). — Les racines africaines et le « droit à la ville » (Marc Vernière). — Un lieu de conflits (François Bedarida). — A qui profite Paris ? (Claude Bourdel). — Refuser de subir (François Serrand). — Qu'est-ce qu'une ville ? (Agnès Piron).

Cinéma politique : Images de la ville

Rêves d'unité et déchirements dans le monde arabe, par Taher Ben Jelloun

LES NOUVEAUX ENJEUX AFRICAINS, par Jean-Pierre Roux et Philippe Gaillard

Uruguay : comment « stabiliser » une dictature, par Alain Labrousse

Le numéro : 5 F (en vente dans les kiosques)

Abonnement et vente au numéro 5, rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 09

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le sort de la campagne : deux colosses

Les ministres souhaitent s'entendre

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du Monde

Au sommaire du numéro de juin

Campagne présidentielle dans l'Amérique en crise LE PHÉNOMÈNE CARTER

par Stanley Aronowitz

RÉGIME DE FER, ÉCONOMIE DÉPENDANTE : LE BRÉSIL

- Le despotisme tropical, par Julio Jarama
- De l'euphorie économique au désenchantement, par Yves Henry
- La colonisation de l'Amazonie, Séchène Rivière d'Arc et Christine Apesteguy
- Une nouvelle puissance nucléaire ? (Y. H.)

LA PLANIFICATION CAPITALISTE

Entre les multinationales et le tiers-monde

par Christian Goux

L'HOMME, LA VILLE ET LA DÉMOCRATIE

Les nouveaux défis de la croissance urbaine (Marcel Roncayolo). — La propriété contre l'urbanisme (Max Querrien). — Pouvoir, système urbain et lutte de classes (Manuel Castells). — Les racines africaines et le « droit à la ville » (Marc Vernière). — Un lieu de conflits (François Bedarida). — A qui profite Paris ? (Claude Bourdel). — Refuser de subir (François Serrand). — Qu'est-ce qu'une ville ? (Agnès Piron).

Cinéma politique : Images de la ville

Rêves d'unité et déchirements dans le monde arabe, par Taher Ben Jelloun

LES NOUVEAUX ENJEUX AFRICAINS, par Jean-Pierre Roux et Philippe Gaillard

Uruguay : comment « stabiliser » une dictature, par Alain Labrousse

Le numéro : 5 F (en vente dans les kiosques)

Abonnement et vente au numéro 5, rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 09

DROIT SOCIAL

Directeur Jean-Jacques DUPEYROUX

spécial

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

DE P. DIJOU AU GISTI

30 ETUDES SUR TOUS LES PROBLÈMES DE L'HEURE

216 p. Format 21 x 29,7. Prix 50 F

Abonné dans LE PRIX de l'abonnement

SOCIAL - 3, RUE SOUFFLOT - 75005 PARIS

5021-10-10

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le sort des personnes âgées

UNE CAMPAGNE : DEUX COLLOQUES :

UN SALON :

Les universités du troisième âge souhaitent s'ouvrir aux collectivités de retraités

De notre envoyé spécial

LA FONDATION DE FRANCE A RECUEILLI PLUS DE 12 MILLIONS DE FRANCS POUR LUTTER CONTRE LA SOLITUDE.

Le professeur Robert Debré, de l'Institut, M. Robert Prigent, ancien ministre, et M. Roger Seydoux, président de la Fondation de France, viennent de rendre publics les résultats de la campagne contre la solitude des personnes âgées, qui avait eu lieu en 1975 (« le Monde » daté 19-20 octobre et du 14 novembre 1975). Les sommes recueillies à l'époque s'élevaient à 12 500 000 francs.

Les associations du comité national qui ont effectué leur quête habituelle ont reçu 4 500 000 francs. La Fondation a collecté de son côté 8 000 000 de francs, répartis comme suit : 2 500 000 F pour l'achat de postes de télévision ou de radio, pour des abonnements à des revues et à des journaux et pour l'installation de lignes téléphoniques ; 3 000 000 de F pour l'équipement de clubs de personnes âgées ; 1 million de francs pour la création d'un système d'alerte et d'écoute utilisant le réseau téléphonique destiné à renforcer la sécurité des personnes âgées ; 500 000 F pour les « Bourses de l'âge d'or ». Le million restant sera affecté ultérieurement, en tenant compte des enseignements tirés des premières interventions. D'une valeur d'environ 1 000 F, les « Bourses de l'âge d'or » sont accordées aux « plus de soixante ans » qui ont su « découvrir et développer une activité qui, tout en favorisant leur épanouissement personnel, soit au service d'une action d'intérêt général, social, culturel, écologique, etc. »

[Les candidatures doivent être adressées à la Fondation de France, 67, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. : 548-71-17.]

Charleroi. — Les universités du troisième âge (UTA) sont de création récente. Que réaliseront-elles face aux nouvelles venues se développant d'une manière égoïste, au détriment d'autrui ? C'est sur ce thème — celui de la nécessaire coopération avec les collectivités de retraités — que vient de se tenir à Lille, puis à Charleroi (Belgique), le troisième colloque international des universités du troisième âge. De nombreuses personnalités scientifiques françaises, belges, suisses et canadiennes ont suivi l'ensemble des travaux, animés par le professeur Pierre Vellas, de l'université de Toulouse, fondateur dans cette ville de la première université du troisième âge et président de l'association internationale qui les rassemble (1).

Pour M. Louis Desaint, qui représentait à Lille M. René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale, les universités du troisième âge s'inscrivent « dans la logique d'un mouvement visant à préserver l'existence sociale des personnes âgées, leur active participation à la vie quotidienne de la cité ». Les UTA, dont les modèles sont d'ailleurs très diversifiés en fonction des particularités régionales et des besoins locaux, auront à jouer un rôle original dans cette réhabilitation sociale des personnes âgées : recenser, faire connaître, d'une part, les actions d'animation, de loisirs, de formation, de solidarité, menées par les clubs de retraités et par l'éducation nationale, et d'autre part, les recherches visant à répondre aux aspirations des retraités. Inversement, ces derniers peuvent encore offrir beaucoup à l'université, à commencer par leur propre savoir et leur disponibilité. Le gouvernement français soutient, en tout cas, a précisé M. Desaint, « associer les universités du troisième âge et les clubs à une réflexion interdisciplinaire sur une meilleure adaptation des objets d'usage courant aux besoins des utilisateurs ». Ce serait l'occasion « d'ouvrir davantage les universités aux activités technologiques, dans la perspective de la revalorisation du travail manuel ».

Après M. Pavard, directeur de la Caisse nationale de retraite-vieillesse et Mme Gautrat, directrice de l'UTA de Nanterre, qui ont évoqué au cours du débat les difficultés financières des universités du troisième âge, le professeur Graux, directeur du service de gériatrie du C.H.U. de Lille, a parlé des apports possibles de ces institutions au « quatrième âge », notamment pour l'animation des établissements socio-sanitaires. C'est un projet tout aussi ambitieux qu'a présenté M. Serge Mayence, directeur à Charleroi du premier institut européen interuniversitaire de l'action sociale. « Certes, les universités du troisième âge ne peuvent pas se substituer aux collectivités de retraités, mais elles peuvent leur offrir une aide précieuse. Elles ont à leur disposition des moyens humains, matériels, financiers, qui leur permettent de réaliser des actions d'animation, de loisirs, de formation, de solidarité, menées par les clubs de retraités et par l'éducation nationale, et d'autre part, les recherches visant à répondre aux aspirations des retraités. Inversement, ces derniers peuvent encore offrir beaucoup à l'université, à commencer par leur propre savoir et leur disponibilité. Le gouvernement français soutient, en tout cas, a précisé M. Desaint, « associer les universités du troisième âge et les clubs à une réflexion interdisciplinaire sur une meilleure adaptation des objets d'usage courant aux besoins des utilisateurs ». Ce serait l'occasion « d'ouvrir davantage les universités aux activités technologiques, dans la perspective de la revalorisation du travail manuel ».

Pour une image optimiste de la vieillesse

La deuxième Semaine internationale d'information L'âge et la vie vient de se terminer porte de Versailles, à Paris (« le Monde » du 4 juin). Selon ses organisateurs, cette manifestation a accueilli environ cinquante-cinq mille personnes. Toutefois, cent trois mille cartes d'entrée avaient été vendues, notamment à des collectivités. L'an dernier, ce Salon commercial avait attiré environ trente mille visiteurs.

« Les personnes âgées doivent se considérer comme des êtres faisant partie de la vie active, et, par conséquent, se rendre utiles à leur façon. » Le troisième âge, c'est souvent celui de la difficulté de vivre, avec les problèmes qui découlent du vieillissement : santé, ressources, logement, loisirs, rupture de la vie professionnelle et nouveau statut social. Pour combattre ces stéréotypes déprimants, ce deuxième Salon L'âge et la vie, a voulu décrire « une population aux richesses méconnues ».

Etat donc présentée, au hasard des stands installés par les caisses de retraite et de prévoyance, par les collectivités locales et par les organismes sanitaires et sociaux, une image quelque peu idyllique d'un « temps privilégié de liberté, de découverte, d'accomplissement de soi et d'utilité pour les autres ». Une place importante était réservée aux clubs de retraités, au thermalisme, aux activités de loisirs du troisième âge. Un prix littéraire fut même attribué à une Toulousaine de quatre-vingt-deux ans, Mme Jeanne-Marcelle Moreau, pour un roman dont le titre, *Misère de misère*.

(Publié)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

LE CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DE LA DISTRIBUTION DE PARIS

offre aux CADRES D'ENTREPRISES la possibilité d'actualiser et de perfectionner leurs connaissances de la commercialisation et de marketing des produits et services

Délivrance d'un diplôme

Closure des inscriptions : 15 SEPTEMBRE

Renseignements : CSDIP 78, avenue de la République, 75011 PARIS - Tél. : 335-39-08.

CORRESPONDANCE

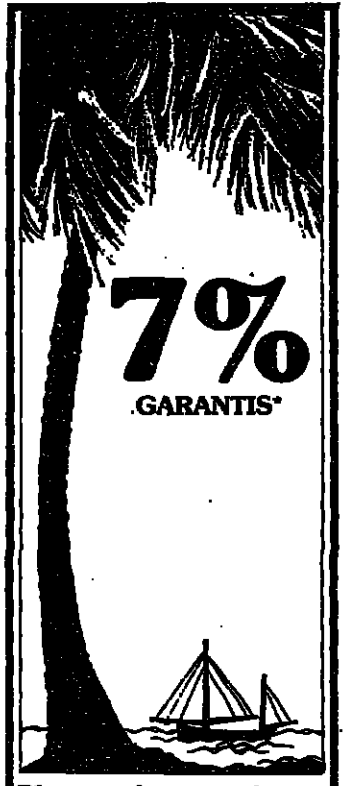
L'exploitation commerciale d'une grande cause

A propos de cette Semaine internationale d'information, un lecteur de Blois, M. Robert Nau, nous écrit :

La manifestation L'âge et la vie a provoqué, de ma part, de légitimes réactions que je souhaiterais pouvoir exprimer publiquement, car elles m'ont pas manqué. Je le sais, d'être celles également d'un grand nombre d'autres visiteurs, et il semble opportun de tirer quelques enseignements de cette constatation.

Ce Salon, en effet, n'est à mon sens qu'une pénible exploitation commerciale d'une grande cause. Comment peut-on, sous couvert d'information et de solidarité, ne présenter que des stands où l'on tente de vendre éditions, services et même productions diverses ? La parole « spectacle » qui prétend compléter l'ensemble n'est en fait qu'un appel publicitaire destiné à attirer une foule plus nombreuse et à jouer la séduction auprès des personnes âgées qui, en ce qui les concerne, sont venues en espérant trouver un peu de détente, certes, mais surtout de vraies solutions à leurs vrais problèmes.

Les bonnes intentions des promoteurs de ce Salon ne sont peut-être pas à mettre en cause. Toute organisation de manifestations a ses exigences matérielles et un budget est toujours à équilibrer. Mais de là à passer au stade de la commercialisation intégrale, il y a une marge d'action qui semble, en l'occurrence, avoir été inconsidérément franchie. Les pouvoirs publics n'ont-ils pas alors leur grande part de responsabilité ? Car c'est à eux, en fait, qu'il appartient, en ce domaine, d'informer, d'équiper et d'aider.



Plusieurs bonnes raisons d'investir en Guadeloupe.

L'île avant tout, sa beauté, ses plages et le soleil toute l'année. Le récent et foudroyant développement du tourisme, américain en particulier, et une saison de 12 mois ont fait de la pierre l'investissement vedette : location toute l'année, plus-value assurée sans parler des avantages fiscaux.

Quelques bonnes raisons d'acheter un appartement à St-Raphaël.

Situation exceptionnelle face à la mer des Caraïbes à 7 km de Pointe-à-Pitre. 40 appartements de qualité, livrables immédiatement, avec tennis et piscine dans les jardins. Service de location et gestion assurés. Et surtout 2.300 F le m² seulement. *Par an, pendant 2 ans. Voyage offert en cas d'achat.

Bon à découvrir



Je désire recevoir la documentation gratuite en couleurs

Nom

Adresse

Tél.

NOVIM 2 avenue Montaigne - 75008 PARIS Renseignements et téléphone : 723.98.78

Se préparer...

La préparation à la retraite est-elle devenue une « nécessité sociale » ? Pour tous ceux, sociologues, psychologues, gérontologues, qui depuis quelques années se penchent du haut de leur chaire universitaire ou des bureaux de recherche des caisses de retraite complémentaire, sur le « troisième âge » (« les vieux », d'autant) et ses problèmes, la réponse est : oui.

De cette nécessité on débat, surtout, entre spécialistes de la retraite, à la porte de Versailles, à l'occasion de la deuxième semaine internationale d'information pour les personnes âgées : « L'âge et la vie ».

Les classes de retraite inter-entreprises (groupe CRI), qui regroupent des firmes de l'aéronautique, l'automobile et la métallurgie, ont organisé depuis la fin de la préparation à la retraite. Pour Mme Guillemard, sociologue du CRI et maître-assistant à l'université Paris-VII, ces stages, qui rassemblent en général une quinzaine de personnes, doivent avoir une double fonction : « l'information » et « la mobilisation ».

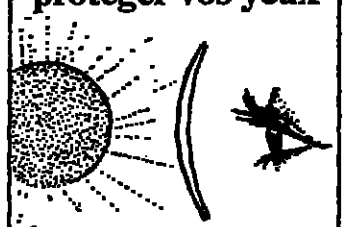
Se mobiliser

Information : tous les problèmes de santé, de pensions, sont évoqués aux cours des sessions. Les futurs retraités sont, par là, souvent ignorants de leurs droits et de tout ce qui leur est différent à l'âge où ils vont entrer. Des entretiens individuels avec un psychologue viennent compléter et « personnaliser » cette information.

Mais les « psy » assurent-ils aussi la « mobilisation » dont parle Mme Guillemard ? « Il introduit une sorte de socialisation par l'âge de la vieillesse, manipulée par telle ou telle catégorie sociale, de « normes » les conduites du troisième âge : bien vieillir, bien mourir... » Il faudrait aussi que les stages de préparation à la retraite publient leurs origines : ils ont été créés pour « faire avaler la pilule » à des cadres supérieurs qui étaient frappés par le chômage, et qu'il s'agissait de préparer à une inévitable acceptation de la gérontologie appliquée aux remarques et questions de ceux qui demeurent encore, pour la plupart d'entre nous, les « vieux », et dont certains ont témoigné au cours de cette « table ronde » : « La retraite arrive quand on a perdu le désir de vivre et d'agir » ; « Qu'est-ce qu'on devient quand on est tout seul ? » ; « Les enfants qu'on a eus, est-ce qu'ils nous respectent quand nous serons vieux ? »

M. K.

Pour encore mieux protéger vos yeux



le nouveau verre

STUDIO T

une exclusivité LEROY

Réalisé dans une matière filtrante et traitée spécialement, il exerce une double protection contre la lumière directe solaire ou artificielle et contre les reflets parasites provoquant l'éblouissement.

Se fait dans toutes les corrections, simple et double foyer.

LEROY

Opticien 104 Champs-Élysées

27, bd St-Michel - 11, bd du Palais 18, bd Haussmann - 147, r. de Rennes 127, St-Antoine - 150, r. de Lyon 5, pl. des Terres - 30, bd Barbès

DROIT SOCIAL

Directeur Jean-Jacques DUPEYROUX

n° spécial

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

DE P. DIJOU AU GISTI
30 ETUDES SUR TOUS LES PROBLEMES DE L'HEURE

216 p., Format 21x29,7, Prix 59 F
Numéro compris dans LE PRIX de l'abonnement

DROIT SOCIAL - 3, RUE SOUFFLOT - 75005 PARIS

nement espère envoyer
prix des fruits et légumes

La production d'électricité
d'origine hydraulique
a baissé de 30 %

La production d'électricité d'origine hydraulique a baissé de 30 %

LE MONDE
diplomatique

LE PHÉNOMÈNE CARTE

LE PHÉNOMÈNE CARTE

LE PHÉNOMÈNE CARTE

LE PHÉNOMÈNE CARTE

LE PHÉNOMÈNE CARTE

LE PHÉNOMÈNE CARTE

LE PHÉNOMÈNE CARTE

LE PHÉNOMÈNE CARTE

LE PHÉNOMÈNE CARTE

LE PHÉNOMÈNE CARTE

F.O. et la FEN constatent leur identité de vues sur divers points

de la FEN doit s'entretenir, le 16 juin, avec les représentants de la C.F.D.T.

Les responsables de la Fédération de la métallurgie C.G.T. ont proposé une réunion, avant la fin de juin, à leurs homologues de la Fédération C.F.D.T. pour préparer leurs initiatives d'automne.

Les relations entre les deux organisations s'étaient refroidies après que les cégétistes eurent défilé à pour Femploi, à Saint-Etienne, les 22, 23 et 24 juin. Les métallurgistes C.F.D.T. s'étaient alors retirés de la journée d'action commune, antérieurement prévue pour le 23 juin.

Enfin, les dirigeants confédéraux C.G.T. et C.F.D.T. se rencontreront sans doute d'ici à la fin de ce mois.

(AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS)

...the ...



L'APEC renforce ses services pour les cadres en chômage

- cents au lieu de soixante-dix il y a cinq ans), pour devenir une sorte d'observatoire économique au service des cadres. Le directeur de l'APEC, M. Robert Bosquet, a présenté, lundi 14 juin, les premiers résultats des enquêtes et des nouveaux services offerts aux chômeurs.**

le secteur privé, 51 étaient déjà cadres (dont 24 ont quitté volontairement leur emploi précédent), 17 étaient de jeunes diplômés ou non et 32 avaient précédemment un emploi non cadre, ce qui révèle l'importance de la promotion sociale ; 56 % des cadres nouvellement promus avaient arrêté leurs études avant le baccalauréat.

Quant à la durée de recherche d'un emploi, elle est en moyenne de dix-neuf semaines, mais cette durée varie du simple au triple et même davantage dans certains cas : trois semaines pour un directeur général, quatorze semaines pour un comptable, vingt-six semaines dans le secteur des matériaux de construction.

Selon M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière et président de l'UNEDIC (régime de chômage complémentaire), « tous les « chômeants » de l'assurance-chômage ont été en baisse fin mai, comme ils l'avaient déjà été fin avril ». « C'est ainsi, a-t-il indiqué, que le nombre des

bénéficiaires des allocations de l'ASSÉD à diminué d'environ 12 800 et celui de ceux qui bénéficient de la garantie de salaire de 7 000 francs de 16 000. Le nombre des dossiers en instance de liquidation a diminué de 9 000, les entrées de nouveaux dossiers de 14 000 et le nombre des premiers paiements d'allocations de 7 000.»

« Ce chiffre est très intéressant », commente jusqu'en septembre s'est assuré M. André Bergeron, qui a cependant ajouté : « Après, on ne sait pas, étant donné les incertitudes de conjoncture internationale, si aussi un grand nombre de chômeurs vont à ce moment-là chercher du travail... »

De notre correspondante

Dans ce texte, les pays du tiers-monde revendiquent notamment le droit de contrôler les entreprises multinationales qui devraient respecter les lois des pays où elles sont implantées, et s'engager à leur fournir une aide financière pour stimuler dans leur politique ni dans leurs relations avec d'autres États. Les « 77 » acceptent la création du Fonds international d'aide aux multinationales, créées par l'UIT, mais à condition que ce fonds soit uniquement financé par les pays riches, dont l'aide aux pays sous-développés doit être maintenue intégralement.

Le document traite également des moyens à l'échelle nationale et internationale qui devraient être mis en œuvre pour résoudre le problème de la BTR. Il s'agit de proposer d'étudier les possibilités de créer, d'ici à l'an 2 000, non moins d'un milliard d'emplois nouveaux.

● **LES SYNDICATS AFRICAINS** s'èlevaient contre la fourniture d'équipement nucléaire français à l'Afrique du Sud. M. Akeunu (Kenya), secrétaire général du BIT, l'organisation de l'unité africaine, a annoncé, à Genève, qu'une résolution condamnant le régime sud-africain et critiquant la France serait présentée à l'Assemblée par le groupe des syndicalistes.

ISABELLE VICHNIAC

● M. PAUL DILJOU, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, a présidé en fin de semaine un déjeuner-débat organisé par M. Roland Dnord, président-directeur général de la société Vidéo-grammes de France, sur le thème « *Le monde des travailleurs immigrés et l'information des Français* ». Il a lancé un appel à la presse écrite afin qu'une meilleure répercussion soit donnée aux moyens déjà mis en œuvre par les pouvoirs publics, notamment dans le domaine audiovisuel, « pour sensibiliser l'opinion aux problèmes des travailleurs étrangers et pour mieux faire connaître et apprécier leurs pays, leurs coutumes, leurs cultures ».

● LE COMITÉ DE COORDINATION DES FOYERS SONA-COTRA EN GREVE a dénoncé le lundi 14 juin, au siège de la Ligue des droits de l'homme, les « *infractions* » commises, selon lui, par la direction Sona-Cotra, sur le plan des normes de construction et d'équipement. S'appuyant sur « *certaines constatations dues à un ensemble assez confus de réglementation* », les responsables du comité, entourés d'architectes, d'ingénieurs et de juristes, ont affirmé notamment que les foyers ne sont pas « *compatibles avec les normes minimales du logement* », car ils contribuent « *à renforcer l'isolement des travailleurs immigrés* » et ne considèrent que « *leurs besoins vitaux, en niant leurs besoins sociaux* » (*le Monde* du 23 avril). D'autre part, les dirigeants du comité ont mis en cause, une fois de plus, la gestion des foyers et accusé la direction de la Sona-

M. Djoudj a annoncé une Quinzaine de la fraternité Français-immigrés pour l'automne. « J'entends poursuivre ainsi, a-t-il dit, une mobilisation positive des Français contre le communisme pour une meilleure insertion sociale des migrants dans notre monde industriel ».

**DÉCIDÉES
PAR LE GOUVERNEMENT**

La relation de l'apprentissage a été décidée par le conseil des ministres du 9 juin (« Le Monde » du 11 juin) continue de provoquer un certain nombre de réactions. La Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) et la Jeunesse ouvrière chrétienne musulmane (J.O.C.F.) considèrent que ces mesures « vont à l'encontre des intérêts des jeunes du monde ouvrier et soutiennent ceux du patronat ».

« Le gouvernement, estimant la formation des jeunes ouvrier à la croisée pour la privatisation de la formation. » Ces deux mouvements préconisent notamment un horaire hebdomadaire effectif ne dépassant pas 35 heures, la mise en œuvre de conditions de formation et le paiement du salaire minimum des apprentis.

Le Syndicat national de l'enseignement technique des collégiés (SNETAA), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, dénonce à cette nouvelle atteinte au service public et l'orientation prise par le pouvoir, qui n'hésite pas à sacrifier les jeunes aux objectifs d'une pseudo-formation strictement utilitaire et contraignante.

La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, dont le président est Mr Jean Cornec, déplore qu'« on s'engage une fois encore dans une politique de formation professionnelle à courte vue » qui « offre au jeune qu'« une formation de base étriquée et étroitement spécialisée ». La Fédération Cornec « exige » que le gouvernement « s'engage dès la prochaine rentrée vers une politique de réorientation et de perfectionnement de l'enseignement technique et de la création de sections nouvelles dans les collèges d'enseignement secondaire et les lycées techniques ».

Europcar loue des
voitures, et vous vous
louerez d'Europcar

europcar 

645.21.25

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES PÉTROLES BP

L'assemblée générale ordinaire réunie le 8 juin 1976 sous la présidence de M. Jean Chenevier, président-directeur général, a approuvé toutes les résolutions proposées par le conseil.

Le compte de pertes et profits fait apparaître une perte de 132 millions de francs contre un résultat net en 1974. De même le compte d'exploitation fait apparaître une perte comptable de 118,3 millions de francs contre une perte de 34,3 millions pour l'exercice 1974. Dans ces conditions, l'assemblée décide, comme l'année dernière, de ne pas distribuer la dividende.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONALE CENTREST

L'assemblée générale ordinaire réunie sous la présidence de M. Jean-Pierre Bouyoussié a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1976. Le solde après dotation aux amortissements, constitution de provisions et impôt par un bénéfice de 2 202 630,80 F contre 2 171 817,54 F en 1975. Le total du bilan Centrest a atteint 870 millions 207 737,19 F contre 887 millions 102 445 F l'an dernier. La progression de 26,5 % est due principalement à l'accroissement du

[illegible]

Pour aider au développement international d'Informatec, jeune et dynamique société d'informaticque française spécialisée dans l'aide au diagnostic en médecine nucléaire, Soginove vient de souscrire une émission d'obligations convertibles en actions de cette société.

Rappelons que Soginove — Société Générale pour le financement de l'innovation, — dont le capital est principalement détenu par la Société Générale, le Crédit hôtelier et un groupe de compagnies d'assurances, a réalisé une douzaine d'investissements depuis le début de son acti-

Le renforcement financier d'Informatec intervient au moment où cette firme a déjà installé cinq systèmes aux Etats-Unis, le premier d'entre eux ayant été mis en service au réputé John Hopkins Hospital de Baltimore.

[illegible]

PARIS
14 JUIN

Désœuvrement

Découvrement

Parmi les titres les plus touchés, l'on a relevé Carrefour, Saint-Gobain, Alsthom, D.B.A., Leroy-Somer, Locafrance, Esso et Poulain dont la cotation a dû être, un moment, retardée en raison de l'abondance des ordres de ventes. A noter, le nouveau repli de Rhône-Poulenc qui s'est inscrit derechef à son plus bas niveau historique.

Bref, la glissade des indices a repris, et le faible espoir suscité vendredi dernier par la très légère reprise des cours s'est estompé. Il serait pourtant vain de chercher à expliquer cette « quantité » de politique qu'économique, l'origine de ce retrait. Les débats parlementaires au sujet du projet de taxation des plus-values se poursuivent mais un peu moins passionnée, et la reprise économique, en dépit des commentaires toujours contradictoires, semble se

Aux valeurs étrangères, les mines d'or ont été diversement traitées. Fermeté des américaines, des allemandes et des pétroles internationaux.

Sur le marché de l'or, toujours inactif (5,86 millions de francs de transactions), le lingot a perdu 20 F à 19 465 F (après 19 470 F), et le napoléon a cédé 0,50 F à 232 F.

Taux du marché monétaire

Effets privés.....	7 1/2 %
--------------------	---------

LONDRES

Mieux orienté

Le redressement de la livre et la hausse de Wall Street effacent le mauvais effet causé par les résultats décevants du commerce extérieur. Mardi, à l'ouverture, les Industrielles sont mieux orientées. Fermées des végétales. Reprise des mines d'or, parfois vigoureuse (+ 25 points). Stabilité des fonds d'Etat.

DR (ouverture) (dollars): 126 75 contre 125 80

VALEURS	CLOTURE 14/6	COURS 15/6
War Loan 3 1/2 % ..	25 1/2	25 3/8
Beecham ..	375	380 1/2
British Petroleum ..	610	610 1/2
Glaxo ..	447 1/2	447 1/2
Vickers ..	180	180
Imperial Chemical ..	384	385 ..
Coatlands ..	132	132 ..
De Beers ..	236	237 1/2
Western Holdings ..	21	20 7/8
Nio Tinto Zinc Corp ..	225	224 ..
West British Air ..	26 1/2	26 7/8

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1975.)

	11 juin	14 juin
Valeurs françaises ..	97,6	97,3
Valeurs étrangères ..	107,5	108,4
C- DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	74,1	74,1

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	14/8	15/6
1 dollar en monnaie	222.25	222.25

1 dollar (en yens)	299 88	299 83
-------------------------	--------	--------

NEW-YORK

Nouvelle et vive hausse

Pour la troisième séance consécutive, les cours ont enregistré une hausse lundi, à Wall Street. L'indice Dow Jones a monté de 14,44 points (soit une progression de 0,15 points en trois jours) et s'est élevé, à 591,24, son plus haut niveau depuis le 20 mai dernier (587,27).

[illegible]

pressions à la hausse sur le
ux. Le « prime rate » des banques
est, d'autre part, généralisé à
1/4 %.

Enfin, la continuité de la reprise
économique, dont personne ne doute
sans doute pas étrangère à la
hausse des cours. Les stocks de
entreprises ont enregistré, en mal
gou gonflement le plus modéré,
puls quatre mois (+ 0,3 %), le

indices Dow Jones des transports 1.45 (+ 2.71) : des services publics

7,45 (+ 2,71) ; des services publics
02 (+ 0,13).

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 14 JUIN - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation					
4,50 % 1973	576 80	576 50	575 80	577 50	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
C.M.E. 3 %	1512	1527	1527	1525	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Afrique Occ.	419	422	421	424 50	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Air liquide	360	360	360	360	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Alcatel	242 50	241 50	241 50	242 50	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Alstom	72 20	70	70	71 10	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Arct. F. Alst.	158 80	157	157	158	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810	810	810	188	188	188	188	188	188	525	525	525	525	525					
Ass. de Paris	357	357	357	358	810	810																		

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 14/6
Casta-Unis (5 c.)	4 734	4 735
Canada (Can. 1.)	4 838	4 843
Allemagne (100 DM)	183 756	184 125
Belgique (100 F)	11 678	11 677
Danemark (100 krn)	77 728	77 706
France (100 pas.)	8 973	8 974
Grande-Bretagne (1 £)	8 236	8 238
Italie (1 000 frns)	5 643	5 655
Norvège (100 L)	85 820	85 760
Pays-Bas (100 fl.)	173 280	173 550
Portugal (100 asc.)	15 378	15 398
Suède (100 kr)	106 820	106 828
Suisse (100 frs)	198 400	198 560

COURS DES BILLETS | **MARCHÉ LIBRE DE L'OR**

échanges gr. et gr. entre banques	MONNAIES ET DEVISES	COURS par \$	COURS 14/8
4 725	Or fin (dite en barre).....	1950	19350
4 53	Or fin (dite en lingots).....	19485	19485
183 75	Pièces françaises (20 fr.).....	232 50	232
78	Pièces françaises (10 fr.).....	116 25	116
	Pièces belges (20 fr.).....	57 70	107 10
8 45	Union latine (20 fr.).....	187	185 90
5 075	Souverain.....	194 90	200
96	Pièce de 20 dollars.....	943 20	944
14	Pièce de 10 dollars.....	471 60	485
14 75	Pièces de 5 dollars.....	317	325
106 25	Pièce de 50 pesas.....	795 50	781
189 50	Pièce de 10 liras.....	281 78	291

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
2. Océan-Inde
- T.F.A.I. : M. Ali Arafat se dit prêt à démissionner de la présidence du conseil de gouvernement de Djibouti.
2. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : l'entrée sur la scène politique du professeur Yadin renforce le camp des « colons ».
3. DIPLOMATIE
- Les entretiens de M. Lázar avec M. Giscard d'Estaing.
3. ASIE
- TIMOR : entretien avec le secrétaire général du FRETLIN.
4. EUROPE
- GRANDE-BRETAGNE : les candidats à la direction du parti libéral.
- ESPAGNE : le P.C. préconise la négociation d'une alternative démocratique.
- L'Italie devant la peur (II), par Michel Boyer.
7. AMÉRIQUES
- URUGUAY : les élections générales de novembre sont suspendues.
- 8 à 12. POLITIQUE
- La modification de l'article 7 de la Constitution.
- POINTS DE VUE : « Dieu et le P.C.F. », par Bertrand Fessard de Foucault ; « Sécheresse et cactus », par Charles Signon.
- 12-13. DÉFENSE
16. JUSTICE
- COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT : l'affaire d'Aléris.
- 16-17. ÉDUCATION
- Le congrès du SNE-Sup.
18. RELIGION
- L'Assemblée générale de l'Institut de la théologie de l'épiscopat des sciences humaines.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

(PAGES 19 ET 20)

- Groupes thérapeutiques et prédispositions aux maladies : une révolution biologique et médicale.
- Diagnostic prénatal : de nouveaux espoirs.
- Bercé ou l'industrie de la santé.

21-22. SCIENCES

— La récupération de l'eau chaude des centrales nucléaires : pénurie d'énergie ou défaut de volonté politique.

23. FÊTE DES PÈRES

25 à 27. ARTS ET SPECTACLES

— MUSIQUE : Numéro 5, de Philippe Manoury ; Siegfried à Genève.

28. SPORTS

— VOILE : la Course transatlantique est perturbée par la tempête.

36. LES RÉGIONS

— Le cœur des villes malades de l'auto : Bordeaux, Bayonne.

37. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— URBANISME : comment les associations peuvent-elles participer à la construction de la cité ?

38 à 40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— EMPLOI : l'APEC renforce ses services pour les cadres en chômage.

LE SORT DES PERSONNES AGÉES

— Une campagne, deux colloques et un salon.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (28)

— Annonces classées (28 à 35) ;

— Aujourd'hui (27) ; Carat (24) ;

— Journal officiel (27) ; Méthodologie (27) ; Mots croisés (27) ;

— Finances (41).

LATRELLIE
LE SPÉCIALISTE
DU TRES BOUT VETEMENT
COSTUMES D'ÉTÉ dep. 460 F
ROBES D'ÉTÉ dep. 165 F
QUALITÉS IRREPROCHABLES
62, r. St-André-des-Arts 6°
PARKING RÉSERVÉ
CATALOGUE SUR DEMANDE

A B C D E F G

LA CRISE S'AGGRAVE EN BOLIVIE

Les mineurs et les étudiants déclenchent un mouvement de grève générale et illimitée

Treize mille étudiants de l'université de La Paz ont décrété, le lundi 14 juin, une grève générale illimitée pour soutenir les mineurs qui ont cessé le travail le même jour. Cette grève pourrait s'étendre à l'université d'Oruro, située en pays minier, et à celle de Cochabamba. Le président Hugo Banzer a convoqué un conseil des ministres extraordinaire avec les principaux chefs militaires. L'état de siège a été proclamé le 9 juin dernier pour trois mois.

Correspondance

Lima. — Les mineurs boliviens ont décrété une grève générale illimitée à partir du lundi 14 juin pour protester contre l'occupation par l'armée de plusieurs centres miniers et contre l'arrestation de leurs dirigeants syndicaux.

La crise, qui s'aggrave rapidement avec un mouvement de grève générale de solidarité des étudiants, a commencé le 7 juin. Les mineurs déclenchèrent un premier arrêt de travail de vingt-quatre heures, le gouvernement ayant refusé d'autoriser le rapatriement en Bolivie du corps de l'ancien président Torres, assassiné à Buenos-Aires. Le même jour, des manifestations éclatèrent dans les universités.

Les étudiants protestèrent contre la suppression des facultés dont ils bénéficiaient jusqu'à présent pour le service militaire. Les forces de l'ordre intervinrent avec violence. On comptait deux morts à Oruro et Sucre. Pour tenter de stopper la contestation, le gouvernement décida d'avancer au 9 juin les vacances d'hiver et de fermer provisoirement trois universités de province.

Transportés par avion, des troupes occupèrent les districts miniers au sud d'Oruro et les stations de radio, en particulier Radio-Pie-XII dirigée par les pères oblats. L'état de siège fut proclamé sur l'ensemble du territoire pour trois mois. Plusieurs dizaines de personnes dont un certain nombre de dirigeants syndicaux furent arrêtées dans la capitale.

Jusqu'à présent le gouvernement du général Banzer avait agi avec beaucoup de prudence à l'égard des mineurs, qui, au nombre de trente-cinq mille environ, représentent un foyer traditionnel de contestation. Bien que tou-

EN BREF

● M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir mardi 15 juin dans l'après-midi le secrétaire d'Etat américain aux transports, M. William Coleman.

Le président de la République a présidé mardi matin un conseil restreint consacré aux programmes des écoles et des collèges avant de recevoir à déjeuner le président du conseil de Hongrie, M. György László, qui effectuait depuis dimanche une visite officielle à Paris.

M. Giscard d'Estaing devait succéder mardi 15 juin dans l'après-midi à son collègue de France au Caire, qui vient d'être nommé ambassadeur à Moscou, et avec M. Gilbert Grandval, ancien ministre, ancien député U.D.R.

● Le parti communiste chinois a invité des représentants du parti socialiste et du parti populaire démocratique portugais à se rendre en visite en Chine à partir du 12 juillet. Le parti socialiste sera représenté par MM. Paul Rego et Alvaro Guerra, et le P.P.D. par MM. Pedro Roseta et Alfredo de Sousa.

La délégation comprendra également des membres du parti communiste marxiste-léniniste (P.C.P.-M.L.) qui, selon O. Scudé, a transmis l'invitation. Le P.C. chinois, le quotidien estime que cette visite pourrait servir à préparer l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et le Portugal. — (A.F.P.)

● L'œuvre culturelle et éducative du Front populaire est le thème d'un débat organisé mercredi 16 juin à 19 h. 15 au FIAP, 30, rue Cabanis, 75014 Paris, par Peuple et Culture. Ce débat sera animé par MM. Antoine Prost, professeur à l'université d'Orléans, Pierre Bertaux, ancien membre du cabinet de Jean Zay, ministre de l'éducation du Front populaire, et Robert Auclair, animateur du Centre laïc des auberges de jeunesse en 1936.

★ Peuple et Culture, 27, rue Cassette, 75006 Paris.

● Trois alpinistes tués dans le Mont-Blanc. — Les corps de trois hommes et deux femmes — ont été découverts, dans l'après-midi du lundi 14 juin, au pied de la face nord de l'Aiguille du Midi, dans le massif du Mont-Blanc. Selon les premiers éléments de l'enquête, la mort des trois alpinistes remonterait au dimanche 13 juin. Ils ont vraisemblablement fait une chute de 1 000 mètres en tentant la traversée de l'arête qui relie l'Aiguille du Midi (3 842 mètres) à l'Aiguille du Plan (3 873 mètres).

Au cours de sa visite à Paris

LE PRÉSIDENT ASSAD AURA TROIS ENTRETIENS EN TÊTE À TÊTE AVEC M. GISCARD D'ESTAING

Le président syrien Hafez el-Assad, qui fera une visite officielle à Paris du 17 au 18 juin, aura quatre entretiens, dont trois en tête à tête, avec le président Giscard d'Estaing.

Voici le programme de sa visite :

— Jeudi 17 juin. — Le président Assad est accueilli à l'Orly par M. Giscard d'Estaing à 15 h. 15. Premier entretien à 16 heures à l'hôtel Marigny, résidence du chef de l'Etat syrien.

— Vendredi 18. — Nouvel entretien en tête à tête à l'Élysée. Visite du central téléphonique des Tuileries. Déjeuner à l'hôtel Marigny à l'invitation de M. Chirac.

Dans l'après-midi, entretien élargi à l'Élysée. Présentation du corps diplomatique au Quai d'Orsay. Dîner offert par le président Assad à l'hôtel Marigny, en l'honneur de M. Giscard d'Estaing.

Samedi 19. — Dernier entretien en tête à tête entre les deux présidents à l'Élysée et cérémonie d'adieu.

Le président syrien sera accompagné de Mme Assad, qui visitera le musée du Louvre et assistera vendredi à une présentation de haute couture.

Sur la route du retour, le président Assad fera une visite de vingt-quatre heures en Yougoslavie, et de quarante-huit heures en Roumanie.

Pour coups et blessures volontaires

Deux nouvelles plaintes sont déposées contre des gendarmes d'une brigade du Var

De notre correspondant

Marseille. — Après la plainte déposée, le 10 juin, par M. René Adolphe contre plusieurs gendarmes de la brigade de Bandol (« Le Monde » daté 13-14 juin), deux jeunes gens viennent, à leur tour, de mettre en cause plusieurs fonctionnaires de la brigade de Saint-Cyr-sur-Mer, localité située entre Bandol et La Ciotat.

Convoqués lundi 14 juin au palais de justice de Toulon par M. Jean Cavallone, juge d'instruction, après la plainte de M. Adolphe, les deux jeunes gens ont été confrontés à quatre sous-officiers. « En ce qui concerne les conditions de détention du plaignant, a ajouté le commandant, je ne possède que la version d'un enquêteur, deux autres étant actuellement en permission. Quoi qu'il en soit, une confrontation sera diligentée par le magistrat désigné par la Cour de cassation. (...) Je peux vous assurer que, s'il apparaît à cette occasion qu'un seul fond de vérité se manifeste, des sanctions exemplaires seront prises contre les coupables. Je tiens absolument à ce que toute la lumière soit faite. L'opinion publique, qui a toujours fait confiance à la gendarmerie, et qui peut apprécier chaque jour son action sécuritaire, ne comprendrait pas qu'il puisse en être autrement. »

Enfin, le commandant Jacques Vincent, commandant du groupement de gendarmerie de Toulon, a affirmé que l'enquête en cours, après la plainte de M. Adolphe, « porterait sur la totalité des faits reprochés à quatre sous-officiers ». « En ce qui concerne les conditions de détention du plaignant, a ajouté le commandant, je ne possède que la version d'un enquêteur, deux autres étant actuellement en permission. Quoi qu'il en soit, une confrontation sera diligentée par le magistrat désigné par la Cour de cassation. (...) Je peux vous assurer que, s'il apparaît à cette occasion qu'un seul fond de vérité se manifeste, des sanctions exemplaires seront prises contre les coupables. Je tiens absolument à ce que toute la lumière soit faite. L'opinion publique, qui a toujours fait confiance à la gendarmerie, et qui peut apprécier chaque jour son action sécuritaire, ne comprendrait pas qu'il puisse en être autrement. »

LA LOI D'ORIENTATION POUR LES HANDICAPÉS SERA APPLIQUÉE DANS LES DÉLAIS FIXÉS

affirme M. René Lenoir

« Tous les décrets de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées seront publiés avant le 31 décembre 1977, afin que les mesures nouvelles s'appliquent par la loi, entrent en application le 1er janvier 1978 », a déclaré dimanche 13 juin M. René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale, lors de son intervention devant les représentants de l'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés (UNAPEI) réunis en assemblée générale à Paris du 11 au 13 juin.

En outre, M. Lenoir a souligné les inadaptés de l'UNAPEI, qui s'opposent aux lenteurs d'application de la loi du 30 juin 1975, le secrétaire d'Etat, qui estime satisfaisant le rythme de parution des décrets d'application (quatorze en un an), a assuré : « Les dispositions concrètes de la loi, celles qui ont trait aux allocations, à l'allocation de parent, à la solidarité de ressources, à la suppression de l'obligation alimentaire seront à cette date en vigueur. »

L'UNAPEI, qui fédère sept cents associations et sections locales, a affirmé leur détermination de multiplier les interventions, soit auprès du chef de l'Etat, soit au niveau des préfets et des collectivités locales pour exiger que l'esprit de la loi du 30 juin 1975 soit désormais appliqué.

Le parti communiste chinois a invité des représentants du parti socialiste et du parti populaire démocratique portugais à se rendre en visite en Chine à partir du 12 juillet. Le parti socialiste sera représenté par MM. Paul Rego et Alvaro Guerra, et le P.P.D. par MM. Pedro Roseta et Alfredo de Sousa.

La délégation comprendra également des membres du parti communiste marxiste-léniniste (P.C.P.-M.L.) qui, selon O. Scudé, a transmis l'invitation. Le P.C. chinois, le quotidien estime que cette visite pourrait servir à préparer l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et le Portugal. — (A.F.P.)

● L'œuvre culturelle et éducative du Front populaire est le thème d'un débat organisé mercredi 16 juin à 19 h. 15 au FIAP, 30, rue Cabanis, 75014 Paris, par Peuple et Culture. Ce débat sera animé par MM. Antoine Prost, professeur à l'université d'Orléans, Pierre Bertaux, ancien membre du cabinet de Jean Zay, ministre de l'éducation du Front populaire, et Robert Auclair, animateur du Centre laïc des auberges de jeunesse en 1936.

★ Peuple et Culture, 27, rue Cassette, 75006 Paris.

● Trois alpinistes tués dans le Mont-Blanc. — Les corps de trois hommes et deux femmes — ont été découverts, dans l'après-midi du lundi 14 juin, au pied de la face nord de l'Aiguille du Midi, dans le massif du Mont-Blanc. Selon les premiers éléments de l'enquête, la mort des trois alpinistes remonterait au dimanche 13 juin. Ils ont vraisemblablement fait une chute de 1 000 mètres en tentant la traversée de l'arête qui relie l'Aiguille du Midi (3 842 mètres) à l'Aiguille du Plan (3 873 mètres).

A LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX

M. Zijlstra : pas de solution de rechange pour l'instant aux changes flottants

C'est une déclaration assez décevante qu'a faite lundi, devant l'assemblée générale de la Banque des règlements internationaux, le président du conseil d'administration de cette institution, M. Jelle Zijlstra, gouverneur de la Banque des Pays-Bas.

A l'heure actuelle, il n'y a pas de solution de rechange aux taux flottants, a-t-il conclu, après avoir précisé : « Si certains pays ont tiré avantage du flottement, c'est essentiellement parce qu'ils ont accordé une priorité élevée à la maîtrise de l'inflation interne. Seul le retour à des politiques nationales plus saines permettra de retrouver une plus grande stabilité des changes. Si nous y parvenons, le taux de change pourrait à son tour contribuer de nouveau au maintien de la stabilité intérieure. »

D'un autre côté, dans les pays dont les monnaies se sont fortement dépréciées, le coût des importations a sensiblement augmenté, ce qui a contribué à aggraver l'inflation interne. Des échanges de vue, qui ont

eu lieu à l'occasion de l'assemblée générale, ont ressorti cette idée que l'un des participants a exprimée de la façon suivante : « Contrairement à ce que l'on avait cru, le flottement ne fonctionne pas comme une machine automatique. Il ne donne pas automatiquement les points d'équilibre entre les monnaies. »

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de « gestion systématique » du flottement. Ce qu'il convient de faire, c'est de découvrir une voie moyenne entre le pur flottement et les parités fixes et concevoir un système monétaire entièrement renouvelé.

Mais l'entrevue spéciale de l'A.F.P. de deux experts présents, a fait remarquer qu'« on ne pourra rien faire tant que les États-Unis ne renouvelleront pas leur réserves monétaires, ou presque, et limiteront autant qu'ils le font actuellement leurs interventions sur les marchés de changes. Il leur manque en fait la volonté d'intervenir. C'est ce fait même qui rend peu crédible la position américaine sur le problème de l'or : après tout, si les États-Unis ont renouveau leur système monétaire, il leur suffirait de vendre de l'or contre des devises. »

Le numéro du « Monde » daté 13 juin 1976 a été tiré à 572 333 exemplaires.

NOUVELLES COLLECTIONS

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE dans un choix de 3.000 draperies

à partir de 695 F

Prêt-à-porter Homme

Boutique Homme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

TRADUCTIONS
anglais, allemand, espagnol, italien, portugais, russe, japonais, chinois, etc.
44, rue de Valenciennes
PARIS 10. TEL. : 2343.03
PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

ABC
44, rue de Valenciennes
PARIS 10. TEL. : 2343.03
PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

TRADUCTIONS
anglais, allemand, espagnol, italien, portugais, russe, japonais, chinois, etc.
44, rue de Valenciennes
PARIS 10. TEL. : 2343.03
PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

TRADUCTIONS
anglais, allemand, espagnol, italien, portugais, russe, japonais, chinois, etc.
44, rue de Valenciennes
PARIS 10. TEL. : 2343.03
PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

TRADUCTIONS
anglais, allemand, espagnol, italien, portugais, russe, japonais, chinois, etc.
44, rue de Valenciennes
PARIS 10. TEL. : 2343.03
PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

OFFRE SPECIALE à saisir
CHATEAUNEUF DU PAPE
DU PAPE MILLESIME 1974
Vendu directement par le vigneron

Pau de vin... mais quel vin ce CHATEAUNEUF DU PAPE 1974 du domaine de Beauneard ! Propriétaire-recoltant, vinifiant lui-même à l'ancienne - en pressoir et vieillissement en fûts de chêne - vendant directement aux connaisseurs du monde entier (plus de 50 % en exportation vers les tables les plus raffinées) Paul COULON livre son fameux millésime 1974 à votre conviologie. Ce CHATEAUNEUF DU PAPE du domaine de Beauneard, au colons splendide, du bouquet complexe, parfumé, fruité, gouléant, est sélectionné par le club « carte d'or » Gault et Millau et recommandé par Paul BOCUSE. C'est véritablement un vin que vous apprécierez à sa juste valeur et qui fera la gloire de votre cellar.

POUR VOUS PERMETTRE DE LE GOUTER, Paul COULON vous propose sa caisse dégustation de 18 bouteilles pour seulement 320 F (franco et agutera GRATUITEMENT, en cadeau un bouquet de thym fleurant bon la Provence ensoleillée. Satisfaction formellement garantie (ou remboursement immédiat sans discussion). Faites cet essai : l'achat direct chez le vigneron vous assure un vin authentique, élaboré avec amour par un professionnel et pour un prix honnête.

LA CAISSE DÉGUSTATION
18 bouteilles 75 cl
CHATEAUNEUF DU PAPE 1974
Pour 320 F (franco domicile)
(offre valable 1 mois seulement)

Paul COULON Propriétaire vigneron
Domaine de Beauneard 84230 CHATEAUNEUF-DU-PAPE

BON à découper, remplir et envoyer à Paul COULON, domaine Beauneard, 84230 CHATEAUNEUF-DU-PAPE

Prénoms : _____ Nom : _____
Adresse complète : _____ Ville : _____
Code postal : _____

la presse
pour limiter
la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

la presse

UN NOUVEAU P...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...

Le comité...

entre le prés...